Rodrigue Tremblay Ph. D.

(1999)

Les grands enjeux politiques et économiques du Québec

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole
Courriel : mabergeron@videotron.ca

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web : http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/
Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web : <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec,
courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

À partir de :

Rodrigue Tremblay, Ph. D. (1999). Professeur d'économie et de Finance Internationale
à l'Université de Montréal.

Les grands enjeux politiques et économiques du Québec

Une édition électronique réalisée à partir du livre de M. Rodrigue Tremblay, **Les grands enjeux politiques et économiques du Québec**. Montréal : Les Éditions Transcontinentales 1999, 339 pp.

[Autorisation de l'auteur accordée le 1^{er} décembre, 2005 de diffuser cette œuvre sur ce site].

Courriel : rodrigue_tremblay@yahoo.com

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft
Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 22 janvier, 2006 à Chicoutimi, Québec.

Rodrigue Tremblay, Ph. D.
(1999)

Mise en pages et conception graphique de la couverture :
Studio Andrée Robillard

Les Éditions Transcontinental
1100, boul. René-Lévesque Ouest
24^e étage
Montréal (Québec)
H3B 4X9
Tél. : (514) 392-9000 ou, sans frais, 1 800 361-5479

Données de catalogage avant publication (Canada) Tremblay, Rodrigue, 1939 -
Les grands enjeux politiques et économiques du Québec Comprend des réf.
bibliogr. et un index.

ISBN 2-89472-115-3

1. Économie politique et économique. 2. Politique économique. 3. Économie sociale. 4. Québec (Province) - Politique économique. 5. Québec (Province) - Politique et gouvernement - 1994 - 1. Titre

Les Éditions Transcontinental remercient le ministère du Patrimoine canadien et la Société de développement des entreprises culturelles du Québec d'appuyer leur programme d'édition.

Les grands enjeux politiques et économiques du Québec. Montréal : Les Éditions Transcontinental Inc., 1999, 339 pp.

Du même auteur

N. B : Ces volumes sont ou seront sur le site [Les Classiques des Sciences sociales](#).

Macroéconomie moderne, théories et réalités, Études vivantes, Laval, 1992, 628 pages.

Économie et finances publiques, Guérin, Montréal, 1982, 381 pages.

Le Québec en crise, Sélect, Montréal, 1981, 447 pages.

La 3^e option, France-Amérique, Montréal, 1979, 133 pages.

L'indépendance économique du Canada français, rééd. Errol Bouchette, Éditions La Presse, Montréal, 1977, 373 pages.

L'économie québécoise, Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1976, 493 pages.

Afrique et intégration monétaire/Africa and Monetary Integration, Holt, Rinehart et Winston Montréal, 1970, 466 pages.

Indépendance et marché commun Québec-États-Unis, Les éditions du jour, Montréal, 1970, 127 pages.

L'économie, analyse macroéconomique, HRW, Montréal, 1975, 332 pages.

L'économie, analyse microéconomique, HRW, Montréal, 1975, 409 pages.

L'économie, une introduction à l'analyse des problèmes économiques de toute société, Holt, Rinehart et Winston, Montréal, 1969, 1971, 608 pages.

Note de l'éditeur

Indépendamment du genre grammatical, les appellations qui s'appliquent à des personnes visent tant les femmes que les hommes. L'emploi du masculin a donc pour seul but de faciliter la lecture de ce livre.

Au sujet de l'auteur

Rodrigue Tremblay est un économiste qui a fait ses études de doctorat à l'Université Stanford aux États-Unis.

Au cours de sa carrière au Canada et dans le reste du monde, il a occupé les postes de professeur de sciences économiques et de finance à l'Université de Montréal, de président de la North American Economics and Finance Association, de président de la Société canadienne d'économie, d'aviseur à la Banque du Canada, de consultant pour l'Union monétaire ouest-africaine, de ministre de l'Industrie et du Commerce dans le gouvernement du Québec et de chroniqueur financier au journal *Les Affaires*. Il a publié 25 livres, la plupart portant sur des questions économiques et financières, mais certains traitant aussi de questions morales et politiques. Il est professeur émérite à l'Université de Montréal.

Sa connaissance des États-Unis est considérable et de première main. En plus d'y avoir étudié, d'être marié à Carole, née aux États-Unis, et d'y avoir présidé une association professionnelle, Rodrigue Tremblay y passe de cinq à six mois chaque année. Il a visité toutes les régions des États-Unis, en plus d'avoir rédigé des articles et des livres sur l'économie américaine et ses relations commerciales et financières avec le reste du monde. Il a aussi effectué de nombreux voyages au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Afrique sub-saharienne.

LES GRANDS ENJEUX POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES DU QUÉBEC

- ❑ À l'aube du XXI^e siècle, le Québec va-t-il à contre-courant du reste de l'Amérique du Nord ?
- ❑ Est-ce que le mariage du nationalisme et du syndicalisme fait avancer ou reculer le Québec ?
- ❑ Comment la société québécoise peut-elle être libre, prospère et dynamique, tout en préservant et en développant son caractère francophone ?
- ❑ Comment renforcer le système démocratique du Québec ?
- ❑ Quels principes devraient guider les gouvernements dans les choix qu'ils font ?

Économiste, **Rodrigue Tremblay** jette un regard lucide et pénétrant sur les réalités avec lesquelles le Québec doit composer et sur les problèmes auxquels celui-ci doit faire face. À l'aide de multiples exemples, il montre comment la politique et l'économie influent sur notre vie de tous les jours.

Je dédie ce livre à mon épouse, Carole.

En plus d'avoir supervisé la préparation et la présentation des textes, elle est à l'origine de plusieurs des idées que l'on retrouve dans cet ouvrage.

REMERCIEMENTS

L'auteur remercie tout particulièrement M. Jean-Paul Gagné et Mme France Weinstein du journal *Les Affaires*, de même que messieurs Marcel Boyer, Leonard Dudley, Robert Lacroix, Thomas Lemieux, Claude Montmarquette, Pierre-Paul Proulx, André Martens, Fernand Martin et François Vaillancourt de l'Université de Montréal. Il est reconnaissant aussi à M. Fethy Mili pour son assistance professionnelle en ce qui concerne la documentation.

Il salue la collaboration et le dévouement de son épouse Carole sans qui ce livre n'aurait pu voir le jour. Il remercie tout spécialement Josée Lafontaine et Suzanne Larouche-Sidoti pour leur assistance empressée. L'auteur est aussi reconnaissant envers les nombreux lecteurs du journal *Les Affaires* qui lui ont fait des commentaires et des suggestions. L'auteur demeure, cependant, seul responsable du contenu de ce livre, en tout et en partie.

Vaudreuil-Dorion
Le 1^{er} septembre 1999

Table des matières

[Index des sujets et des noms](#)

[Introduction](#)

[Chapitre 1.](#)

Le monde

1.1 [Le XX^e siècle : le meilleur et le pire](#)

[Chapitre 2.](#)

L'économie générale

2.1 [L'économie politique](#)

2.2 [Les forces et les faiblesses du capitalisme](#)

2.3 [La notion de profit](#)

2.4 [La mobilité des capitaux](#)

2.5 [L'économie souterraine](#)

2.6 [L'économie du gaspillage](#)

2.7 [Une ère de déflation ?](#)

2.8 [Le bogue de l'an 2000](#)

[Chapitre 3.](#)

Le marché du travail

3.1 [Le système des permis de travail](#)

3.2 [Le plein-emploi et le chômage de longue période](#)

3.3 [La France : la politisation des salaires](#)

3.4 [Le salaire minimum et autres mesures = le chômage et l'assistance sociale pour les jeunes](#)

3.5 [Une recette pour créer du chômage](#)

3.6 [La réforme des codes du travail](#)

3.7 [La démocratie et les États dans l'État](#)

3.8 [La productivité et la compétitivité au Canada](#)

[Chapitre 4.](#)

La politique

4.1 [La proposition de réforme du mode de scrutin](#)

4.2 [La règle de l'électeur médian](#)

4.3 [L'État-ordinateur](#)

4.4 [La démocratie directe](#)

4.5 [Le marché politique et le financement : le juste milieu](#)

4.6 [La politique au Québec](#)

4.7 [L'économie de la langue](#)

4.8 [La politique aux États-Unis](#)

4.9 [La corruption en politique](#)

- 4.10 [La propagande politique](#)
- 4.11 [Les improvisations gouvernementales](#)

[Chapitre 5.](#)

[Le social et la culture](#)

- 5.1 [La lutte à la pauvreté](#)
- 5.2 [L'État et le jeu](#)
- 5.3 [Du pain et des jeux](#)
- 5.4 [La criminalité : son coût et ses incidences](#)
- 5.5 [Le rapport coût-bénéfices de l'immigration internationale](#)
- 5.6 [Pitié pour les jeunes](#)
- 5.7 [Le virus de la discrimination étatique](#)
- 5.8 [Les valeurs, les cultures et les économies](#)
- 5.9 [La « louisianisation » du Québec](#)
- 5.10 [L'économie du savoir et les universités](#)
- 5.11 [Les universités et l'avenir du Québec](#)
- 5.12 [Le marché des services d'éducation](#)

[Chapitre 6.](#)

[La démographie et le vieillissement](#)

- 6.1 [L'évolution démographique du Québec](#)
- 6.2 [Les régimes de retraite publics et l'âge de la retraite](#)
- 6.3 [Les pensions de vieillesse : les cigales et les fourmis](#)
- 6.4 [Les changements démographiques à venir](#)
- 6.5 [Les défis du vieillissement](#)

[Chapitre 7.](#)

[La fiscalité](#)

- 7.1 [L'État père Noël](#)
- 7.2 [L'assainissement des finances publiques du Québec](#)
- 7.3 [La part des dépenses publiques dans l'économie](#)
- 7.4 [La politique monétaire et la politique fiscale](#)

[Chapitre 8.](#)

[La finance](#)

- 8.1 [L'industrie bancaire au Canada](#)
- 8.2 [Pour des supermarchés financiers](#)
- 8.3 [Le rôle de l'or](#)
- 8.4 [Jusqu'où ira l'inflation boursière ?](#)
- 8.5 [Les droits des actionnaires](#)
- 8.6 [Le cycle économique de 60 ans](#)
- 8.7 [La Bourse : 25 ans de marchés haussiers](#)
- 8.8 [Les causes internes et externes de la chute du dollar canadien](#)
- 8.9 [Les tribulations du dollar canadien](#)
- 8.10 [Est-ce que le Canada devrait adopter le dollar américain ?](#)

8.11 [Le fonctionnement d'une union monétaire](#)

8.12 [Les crises financières internationales](#)

[Chapitre 9.](#)

[La mondialisation](#)

9.1 [Les nouvelles forces économiques](#)

9.2 [L'ouverture des économies et l'État-nation](#)

9.3 [Les avantages et les contraintes de la mondialisation](#)

9.4 [Pour un marché commun nord-américain](#)

9.5 [La nouvelle monnaie européenne](#)

[Chapitre 10.](#)

[Les politiques gouvernementales](#)

10.1 [La santé : l'économie de la file d'attente](#)

10.2 [La santé ; une parodie](#)

10.3 [La santé : l'inversion des lois économiques](#)

10.4 [Les recommandations fiscales au gouvernement fédéral](#)

10.5 [L'incohérence des politiques économiques](#)

10.6 [La fable des deux aéroports](#)

10.7 [À qui appartient Hydro-Québec ?](#)

10.8 [Un plaidoyer en faveur de Montréal](#)

[Chapitre 11.](#)

[Les questions constitutionnelles](#)

11.1 [L'avenir politique et constitutionnel du Québec](#)

11.2 [Le coût du blocage constitutionnel](#)

11.3 [L'institution de la royauté](#)

11.4 [L'exemple de Porto Rico](#)

[Annexe](#)

[Tableau 1](#)

[Tableau 2](#)

[Tableau 3](#)

[Tableau 4](#)

[Bibliographie](#)

[Sources des textes](#)

INDEX

[Retour à la table des matières](#)

A

Accord de libre-échange Canada-États-Unis (ALE)
 Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA)
 Accord multilatéral sur des investissements (AMI)
 Acte constitutionnel de 1982 (voir aussi « constitution canadienne »)
 Acte de l'Amérique du Nord britannique (AANB)
 Action démocratique du Québec (ADQ)
 Acton, Lord John E.
 Aéroports de Montréal (ADM)
 Agency Shop
 Allemagne
 plein-emploi
 chambre haute
 valeurs culturelles, 150
 Allende, Salvador
 American Airlines
 Ameringer, Oscar
 Angleterre
 Argentine
 Arrow, Kenneth
 Asie
 Assemblée nationale
 Assurance-emploi
 Astor, Nancy
 Atelier fermé
 Australie
 Autodétermination

B

Baby-boomers
 Balance des paiements
 Banque centrale européenne (BCE)

Banque des règlements internationaux (BRI)
 Banque du Canada,
 Banque mondiale
 Banques
 Baseball Montréal
 Baumol, maladie de
 Becker, Gary S.
 Bélanger-Campeau, Commission
 Belgique
 Bible, la
 Bloc québécois
 Bloch, Arthur
 Blundell, Nigel
 Bogue de l'an 2000
 Bonhoeffer, Dietrich
 Bouchard, gouvernement
 Bourassa, gouvernement
 Bourse, la
 Bracewell-Milnes, B.
 Brésil
 Bretton Woods
 Brochu, Claude
 Buchanan, James
 Bureaucratie

C

Caisse de dépôt et de placement
 Caisses populaires Desjardins
 Californie
 Camp, Dalton
 Camus, Albert
 Canada
 charges fiscales
 taux de syndicalisation
 compétitivité
 productivité
 revenu médian
 corruption au

et le jeu	Code civil du Québec
et la criminalité	Code du travail
immigration au	Colonisation, du Canada
valeurs culturelles	Commerce électronique
scolarité	Commission Bélanger-Campeau
et les francophones	Commission d'accès à l'information
endettement	Commission de l'équité salariale
producteur d'or	Commission de l'industrie de la
et le dollar américain	construction
nationalismes au	Commission Dussault-Erasmus
Capitalisation	Commission Laurendeau-Dunton
Capitalisme	Commission Macdonald
Capitation, système de	Commissions scolaires
Capitaux	Commodity Research Bureau (CRB)
mobilité internationale des	Communauté urbaine de Montréal
rendement sur les	Communisme
exode des	Compétitivité
Carroll, Lewis	Conjoints de même sexe
Carruthers, A.W.R.	Conseil privé de Londres
Cartel	Constitution américaine
Casinos	Constitution canadienne (voir aussi « Acte
Certificats d'éducation	constitutionnel de 1982 »)
Cervantes	droit au travail
Chambre des communes	droits linguistiques
Charlottetown, Entente de	taxation
Charte canadienne des droits et libertés	rapatriement
Chartrand, Yves	et la royauté
Chemins de fer, construction	Construction, industrie de la
Chili	Continentalisation
Chine	Contrats, respect des
Choix publics, économie des	Contrôle de l'économie
Chômage	Cooper, Sherry
taux de	Corruption
naturel	Cote Z
cyclique ou keynésien	Cour européenne des droits de l'homme
frictionnel	Cour suprême des États-Unis
structurel	Cour suprême du Canada
en France	Coût
et salaire minimum	de la main-d'œuvre
et immigration	marginal
Chrétien, Jean	de la criminalité
Christian Coalition	social
Churchill, Winston	des services sociaux
Clinton, Bill	Coûts-bénéfices, analyse
Cobden, Richard	Crime organisé au Canada

Crises financières	Efficacité économique
Croissance économique	Égalitarisme
Crow, John	Einstein, Albert
Cullen, Bud	Électeur médian, règle de l'
Culture, la	Élections, au Québec
D	Elliot, vagues d'
Danemark	Émigration
Déclaration d'indépendance américaine	Emminger, Otmar
Déclaration universelle des droits de l'homme	Empire britannique
Déficits budgétaires	Empire français
Déflation	Empire romain
Demandes constitutionnelles	Emploi
Démocratie	taux d'
directe	création d'
et liberté	et pauvreté
au Québec	politique de l'
Dépréciation des monnaies	Entente de Charlottetown
Dépression économique	Entrepreneurs
Déréglementation	Équité salariale l'
Descartes	Espagne, plein-emploi
Désinformation, la	Espérance de vie
Despotisme	Étalon-or, l'
Dettes publiques	État, l'
Dévaluations monétaires	intervention de
DeVoretz, Don	les états dans
Diefenbaker, John	l'ordinateur et
Discrimination	et le jeu
Dollar américain	et la discrimination
Dollar canadien	et les banques
Dornbusch, R.	sociétés d'
Dorval, aéroport de	État-nation, l'
Dow-Jones, indice	État-providence
Downs, Anthony	États-Unis
Duell, C. H.	et l'arme nucléaire
Dumas, Alexandre, fils	plein-emploi
Durham, Lord John George Lambton	emploi des jeunes,
	taux de syndicalisation
	compétitivité
	productivité
E	démocratie
Économie publique	corruption
Économie souterraine	et le jeu
Économiser, capacité d'	et le sport professionnel
Economist, The	et la criminalité
Éducation, l'	valeurs culturelles

scolarité
 dépenses publiques
 réserve fédérale des
 et Porto Rico
 Euro, l'
 Europe
 Expos, Club des
 F
 Famille, la
 Fascisme
 Fédéralisme
 Financement
 des partis politiques
 des écoles publiques
 Finances publiques
 Fisher, Irwing
 Floride
 Foch, Maréchal F.
 Fonds monétaire international (FMI)
 Fontenelle
 France
 plein-emploi
 politisation des salaires
 emploi des jeunes
 corruption
 valeurs culturelles
 Franklin, Benjamin
 Frederick, William C
 Friedman, Milton
 Fugger, Jakob

G

Gangs de rue
 Gaspillage
 GATT (Accord général sur les tarifs
 douaniers et sur le commerce)
 Globalisation
 Godbout, gouvernement
 Grande-Bretagne
 plein-emploi
 démocratie
 valeurs culturelles
 et libre-échange
 et l'Écosse
 Greenspan, Alan

Gresham, loi de
 Groupes témoins, technique des
 Guerres
 Guitry, Sacha
 Gutenberg, 98

H

Harvard, Université
 Hayek, Friedrich
 Health Maintenance Organisations
 (HMO)
 Hicks, John R.
 Hiroshima
 Hitler, Adolf
 Hong Kong
 Hoover, Herbert C.
 Hugo, Victor,
 Huizenga, H. Wayne
 Hydro-Québec, 44 282-86

I

IBM
 IMF voir FMI
 Immigration, l'
 au Canada
 au Québec
 Imprimerie, invention de l
 Improvisations, les
 Impôts
 Incertitude
 Indépendantisme
 Inflation
 boursière
 taxe d'
 Innovations technologiques, vagues
 Internationalisation
 Interventionnisme étatique
 Italie

J

Japon
 Jefferson, Thomas
 Jeunes, les
 Jeux olympiques, les
 Justice sociale, 37, 71
 Main invisible (d'Adam Smith

K

Kennedy Round
Kenworth, usine
Keynes, John Maynard
Kondratieff, cycle de
Kosovo, 33, 120-21

L

La Fontaine
Lacordaire
Laferrière, Claude
Laisser-faire
Landes, David, A.
Langue, la
Le Chapelier, loi
Leacock, Stephen
Leclerc, Félix
Lénine, Vladimir
Lesage, Jean
Lévesque, René
Liberia
Liberté
 atteintes à la
 d'entreprendre
 de gagner sa vie
 et les ordinateurs
 et la démocratie
Libre-échange
 Canada-États-Unis
 et mobilité des capitaux et de la main
 d'œuvre
Lincoln, Abraham
Loi des langues officielles, la
Loi québécoise sur la consultation
 populaire
Lois économiques
Louis XIV

M

Maastricht, traité de
Macdonald, Sir John A.
Machiavelli, Niccolò
Mackay, Charles
Mackenzie King, William Lyon
Magna Carta

Malthus, Thomas
Marché commun
Marché politique
Marchés
Marge, raisonner à la
Mariage
Marshall, John
Martin, Paul
Marx, Karl
McDougall, Barbara
Médias, les
Meech, Lac
Mercantilisme
Mexique
Michels, Robert
Microprocesseur
Milosevic, Slobodan
Ministère de l'Éducation
Mintzberg, Henry
Mirabel, aéroport de
Monarchie constitutionnelle
Mondialisation
Monnaies fiduciaires, les
Monopole
Monopsone
Montcrestien, Antoine de
Montesquieu
Montréal, Ville de
 Jeux olympiques
 et les Expos
 et la criminalité
 et l'immigration
 universités
Moral Majority
Moralité
Mouvement Desjardins
Mulroney, Brian,
Mur de Berlin, chute du

N

Nagasaki
Napoléon Bonaparte
National Policy
National-syndicalisme
Pétrole, prix du

Nations Unies
Nietzsche, Friedrich
Nikkei,
Niveau de vie
Nobel, Prix
Nouveau Parti démocratique

O

Obligations
oligarchie, loi d'airain de l'
Oligopole
Olson, Mancur
Ontario
Or, l'
Ordinateur
Organisation de coopération et de
développement économique (OCDE)
Organisation de l'aviation civile
internationale (OACI)
Organisation du traité de l'Atlantique
nord (OTAN)
Organisation mondiale de commerce
(OMC)
Organismes sans but lucratif
Orwell, George

P

PAC (Political Action Committee)
Pareto, Vilfredo
Parité des pouvoirs d'achat
Parité non couverte des taux d'intérêt
Parizeau, Jacques
Parti conservateur du Canada
Parti démocrate
Parti libéral du Canada
Parti libéral du Québec
Parti québécois
Parti républicain
Pascal, Blaise
Patronage
Pauvreté
PBS, réseau de télévision
Pearson, Lester B.
Pensions de vieillesse, Canada
Périclès

Pilule anticonceptionnelle
Pinochet, Augusto
PME
Pol Pot
Politiciens
Politique, la
Politique « nationale », la
Politiques gouvernementales
monétaires, fiscales
keynésiennes
en santé
incohérence dans les
Ponzi, combine à la
Population
Porto Rico
Pouvoir, le
Prix unique
Prix contrôle des
Productivité
Profits
Propagande
Proposition
Propriété, droit de
Protectionnisme

Q

Québec
comptes économiques provinciaux
investissements productifs
chômage naturel
charges fiscales
revenu médian
loi sur les référendums
immigration au
mariages
et l'Amérique du Nord
lois linguistiques
scolarité
population
endettement
avenir constitutionnel
Québécois, et la religion, 41-42

R

Rae, Bob

S

Ralliement créditiste	Salaire minimum,
Ralliement pour l'indépendance	Salaires
nationale,	taxe sur les
RAM	stabilité des
Rand, formule	nominaux et réels
Récession	dans le sport professionnel
Rectitude politique, la	des gestionnaires
REER	dans le secteur public
Référendum	Santayana, George
mécanisme du	Santé, secteur de la
au Québec	au Québec
et le jeu	et vieillissement
aux États-Unis	Loi canadienne sur la
exemple de question	Sauvy, Alfred
Régie des rentes du Québec	Say, Jean-Baptiste
Régime de pensions du Canada (RPC)	Schmidt, Helmut
Régime des rentes du Québec (RRO)	Scrutin, mode de
Régimes de pension agréée (RPA)	Seigneurage, droit de
Régimes de retraite	Sénat canadien
enregistrés (voir RÉER)	Services, secteur des
publics	Shaw, George Bernard
Réglementation	SIDA
Religion	Sièges sociaux
Répartition, régime de la	Smith, Adam
Répression fiscale	Socialisme
Réserve fédérale américaine	Société des loteries du Québec
Revel, Jean-François	Société des nations
Revenus	Société Radio Canada (SRC)
Révolution américaine	Sociétés d'état
Révolution française	Sociétés multinationales
Révolution industrielle	Solde migratoire
Révolution tranquille, la	Sondages, techniques des
Révolutions	Souveraineté politique
Rhodes, E.M.	Spéculation
Richelieu	Sport professionnel
Risque	Staline, Joseph
moral	Stanford, Université
Robbins, Lionel	Suède
Rogers, Will	Suisse
Rosello, Pedro	Supranationalité
Royauté,	Surendettement
Rubin, Robert E.	Surinvestissement, crises de
Russell, Bertrand	Surproduction, crises de
Russie	Surtaxation
Ryan, Claude	Trudeau, Pierre E.

Swift, Jonathan
Syndicats
et la politique
en France

Tsé-toung, Mao
Tullock, Gordon
Twain, Mark

T

Taux d'intérêt
nominaux
à court terme
et les banques,
et la Bourse
Taux de change
Taxe de vente québécoise (TVQ)
Taxe sur les produits et sur les services
(TPS)
Taxes
Technologies
Termes de l'échange, les
Thibon, Gustave, 95
Thiessen, Gordon
Tilley, Samuel L.
Tocqueville, Alexis de
Tokyo Round
Totalitarisme
Traité de Rome
Travail
Tremblay, Rodrique

U

Union européenne
Union monétaire
fonctionnement d'une
Union nationale
Union soviétique
Universités, les
Uruguay Round

V

Vietnam
Vingtième siècle

W

Walras, Léon
Washington, George
Wilson, Michael
World Economic Forum
Wright, frères

Z

Zone de libre-échange des Amériques
(ZLÉA)

INTRODUCTION

Toutes les choses vivantes s'efforcent d'économiser, c'est-à-dire de faire plus avec moins. C'est la réponse de la vie face à la propension universelle de la perte d'énergie et de structure, cette force irrésistible connue sous le vocable d'entropie. C'est par ce processus unique d'économie que l'on peut survivre, croître, se développer et s'épanouir. À tout prendre, la vie sur terre est la manifestation de l'énorme succès qui résulte de la capacité d'économiser.

William C. Frederick
Université de Pittsburgh

[Retour à la table des matières](#)

Cet ouvrage provient principalement des chroniques d'affaires publiques bimensuelles que j'ai rédigées pour le journal *Les Affaires*, de 1996 à 1999. Je suis reconnaissant envers le journal *Les Affaires* de m'avoir ouvert sa page éditoriale pour la présentation d'analyses, d'idées et d'opinions sur des sujets d'affaires publiques, touchant à la fois à l'économie et à la politique. Cependant, le livre diffère substantiellement des chroniques, ces dernières étant des versions abrégées de textes plus complets.

On trouvera donc ici les analyses dans leurs versions complètes et intégrales, accompagnées, le cas échéant, des mises à jour qui s'imposent.

Bien des gens œuvrant dans le milieu de l'enseignement me demandaient à l'occasion si certains des textes à teneur pédagogique verraient le jour sous la forme d'un livre. Eh bien, c'est chose faite.

Les affaires publiques et les médias

On ne doit pas sous-estimer le rôle et la responsabilité des universitaires et des penseurs dans les débats d'affaires publiques. L'universitaire, du fait de la liberté académique dont il jouit, des recherches qu'il a menées et de la documentation dont il dispose, représente une source crédible et privilégiée d'information et d'analyses. Les travaux de l'universitaire se révèlent souvent essentiels pour analyser les problèmes qui découlent de la complexité croissante des sociétés et

des économies. Les débats d'affaires publiques exigent qu'ils soient alimentés non seulement par la connaissance des faits bruts, mais également par la présentation de perspectives, d'analyses et d'études différentes. Parfois, il est utile de s'éloigner des arbres pour mieux voir la forêt.

Dans une société démocratique, les intérêts légitimes des individus et des groupes ne concordent pas nécessairement. Pour que triomphent le bien commun et la solution la plus appropriée à chaque problématique, il importe pour les citoyens non seulement qu'ils aient une vision structurée de leurs intérêts propres, mais encore qu'ils soient conscients des grands enjeux du jour. Dans cette perspective, l'intellectuel agit comme une vigie qui repère les obstacles se dressant sur la voie et qui suggère les actions susceptibles d'éviter les désastres.

Les communications

Dans notre pays, comme partout dans le monde, l'évolution rapide des technologies de communication et de l'information a profondément modifié la nature des débats d'affaires publiques. La prolifération des médias électroniques a tendance à émietter et à atomiser les auditoires.

Néanmoins, aux États-Unis entre autres, on observe qu'un réseau à structure coopérative, tel le réseau de télévision PBS, réussit admirablement à stimuler les débats d'affaires publiques. Ce réseau éducatif, qui bénéficie d'une subvention du ministère de l'Éducation et de contributions d'individus et d'entreprises, et qui rejoint quelque 10 millions de téléspectateurs, met quotidiennement à son antenne nombre d'émissions d'affaires publiques de haute qualité.

En tête de liste, le *News Hour* (auparavant appelé *McNeil-Lehrer Hour*) traite chaque jour, en une heure, de 4 à 5 thèmes d'intérêt public, en présentant le pour et le contre. Politiciens, hauts fonctionnaires, universitaires et journalistes sont appelés à fournir des analyses qui vont au-delà de la superficialité de la nouvelle brève et instantanée.

Au Canada et au Québec, les réseaux privés et subventionnés négligent quelque peu les affaires publiques. Deux raisons, toutes deux budgétaires, semblent expliquer cette timidité et cette carence. Premièrement, la poursuite des cotes d'écoute dans un contexte de très grande concurrence incite à délaisser les émissions qui n'atteignent pas de grands auditoires. Les cotes d'écoute sont en effet importantes, car elles déterminent les revenus que les réseaux pourront tirer de la publicité ou de la réclame.

Deuxièmement, les compressions de subventions que les gouvernements, tant fédéral que provincial, ont imposées aux réseaux publics ont eu pour conséquence, paradoxalement, de renforcer la mainmise des gouvernements sur le contenu des émissions. En effet, la crainte que s'accroissent les compressions, ou pis encore la

crainte de la privatisation pure et simple, entraîne les dirigeants des réseaux à fuir toute controverse qui pourrait déplaire au prince donateur. Les gouvernements, c'est bien connu, n'aiment pas que leurs politiques ou leurs programmes soient scrutés ou critiqués. Les réseaux publics « éducatifs » subventionnés en sont venus à privilégier les événements sportifs, les téléromans ou les émissions humoristiques au détriment de l'information approfondie et des débats d'affaires publiques.

La carence

Une telle situation est déplorable pour la vigueur de la vie démocratique. Au Canada, les citoyens sont rarement consultés directement sur les grands enjeux politiques (l'Acte constitutionnel de 1982 et le libre-échange Canada-États-Unis de 1988 n'ont fait l'objet d'aucun référendum). La carence de débats d'affaires publiques a pour conséquence irrémédiable d'augmenter le pouvoir des élites politiques.

Les citoyens sont inondés de nouvelles superficielles jour et nuit, mais ils prennent rarement connaissance d'études et d'analyses sur les événements et sur les enjeux en présence. La presse écrite se doit de suppléer cette lacune. Les journaux écrits (non subventionnés) deviennent par défaut l'une des rares sources d'analyses quelque peu approfondie des questions d'affaires publiques.

L'approche

Cet ouvrage traite de problèmes réels et d'enjeux fondamentaux, et présente une approche globale et cohérente pour les analyser, du général au spécifique. Aucun sujet n'est tabou, même si le contexte de la rectitude politique, sorte d'hypocrisie, dans lequel nous baignons, favorise certaines approches plutôt que d'autres. Néanmoins, la libre circulation des idées est fondamentale dans une saine démocratie. Ce qui compte dans le monde des idées, ce n'est pas tant qu'elles soient instantanément acceptées, mais qu'elles soient exprimées.

Souvent, des idées avancées à un moment précis rencontrent des oppositions, parce qu'elles remettent en cause les idées du jour ou dérangent certains intérêts acquis. Cela est tout à fait normal et prévisible. Cependant, les circonstances changent même si les « faits têtus » perdurent, de sorte que l'on a toujours besoin d'un cadre d'analyse logique et cohérent pour comprendre les phénomènes et les situations.

Ce qui compte, à la longue, c'est de ne pas répéter les erreurs, et d'acquérir une meilleure connaissance des moyens dont on dispose pour prévenir les problèmes, et, le cas échéant, pour les solutionner. Par conséquent, le but de ces réflexions et de ces analyses, sous la forme vulgarisée de courtes capsules, est de servir de

sources de référence, d'encourager les remises en question et de contribuer à enrichir les débats et les échanges de points de vue.

L'économie politique appliquée

Cet ouvrage porte sur des thèmes d'économie politique appliquée et sur le fonctionnement du marché politique, tant au Québec et au Canada que dans le monde. La connaissance des principes économiques aide, en effet, à comprendre le monde réel. Pour comprendre tant les actions de tous les jours que les événements mondiaux, il importe de savoir évaluer le coût des actions ou des mesures entreprises par rapport aux bénéfices escomptés.

Tout dans la vie peut, en définitive, se résumer à l'égalité économique « coût marginal = revenu marginal ». En effet, dans la réalité de tous les jours, les gens agissent dans une direction, jusqu'à ce que le coût marginal d'une action soit égal au rendement marginal qu'ils retirent de leurs décisions. Par exemple, le plaisir marginal que retire une personne à regarder une émission de télévision doit au moins couvrir le coût marginal (en temps perdu et en fatigue) de l'activité, laquelle se poursuit jusqu'à ce que le plaisir marginal soit exactement égal au coût marginal. Beaucoup de décisions individuelles et collectives mettent en cause ce principe économique fondamental qui consiste à équilibrer le coût et les avantages escomptés. Cela est nécessaire afin d'économiser les ressources et d'atteindre les meilleurs rendements. La nature ne fonctionne pas autrement.

L'économie politique, dont l'expression fut inventée par le Français Antoine de Montcrestien (1575-1621) dans un ouvrage publié en 1615 et intitulé *Traité d'économie politique*, vise à cerner le jeu d'influence réciproque entre l'économie et la politique. Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, les économistes faisaient peu de distinction entre l'économie et la politique, considérant que ces deux sphères d'activités ne faisaient qu'une dans l'évolution de la société.

Après un long intermède, l'économie des « choix publics » a pris un grand essor depuis une quarantaine d'années. De nombreux économistes, principalement aux États-Unis, sont revenus à l'idée d'appliquer les techniques d'analyse économique aux phénomènes politiques. Dans ce domaine, les pionniers récents ont été Anthony Downs, James M. Buchanan, Gordon Tullock, Gary S. Becker, Mancur Olson, Kenneth Arrow et Milton Friedman. Quatre d'entre eux reçurent le prix Nobel d'économie (Friedman, Arrow, Buchanan et Becker).

Leur approche, comme celle de ce livre, consiste à préciser le coût et le gain qui découlent des interventions gouvernementales. L'État et le secteur public en général sont vus comme des mécanismes d'allocation de ressources rares. L'offre et la demande de services publics et de politiques gouvernementales reflètent une interaction continue entre, d'une part, les offreurs (politiciens et bureaucrates) et,

d'autre part, les demandeurs, c'est-à-dire les citoyens, constitués par les ménages et les entreprises.

Les ménages participent au processus électoral de différentes façons, bénéficient de certains services publics et supportent un fardeau fiscal plus ou moins lourd. Les entrepreneurs et les gestionnaires d'entreprises doivent aussi composer quotidiennement avec les gouvernements.

En effet, les marchés concurrentiels imposent aux entreprises des contraintes qu'elles doivent surmonter pour leur survie et pour leur croissance. Simultanément, cependant, elles doivent transiger avec des gouvernements qui taxent, subventionnent, achètent, réglementent et légifèrent de manière à influencer sur l'économie. Les entrepreneurs et les gestionnaires ne peuvent donc se désintéresser de la politique. Après tout, la main des gouvernements n'est pas invisible et leurs interventions peuvent aussi bien encourager que nuire à la production et à la création d'emplois. En fait, les gouvernements ont de nombreuses mains avec lesquelles ils interviennent. Malheureusement, plus souvent qu'autrement, la main gauche ignore ce que fait la main droite, d'où l'incohérence que l'on constate souvent entre les objectifs et les moyens.

Comment distinguer entre les interventions gouvernementales qui encouragent et stimulent la production de la richesse et de l'emploi, et celles qui sont sources d'appauvrissement collectif et de chômage ? Tel est le défi qui s'impose non seulement aux politiciens et aux fonctionnaires publics, mais aussi aux entrepreneurs et aux citoyens en général. Tout bon politicien doit savoir comment fonctionne l'économie. Mais un bon entrepreneur et un bon citoyen doivent aussi savoir comment fonctionne le système politique.

Le rôle de l'État dans l'économie

Si l'économie était toujours prospère et ses résultats équitablement répartis, le rôle de l'État dans l'économie pourrait être limité à son minimum, c'est-à-dire à la fourniture de biens publics ou collectifs, tels le système judiciaire et les infrastructures en ce qui concerne le transport, l'éducation et l'environnement.

En pratique, ce monde parfait n'existe pas. Laisée à elle-même sous l'action de la « main invisible » d'Adam Smith (1723-1790), l'économie évolue d'un extrême à l'autre. Quand les entreprises font des gains de productivité et rationalisent leurs activités, elles accroissent leurs profits. Le prix des actions boursières est en hausse, et il en va de même de la rémunération des gestionnaires. En revanche, il est possible que la masse salariale pour les employés stagne, soit parce que les salaires stagnent, soit parce que le volume de l'emploi ne progresse guère. Quand ce processus perdure, une crise d'insuffisance de demande globale et d'insuffisance de débouchés risque d'apparaître.

En 1936, en pleine dépression économique mondiale, l'économiste anglais John Maynard Keynes (1883-1946) publia un livre intitulé *La Théorie de l'emploi*, de l'intérêt et de la monnaie, dans lequel il réservait à l'État le devoir de relancer la demande globale dans l'économie. Nul doute que lorsque la prochaine crise économique d'envergure frappera, l'État aura encore la responsabilité de stabiliser le système économique. Les affirmations du libéralisme radical à la Friedrich A. Hayek (1899-1992), selon lesquelles les gouvernements devraient toujours rester à l'écart de l'économie, ne sont que des vues de l'esprit qui ne cadrent ni avec la réalité politique ni avec la réalité économique vécues par les sociétés humaines.

Selon les circonstances, le rôle de l'État dans l'économie peut se révéler essentiel et bénéfique. Parfois, cependant, ce rôle peut être contre-productif et nuisible. L'approche doctrinaire doit faire place à l'approche pragmatique et fonctionnelle. Trop de dirigisme étatique, trop de réglementations tatillonnes, trop de taxation écrasante et trop d'endettement public sont susceptibles de nuire au progrès économique.

Il arrive également que les interventions gouvernementales vont d'un extrême à l'autre et obligent entreprises et citoyens à prendre des mesures d'autoprotection. Deux épisodes dans les politiques économiques du gouvernement canadien illustrent ce propos. De 1985 à 1991, le gouvernement progressiste-conservateur du premier ministre Brian Mulroney, assisté de Michael Wilson, ministre des Finances, et de John Crow, gouverneur de la Banque du Canada, poursuivit une politique fiscale expansionniste, caractérisée par d'importants déficits budgétaires. Il accompagna toutefois cette politique fiscale d'une politique monétaire restrictive quant aux taux d'intérêt et d'une politique de monnaie forte. En novembre 1991, le dollar canadien atteignit 0,89 \$US.

De 1994 à 1999, le gouvernement libéral de Jean Chrétien, par l'intermédiaire de Paul Martin aux Finances et Gordon Thiessen à la Banque du Canada, implanta, à l'inverse, une politique de restriction budgétaire, résultant ultimement en d'importants excédents budgétaires. Cependant, il incita la Banque du Canada à maintenir des taux d'intérêt à court terme inférieurs aux taux américains, et laissa le dollar canadien chuter sous les 0,64 \$US.

Les politiques

Il n'est pas facile ni pour les entreprises ni pour les individus de tirer leur épingle du jeu dans un tel contexte de politiques gouvernementales changeantes. Pour les personnes retraitées, par exemple, qui dépendent souvent de revenus d'intérêt, les politiques du trio Mulroney-Wilson-Crow furent profitables. Par contre, la chute des taux d'intérêt sous la gouverne de Chrétien-Martin-Thiessen, accompagnée d'une dégringolade du dollar canadien, se révéla un véritable cauchemar financier et économique pour nombre d'entre eux.

L'économie n'est donc pas seule à être instable et imprévisible. Cela est vrai aussi pour les gouvernements, dont les politiques changent continuellement. Trop souvent, les politiques gouvernementales sont soit improvisées, soit arbitraires, soit incohérentes, soit carrément nuisibles à l'économie. En conséquence, l'entrepreneur, le gestionnaire et le citoyen, pour prendre leurs décisions, doivent non seulement tenter de prévoir l'évolution de l'économie, mais encore évaluer l'évolution politique et les mesures gouvernementales qui pourront les toucher.

Pour comprendre le pourquoi des politiques gouvernementales, il faut connaître qui tirent les ficelles en coulisses, et quelles sont les motivations et les objectifs de ces personnes. Les raisons officielles pour justifier certaines mesures ne sont souvent que des prétextes pour dissimuler les véritables intentions. Il arrive fréquemment que les politiciens à l'avant-scène ne soient que les pantins ou les marionnettes d'intérêts plus puissants cachés à l'arrière-scène.

On a forcément une vue très superficielle des choses si l'on ne connaît pas toutes les forces qui jouent derrière les gouvernements et qui influent sur leurs politiques. L'expérience de l'auteur en tant qu'économiste et homme politique lui fournit, d'ailleurs, une perspective fort utile pour comprendre la logique souterraine qui régit les événements politiques et économiques contemporains.

Une société ouverte et une économie nord-américaine

Bon nombre des textes de cet ouvrage traitent de sujets généraux et universels. Cependant, une grande place est réservée à l'expérience canadienne et québécoise. Le message de ces textes est le suivant : il est grand temps que les idées et les mentalités économiques et politiques changent au Québec ; sans quoi, une glissade vers le bas attend les générations futures.

Depuis une vingtaine d'années, en effet, les politiques économiques et sociales, et même constitutionnelles, mises de l'avant par les gouvernements successifs, n'ont pas donné les fruits attendus.

Sur le plan économique, ces politiques ont erré du fait qu'elles étaient fondées sur le dirigisme politique en matière d'économie, sur la surréglementation et sur la surtaxation. Elles ont causé du tort à l'économie du Québec. Elles sont en grande partie responsables des retards relatifs de l'économie québécoise et de la baisse relative du niveau de vie des Québécois. En somme, il est permis de penser que la politisation à outrance de l'économie a été le signe d'un manque de maturité collective.

Au Québec, il ne peut y avoir de décision économique privée d'importance sans que les politiciens essaient de s'en attribuer le mérite. À l'image des curés d'autrefois, ils trouvent intérêt à distribuer les bénédictions et les imprimaturs. C'est le seul endroit en Amérique du Nord où une telle intrusion quotidienne des

politiciens dans la vie économique est tolérée. Le syndrome du « politicien-mouche-du-coche » semble même être passé dans les mœurs et tenu comme un paternalisme étatique de bon aloi.

L'anémie économique relative du Québec se manifeste par le chômage chronique et par une tendance à l'exode de la part des jeunes.

Le chômage

Depuis la récession de 1990-1991, le taux de chômage officiel s'est maintenu autour de 10 %, en pleine phase d'expansion économique. Cependant, le taux de chômage réel est beaucoup plus élevé, puisque le taux d'emploi (pourcentage de la population détenant un emploi) de 56 % est substantiellement plus bas qu'il ne l'est dans le reste du Canada (61 %) et aux États-Unis (64 %). Le véritable taux de chômage au Québec, pour un taux d'emploi similaire au reste de l'Amérique du Nord, serait donc de l'ordre de 17 % plutôt que de 10%.

Le déclin relatif du niveau de vie et la pénurie d'emplois découlent directement d'une croissance économique déficiente. De 1990 à 1997, le taux de croissance économique annuel moyen a été de 1,2 % comparativement à une croissance de 2,1 % dans le reste du Canada. En conséquence, bien qu'il constitue 24,6 % de la population canadienne, le Québec représente aujourd'hui moins de 22 % de l'économie canadienne ; au début des années 1980, il comptait pour 23,5 % de l'économie canadienne. Cette situation a entraîné l'appauvrissement des Québécois par rapport aux autres Nord-Américains et, comme nous l'avons dit plus haut, l'exode de jeunes Québécois obligés de gagner leur vie ailleurs. Il en est résulté d'importantes pertes individuelles et collectives.

L'exode

Chaque année, le Québec perd des citoyens au profit des autres provinces. Sur une base nette, au cours des 25 années s'étendant de 1973 à 1997, le Québec a perdu quelque 369 880 habitants au profit des autres provinces, soit 5,6 % de sa population.

Les sorties nettes de population vers le reste du Canada ont été pendant longtemps compensées par des entrées nettes d'immigrants étrangers. Mais, depuis quelques années, la migration internationale au Québec couvre à peine l'exode vers les autres provinces.

Tout devrait être mis en œuvre pour que le Québec retienne sa population, particulièrement la population jeune et instruite. C'est là le principal défi politico-économique de l'avenir. Toutefois, pour que la population jeune et instruite demeure au Québec, il faudrait que l'économie québécoise offre des possibilités de travail adéquates et des attraits économiques et fiscaux. Seule une économie

québécoise prospère et dynamique est en mesure d'empêcher l'exode de cerveaux. Le Québec se doit d'être une terre de possibilités, d'entreprise et d'innovation.

La croissance

Malheureusement, la croissance économique au Québec laisse à désirer. Cette déficience est avant tout causée par les politiques que les gouvernements ont adoptées année après année. Ces politiques ont découragé les investissements nationaux et étrangers. Représentant 24,6 % de la population canadienne et 22 % de l'économie canadienne, le Québec ne reçoit pourtant que de 18 % à 20 % des investissements privés canadiens. À la longue, cette sous-performance a des résultats cumulatifs sur la productivité de l'économie et sur le niveau de vie de la population. Toute l'infrastructure industrielle, commerciale, sociale et financière souffre de ces politiques malthusiennes.

Ces politiques étaient d'autant plus contre-indiquées que les années 1990 ont marqué l'ouverture de l'économie des pays vers une économie mondiale et une plus grande mobilité des entreprises et des personnes. Les gouvernements ont fait la sourde oreille aux avis des experts et ont persisté dans des politiques fondées sur un interventionnisme et un dirigisme relevant d'une autre époque.

Les politiques nuisibles

Cet ouvrage analyse un certain nombre de politiques parmi les plus nuisibles, que l'auteur et de nombreux autres observateurs ont pu reconnaître au fil des ans. Il s'agit d'un échantillon représentatif mais nullement exhaustif de la panoplie de politiques gouvernementales qui handicapent le progrès et l'épanouissement économiques des Québécois. La plupart du temps, les gouvernements ont adopté ces politiques pour s'attirer les appuis électoraux de groupes d'intérêts et non pas en raison de principes solides ou de grands idéaux démocratiques. Le lecteur pourra sans doute facilement allonger la liste selon sa propre perspective et sa propre expérience.

Pour l'avenir, avant tout, l'État se devrait d'encourager les éléments les plus productifs de la société. Il lui faudrait, en priorité, réviser en profondeur son système de taxation, de plus en plus écrasant et compliqué. En outre, il devrait révoquer les privilèges excessifs accordés au fil des ans à certains groupes, lorsque ces privilèges mènent à l'exploitation de la population plutôt qu'à l'épanouissement des individus.

Il lui faut également faciliter l'accès des jeunes Québécois à l'éducation supérieure et technique, afin de les rendre plus instruits et plus compétents. Cela doit se faire tout en favorisant les investissements productifs et les nouvelles technologies, et en permettant la concurrence et l'esprit d'entreprise dans tous les domaines. L'économie corporatiste et étatisante est chose du passé. Le Québec

aurait dû quitter ce contexte il y a vingt ans. En l'an 2000, le passage vers le modernisme n'est plus une voie de rechange, il est devenu une nécessité.

Sur le plan politique, l'on constate la polarisation croissante des formations politiques québécoises autour des notions de fédéralisme et d'indépendantisme. Ce clivage idéologique marque toute prise de position sur les plans social et économique. En politique fédérale, le Parti libéral du Canada et le Bloc québécois ont beaucoup profité de cette polarisation thématique. En politique provinciale, les deux principaux partis politiques, le Parti québécois et le Parti libéral du Québec, se définissent également en fonction de cette polarisation.

En pratique, les partis politiques essaient de réduire tantôt le nationalisme canadien, tantôt le nationalisme québécois, aux seules notions de fédéralisme et d'indépendantisme. Toute autre vision de ces nationalismes hors des carcans proposés est écartée et même décriée.

Le grand perdant de cette polarisation est l'électorat. Chaque parti politique se chauffe aux feux de son propre nationalisme et s'enveloppe dans son drapeau respectif. Ce faisant, les partis politiques font accepter à la population des orientations et des mesures que, en d'autres circonstances et en d'autre temps, elle aurait refusées.

Les intervenants sociaux et économiques ont bien compris ce jeu. Depuis une dizaine d'années, le mouvement syndical québécois a décidé d'investir en force les partis indépendantistes que sont le Parti Québécois et le Bloc québécois. Dans le passé, tant au Québec que dans l'ensemble du Canada, le principal véhicule des syndicats ouvriers en politique partisane était le Nouveau Parti démocratique.

Le national-syndicalisme

La marginalisation des tiers partis dans le contexte actuel de polarisation a obligé les groupes puissants que sont les syndicats à réorienter leur action politique et à diriger leurs énormes ressources vers le Parti québécois et le Bloc québécois, reléguant ainsi aux oubliettes le Nouveau Parti démocratique au Québec. Cela a eu pour conséquence de donner une teinte de national-syndicalisme à ces partis indépendantistes. Les grandes centrales syndicales ont fait un coup de maître en investissant les partis et les mouvements nationalistes au Québec. Elles en ont été largement récompensées. En effet, elles ont accompli, en se drapant de l'étendard québécois, ce qu'elles n'auraient jamais pu envisager en continuant d'appuyer un parti plus ouvertement socialiste comme le Nouveau Parti démocratique. L'avenir dira, cependant, si ce mariage stratégique entre le syndicalisme et l'indépendantisme aura été une bonne affaire pour le Québec.

Sur le plan politique, la population gagnerait à se voir offrir un plus large éventail de programmes et de formations politiques. Mais pour cela, il faudrait

réformer notre mode de scrutin désuet. Présentement, la population est à la merci des duopoles politiques qui dominent tant à Québec qu'à Ottawa. Le choix des électeurs en est indûment restreint.

Sur le plan constitutionnel, comment le Québec doit-il aborder le XXI^e siècle ? Les choses ont considérablement changé depuis 30 ans. La population québécoise n'est plus ce qu'elle était, et le contexte économique s'est radicalement transformé. Devant ces transformations, le Québec n'a pas d'autre choix que de se doter d'une stratégie plus moderne et plus ouverte. Le vieux nationalisme de ghetto, fondé uniquement sur l'ethnie, n'aura plus sa place au XXI^e siècle. Les Québécois, et ce terme comprend tous ceux et celles qui vivent au Québec, doivent entrevoir leur avenir dans un monde plus vaste, où les frontières économiques et politiques sont considérablement atténuées.

La souveraineté politique absolue des pays existe de moins en moins et n'existera probablement plus dans l'avenir. L'avenir appartient à l'interdépendance et à l'ouverture. Cela ne signifie pas que le gouvernement du Québec ne doive pas récupérer d'Ottawa les pouvoirs qui lui sont nécessaires pour assurer la survie linguistique, culturelle, sociale et économique du peuple québécois, de même que sa place dans le monde. L'essor du Québec peut se vivre au sein d'un nationalisme civique plus large et plus englobant que le nationalisme ethnique.

L'intérêt de tous

La poursuite de ces objectifs légitimes doit se faire non seulement de façon démocratique, mais aussi de façon réaliste. Il arrive que le mieux soit l'ennemi du bien, et à tout vouloir, on a souvent moins que rien. Parfois, les politiciens, dans le feu de l'action, confondent facilement le radicalisme partisan et l'intérêt général de la population. C'est ce dernier qui doit en tout temps primer sur le premier.

En conclusion, souhaitons que les sujets analysés dans ce livre, et l'analyse qui les accompagne, persuadent suffisamment de concitoyens qu'il est devenu nécessaire de renverser la vapeur dans bien des domaines, avant qu'il ne soit trop tard. Le Québec, en particulier, a un besoin urgent d'une nouvelle stratégie économique et politique. Ce qu'il faut, c'est ni plus ni moins une nouvelle façon d'aborder les fins et les moyens. Autrement dit, il est grand temps que le Québec « arrive » en Amérique du Nord.

CHAPITRE 1

LE MONDE

Au combat : résolution ; dans la défaite : défiance ; dans la victoire : magnanimité ; dans la paix : bonne volonté.

Winston Churchill (1874-1965)

1.1 Le XX^e siècle : le meilleur et le pire

Tout ce qui peut être inventé a été inventé.

*C.H. Duell, commissaire aux brevets,
États-Unis, 1899.*

Le meilleur

[Retour à la table des matières](#)

Au début du siècle, il y avait 1,6 milliard d'habitants sur la Terre. Il y avait 6 milliards d'humains au milieu de 1999, ce qui signifie un accroissement de la population de 275 %. En outre, en raison de la hausse du niveau de vie et des progrès de la médecine, de la génétique et des médicaments (ex. : la pénicilline), l'espérance de vie de la population nord-américaine, qui oscillait autour de 47 ans en 1900, atteint maintenant plus de 76 ans.

Les progrès de l'humanité furent extraordinaires au cours du XX^e siècle, et ce, dans tous les domaines. Progrès scientifiques et technologiques, bien sûr, mais aussi progrès économiques et industriels, progrès sociaux et démocratiques.

Le siècle de la science et de la machine

Le point symbolique culminant du siècle fut probablement atteint le 20 juillet 1969, lorsque l'Homme mit le pied sur la Lune au moyen de machines sophistiquées. Soixante-six ans après le vol aérien des frères Wright et la conquête de l'air, l'Homme faisait la conquête de l'espace.

Le XX^e siècle fut véritablement le siècle de la science et de la machine. La science révolutionna la vie sur Terre et améliora la qualité de vie des populations, tandis que la machine fut le moyen de réaliser ces progrès. En conséquence, un citoyen ordinaire vit mieux aujourd'hui qu'un monarque du XIX^e siècle.

Grâce à la machine, l'agriculture n'exige plus les efforts de 90 % de la main-d'œuvre, mais ceux de moins de 5 %. La machine (automobiles, avions, etc.) a également permis que les frontières géographiques soient abolies. C'est aussi en partie l'électrification et l'arrivée des appareils ménagers qui libérèrent la femme au foyer ; l'invention de la pilule anticonceptionnelle consacra son émancipation. La machine des machines au XX^e siècle aura cependant été ce cerveau humain synthétique qu'est l'ordinateur, dont l'utilisation se généralisa à la suite de l'invention du microprocesseur en 1971.

La croissance économique et le niveau de vie

En dépit d'une sévère dépression économique (1929-1939), le XX^e siècle a néanmoins connu, après 1950, une formidable croissance économique et une hausse importante du niveau de vie. En Amérique du Nord, en Europe et au Japon, le niveau de vie (PIB réel par habitant) s'est accru en moyenne au rythme incroyable d'environ 2 % par année, au cours du siècle. Cela signifie que le niveau de vie a doublé à tous les 35 ans, soit presque à chaque génération. Considérant que le niveau de vie ne changea guère durant des millénaires, on peut affirmer que le XX^e siècle se distinguera comme un siècle de progrès économique remarquable, caractérisé par des gains extraordinaires quant à la productivité des systèmes de production.

La solidarité sociale et l'État providence

L'idée de la responsabilité publique pour atteindre la justice sociale et pour mettre en œuvre des programmes d'assurance sociale s'est concrétisée au XX^e siècle par l'action de l'État providence. Malgré ses lacunes, l'État providence distingue ce siècle des précédents. Au Canada, par exemple, la Loi fédérale sur les pensions de vieillesse fut adoptée en 1927 et appliquée au Québec en 1936. L'accès universel à l'éducation, aux services de santé et d'hospitalisation et au filet de l'assistance sociale, quoique imparfait, a néanmoins permis de civiliser le système économique et de raffermir la solidarité sociale.

Le triomphe de la démocratie

Dans la première partie du siècle, des régimes totalitaires et dictatoriaux s'implantèrent dans de nombreux pays. Souvent, ces régimes remplaçaient des régimes monarchiques vétustes, tel celui de la Russie, en 1917. Il fallut 72 ans pour que les régimes communistes s'effondrent au moment de la destruction du mur de Berlin, le 8 novembre 1989. Sous l'égide de la Société des Nations en 1920 et des Nations Unies en 1945, le droit des peuples à disposer de leur propre destin, déjà proclamé au XVI^e siècle, redevint un principe politique fondamental. L'application de ce droit des peuples à l'autodétermination politique fit en sorte que de 51 pays indépendants en 1945, le nombre des pays membres des Nations Unies atteint maintenant 185. On peut donc dire que le XX^e siècle marqua le triomphe du principe démocratique.

Croissance économique, développements scientifiques et technologiques, solidarité sociale et démocratisation ont fait du XX^e siècle un siècle exceptionnel par rapport à tous les autres qui l'ont précédé.

Le pire

Le désordre et le chaos sont toujours
une bonne chose.
Mao Tsé-toung
dictateur chinois (1893-1976)

En dépit des progrès énormes enregistrés au XX^e siècle, ce dernier passera aussi à l'histoire comme ayant été un siècle de violence, de tortures, d'inhumanité, de guerres, d'idéologies folles et de barbarie sanguinaire à une échelle jamais connue auparavant.

L'atteinte à la liberté

À d'autres époques, le monde a souffert des abus de déments furieux drapés dans le manteau du pouvoir. Cependant, le XX^e siècle s'est distingué sur ce plan. Des démagogues ont su attiser des mouvements d'hystérie collective, principalement en Allemagne (Adolf Hitler), en Russie (Joseph Staline) et en Chine (Mao Tsé-toung), dont les résultats furent désastreux non seulement pour ces pays, mais aussi au-delà de leurs frontières.

Des idéologies politiques monstrueuses, tantôt fascistes, tantôt communistes, firent (temporairement) reculer la civilisation en se servant des rouages gouvernementaux pour établir des goulags, des camps de travaux forcés, et même des camps de la mort. Alors que la liberté devrait être le fondement de tout ordre humain, des régimes totalitaires substituèrent à ce principe l'absolutisme et l'arbitraire étatiques. Ce sont en effet des gouvernements qui furent la principale source de violence contre les personnes au XX^e siècle.

Le totalitarisme

Des régimes totalitaires (impériaux et fascistes) entraînèrent l'humanité dans deux guerres mondiales (1914-1918 et 1939-1945), qui demeureront à jamais la honte du XX^e siècle. Ces guerres touchèrent les populations civiles comme jamais auparavant, et les moyens meurtriers déployés furent les plus dévastateurs que le monde ait connus jusque-là. On estime qu'environ 17 millions de personnes périrent ou furent blessées au cours de la Grande Guerre, et que 50 millions de gens auraient directement subi les sévices de la Seconde Guerre mondiale.

À cela s'ajoutent les victimes nationales des États totalitaires. On compte environ 30 millions de morts violentes en Union soviétique sous Lénine et Staline ; de 6 à 10 millions d'exécutions de juifs et de gitans en Allemagne sous Hitler ; de 20 à 40 millions de victimes en Chine sous Mao, sans compter les 3 millions de personnes qui périrent au Cambodge sous le régime de Pol Pot et le 1,5 million de victimes du génocide arménien perpétré par le gouvernement turc en 1905.

L'usage de l'arme nucléaire par les États-Unis en 1945 contre les populations civiles japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki, les 6 et 9 août 1945, afin de hâter la fin de la guerre, resteront également une tache indélébile dans l'histoire du XX^e siècle. Ce triste épisode demeurera, en effet, le témoignage éloquent des dangers que court l'humanité quand la science est utilisée contre les populations.

En 1999, la guerre du Kosovo et des Balkans, horrible et absurde comme toutes les guerres, a fait se terminer le XX^e siècle dans la honte. Le XX^e siècle n'a pas solutionné le problème des guerres et des atrocités commises par des hommes contre des hommes. On estime qu'environ 160 millions de personnes, la plupart des civils, ont péri au cours du XX^e, à l'occasion de conflits armés de toutes sortes.

Les fléaux

En comparaison des problèmes de guerre et de violence étatique, les autres dérapages du XX^e siècle paraissent presque des reculs mineurs. Le XX^e siècle fut en effet un siècle d'inflation et de dérèglements monétaires et financiers. Encore aujourd'hui, le système monétaire international est fragile et vulnérable, comme en fait foi la crise financière qu'ont vécue bon nombre de pays asiatiques.

Le XX^e siècle connut également l'apparition d'une peste moderne, le sida. Ce fut aussi un siècle qui a permis des habitudes néfastes, telles la cigarette et la consommation de drogues, qui se sont intensifiées et ont accru leurs ravages.

Le XX^e siècle fut marqué aussi par la désintégration de certaines institutions sociales, tels le mariage et la famille, ce qui entraîna des conséquences sérieuses quant à la cohésion des sociétés. La montée du crime dans les mégamétropoles modernes est l'une des manifestations de l'isolement et du désarroi de l'homme

moderne. Le grand défi du XXI^e siècle sera de recréer des institutions à l'échelle humaine, pour permettre l'épanouissement des personnes et, surtout, pour empêcher les guerres.

CHAPITRE 2

L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE

2.1 L'économie politique

En poursuivant son propre intérêt économique, l'individu se fait souvent mieux le promoteur de l'intérêt général que s'il s'y était appliqué consciemment.

Adam Smith (1723-1790)

La science économique étudie les faits et cherche à les agencer de façon qu'il soit possible d'en tirer des conclusions... Présentés comme il faut, les faits parlent d'eux-mêmes, sinon ils sont parfaitement inutiles.

John R. Hicks, économiste anglais (1904-1989)

[Retour à la table des matières](#)

Les racines de l'analyse économique moderne remontent à Adam Smith (1723-1790) dans son traité sur *La Richesse des nations* (1776). Les premiers économistes dénonçaient le mercantilisme et l'interventionnisme étatique et favorisaient la liberté commerciale et le laisser-faire pour les entrepreneurs, en tant que guides dans l'élaboration des politiques économiques.

L'une des principales préoccupations économiques, au XIX^e siècle, était reliée à la crainte que la population croisse plus rapidement que les moyens de subsistance. Thomas Malthus (1766-1834), dans son *Traité sur les principes de la population* (1798), se fit le propagandiste de l'idée que la population tendait à croître (en l'absence de guerres ou de cataclysmes) selon une progression géométrique (1, 2, 4, 8, 16), tandis que la production économique devait plutôt

suivre une progression arithmétique (1, 2, 3, 4, 5). Dans certaines régions du globe, cette problématique est encore d'actualité, tandis que le progrès technologique dans les pays industrialisés a repoussé le spectre de la stagnation du niveau de vie.

Le système capitaliste selon Marx

Dans son livre *Le Capital* (1867), Karl Marx (1818-1883) entreprit de démontrer que le système capitaliste se devait d'évoluer vers le socialisme, puis vers le communisme. La cause fondamentale de cette évolution reposait, selon lui, sur l'exploitation des travailleurs par les capitalistes, étant donné que les salaires versés étaient inférieurs à la valeur des productions générées par le travail.

D'après Marx, ce système d'exploitation se traduisait par des profits excessifs et une grande concentration dans la propriété du capital. Selon sa théorie, des dépressions économiques récurrentes conduiraient ultimement à l'effondrement du système capitaliste. La solution marxiste reposait sur l'abolition des droits privés de propriété et leur remplacement par une planification gouvernementale centralisée.

À compter de 1917, au cours de la Révolution bolchevique en Russie, quelques pays se lancèrent dans l'aventure communiste en remplaçant les marchés économiques libres par des bureaucraties centralisées et omniprésentes, afin d'organiser la production et la distribution des biens et des services. Les incohérences et les retards économiques qui résultèrent d'un tel régime, sans compter les atteintes aux libertés individuelles, conduisirent à son effondrement, au début des années 1990, et à un retour à la décentralisation des marchés dans la plupart des pays communistes.

Les gouvernements

Au cours du XX^e siècle, une synthèse entre l'économie de marchés décentralisée et l'interventionnisme gouvernemental centralisé s'est élaborée. Dans son livre sur la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936), John Maynard Keynes (1883-1946) émit l'idée que les gouvernements avaient comme responsabilité de stabiliser l'économie privée, source de progrès économique, mais aussi source d'instabilité et d'inégalités dans les revenus et dans la richesse.

Dans l'esprit de Keynes, le jeu régulateur des taux d'intérêt et des ajustements dans les prix et dans les salaires étaient, à eux seuls, insuffisants pour empêcher l'émergence du chômage dans les économies industrialisées. Il appartenait à l'État, selon lui, de pallier les lacunes des marchés.

Aujourd'hui, les économies modernes les plus avancées tentent d'établir un équilibre entre, d'une part, l'efficacité économique découlant du fonctionnement

des marchés et, d'autre part, les besoins de stabilisation de l'économie et ceux de la justice sociale, lesquels exigent un certain degré d'intervention gouvernementale. Cependant, la globalisation et la mondialisation galopantes des économies nationales favorisent la mobilité internationale des capitaux, des cerveaux et des entreprises, de telle sorte que les gouvernements sont obligés de repenser leurs modes d'intervention et de taxation.

2.2 Les forces et les faiblesses du capitalisme

Le socialisme ne peut fonctionner, sauf au ciel où ils n'en ont pas besoin, et en enfer, où ils l'ont déjà.

Stephen Leacock

[Retour à la table des matières](#)

Le XX^e siècle a fait la démonstration que le socialisme en tant que système économique est un échec retentissant. Le socialisme fut un instrument d'appauvrissement et d'asservissement partout où il a été appliqué intégralement. La raison fondamentale de cet échec est double : le refus socialiste de la liberté économique d'entreprendre, d'investir, d'innover et de produire, et son refus de laisser aux individus le droit de profiter du fruit de leur travail et de leur succès.

Les pays où le socialisme fut poussé à l'extrême, c'est-à-dire les pays communistes, se sont transformés en prisons à ciel ouvert, d'où personne ne pouvait s'échapper et où les droits humains les plus fondamentaux étaient bafoués. Dans ces pays, l'État en est venu, suivant une logique perverse, à appliquer le principe selon lequel si tous ne pouvaient être riches et libres, tous devaient être pauvres et esclaves. L'égalitarisme imposé, l'absence de choix et de concurrence, de même que le nivellement institutionnalisé vers le bas sont les résultats pratiques de l'application par un État des principes socialistes.

Le triomphe du capitalisme ne doit cependant pas faire oublier ses faiblesses et ses déséquilibres, de même que sa propension à sombrer dans des crises plus ou moins récurrentes. Mais voyons d'abord ses forces.

Les forces

Ses forces sont connues : il s'agit de la confiance fondamentale dans l'individu, dans sa liberté et dans son instinct créateur et producteur. En tant que système décentralisé et souple, le capitalisme favorise les adaptations, les ajustements et le renouvellement continu et à la marge. De cette façon, il fait en sorte d'éviter le cumul prolongé des problèmes et les corrections brutales. Il est également apte à

agir en tant qu'engin de progrès et de richesse, guidé en cela par les besoins et les préférences du consommateur-souverain.

Les faiblesses

Le capitalisme doit cependant surmonter deux faiblesses congénitales. La première est sa propension à produire de grandes inégalités dans la répartition des revenus et de la richesse. C'est un système qui tend à récompenser indûment le succès et à punir sévèrement l'échec. À la table capitaliste, les gagnants et les chanceux font des millions de dollars, tandis que les désavantagés et les perdants ne reçoivent que des miettes. C'est pourquoi l'intervention d'une force extérieure, laquelle ne peut être que l'État dans une société démocratique, s'impose pour réaliser les objectifs de redistribution de la justice sociale.

La deuxième faiblesse du capitalisme est son instabilité. Cette dernière est le corollaire de son succès à faire disparaître les pénuries et à satisfaire les besoins. En effet, l'allongement et la complexité croissante des processus de production exigent des investissements de plus en plus importants, d'où le danger de surinvestissement, de surproduction, accompagnés tantôt d'inflation et tantôt de déflation.

Le surinvestissement

Les vagues d'innovations technologiques suscitées par les entrepreneurs profitent à la longue à l'humanité. Cependant, la réalisation de grandes innovations (nouvelles techniques de production, nouveaux produits, nouveaux débouchés, nouvelles sources de matières premières, nouvelles méthodes d'organisation de la production) crée des perturbations.

Au cours des derniers siècles, l'économie mondiale a été secouée, à tous les 50 ou 60 ans, par des crises de surinvestissement et de surproduction. C'est d'ailleurs le risque que court l'économie mondiale en cette fin de siècle. L'abondance des crédits financiers et les programmes simultanés d'industrialisation de nombreux pays risquent d'engorger certains marchés et de provoquer des retranchements et des dislocations. Dans un tel cas, le capitalisme a besoin d'une force extérieure pour le stabiliser. Et cette force est nécessairement celle de l'État et de son budget. En somme, l'expérience et la sagesse recommandent de ne pas confondre capitalisme et « laisser-faire ».

2.3 La notion de profit

C'est bien une idée socialiste de faire du profit un vice. Pour ma part, je considère que le vrai vice est de faire des pertes.

Winston Churchill (1874-1965)

Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain.

Helmut Schmidt (1918-)

[Retour à la table des matières](#)

Le mot « profit » vient du latin *profectus* qui signifie « progresser ». Le mot « perte » vient du latin *perditus*, qui signifie « perdu » ou « ruine complète ». Il y a quelque temps, une ministre du gouvernement québécois déclarait : « Je n'ai pas l'intention de subventionner les profits ». Peut-être préférerait-elle subventionner les pertes ?

D'un point de vue comptable, les profits pour une entreprise se résument à la différence entre les revenus et le coût d'exploitation. Ils sont donc essentiels à la survie de toute entreprise. Pas de profits et trop de pertes mènent en effet tout droit à la faillite. D'un point de vue économique, les profits — ou la perspective d'en réaliser — sont une incitation à entreprendre, à prendre des risques, à investir, à innover, à améliorer la qualité des produits et des services, en somme, à être efficace et productif. Une bonne entreprise est celle qui enregistre des profits ; la mauvaise enregistre des pertes (et quête des subventions auprès des gouvernements !).

Tous les profits ne sont pas socialement bons, particulièrement s'ils sont générés grâce à une situation de monopole, d'oligopole ou de cartel qui permet d'avoir la mainmise sur les prix et sur les salaires. En effet, quand il y a absence de concurrence, des profits excessifs peuvent être réalisés au détriment des consommateurs, des travailleurs ou des fournisseurs. En fait, la poursuite effrénée des profits par des employeurs peu scrupuleux peut, en certaines circonstances, conduire à l'exploitation des travailleurs. C'est la responsabilité des gouvernements d'empêcher les collusions et les cartels susceptibles de générer des profits d'exploitation, qui deviennent dans ces cas davantage des rentes de situation que des profits économiques.

D'où vient cette pudeur démagogique et hypocrite qu'arborent certaines personnes au Québec à l'endroit du profit ? À titre d'exemple, mentionnons le cas du Mouvement Desjardins qui s'est senti obligé de déguiser ses profits ou bénéfices d'exploitation sous l'euphémisme de « trop-perçus ». Les capitaux investis dans cette institution ne le sont pas à fonds perdus, et il est tout à fait dans l'ordre des choses que ces investissements rapportent un rendement normal sur le capital.

Le passé religieux

Le déni idéologique que certains Québécois présentent à l'endroit du profit a peut-être pour origine notre passé religieux et notre exclusion du monde des

affaires, dans le contexte colonial d'après 1760. La doctrine religieuse, au nom du partage et de l'amour du prochain, a mené à la hantise du profit. En cela, elle ressemblait à la doctrine marxiste, et on a vu les désastres qu'elle a causés.

Pourtant, aujourd'hui, que ce soit en Europe ou en Asie, et à fortiori en Amérique, tous les pays avancés suivent les règles de l'économie de marché, fondée sur la propriété privée, la liberté d'entreprendre et la liberté de choix des consommateurs. Ce sont des pays où le niveau de vie est élevé ou en hausse. Dans le monde entier, en effet, il ne reste qu'une poignée d'États de type totalitaire où le gouvernement a la mainmise sur l'activité économique. Ce sont des pays où règne la pauvreté pour la majorité de la population.

Le but non lucratif

Une autre mode québécoise qui reflète l'incompréhension de la notion de profit est l'engouement pour les « organisme sans but lucratif », que l'on présente comme étant libérées de l'obligation de dégager des bénéfices. De là à créer l'illusion que personne ne tire profit du fonctionnement de ces « sociétés », il n'y a qu'un pas à franchir.

En réalité, dans ces « sociétés sans but lucratif », sauf dans les cas de bénévolat véritable, les personnes qui y œuvrent « mangent » les profits, c'est-à-dire qu'ils s'accaparent par des salaires élevés ou par diverses activités inutiles ou inefficaces ce qui, autrement, paraîtrait sous la forme de profits. Il est même prévisible que les consommateurs ou les usagers paient davantage pour les produits ou les services de ces sociétés « sans profits », lorsque celles-ci s'empressent de faire disparaître toute concurrence. Les seuls gagnants de l'application du mythe « sans but lucratif » sont ceux qui s'en font les promoteurs.

2.4 La mobilité des capitaux

Une personne sage ne met pas tous ses œufs dans le même panier.

Cervantes (1547-1616)

[Retour à la table des matières](#)

La question de la mobilité internationale des capitaux ne peut être comprise adéquatement si l'on confond capitaux financiers et capitaux réels, ainsi que placements financiers et investissements réels. Ces deux réalités économiques sont à la fois distinctes et reliées l'une à l'autre.

En effet, la décision d'épargner a peu à voir avec la décision d'investir dans des biens productifs. Les facteurs qui motivent l'épargne des ménages ne sont pas nécessairement ceux qui incitent les entrepreneurs et les entreprises à investir dans des usines, des machines ou de l'équipement. Ainsi, le fait d'avoir beaucoup d'épargnes financières dans un pays ne signifie pas automatiquement que ce pays aura un grand volume d'investissements productifs.

Pour que les épargnes individuelles puissent être recyclées dans des investissements productifs, créateurs d'emplois et de richesse, il faut à la fois des perspectives de rentabilité pour les investisseurs et une médiation financière. **Ce sont les marchés primaire et secondaire** des capitaux qui effectuent cette médiation en empruntant les épargnes de ceux qui souhaitent faire des placements et en les prêtant aux investisseurs.

Marché primaire des capitaux :

Émission et vente de nouveaux titres financiers dont le produit revient directement à l'entreprise émettrice.

Marché secondaire des capitaux :

Transactions sur des titres déjà en circulation entre des acheteurs et des vendeurs, indépendamment de l'entreprise qui les a émis.

Les épargnants recherchent le rendement, la liquidité et des services financiers de qualité. Les investisseurs se financent soit au moyen de leurs fonds propres, soit en vendant aux épargnants des actions, des obligations, des hypothèques et du papier commercial. Dans ce dernier cas, ils le font indirectement par le truchement des institutions financières ou directement auprès des prêteurs ultimes. Plus les sources de financement sont grandes, moins le coût du financement est grand et plus importants sont les investissements.

L'accès à des marchés de capitaux concurrentiels est un avantage pour tout investisseur. C'est ce que l'Europe a compris en raffermissant les marchés des capitaux européens au moment de l'instauration de l'euro en janvier 1999.

L'exemple le plus typique de diversification au Québec est celui d'Hydro-Québec. Ni les épargnants québécois ni ceux de l'extérieur ne peuvent acheter d'actions dans ce producteur, propriété à 100 % du gouvernement. Cependant, Hydro-Québec avait en 1997 un encours d'emprunts égal à 38 milliards de dollars. De cette somme, un montant égal fut contracté en dollars canadiens (15,6 milliards) et en dollars américains (16,3 milliards), et le reste le fut dans huit autres monnaies.

Ce ne sont donc pas seulement les prêteurs qui souhaitent diversifier leurs risques, mais aussi les emprunteurs. Les chiffres sur la mobilité des capitaux financiers montrent que la mobilité se fait habituellement dans les deux directions. En effet, tant les épargnants que les emprunteurs locaux diversifient leurs portefeuilles de titres afin d'en accroître le rendement et la liquidité, tout en réduisant les risques. Il va sans dire que de mettre tout l'avoir dans le même bas de laine constituerait pour les épargnants et pour les emprunteurs une stratégie perdante et une recette pour l'appauvrissement individuel et collectif.

En 1996, les Canadiens avaient placé un grand total de 315 milliards de dollars à l'étranger, sous la forme d'actions, d'obligations et de dépôts, et les étrangers avaient prêté à des Canadiens un peu plus que le double de ce montant, soit 667 milliards de dollars. Le point négatif : les actions. En effet, depuis quelques années, les Canadiens achètent davantage d'actions étrangères que les étrangers n'achètent d'actions canadiennes.

Ce déséquilibre incite à militer en faveur du maintien de la limite actuelle, de 20 %, imposée aux placements étrangers dans les régimes de retraites enregistrés bénéficiant de privilèges fiscaux, et à ne pas augmenter cette limite à 30 %, ainsi que certains le demandent. La diversification géographique et sectorielle des portefeuilles est une chose importante, tant pour accroître les revenus de placement que pour réduire les risques associés à de tels placements. Néanmoins, la santé macro-économique de l'économie canadienne est également un objectif important pour la création d'emplois et la génération de revenus.

Les investissements réels

Depuis 1950, le Canada a été un bénéficiaire net en ce qui concerne la mobilité internationale des capitaux financiers, sauf en 1996, alors que la sortie nette fut de 7 milliards de dollars. Il en va de même des investissements réels des entreprises, puisque les investissements directs des entreprises canadiennes à l'étranger comptaient en 1996 pour 171 milliards de dollars, tandis que les firmes étrangères avaient investi 180 milliards au Canada.

On n'assiste pas encore à un exode net de capitaux du Canada sur le plan des investissements directs créateurs d'emplois. Cependant, le Canada ne semble pas attirer les capitaux directs étrangers autant que dans le passé. Il n'est donc pas exclu qu'un jour les entreprises canadiennes investissent à l'étranger davantage que ce que les firmes étrangères investissent au Canada.

On ne dispose pas de telles données détaillées pour le Québec. Toutefois, les Comptes économiques provinciaux, qui mesurent toutes les transactions des Québécois avec l'extérieur, donnent une idée de ce qui se passe. De 1981 à 1994, le Québec a importé 33 milliards de dollars de plus qu'il n'a exporté de capitaux. Cependant, au cours des deux années 1995 et 1996, le solde courant des paiements

extérieurs du Québec (exportations moins importations plus revenus nets de placement à l'étranger) a été positif et le Québec a exporté un montant net de 5 milliards en capitaux. Au cours des 16 dernières années, l'entrée nette de capitaux a néanmoins atteint un total de 28 milliards de dollars.

Est-ce à dire que le problème de la mobilité des capitaux est un faux problème ou une diversion ? Pas tout à fait. Car, lorsqu'il n'y a pas d'exode net d'épargnes, cela n'est nullement un signe de santé économique ; les pays économiquement forts sont souvent des exportateurs nets de capitaux. Cela signifie que la capacité de production d'un pays est en hausse et que son solde courant extérieur est excédentaire.

Les véritables questions en ce qui concerne les investissements et les placements sont les suivantes :

- Pourquoi le Québec ne génère-t-il pas suffisamment d'investissements productifs ?
- Pourquoi le Québec n'attire-t-il pas plus de capitaux directs étrangers ?
- Pourquoi le secteur financier et l'industrie des services financiers de Montréal ont-ils tant de difficulté à concurrencer Toronto ?
- Les réponses à ces questions exigeraient des changements importants au sein des politiques économiques du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada.

2.5 L'économie souterraine

Une économie respire à travers ses échappatoires.
B. Bracewell-Milnes

En ce bas monde, rien n'est certain, sauf la mort et les taxes.
Benjamin Franklin (1706-1790)

[Retour à la table des matières](#)

Les marchés noirs sont la manifestation d'une révolte contre les taxes et les réglementations gouvernementales. Le fait que les gouvernements politisent et taxent de plus en plus l'économie incite les citoyens à chercher des moyens de se soustraire à la réglementation bureaucratique et aux prélèvements fiscaux. Par exemple, jusqu'à un certain point, on pourrait dire que les révolutions américaine (1776) et française (1789) sont nées d'une révolte populaire contre les taxes et les règlements.

Au Canada, l'introduction de la taxe sur les produits et sur les services (TPS) en janvier 1991, de même que les hausses de la taxe de vente québécoise (TVQ) et son application aux services (taux combiné de 15,025 % depuis le 1^{er} janvier 1998), ont été des facteurs incitatifs en ce qui concerne le recours à des transactions hors taxes. L'augmentation des taxes sur les salaires, qui permet de financer le Régime des rentes du Québec et le Régime de pensions du Canada, ces dernières devant atteindre 9,9 % en 2003, laisse présager pour l'avenir une augmentation de l'économie souterraine.

Les programmes de l'assurance-emploi et de la Sécurité du revenu, qui pénalisent lourdement le travail temporaire, incitent également les bénéficiaires à contourner les règlements étatiques en recourant au travail au noir, afin d'améliorer leur sort. Souvent, en effet, ce sont les gens au bas de l'échelle sociale qui recourent au travail au noir. Au Canada, les données officielles indiquent que l'économie souterraine représente de 4,5 % à 5 % de l'activité économique. Cependant, d'autres sources d'évaluation n'hésitent pas à hausser ce pourcentage jusqu'à 20 % de l'activité économique.

L'Italie

L'exemple de l'Italie en matière d'économie souterraine est à méditer. En effet, l'Italie, qui a connu 55 gouvernements en 55 ans, est l'économie européenne la plus endettée, l'une des plus lourdement taxées, et l'une des plus réglementées. C'est également le pays où l'économie souterraine et le travail au noir sont le plus répandus. On évalue que l'économie souterraine y occupe 30 % de l'activité économique totale. En réalité, ce secteur est l'un des plus dynamiques et des plus florissants de l'économie italienne ! Ce secteur se compose principalement d'artisans et de PME familiales qui fabriquent des biens de qualité. En conséquence, l'Italie est prospère non pas à cause de ses politiciens, mais en dépit d'eux. Elle doit sa prospérité avant tout à l'ingéniosité de ses artisans et de ses entrepreneurs. L'abolition de l'économie souterraine mènerait à l'effondrement de l'économie italienne.

Bien sûr, les gouvernements se sentent floués par l'économie souterraine, puisque celle-ci diminue le produit des taxes et des impôts. Ainsi, le gouvernement du Québec évaluait, en 1994, qu'il subissait des pertes de revenus fiscaux de l'ordre de 1,9 milliard de dollars, à cause des activités économiques non taxées et non réglementées. Pour récupérer ces sommes, le ministère du Revenu du Québec a ciblé 12 secteurs économiques et embauché 1 100 fonctionnaires additionnels, sorte de police fiscale, pour surveiller commerces, restaurants, entreprises de taxi, entreprises de construction, exploitations agricoles, etc. En 1996, le ministère s'est même fait accorder, par le biais de la loi 32, le droit d'utiliser 74 banques de données confidentielles colligées par l'ensemble des ministères et des organismes gouvernementaux.

Paradoxalement, le Québec est la seule province du Canada à avoir une loi qui protège les renseignements personnels dans le secteur privé ! Devra-t-on, dans l'avenir, se doter d'un policier fiscal pour chaque travailleur au noir ? Si le gouvernement ne souhaite pas en arriver à une telle aberration, il devrait revoir l'ensemble de son appareil de réglementations, de contrôles et de taxes.

La réglementation et la surveillance étatique

L'apparition du commerce électronique, secteur difficile sinon impossible à réglementer et à surveiller, ouvrira dans l'avenir une nouvelle avenue à l'économie souterraine. Jusqu'où ira l'augmentation des règlements et de la surveillance avant que l'économie n'en soit affectée et que des pans entiers de liberté et de confidentialité ne disparaissent ?

L'apparition de marchés parallèles n'est pas un phénomène nouveau. Historiquement, l'économie souterraine évolue en fonction des contraintes et des taxes que les gouvernements imposent aux échanges mutuellement avantageux. Les marchés parallèles sont une réaction naturelle des gens contre les abus de taxes et de réglementations. Ces marchés, même illégaux, ne sont pas toujours illégitimes. Les gouvernements devraient se rappeler que la répression fiscale peut aussi conduire à la résistance fiscale.

2.6 L'économie du gaspillage

L'entrepreneur déplace les ressources économiques des usages à basse productivité vers les usages à haute productivité et à haut rendement.

Jean-Baptiste Say (1767-1832)

[Retour à la table des matières](#)

Année après année, les rapports des vérificateurs généraux, tant à Québec qu'à Ottawa, mettent en évidence des cas patents de gaspillage des fonds publics. Pourquoi en est-il ainsi et pourquoi rien n'est-il fait pour enrayer le gaspillage ? La réponse se trouve dans l'analyse des mécanismes qui régissent les prises de décisions et la gestion dans les bureaucraties publiques, par rapport aux mécanismes qui président aux décisions dans les entreprises privées et à ceux qui guident les individus ou les ménages.

La responsabilité des individus

Les individus ou les ménages, par exemple, gèrent un budget strict composé des revenus et des épargnes. Tout achat doit être conçu afin de respecter les préférences de l'individu ou du ménage, tout en évaluant le rapport qualité/prix de l'achat et ses avantages par rapport à son coût. Ainsi, les individus et les ménages tentent d'améliorer au maximum leur bien-être sous la contrainte de leur budget. De ce fait, l'individu ou le ménage devient la victime directe de tout gaspillage ou de toute erreur dans les dépenses. Éviter le gaspillage pour un individu est donc un réflexe naturel.

La responsabilité des gestionnaires dans les entreprises

Dans les entreprises privées, le risque de gaspillage augmente, par rapport à un individu ou un ménage. En effet, ce sont des gestionnaires salariés qui prennent les décisions quant aux dépenses. Dans ce contexte, bien que le responsable ait une incitation à obtenir le meilleur rendement pour un budget donné, il n'assume ni ne capitalise pleinement tout gaspillage ou toute erreur. Le coût du gaspillage est assumé par l'entreprise et, parallèlement, par les propriétaires ultimes que sont les actionnaires. De ce fait, l'incitation à limiter le gaspillage au sein d'une entreprise se trouve réduite.

Le relâchement de la responsabilité au sein des gouvernements

Au sein des gouvernements, le relâchement est encore plus patent. En effet, les politiciens et les fonctionnaires gèrent des budgets souvent extensibles ou non contraignants. De plus, les décisions quant aux dépenses doivent souvent s'adapter à des objectifs non pas économiques, mais de nature politique, électorale ou sociale. En outre, la rémunération du fonctionnaire est rarement, sinon jamais, liée aux efforts déployés pour éviter le gaspillage. On assiste même, parfois, à la situation contraire : si le gaspillage rapporte, sur le plan politique ou électoral, au bénéfice des politiciens ou des fonctionnaires, il peut même être érigé en système.

Illustrons par un exemple le relâchement progressif de la responsabilité en ce qui concerne le gaspillage, selon que l'on est un individu (ou un ménage), un gestionnaire d'entreprise ou un fonctionnaire. Supposons l'achat d'une chaise.

L'individu recherchera la meilleure affaire, acceptant même un produit usagé, et paiera 10 \$ l'unité. La société privée fera appel à un catalogue industriel ou à des soumissionnaires et paiera 20 \$ l'unité. Le ministère ou le bureau public privilégiera la meilleure qualité et la livraison la plus rapide, reléguant le prix à la toute fin des considérations : 30 \$ l'unité. Dans les bureaucraties publiques, il arrive même fréquemment que, au terme des exercices financiers, l'on fasse des achats uniquement pour vider les budgets, de crainte que ceux-ci ne soient réduits l'année suivante, si les excédents perdurent. C'est là une illustration de ce que je

qualifierais de « Loi Tremblay », selon laquelle le gaspillage augmente d'autant plus que les décisions sont prises par des non-propriétaires.

Le système d'incitation

L'exemple du 1-2-3 dans les dépenses des individus, des entreprises et des gouvernements est souvent observé dans la réalité. Ce sont les règles et les mécanismes qui régissent les prises de décisions et le système d'incitation qui sont en cause, et rarement la rationalité ou la bonne volonté des personnes. Si l'on veut enrayer le syndrome du gaspillage, il importe donc de changer les mécanismes de prise de décisions et de gestion, en établissant des budgets fermés pour chaque bureau public, en fixant des objectifs d'économies à réaliser, et en renforçant les règles d'imputabilité. Plus généralement, la lutte au gaspillage dans le secteur public passe par la concurrence accrue dans la fourniture des services publics et par une adhésion au principe de la souveraineté du consommateur-payeur.

2.7 Une ère de déflation ?

L'Histoire n'est pas répétitive, mais elle est rythmique.
Mark Twain (1835-1910)

[Retour à la table des matières](#)

Selon le grand cycle économique d'environ 54 ans, établi par Kondratieff, en ce qui concerne les prix internationaux des matières premières et des produits primaires, de même que les prix de gros en général, l'**inflation** tend à prévaloir en s'accroissant pendant trois décennies et se stabilise pendant une autre décennie. Ce plateau est suivi d'une période de **désinflation** et ultimement de déflation pendant une quinzaine d'années. Techniquement, il y a **déflation** quand il y a contraction dans les masses monétaires, et non pas seulement au moment d'une baisse des prix. Les taux d'intérêt nominaux chutent et les prix des obligations s'accroissent.

Inflation :

Baisse du pouvoir d'achat de la monnaie. Elle se manifeste par une hausse soutenue du niveau général des prix des biens et des services.

Désinflation :

Période au cours de laquelle il y a baisse du taux d'inflation.

Déflation :

Une hausse du pouvoir d'achat de la monnaie qui s'accompagne d'une baisse du niveau général des prix des biens et des services.

Le creux de l'an 2003 ?

Une inflation générale mondiale s'est manifestée de 1949 jusqu'en 1981, moment où elle atteignit environ 12,5 % au Canada et aux États-Unis. Les hausses de prix allèrent en décroissant à partir de la récession de 1981-1982, pour atteindre une inflation minime aujourd'hui. En théorie, en ce qui concerne les produits primaires et industriels soumis à la concurrence internationale, une déflation pourrait prévaloir jusqu'au creux hypothétique de l'an 2003, prévisiblement à la suite d'une prochaine récession ou d'une déflation boursière.

Les deux derniers cycles de Kondratieff en ce qui a trait aux produits primaires auraient couvert les périodes de 1896 à 1949 et de 1949 à 2003. L'inflation générale, qui incorpore le prix des services, devrait demeurer positive, quoique à des niveaux très bas, au cours des prochaines années. Le véritable danger d'une déflation survient quand la valeur des actifs derrière les prêts s'abaisse. Il peut alors en résulter un risque de faillite. Ce n'est pas le cas présentement.

D'où émanent les forces déflationnistes aujourd'hui, alors qu'il y a quinze ans, le grand problème était l'inflation ? Bon nombre de causes reliées à l'endettement, à la démographie, à la concurrence internationale, à l'effondrement du prix du pétrole en 1998, et à la nouvelle révolution technologique exercent présentement des pressions à la baisse sur les prix.

Le facteur monétaire

Les banques centrales de la plupart des pays industrialisés maintiennent des politiques monétaires fermes. Il en résulte des taux d'intérêt réels élevés. En effet, même abaissés, les taux d'intérêt nominaux sont présentement élevés, compte tenu du très bas taux d'inflation qui prévaut.

Le facteur asiatique

Le Japon, deuxième économie dans le monde, a traversé la dernière décennie du XX^e siècle en phase de récession et de déflation. La crise asiatique s'étendit à la plupart des autres pays asiatiques à compter de 1997. L'Asie s'est ainsi trouvée à exporter de la déflation vers le reste du monde par le canal des prix de ses exportations et par la chute de ses importations.

Le facteur de la paix

Ce sont les périodes de guerre qui sont les plus inflationnistes. À l'inverse, les périodes de paix favorisent la stabilité des prix et, de pair avec les gains de productivité, la déflation. Or, depuis l'effondrement du mur de Berlin en 1989 et, surtout, depuis la désintégration de l'Union soviétique en 1991, les tensions belligérantes sont moins fortes à l'échelle internationale. La conséquence se manifeste par des budgets de la défense moins lourds. La période de paix et de désarmement qui a prévalu après la guerre du Vietnam et après l'effondrement du système communiste au début des années 1990 fut favorable à une déflation mondiale, du moins pour le cours des matières premières.

Le facteur fiscal

Partout, le cycle de l'endettement des gouvernements est en régression. Ceux-ci ont enregistré déficit sur déficit pendant un quart de siècle, gonflant à la fois la dette nationale et la demande globale. L'ère des contractions dans les dépenses publiques et l'avènement des excédents budgétaires contribuent à renverser cette tendance.

Le facteur démographique

La génération des enfants de l'après-guerre, nés entre 1946 et 1966, a exigé des investissements massifs dans l'éducation et dans les infrastructures de toutes sortes. L'endettement des gouvernements ne fut pas étranger à ce gonflement démographique. Cependant, l'approche de la retraite pour cette génération populeuse se manifeste par une course à l'épargne. La baisse dans les dépenses de consommation dans les pays industrialisés sera déflationniste. En effet, l'accroissement des épargnes en vue de la retraite agit à la baisse sur les taux d'intérêt et à la hausse pour le marché obligataire et pour celui des actions (aussi longtemps que les bénéfices des sociétés se maintiennent).

Le facteur de la mondialisation

La globalisation des économies accroît l'offre des produits et exerce une pression déflationniste sur les prix. Les dévaluations monétaires concurrentielles du Mexique et celles de plusieurs pays asiatiques, sans compter celles de la Russie, ont eu un effet de dumping sur les économies nord-américaines et européennes. De plus, le relâchement du protectionnisme douanier signifie que les taxes à l'importation sont abaissées, ce qui favorise des prix intérieurs favorables aux acheteurs.

Le facteur du prix réel du pétrole

En 1973, l'augmentation au quadruple du prix du pétrole précipita une récession économique mondiale. Aujourd'hui, c'est le contraire : l'effondrement du

prix international du pétrole depuis quelques années équivaut à une baisse de taxe pour les utilisateurs.

Le facteur technologique

La généralisation de l'usage des ordinateurs dans de multiples industries se manifeste par des hausses substantielles de productivité et par des abaissments dans le coût de la production. En particulier, l'avènement d'Internet et du commerce électronique accroît la concurrence et ralentit les hausses de prix. Nous sommes à l'aube d'une nouvelle distribution de masse pour les biens et les services.

Le facteur de la déréglementation

Les gouvernements ont pris des mesures pour rendre les économies plus compétitives. En effet, ils ont déréglementé un certain nombre d'industries, à commencer par l'industrie financière et bancaire. La déréglementation est habituellement synonyme de baisses de prix.

Le facteur salarial

La stabilité dans les salaires contribue aussi au maintien du coût de la production et des prix. L'immigration de travailleurs et la grande accessibilité de la main-d'œuvre dans des pays comme la Chine, l'Inde et le Brésil, qui exportent de grandes quantités de biens intensifs en main-d'œuvre, contribuent à ralentir les hausses salariales. Les frais en salaire s'accroissant peu ou pas, ils contribuent à la stabilité des prix et, même, à leur affaissement.

La conclusion

Le XVIII^e siècle fut en grande partie un siècle d'inflation, sous l'impulsion des révolutions américaine (1776) et française (1789). Le XIX^e siècle, héritier de la Révolution industrielle, fut plutôt un siècle de déflation, les prix à la consommation s'abaissant en moyenne de 0,2 % par année. Le XX^e siècle aura été surtout un siècle d'inflation, selon un rythme d'un peu plus de 3 % par année, excepté au début des années 1930 et la période actuelle. Le XXI^e siècle débutera-t-il sous le signe de la déflation ?

2.8 Le bogue de l'an 2000

Ici... il faut courir de toutes ses forces pour rester à la même place. Si vous voulez avancer, il faut courir au moins deux fois plus vite que nous ne l'avons fait !

Lewis Carroll (1832-1898)

[Retour à la table des matières](#)

Est-ce que les craintes soulevées par la perspective que les ordinateurs et les puces électroniques se détraquent samedi, le 1^{er} janvier 2000, sont fondées ou non ? S'agit-il de superstitions ou d'appréhensions justifiées ?

Il y a 40 ans, quand les microprocesseurs et les micro-ordinateurs ont fait leur apparition, 1 méga-octet (mg) de mémoire vive (RAM) coûtait 2 300 000 \$ à produire, alors que ce coût n'est que de 5 \$ aujourd'hui. Pour économiser du temps et de l'espace dans le traitement des données, les concepteurs des systèmes informatiques crurent bien faire en désignant les années sous la forme de deux chiffres fixes (19..), suivis de deux chiffres variables exprimant l'année. D'où la confusion possible le premier jour de l'an 2000.

Le choc technologique

Puisqu'il existe présentement 100 millions d'ordinateurs interreliés et plus de 3 milliards de microprocesseurs dans le monde, certains économistes croient qu'il n'y a pas suffisamment de temps et de ressources pour reprogrammer, avant le 1^{er} janvier 2000, tous les ordinateurs et toutes les puces électroniques, dont 3 sur 4 ont une horloge interne. Dans ces circonstances, un choc technologique semblable au choc pétrolier des années 1970 pourrait faire basculer l'économie mondiale dans une récession d'envergure. Si les horloges internes des ordinateurs se détraquaient, ce ne sont pas seulement les feux de circulation dans les rues qui ne fonctionneraient pas, mais toute une panoplie de systèmes, des guichets automatiques des banques aux systèmes de contrôle aérien en passant par les ascenseurs dans les édifices.

Le fait que les concepteurs d'ordinateurs ne sont pas certains de la façon dont les ordinateurs réagiront le 1^{er} janvier 2000 ajoute à l'incertitude quant à la portée réelle du problème. La société IBM, par exemple, estime que tous les ordinateurs qui n'ont pas été préparés à la venue de l'an 2000 s'aligneront sur une date aléatoire le soir du 31 décembre 1999. Il est alors possible que certains ordinateurs tombent en panne ou traitent des données erronées sans s'en apercevoir, deux ordinateurs identiques pouvant ne pas répondre de la même façon à une même situation.

Internet

En septembre 1997, le ministère de l'Industrie, au fédéral, a mis sur pied le Groupe de travail de l'an 2000, afin d'évaluer le degré de préparation des entreprises canadiennes pour l'an 2000 et de fournir les renseignements nécessaires. On peut d'ailleurs rejoindre le site SOS 2000 sur Internet (strategis.ic.gc.ca). Pour connaître les précautions à prendre, on peut aussi consulter www.bogue.com.

Nombre d'entreprises, dont les banques, ont dépensé des centaines de millions de dollars depuis trois ans pour effectuer les transformations nécessaires dans leurs systèmes informatisés. Il n'existe cependant aucune loi formelle qui oblige les entreprises à rendre leurs systèmes conformes à l'an 2000. Néanmoins, les lois actuelles enjoignent aux administrateurs de « gérer les affaires des sociétés qu'ils surveillent dans l'intérêt de celles-ci et avec soin ». On estime que les entreprises canadiennes dépenseront de 6 à 12 milliards de dollars pour relever le défi de l'an 2000. Il s'agit donc d'une opération d'envergure. Si des perturbations sérieuses allaient se produire en l'an 2000, puisque la compagnie IBM est au centre du problème « Y2K », il ne faudrait pas exclure l'éventualité d'importants recours collectifs contre cette société.

Entre-temps, la Banque du Canada a déjà annoncé qu'elle se tenait prête à accroître la production de nouveaux billets de banque si la population décidait de réduire les dépôts bancaires en échange du papier-monnaie. Souhaitons que toutes ces précautions et toutes ces préparations suffisent pour que le passage à l'an 2000 se fasse en douceur.

CHAPITRE 3

LE MARCHÉ DU TRAVAIL

3.1 Le système des permis de travail

La meilleure façon de tuer un homme,
C'est de le payer à ne rien faire.
Félix Leclerc
(*Les 100 000 façons de tuer un homme*)

[Retour à la table des matières](#)

Avant la Révolution française de 1789, il existait en France un système hermétique de permis obligatoires de travail, sans lesquels il était impossible d'exercer un métier. Comme ces permis étaient accordés d'une façon plus ou moins arbitraire, selon que l'on appartenait ou non à une corporation (syndicat), de nombreux travailleurs, particulièrement parmi les jeunes, se voyaient empêchés de gagner leur vie et étaient acculés à la mendicité. Ces jeunes chômeurs comptèrent pour beaucoup dans le mécontentement populaire qui mena à la révolution.

La loi Le Chapelier

Le 14 juin 1791, l'Assemblée nationale constituante (parlement français), en vertu des Droits de l'homme, libéra les marchés du travail en adoptant la loi Le Chapelier, laquelle abolissait les corporations de métiers, les combines et les grèves. Ce ne sera que 73 ans plus tard, en 1864, que cette interdiction de former des syndicats sera supprimée en France.

Le cas de l'Union soviétique

L'ancienne Union soviétique avait également généralisé le système des permis de travail obligatoires pour exercer un métier ou une profession. Sorte de passeport

intérieur, nul ne pouvait travailler dans une ville ou dans une région donnée sans détenir un tel permis. La liberté de déplacement géographique des personnes était *de facto* entravée. L'effondrement du système communiste de l'URSS, en 1991, fit disparaître bon nombre des restrictions à l'accès au travail.

La formule Rand

Au Canada, depuis 1872, les syndicats ouvriers sont exclus de la Loi sur les combines, leurs revenus sont exemptés de l'impôt sur le revenu, de même que les indemnités de grève. C'est à la suite de la décision arbitrale d'un juge de la Cour supérieure de l'Ontario, devenu par la suite juge de la Cour suprême du Canada, le juge Ivan C. Rand, le 29 janvier 1946, à l'occasion d'un conflit ouvrier chez la société Ford du Canada, que l'obligation fut donnée aux employeurs de prélever à la source les cotisations syndicales de tous les employés couverts par une convention, qu'ils soient membres ou non d'un syndicat (formule Rand ¹).

Le principe du financement forcé d'une association ne concorde pas avec le principe démocratique selon lequel « il n'y a pas de taxation sans représentation », ni avec l'article 2d de la Charte canadienne des droits et libertés sur la liberté d'association, ni avec l'article 20(2) de la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies. Cette dernière affirme, en effet, que « nul ne peut être obligé de faire partie d'une association ». En fait, le Canada est le seul pays industrialisé à imposer l'atelier fermé dans les relations de travail de certaines industries. Le dernier pays à abolir ce concept restrictif fut l'Australie, en 1996.

Le cas du Québec

Le Québec a étendu le principe de l'atelier fermé à toute une industrie, celle de la construction, et à toute personne « qui ne fait pas partie d'un syndicat reconnu par la Commission de l'industrie de la construction ». La première qualification pour travailler dans la construction au Québec consiste donc à faire partie d'un syndicat reconnu par l'État. Le travailleur de la construction doit en plus détenir un permis de travail appelé faussement « carte de compétence », sans quoi il ne peut travailler, même s'il possède toutes les qualifications nécessaires.

¹ La formule Rand n'oblige personne à devenir membre d'un syndicat, mais elle oblige tous ceux qui ne le sont pas à verser quand même au syndicat un montant égal à la cotisation syndicale payée par les membres. Selon la clause de la retenue syndicale obligatoire, l'employeur est tenu de déduire les cotisations syndicales du salaire des employés et à les remettre au trésorier du syndicat. La règle de l'atelier fermé est encore plus sévère, car elle fait obligation pour les futurs employés de devenir membres en règle du syndicat avant de pouvoir être embauchés par l'employeur.

L'intérêt général

En principe, l'État ne devrait réglementer que les seules professions ou métiers qui mettent directement en cause la santé ou la sécurité de la population. Toute intervention qui ne repose pas sur le principe de l'intérêt général, et qui favorise les intérêts particuliers, est absolument à proscrire. Le droit de gagner sa vie est un droit naturel qu'aucun gouvernement ne peut enfreindre à la légère. Ce droit ne peut être nié en permanence pour la seule raison de trouver des expédients comme solution aux problèmes, tout importants qu'ils soient.

Combien d'années encore, au Québec, ce système qui fait fi de la liberté économique et de la liberté individuelle perdurera-t-il ? Chose certaine, sur ce sujet, le Québec est présentement en contradiction directe avec le reste de l'Amérique du Nord.

En effet, la Cour suprême des États-Unis a déjà déclaré illégal l'atelier fermé (Agency Shop), tandis que 21 États américains se sont dotés de lois garantissant « le droit au travail ». Dans la province voisine de l'Ontario, une loi adoptée en 1996 statue que l'adhésion à un syndicat est libre et ne peut être une condition d'emploi. De même, en Europe, la Cour européenne des droits de l'homme a aussi statué contre l'atelier fermé, comme étant contraire aux droits fondamentaux.

En réalité, si le Québec faisait partie de l'Union européenne, la Cour européenne déclarerait sans doute nulle sa loi régissant l'industrie de la construction. Cette loi enfreint, en effet, le principe de la liberté de circulation des personnes à l'intérieur d'une union économique. Malheureusement, la Constitution canadienne, ayant été rédigée par des avocats, est muette sur cette question.

Un gouvernement peut imposer des qualifications et des exigences pour qu'une personne exerce un métier ou une profession. Cependant, dès qu'une personne est qualifiée, l'État ne peut ériger des barrières arbitraires et facultatives pour l'empêcher de travailler et de gagner sa vie. De telles mesures ressemblent davantage à de l'oppression qu'à de la réglementation.

Tant et aussi longtemps que le Québec prétendra faire partie de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Union politique et économique canadienne, tout en maintenant des marchés du travail fermés et en légalisant des cartels et des monopoles syndicaux et patronaux, il sera ouvertement en conflit avec la réalité économique continentale. Les permis de travail, la syndicalisation forcée, les négociations centralisées et les décrets imposés relèvent d'un dirigisme économique dépassé et démodé. Plus tôt les politiciens québécois se rendront compte de la situation, mieux ce sera pour les travailleurs et pour l'économie du Québec.

3.2 Le plein-emploi et le chômage de longue période

Le grand obstacle à l'action n'est pas la discussion, mais le manque de ces connaissances que l'on acquiert par la discussion préparatoire à l'action.

Périclès (495-429 av. J.-C.)

[Retour à la table des matières](#)

Une étude de l'économiste américain Sherry Cooper, utilisant une méthodologie de la Réserve fédérale américaine de Kansas City, évalua, en 1997, le taux de chômage moyen de long terme, appelé parfois maladroitement taux de chômage naturel, pour chacune des provinces canadiennes. Aux États-Unis, ce taux de chômage soutenable sans inflation à long terme était évalué à 5,6% de la force ouvrière. Au Canada, seul l'Ontario présentait un taux de chômage de longue période comparable à celui de l'ensemble des États-Unis, soit 5,5 % ¹.

Cependant, trois provinces étaient en situation de plein-emploi, car leur taux de chômage courant était inférieur à leur taux de chômage de longue période, soit l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba. Pour l'ensemble du Canada, le taux naturel de chômage était établi à 7,5 %. Au Québec, le taux de chômage de longue période, lequel reflète la structure de l'économie et les politiques gouvernementales, était relativement élevé, soit 10,5 %, comme c'était le cas, d'ailleurs, pour les provinces de l'Atlantique.

On distingue le chômage cyclique ou conjoncturel du chômage moyen (naturel) de longue période. Le premier est relié à la demande de l'économie et résulte d'une insuffisance ou d'une baisse dans les dépenses globales, qu'il s'agisse de dépenses de consommation ou d'investissement, de dépenses publiques ou de dépenses provenant des exportations. Les politiques fiscales, monétaires ou du taux de change sont appropriées pour enrayer ce type de chômage, parfois appelé aussi chômage keynésien.

¹ Cooper, Sherry et A. Araujo, « Regional Diversity, The Canadian Unemployment Story », Nesbitt Burns Inc., novembre 1997. Voir aussi : Weiner, Stuart, « New Estimates of the Natural Rate of Unemployment », Economic Review, Federal Reserve Bank of Kansas City, 4th Quarter 1993. Aussi, Zandi, M. et J. Janoska, « Will the Real Economy Please Stand Up », Regional Financial Review, Regional Financial Associates, August 1997.

Taux de chômage naturel

(Ou taux de chômage moyen de longue période) :
Taux de chômage normal de longue période pour une région ou pour un pays, autour duquel fluctue le taux de chômage observé. Ce type de chômage ne peut se résorber par des politiques de stimulation de la demande (déficits publics ou accroissements monétaires), mais plutôt par des politiques d'offre (investissements industriels, formation de la main-d'œuvre, aide à la mobilité géographique des chômeurs, etc.).

Taux de chômage cyclique ou keynésien :

Représente la différence entre le taux de chômage observé et le taux de chômage naturel ou moyen de longue période.

Les politiques micro-économiques

Le chômage moyen de longue période, dit naturel, n'a rien de naturel, en ce sens qu'il n'est nullement irréductible. Il s'agit en fait d'un chômage moyen de longue période qui résiste à la simple stimulation des dépenses dans l'économie. C'est un chômage qui est relié à l'offre de l'économie et qui ne peut être combattu par les politiques macro-économiques agissant sur la demande globale, puisque ces politiques ne produiraient, dans ces circonstances, que de l'inflation. Ce type de chômage, et ses différentes manifestations, se combat par des politiques micro-économiques, c'est-à-dire des politiques industrielles, des politiques du travail, des politiques d'investissement, des politiques de formation de la main d'œuvre, etc.

Les composantes du chômage naturel sont les suivantes : le chômage frictionnel, qui résulte d'une rotation volontaire des personnes entre deux emplois ; le chômage saisonnier, qui dépend de l'importance qu'occupent certaines industries saisonnières dans l'économie (agriculture, forêts, pêches, etc.) ; le chômage classique, qui découle d'une insuffisance de moyens de production et, donc, d'investissements productifs ; et le chômage structurel, qui résulte des mutations technologiques dont l'apparition transforme la structure de l'économie, provoquant l'expansion de certaines industries et la contraction d'autres industries.

Les causes du chômage naturel ou moyen de longue période sont reliées soit à la structure même de l'économie, soit à l'ensemble des politiques économiques gouvernementales.

Dans le premier cas, on retrouve le degré de dépendance des industries saisonnières, l'immobilité géographique et interindustrielle de la main-d'œuvre, la

faible scolarité et le manque de formation de la main-d'œuvre, une courbe des âges biaisée vers les travailleurs jeunes ou vieux, l'insuffisance de capitaux et d'investissements productifs, les retards technologiques, le manque d'information en ce qui concerne les possibilités d'emploi, etc.

Le marché du travail

Les politiques économiques ou à incidence économique peuvent être à l'origine du chômage moyen de longue période. Ainsi, les politiques qui nuisent au bon fonctionnement du marché du travail, celles qui encouragent les conflits ouvriers ou syndicaux, celles qui imposent des impôts trop lourds sur les salaires ou qui établissent un salaire minimum trop élevé, celles qui nuisent aux gains de productivité, celles qui encouragent l'oisiveté ou le désœuvrement et celles qui nuisent aux investissements productifs en général, ou à la formation d'entreprises, sont toutes susceptibles de hausser le niveau de chômage moyen de longue période.

Certains prétendent que le plein-emploi est aujourd'hui impossible à réaliser et qu'un chômage naturel élevé est inévitable. Cela est manifestement faux, car les pays qui prennent les bons moyens atteignent le plein-emploi. C'est le cas des États-Unis, de la Hollande, du Danemark, de la Grande-Bretagne et de l'Italie du Nord. Par contre, les pays qui choisissent les mauvaises politiques et la voie du chômage en sont inévitablement affligés, telles la France, l'Espagne, la Belgique et même l'Allemagne.

3.3 La France : la politisation des salaires

Les lois de la dynamique sociale ne peuvent être énoncées qu'en termes de pouvoir, sous ses différentes formes.

Bertrand Russell, philosophe anglais (1872-1970)

[Retour à la table des matières](#)

Les politiciens, c'est bien connu, font beaucoup de promesses afin d'obtenir les votes dont ils ont besoin pour se faire élire. Considérant les préoccupations des gens quant à l'emploi, il n'est pas surprenant que beaucoup de politiciens promettent des emplois. Non pas des emplois créés par le gouvernement lui-même, mais des emplois que d'autres créeront, c'est-à-dire les employeurs privés. Un gouvernement a la possibilité de créer des emplois plus ou moins artificiels, y compris en gonflant les rangs de l'armée, surtout s'il le fait par l'emprunt. Pour les producteurs privés dans une économie ouverte, les choses sont différentes.

La France est, parmi les grands pays de l'Union européenne, celui où la durée légale annuelle du travail est la plus faible et où le taux de chômage est le plus élevé (12,5 % de la population active). Plus du quart des jeunes Français de moins de 27 ans sont sans emploi. En 1997, à la suite d'une élection gagnée sur des promesses d'emploi, le gouvernement du parti socialiste français décida de déposer un projet de loi-cadre, qui fut approuvé en 1998, par lequel il impose d'autorité la réduction de la semaine de travail de 39 à 35 heures pour les entreprises de plus de dix employés. Cette loi doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2000. Cette loi provient, en fait, d'une revendication syndicale que le parti socialiste avait reprise à son compte en pleine campagne électorale, la prétention étant qu'une telle mesure pourrait créer 60 000 nouveaux emplois.

Qu'en est-il d'un point de vue économique ?

Il faut dire que la décision de la France de participer à l'Union monétaire européenne depuis le 1^{er} janvier 1999 constitue un cadre monétaire très important pour toute analyse des conséquences de cette politique. En effet, voyons l'ajustement que traversera l'économie française si la mesure est appliquée. D'entrée de jeu, la mesure de réduction du temps légal de travail, aux mêmes salaires qu'auparavant, n'affecterait pas le salaire horaire réel et ne ferait qu'abaisser le revenu hebdomadaire des travailleurs.

Des résultats incertains

Si les choses en restaient là, la réduction de la durée du travail accompagnée d'une baisse des revenus salariaux pourrait faire augmenter les emplois. Il faut spécifier « pourrait », car un effet macro-économique négatif est à prévoir d'une telle réduction des revenus, ce qui ferait diminuer les dépenses de consommation dans l'ensemble de l'économie, donc les emplois dans d'autres secteurs, dont celui des services personnels. L'effet net pourrait être aussi bien négatif que positif. Une solution pour le gouvernement consisterait à diminuer les prélèvements sur les salaires, mais il faudrait savoir où augmenter les taxes et les impôts à la place.

En réalité, les organisations syndicales françaises essaieront de maintenir les salaires réels de leurs membres et exigeront des hausses salariales pour compenser la baisse du temps de travail. Dans ce cas, le taux de salaire réel français s'accroîtra, les travailleurs étant payés davantage pour travailler moins. Si les législations françaises encourageaient cet ajustement, les entreprises devraient, pour survivre, accroître la quantité de travail de chaque travailleur pour compenser la réduction de la durée de travail et la hausse du coût de la main-d'œuvre. Autrement dit, la **productivité** de chaque travailleur devra s'accroître pour compenser la hausse du taux de salaire réel.

Les hausses de la productivité sont souvent réalisées par l'accroissement de la mécanisation, ce qui réduit le nombre de travailleurs. Par conséquent, la réduction

légale de la durée de travail, accompagnée d'une hausse des salaires nominaux et d'une hausse de la productivité par une mécanisation plus poussée, est de nature à abaisser le niveau d'emploi dans les entreprises françaises.

Les dévaluations monétaires

Pendant des décennies, devant la même problématique, les gouvernements français dévaluaient le franc. Voyons ce qui arriverait si le gouvernement adoptait cette mesure dans le cas qui nous occupe. Par exemple, si les **salaires nominaux** progressaient de 20 %, une dévaluation du franc de 20 % stabiliserait le taux de **salaire réel**, et la mesure de réduction de travail serait une mesure d'appauvrissement des travailleurs, sans création de chômage, de surcroît. Mais en joignant l'euro, le gouvernement français ne peut plus utiliser directement ce moyen pour stabiliser les salaires réels. Il reste la solution possible que la France fasse des pressions pour que l'euro soit une monnaie faible pour l'ensemble de l'Europe.

Productivité moyenne de la main d'œuvre :

Production totale divisée par les quantités totales de la main-d'œuvre nécessaires pour la produire. La productivité s'élève avec les économies d'échelle ou la production de masse.

Salaire monétaire :

Salaire mesuré en valeurs monétaires.

Salaire réel :

Salaire mesuré en unités physiques. Il est habituellement exprimé en dollars constants, lesquels excluent l'influence de l'inflation.

En conclusion, la mesure du gouvernement socialiste, lorsqu'elle sera appliquée, fera s'accroître davantage le chômage en France, ralentira la croissance économique française, abaissera les salaires des travailleurs non syndiqués, et ne profitera qu'aux seuls travailleurs dont les salaires nominaux augmenteront d'un pourcentage supérieur à la réduction imposée du temps de travail. Cette mesure est également de nature à rendre indirectement la monnaie européenne commune une monnaie faible. Les exodes de capitaux industriels de la France y contribueront ¹.

¹ Les journaux français estiment que, en 1997 et en 1998, les exodes de capitaux français ont été de l'ordre de 100 milliards \$ US. Voir *Business Week*, 3 mai, 1999, p. 64.

3.4 Le salaire minimum et autres mesures = le chômage et l'assistance sociale pour les jeunes

Les principes économiques ne s'appliquent convenablement qu'à la production de richesse, tandis que les principes de l'éthique et de la justice sociale commandent la distribution.

Léon Walras (1834-1910)

[Retour à la table des matières](#)

Que penser quand un gouvernement décide de décréter artificiellement les niveaux de salaires dans une ou plusieurs industries ? S'il s'agissait là d'un véritable moyen d'accroître la richesse collective, on imagine bien que les gouvernements du monde entier se seraient depuis longtemps rués sur cette corne d'abondance. En fait, les pays qui ont tenté cette solution sont, à l'heure actuelle, ceux où règnent les plus hauts niveaux de pauvreté et de chômage. En effet, fixer artificiellement les prix et les salaires (sauf dans les cas de **monopoles** et de **monopsones**) est une recette éprouvée pour créer pauvreté et chômage, pour la bonne raison que les gouvernements (politiciens et bureaucrates) n'ont aucune compétence pour savoir quel prix ou quel salaire sont soutenables à moyen et à long terme dans une industrie.

Monopole :

Un vendeur unique d'un bien ou d'une ressource qui n'a pas de substituts rapprochés.

Monopsonne :

L'unique acheteur d'un bien ou d'une ressource.

En ce qui le concerne, l'État peut décréter les salaires qu'il veut, puisqu'il se finance au moyen de taxes et d'impôts coercitifs et que ses services sont fournis dans un contexte de monopole hermétique. Mais en ce qui a trait aux producteurs privés en situation de concurrence, l'obligation d'être financièrement rentables pour survivre leur impose d'ajuster leur coût de production. En contrepartie, les travailleurs ont le droit inaliénable de négocier leurs salaires et leurs offres de travail.

Les ajustements des employeurs

Que se produit-il quand un gouvernement s'introduit entre employeurs et travailleurs ou syndicats et décrète artificiellement une hausse des salaires dans un

secteur, sans que les prix augmentent pour couvrir les frais additionnels ? Le producteur (habituellement une petite ou moyenne entreprise en région) n'a guère d'autre choix que de s'ajuster. Différents moyens s'offrent à lui, si la hausse imposée n'est pas accompagnée de mesures prohibitives. Il peut :

- congédier les travailleurs les moins qualifiés ou les moins productifs, et ne garder que les travailleurs les plus expérimentés. En règle générale, l'emploi des travailleurs plus âgés n'est guère menacé, mais celui du jeune travailleur inexpérimenté ou en apprentissage le devient davantage ;
- essayer de contrer la hausse du coût total de la main-d'œuvre en embauchant des travailleurs à temps partiel plutôt qu'à temps plein ;
- réduire les bénéfices marginaux de manière à absorber la hausse de salaire décrétée et à maintenir constante la rémunération globale ;
- s'efforcer d'abaisser le coût de la main-d'œuvre en mécanisant davantage ses activités, de manière à hausser la productivité des travailleurs au niveau du salaire imposé. Dans ce cas, il y a un risque de réduction du niveau de l'emploi ;
- déménager une partie ou la totalité de ses activités de production dans un autre pays où le coût de la main-d'œuvre est moins élevé, provoquant une perte inévitable d'emplois.

Le salaire nul

On remarque que, presque inévitablement, les travailleurs les moins expérimentés, les moins productifs et habituellement les plus jeunes subissent le contrecoup de l'intervention gouvernementale, en apparence, pleine de bonnes intentions. Pourtant, pour ces jeunes, le salaire minimum décrété n'est que théorique, puisqu'ils n'ont pas d'emplois et, surtout, pas d'occasions de recevoir un apprentissage et un entraînement sur le tas.

Le véritable salaire minimum d'un jeune en chômage est zéro. En plus, il perd la possibilité d'accroître son capital humain et de toucher un revenu plus élevé dans l'avenir. Les salaires décrétés ne font qu'augmenter le nombre de gens qui doivent recourir à l'assistance sociale ou qui vivent en situation de désœuvrement, ou encore le nombre de ceux qui s'adonnent à l'économie souterraine (que le gouvernement essaie de réprimer après avoir contribué à la créer). Les seuls gagnants de ce type de mesure sont ceux qui conservent leur emploi malgré tout et les organisations syndicales qui s'y réfèrent pour leurs propres actions.

Une étude effectuée pour le National Bureau of Economic Research (NBER) aux États-Unis (voir Abowd *et al.* dans la bibliographie), est parvenue à des résultats contraires en ce qui concerne l'emploi des jeunes en France et aux États-

Unis. Ainsi, une hausse de 1 % du salaire minimum réel en France, au moment où le salaire minimum imposé progressait plus vite que l'inflation, avait résulté en une baisse de 4,6 % dans la probabilité d'un jeune Français de 25 à 31 ans de se trouver du travail, au cours de la période de 1981 à 1989.

Aux États-Unis, par contre, le salaire minimum n'a pas suivi l'inflation, de 1981 à 1987. Selon l'étude, chaque baisse de 1 % du salaire minimum réel accrut de 2,2 % les probabilités qu'un jeune se trouve un emploi. Les lois économiques s'appliquent partout. Mais, tandis que le taux de chômage en France dépasse 12 %, il est inférieur à 5 % aux États-Unis.

3.5 Une recette pour créer du chômage

En toute question économique, le conflit est permanent entre la morale et l'efficacité.

Alfred Sauvy (1898-1990)

Québec : On y trouve une administration presque aussi grande que l'ensemble de la population, omniprésente, interventionniste, réglementant, imposant des restrictions, exigeant de superviser tout et rien, contrôlant tout, et se piquant de mieux comprendre les intérêts des administrés qu'eux-mêmes ; en bref, une administration dans une situation permanente d'activité stérile...

Alexis de Tocqueville (1805-1859)

[Retour à la table des matières](#)

Les gouvernements doivent être prudents dans leurs législations, afin de ne pas augmenter le coût de production, ce qui décourage les investissements productifs. Seuls certains secteurs sont moins vulnérables : ceux reliés aux ressources naturelles ou ceux reliés aux services publics ou parapublics. En effet, les secteurs des ressources naturelles comportent une rente (électricité, bois, minéraux, etc.), tandis que les secteurs des services non échangeables jouissent d'un monopole relatif, ce qui les protège de la concurrence.

Au Québec, le vieux réflexe de l'interventionnisme étatique tous azimuts, acquis au cours de la période de prospérité financée par l'endettement public croissant des vingt dernières années, semble encore bien vivant. Derrière la façade et le gargarisme officiels en faveur de la création d'emplois, les gouvernements, celui du Québec au premier chef, font parfois exactement le contraire de ce qui serait nécessaire et ne cessent d'ajouter au fardeau des investisseurs et des

entrepreneurs par des taxes sur le travail et sur la production, et par des réglementations coûteuses.

Les excès de la réglementation

Alors que les investissements privés ont baissé au Québec, de 1990 à 1996, les gouvernements québécois successifs ont tenu et perdu deux référendums constitutionnels, ce qui n'est pas pour créer un climat d'affaires favorable aux investisseurs et aux entrepreneurs. Outre le contexte politique toujours en mouvance, le Québec, à tort ou à raison, est souvent perçu par certains comme un enfer fiscal et réglementaire. Pour les secteurs en situation de concurrence, l'augmentation du coût des investissements et de la production est certes défavorable à la santé économique du Québec.

Le Québec a les charges fiscales totales les plus lourdes au Canada, soit d'environ 40 % du PIB, contre 30 % du PIB en Alberta. À ces charges fiscales directes, il faut ajouter le coût des réglementations gouvernementales, traditionnellement importantes au Québec. La situation ne cesse d'empirer, puisque le gouvernement du Québec a augmenté les taxes sur la masse salariale des entreprises. Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 1996, le gouvernement du Québec a ajouté (par le biais de la loi 90) une nouvelle taxe de 1 % sur les frais salariaux des 7 600 plus grandes entreprises québécoises. À compter des 1^{er} janvier 1997 et 1998, les autres entreprises plus petites ont été frappées à leur tour.

Légiférer la moralité

Le gouvernement du Québec a également décidé d'imposer une autre taxe égale à 0,89 % de la masse salariale à compter du 1^{er} janvier 1997. Cette nouvelle taxe, dite « d'équité salariale », sera généralisée en l'an 2004. Le coût des salaires privés augmentera, alors, de 630 millions de dollars par année.

En outre, comme si le gouvernement voulait à tout prix stériliser l'emploi, voilà que l'on songe, à Québec, à une nouvelle loi pour légiférer la moralité, à savoir forcer les entreprises à atteindre des quotas d'employés handicapés, indépendamment des exigences des postes ou du marché du travail. À défaut de pouvoir le faire, les entreprises se verront obligées à payer une taxe spéciale à un quelconque autre fonds gouvernemental.

Une étude de la Banque du Canada souligne que, depuis 1990, le coût en salaires au Canada s'est accru plus rapidement que la productivité, créant un écart défavorable d'environ 5 %, alors qu'un tel écart n'existe pas aux États-Unis. Un tel écart est susceptible d'avoir éliminé 260 000 emplois au Canada de 1989 à 1993. Puisque la situation sur ce plan est pire au Québec que dans l'ensemble du Canada, on peut présumer que plus du quart de ces pertes furent enregistrées au Québec, soit une perte de plus de 65 000 emplois en 5 ans.

La raison fondamentale qui pousse les gouvernements à subventionner à l'occasion les investissements privés est le besoin de corriger, à la pièce, les dégâts que leurs autres politiques infligent à l'économie. De là vient la « gestion de pompier » du cas par cas à laquelle s'adonnent couramment les gouvernements. On répare partiellement d'une main ce que l'on a détruit de l'autre.

Les exemples de l'Europe

Nombre de taxes et de réglementations que l'on observe au Québec sont calquées sur des mesures appliquées en Europe. Pourtant, le contexte économique du Québec est celui de l'Amérique du Nord, non celui de l'Europe. De plus, l'Europe, en général, se débat avec des taux de chômage structurel très élevés et est, de ce fait, un très mauvais exemple de politique d'emploi pour le Québec.

il est incompréhensible que les gouvernements persistent à gonfler artificiellement le coût du travail dans une conjoncture de transformations technologiques qui favorise le recours aux ordinateurs, et dans un contexte commercial de libre-échange où les écarts de coût sont mortels pour l'emploi.

En conclusion, le monde de la politique et de la bureaucratie au Québec aurait besoin d'une injection de réalisme économique et d'un changement fondamental d'attitudes, car ce sont les jeunes qui feront les frais de ces vieux réflexes malthusiens. Tous auraient besoin de méditer sur la citation d'Alexis de Tocqueville reproduite ci-dessus.

3.6 La réforme des codes du travail

Il existe un rythme du sentiment que l'on peut observer dans le monde de l'éthique, des religions et de la politique, suivant des vagues qui ressemblent au cycle économique.

Vilfredo Pareto (1848-1923)

[Retour à la table des matières](#)

Aux États-Unis, quand un arrêt de travail annoncé dans une industrie stratégique menace la santé économique du pays, le Président peut décréter un moratoire de 60 jours, afin de permettre une solution qui évite la paralysie industrielle. Le président américain s'est d'ailleurs prévalu de cette disposition du Code du travail américain, en février 1997, pour suspendre une décision de grève des pilotes d'American Airlines.

Au Québec, le cas de l'usine Kenworth, en 1997, a illustré on ne peut mieux la vétusté du Code québécois du travail. En effet, un arrêt de travail interminable a pu

poursuivre impunément son ravage jusqu'à ce qu'il conduise, au bout de 8 mois, à l'annonce de la fermeture de l'usine. Dans le monde industriel d'aujourd'hui, il est plus facile de fermer des entreprises que d'en ouvrir. Il aura fallu une injection substantielle de fonds publics et semi-publics, et des concessions extraordinaires de la part des syndicats en cause, pour que l'usine rouvre ses portes en 1998 avec des effectifs réduits. De telles subventions publiques viennent compenser les entreprises pour les frais et les risques additionnels que les législations québécoises leur imposent.

Le taux de syndicalisation

Le Québec est l'endroit le plus syndicalisé en Amérique du Nord, ce qui affermit le rôle économique que jouent les codes canadien et québécois du travail. Le taux de syndicalisation était égal à 40 % au Québec en 1998, contre 33,1 % dans l'ensemble du Canada et moins de 15 % aux États-Unis ¹. Le Québec compte, en plus, 27 secteurs industriels régis par des décrets de conventions touchant 165 000 travailleurs et 15 000 entreprises.

Présentement, le Code fédéral du travail s'applique à quelque 700 000 travailleurs, dans des industries « nationales », telles celles des banques, des ports, du transport ferroviaire et aérien, de la radiodiffusion et des télécommunications. Le code québécois a une portée plus vaste et s'applique à la grande majorité des entreprises, tandis que des secteurs particuliers sont couverts par des décrets ou par des lois spéciales, comme c'est le cas dans la construction.

Ces codes du travail ont pour objectif premier de protéger les travailleurs contre l'arbitraire, la discrimination et l'exploitation de la part de leurs employeurs. Cet objectif est nécessaire et louable dans une société démocratique, et il est normal que les législations du travail s'en inspirent.

La rigidité

Si l'objectif de protéger les travailleurs est louable, néanmoins, de nombreuses dispositions des codes du travail, conçues à une autre époque, ne profitent ni aux travailleurs, ni aux employeurs, ni à la société dans son ensemble. En effet, lorsque les codes du travail encouragent les abus et enlèvent toute souplesse dans l'organisation du travail, ils deviennent des machines à créer du chômage et de l'appauvrissement. Bien sûr, comme nous l'avons vu, ce sont les travailleurs qui en sont les premières victimes, surtout les plus jeunes.

Dans le contexte de la concurrence continentale et internationale, il ne s'agit plus de se demander comment répartir les profits des entreprises entre travailleurs

¹ En Ontario, le taux de syndicalisation, en 1998, était égal à 29,4 %. Sans le Québec, le taux de syndicalisation canadien oscille autour de 31 %.

et actionnaires, mais de savoir comment conserver et attirer des entreprises compétitives. Le défi industriel du XXI^e siècle pour les travailleurs-entrepreneurs-gouvernement consiste à créer des conditions propices à travailler ensemble pour faire face aux compétiteurs.

La nécessité d'une réforme

Dans la perspective de l'union des forces, on doit se demander si des codes du travail axés sur la confrontation servent encore les intérêts des travailleurs et ceux de l'ensemble de la société. En outre, depuis 60 ans, les codes canadien et québécois du travail ont été amendés et élargis, la plupart du temps à la pièce, de sorte que leur cohérence en souffre. Des efforts ont certes été entrepris, tantôt pour soustraire certains secteurs à la loi des décrets, tantôt pour baliser la portée des articles 45 et 46 du Code québécois du travail. Toutefois, la dernière refonte en profondeur du Code québécois du travail remontant à 1964, le temps est peut-être venu d'une révision en profondeur des relations du travail, tant pour les travailleurs du secteur privé que pour ceux du secteur public.

Des questions reliées aux programmes d'encouragement à la participation des travailleurs aux bénéfices, aux conditions de sous-traitance et d'impartition, à l'application du code du travail aux municipalités et aux institutions publiques et parapubliques, aux frais découlant de la réglementation des marchés du travail, à la portée des exemptions aux lois antitrust, aux législations anti-recours à des travailleurs de remplacement, à la taxation obligatoire de la formule Rand, à la durée des arrêts de travail, à la rigidité des conventions collectives, à la démocratie, la transparence et la fiscalité syndicales, à l'âge obligatoire de la retraite, etc., devraient faire l'objet d'une consultation générale et d'une analyse en profondeur. Plus on attendra avant de procéder à une réforme ou à une refonte de l'encadrement législatif des relations de travail, plus le retard économique du Québec s'accusera.

3.7 La démocratie et les États dans l'État

Au cours de l'Histoire, le bien commun et le progrès de l'humanité ont été bien mieux servis par les actions qu'on a empêchées, que par celles, même bonnes, qu'on a accomplies.

William Lyon Mackenzie King (1874-1950)

[Retour à la table des matières](#)

Les régimes démocratiques sont menacés de l'extérieur comme de l'intérieur par des forces agissantes. D'un côté, les grandes entreprises utilisent les marchés pour contourner les gouvernements élus. De l'autre, les grandes organisations

syndicales utilisent les gouvernements pour régir les marchés. La population et l'intérêt général deviennent les otages de ces pouvoirs, véritables États dans l'État, ou des États au-dessus de l'État.

Dans un tel contexte, la démocratie est plus apparente que réelle, car les grandes décisions ne sont pas prises par les citoyens-décideurs, mais par un petit groupe de politiciens-bureaucrates et par les États dans l'État qui exercent leur influence. Les élections, tous les quatre ans, empêchent certes que des dynasties ne s'installent, néanmoins cette forme de démocratie représentative est un système qui date du XIX^e siècle. Les grandes décisions qui touchent la société et l'économie ne sont pas prises par les premiers intéressés, mais par une coterie de quelques personnes.

La loi des lois

Au Canada, l'un des exemples les plus criants des failles du système démocratique est apparu quand l'Acte constitutionnel de 1982, c'est-à-dire la loi suprême au-dessus des politiciens, fut adopté par le gouvernement Trudeau, sans que la population se prononce directement sur la pertinence d'une telle décision. On jugea qu'il était suffisant que la Reine et non pas le Peuple sanctionne cette Constitution !

Au début du siècle, le théoricien politique Robert Michels (*Les Partis politiques*, 1911) fut parmi les premiers à souligner la difficile compatibilité entre la démocratie et les grandes organisations sociales, religieuses, technocratiques et bureaucratiques. Selon sa « **loi d'airain de l'oligarchie** », on ne peut bénéficier de grandes institutions sans, en même temps, abandonner le pouvoir réel à quelques personnes au sommet de structures hiérarchisées. La loi d'airain de l'oligarchie consacre ainsi le pouvoir du petit nombre sur le plus grand nombre et entre en contradiction avec le principe démocratique, lequel vise à faire reposer la source du pouvoir chez les citoyens.

Loi d'airain de l'oligarchie :

Règle de l'organisation bureaucratique de la société, selon laquelle on ne peut avoir de grandes institutions sociales, politiques ou économiques (États-nations, syndicats, partis politiques, églises, entreprises), sans que les populations abandonnent le pouvoir réel à quelques personnes au sommet d'une structure hiérarchique.

Par conséquent, au fur et à mesure que les organisations croissent et se complexifient, celles-ci en viennent à refléter de moins en moins les intérêts de l'ensemble des individus et de plus en plus la volonté et les intérêts des leaders.

Ainsi, dans la complexité grandissante de nos sociétés, l'homme moderne se trouve à la merci des technocraties et des bureaucraties.

Les oligarchies technocratiques

Aujourd'hui, dans le contexte de la mondialisation des économies nationales et de la triple mobilité internationale des biens, des capitaux et des travailleurs, les grandes entreprises sortent gagnantes, et sont largement affranchies des contraintes nationales. Elles peuvent, en effet, déplacer à volonté leurs installations de production et leurs technologies, sans égard aux retombées pour les sociétés d'accueil. Ces grandes organisations ne sont même pas redevables à leurs propriétaires en titre, c'est-à-dire leurs actionnaires, mais agissent prioritairement en fonction des intérêts des petites oligarchies technocratiques qui les dirigent. Les sociétés multinationales sont devenues, à bien des égards, des États au-dessus des États et ressemblent aux principautés du Moyen Âge.

À l'intérieur des pays, les grandes organisations syndicales jouent également un rôle d'État dans l'État. En effet, celles-ci, ayant obtenu des gouvernements de nombreux privilèges, sont tentées d'exiger que les gouvernements élus démocratiquement partagent avec eux l'exercice du pouvoir. Parfois, le syndrome de l'État dans l'État se manifeste au grand jour, comme c'est le cas quand des leaders syndicaux, quoique bien intentionnés, demandent au gouvernement de négocier avec eux le budget public.

Comment réformer un tel système ? La voie de l'avenir ne consisterait-elle pas à laisser plus souvent la population décider des grands enjeux qui la concernent ? Sans recourir au système suisse, où la **démocratie directe** existe depuis des siècles, l'exemple éprouvé de l'initiative populaire dans de nombreux États américains devrait être un modèle à suivre. En effet, de nos jours, les gens sont instruits et renseignés, souvent davantage que les politiciens, et n'ont que faire de l'autocratie et du paternalisme de ces derniers.

Démocratie directe :

Tire son origine du mot grec *demos* (peuple) et du mot *kratos* (autorité). Il s'agit d'un système politique au sein duquel la population toute entière, plutôt que les représentants élus, décide des lois et des taxes, par référendum.

À l'aube du XXI^e siècle, la santé démocratique de nos sociétés se heurte plus que jamais à la « loi d'airain de l'oligarchie » de Robert Michels. Nous aurions besoin d'une réforme en profondeur dans le fonctionnement de notre système démocratique, dans le sens d'une plus grande implication des citoyens. Peut-être un

recours plus fréquent à la démocratie directe éviterait-il que les citoyens ne soient dépossédés de leurs droits démocratiques.

3.8 La productivité et la compétitivité au Canada

Si le développement de l'automobile s'était fait à un rythme aussi rapide que celui des microprocesseurs pendant les deux dernières décennies, une voiture ordinaire coûterait maintenant moins de 5 \$ et pourrait parcourir 250 000 milles avec un gallon d'essence.

The Economist, 28 septembre 1996

[Retour à la table des matières](#)

Dans son classement de 1999, le World Economic Forum de Suisse classait les États-Unis au deuxième rang de la compétitivité internationale parmi les 59 pays recensés (derrière Singapour). Le Canada faisait bonne figure au cinquième rang mondial. La Russie, quant à elle, arrivait au dernier rang.

Il faut préciser que l'IMD utilise pour ses classements une notion très large de la compétitivité, laquelle englobe tout ce qui influe sur la capacité générale d'un pays à contribuer au pouvoir concurrentiel des entreprises nationales. On tient compte non seulement des investissements productifs, de l'adoption de nouvelles technologies et de la qualité de la main-d'œuvre, mais aussi des infrastructures et du contexte réglementaire et fiscal de chaque pays.

La productivité

La compétitivité est l'un de ces termes économiques rébarbatifs qui intriguent. On ne doit pas confondre ce concept avec celui de la productivité, qui lui est apparenté. La productivité est un terme technique qui mesure, dans une industrie ou dans l'ensemble de l'économie, la valeur ajoutée réelle de ce qui est produit par unité de temps de travail. Elle s'obtient en divisant la valeur ajoutée réelle par l'emploi total.

Plus les équipements de production sont modernes, plus élevée est la productivité des travailleurs. Mais aussi, plus grande est la valeur réelle de ce qui est produit, plus forte est la productivité. Pour une économie, ce sont le stock de capitaux accessibles dans un pays à un moment donné, le progrès technologique et l'éducation des travailleurs qui sont à la base de la productivité.

De 1980 à 1997, la productivité ouvrière dans le secteur manufacturier s'est accrue au Canada de 46 %, et ce, parallèlement à une hausse des salaires

monétaires de 125 %. Aux États-Unis, la productivité manufacturière a progressé plus rapidement, soit un accroissement de 75 % de 1980 à 1997, tandis que les salaires s'accroissaient légèrement plus lentement qu'au Canada, soit au rythme de 108 %.

En règle générale, au cours des trente dernières années, la productivité manufacturière a progressé plus lentement au Canada qu'aux États-Unis. Cependant, la productivité canadienne dans les secteurs des services et de la construction a surclassé l'évolution de la productivité américaine¹.

La compétitivité

La compétitivité d'une industrie ou d'une économie est un concept qui tient compte à la fois de l'évolution de la productivité et de celle du coût de production, lorsque ces derniers sont exprimés dans une même monnaie. Ainsi, si la productivité progresse plus lentement au Canada par rapport aux États-Unis, tandis que les salaires augmentent plus rapidement, il en résulte une baisse apparente de la compétitivité canadienne.

De fait, le coût unitaire de la main-d'œuvre dans les industries manufacturières, qui est une bonne mesure de la compétitivité industrielle, a progressé de 55 % au Canada de 1980 à 1997, et seulement de 19 % aux États-Unis, lorsque ce coût est mesuré dans les monnaies nationales respectives.

La dépréciation

Cependant, la dépréciation de la devise canadienne, qui est passée de 0,85 \$US en 1980 à 0,72 \$US en 1997, a compensé, à concurrence de plus des deux tiers, la lenteur de la productivité et les plus fortes hausses salariales au Canada.

Il faut souligner que, en 1980, le Canada détenait un avantage sur les États-Unis, sur le plan du coût unitaire de la main-d'œuvre manufacturière en dollars américains, de l'ordre de 14 %. C'est pourquoi, malgré un retard dans les gains relatifs de productivité au cours des 18 dernières années, le Canada, avec un dollar faible, demeure compétitif par rapport aux États-Unis. Une étude de la firme internationale KPMG établissait même à 7,8 % l'avantage en ce qui concerne le coût d'exploitation, pour une entreprise, d'une localisation au Canada plutôt qu'aux États-Unis. Il faudrait que le dollar canadien rebondisse d'au moins 12 % de sa valeur de l'été 1999 à 0,6850 \$US, pour annuler cet avantage compétitif canadien.

¹ Voir Surendra, G., Wulong G. et E C. Lee, *Technologie de l'information et croissance de la productivité du travail : Analyse empirique de la situation du Canada et aux États-Unis*, Industrie Canada, Document de travail n° 20, mars 1998.

Le véritable test pour le secteur manufacturier canadien surviendra donc quand la devise canadienne s'appréciera vers sa valeur de parité des pouvoirs d'achat, soit environ 0,85 \$US. C'est à ce moment que la faible progression de la productivité manufacturière canadienne risque de provoquer une crise de compétitivité.

Parité des pouvoirs d'achat :

Taux de change qui égale les niveaux des prix entre deux pays.

Le dollar

Par conséquent, il faut conclure que n'eût été de la faiblesse du dollar canadien, la compétitivité du secteur manufacturier canadien aurait fortement souffert des faibles gains relatifs sur le plan de la productivité. En effet, la productivité industrielle a progressé en moyenne 1,6 fois plus rapidement aux États-Unis qu'au Canada, au cours des 18 dernières années.

Ce devrait être une cause d'inquiétude, à moins que le Canada souhaite emprunter la voie de certains pays en voie de développement et laisser sa monnaie continuellement se déprécier, afin de préserver sa compétitivité internationale. Les gouvernements devraient prendre des mesures énergiques dès maintenant afin de rendre le secteur manufacturier canadien plus productif, en prévision d'un renforcement du dollar canadien.

En effet, la dépréciation monétaire ne fait que masquer la chute du niveau de vie et ne peut servir de base à une saine politique économique. De même, une monnaie trop faible et la dépréciation des actifs industriels est une invitation pour les entreprises étrangères à acheter à bon compte des entreprises canadiennes concurrentes. À la longue, c'est le pouvoir même de régir l'économie nationale qui est en jeu.

Le long terme

Au cours d'une très longue période, soit au cours des 126 ans qui s'étendent de 1870 à 1996, la productivité de l'ensemble de l'économie canadienne (c'est-à-dire la moyenne de la production par habitant) a progressé à un rythme annuel moyen de 2,5 %. À ce rythme, le niveau de vie des Canadiens doubla tous les 28 ans.

Depuis les années 1970, cependant, la croissance de la productivité a eu tendance à ralentir. Ainsi, depuis la crise du pétrole de 1973 jusqu'à 1996, la productivité moyenne au Canada n'a été que de 1,2 % par année. Le plus fort

ralentissement se produisit de 1990 à 1996, avec une croissance anémique de la productivité égale à 0,2 % par année ¹

Les causes du ralentissement de la productivité sont mal connues. Il y a d'abord un problème potentiel de mesure. En effet, certains économistes croient que les changements dans la structure des économies en faveur des services et les progrès technologiques ont rendu plus difficiles des mesures précises de la productivité ². Les plus grands gains en productivité sont l'apanage du secteur manufacturier. La perte d'importance relative de ce secteur se manifeste donc par des gains de productivité moindres pour l'ensemble de l'économie.

Le paradoxe

À cela il faut ajouter ce qui a été qualifié de « Paradoxe de la productivité », c'est-à-dire que l'usage généralisé des ordinateurs de plus en plus perfectionnés ne semble pas s'être traduit par des hausses appréciables de productivité. On pense que les mesures officielles de la productivité ne captent pas toutes les améliorations de qualité dans les biens et services. Or, l'importance grandissante des services dans l'économie depuis quelques décennies accentuerait ce problème de mesure de la qualité des nouvelles productions.

Les causes particulières

Un tel problème semble commun à toutes les économies industrialisées. Néanmoins, comme le ralentissement de la productivité a été plus prononcé au Canada que dans la plupart des autres pays de l'OCDE, d'autres facteurs ont sans doute été à l'œuvre. On fait parfois référence aux taux de taxation trop élevés des gouvernements, lesquels auraient découragé le processus complexe de l'épargne-investissement.

Certains ont attribué à l'élévation du coût énergétique à partir des années 1970 une plus grande orientation des investissements vers la conservation de l'énergie, plutôt que vers les hausses de productivité. D'autres, encore, font porter une partie du blâme pour le ralentissement des gains de productivité aux réglementations gouvernementales toujours plus contraignantes, qui augmentent le coût d'exploitation et bloquent l'entrepreneuriat. En outre, on avance que la persistance d'un dollar canadien faible permettrait aux entreprises canadiennes d'exporter et de concurrencer les produits étrangers sans avoir besoin de mettre l'accent sur l'amélioration de leur productivité. Enfin, il n'est pas exclu que la pérennité des problèmes politiques du Canada agisse à la longue sur la productivité de l'économie.

¹ Pour une comparaison internationale des données de productivité, voir OECD, « Economic Outlook ». Aussi, « Monthly Labor Review », US Department of Labor, Washington, D.C.

² Voir Z. Griliches, « Productivity, R&D, and the Data Constraint », *American Economic Review*, mars 1996.

Quoi qu'il en soit, si la productivité de l'économie canadienne ne se redressait pas dans les années à venir, cela aurait à coup sûr des conséquences sérieuses à long terme sur le niveau de vie des Canadiens.

CHAPITRE 4

LA POLITIQUE

4.1 La proposition de réforme du mode de scrutin

Les réformateurs s'imaginent qu'on peut changer les choses par la force du gros bon sens.

George Bernard Shaw (1856-1950)

Ceux qui aiment les saucisses et sont respectueux des lois ne devraient assister à la préparation ni des unes, ni des autres.

Arthur Bloch, Murphy's Laws

[Retour à la table des matières](#)

L'élection au Québec du 30 novembre 1998 illustre à merveille les failles de notre mode de scrutin. Notre système politique uninominal à un tour (à majorité simple) permet à des députés de se faire élire avec une simple pluralité des votes, tandis qu'un parti politique peut prendre le pouvoir avec un pourcentage d'appuis inférieur à celui d'un parti concurrent. Même en arrivant deuxième dans les bulletins déposés et valides, le Parti québécois (PQ) forma néanmoins le gouvernement. D'autre part, l'Action démocratique du Québec (ADQ) reçut près de 500 000 votes, mais n'obtint qu'un seul siège à l'Assemblée nationale. Les tiers partis sont donc écrasés par le système de scrutin actuel.

Y a-t-il moyen de corriger un tel déséquilibre ? Y a-t-il lieu de réformer le mode de scrutin majoritaire dont nous avons hérité de l'Angleterre du XVIII^e siècle ?

La réponse habituelle à ces questions consiste à préconiser une forme de représentation proportionnelle, chaque parti politique occupant un nombre de sièges selon le pourcentage de votes reçus. À l'état pur, un tel système soulève deux objections de taille. Premièrement, il enfreint le principe de la représentation territoriale, les villes populeuses accaparant la majorité des sièges aux dépens des

campagnes. Deuxièmement, la représentation proportionnelle, en favorisant l'émergence de nombreux tiers partis, risque de devenir un facteur d'instabilité politique, lorsqu'aucun parti ne réussit à dégager une majorité gouvernementale. Cela peut conduire à l'émergence de gouvernements de coalition. C'est un système qui convient davantage à un système présidentiel qu'à un système de responsabilité parlementaire tel que le nôtre.

Une proposition de réforme simple, flexible et démocratique

Certains éléments de proportionnalité pourraient néanmoins être introduits dans notre système sans le déstabiliser. Un système mitigé de représentation proportionnelle pourrait reposer sur la règle suivante : tout parti politique officiel occuperait un nombre minimum de sièges, égal à un siège pour chaque point entier de pourcentage des votes obtenus, au-delà d'un seuil plancher de 5 % d'appuis électoraux.

Si le nombre de sièges obtenus dépassait le pourcentage de votes obtenus, aucun ajustement ne serait nécessaire. Par contre, si un parti recevait un minimum de 5 % du vote populaire, sans faire élire aucun député par le processus de la majorité simple, un siège serait réservé à cette formation politique, lequel serait comblé par son candidat qui aurait obtenu le plus grand nombre de suffrages, en pourcentage, dans l'un des comtés existants (voir tableau 3 en annexe).

Un tel système mitigé de représentation proportionnelle n'aurait rien changé aux élections du 22 juin 1960 et du 13 avril 1981. En effet, les deux principaux partis obtinrent un nombre de sièges supérieur aux pourcentages d'appuis reçus, tandis qu'aucun tiers parti ne réussit à obtenir 5 % des voix. À l'élection du 30 novembre 1998, cependant, même si les deux principaux partis obtinrent chacun un nombre de sièges supérieur à leur pourcentage de votes, l'ADQ n'occupe qu'un siège à l'Assemblée nationale avec 11,6 % des suffrages. Un système mitigé de représentation proportionnelle porterait le nombre de sièges de l'ADQ à 6, l'Assemblée nationale comptant alors 130 députés plutôt que 125.

L'analyse des 14 dernières élections

Si on analyse les résultats des 14 dernières élections générales au Québec depuis 1948, un système mitigé de représentation proportionnelle aurait amélioré le caractère démocratique du mode de scrutin, sans être déstabilisateur. En effet, au cours des 50 dernières années, il aurait fallu 12 fois sur 14 ajuster marginalement les sièges pour qu'un parti recueillant 5 % et plus des votes ait droit à une représentation accrue à l'Assemblée nationale, les exceptions étant les élections de 1960 et 1981.

Ainsi, en 1948, en 1952 et en 1956, le Parti libéral du Québec (PLQ) se serait vu attribuer 24, 17 et 20 sièges proportionnels, en raison du caractère déséquilibré

de la répartition des sièges par rapport aux votes populaires (voir tableau 1 en annexe). En 1962, l'Union nationale (UN) aurait reçu 7 sièges additionnels. En 1966, le Ralliement pour l'indépendance nationale (R.I.N.), avec 5,6 % des votes, aurait obtenu un siège.

En 1970 et en 1973, le Parti québécois (PQ) aurait obtenu 12 et 20 sièges proportionnels, sans menacer les majorités libérales absolues de 36 et 94 sièges. Le Ralliement créditiste (RC) aurait eu droit à trois députés additionnels en 1973. En 1976, le PLQ aurait obtenu 3 sièges proportionnels, et un nombre identique pour l'UN. En 1985, le PQ aurait bénéficié de 11 sièges proportionnels, et 7 sièges en 1989. Finalement, lors des élections du 12 septembre 1994 et du 30 novembre 1998, l'ADQ aurait eu droit à 1 et 6 députés additionnels (voir tableau 2 en annexe).

En aucun cas, un système mitigé de représentation proportionnelle tel que nous le proposons n'aurait empêché la formation d'un gouvernement majoritaire. Seuls les déséquilibres électoraux les plus criants auraient été corrigés. Les correctifs ne seraient apportés que lorsqu'il existe un besoin réel de corriger un déséquilibre. Il s'agirait donc d'une formule simple et flexible, les ajustements se faisant à la marge. Il ne renforcerait pas le pouvoir des dirigeants politiques, puisque seuls les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de votes seraient éligibles. Il s'agirait donc d'une formule foncièrement démocratique.

En résumé, si un système mitigé de représentation proportionnelle avait été appliqué au cours des 14 dernières élections au Québec, la répartition des sièges, le soir des élections, n'aurait pas fait l'objet d'ajustement à l'occasion de deux élections (1960 et 1981). Par contre, tous les partis politiques ayant reçu plus de 5 % des votes au moment d'un scrutin aurait bénéficié d'un léger redressement des sièges à l'Assemblée nationale.

Le PLQ aurait bénéficié d'une telle réforme à quatre reprises (1948, 1952, 1956 et 1976). L'UN aurait accru sa représentation au parlement du Québec à deux occasions (1962 et 1976). Le RC en aurait profité en 1973, et l'ADQ en 1994 et en 1998. Pour sa part, le PQ, dont le programme comporte un engagement en faveur de l'établissement d'une réforme du mode de scrutin dans le sens d'un vote proportionnel, aurait vu son contingent de députés majoré à quatre occasions, soit en 1970, 1973, 1985 et 1989¹.

De nombreux électeurs partiellement ou totalement non représentés par le système actuel le seraient dans le système proposé. Une telle réforme raviverait la

¹ Puisque le système mitigé de représentation proportionnelle pourrait ajouter en moyenne 10 % de sièges nouveaux, il y aurait lieu de réorganiser la carte électorale pour faire passer le nombre statutaire de sièges de 125 à 115, afin de ne pas augmenter le coût de fonctionnement de l'Assemblée nationale.

vie démocratique au Québec en permettant aux tiers partis suffisamment soutenus par l'électorat d'avoir des représentants visibles à l'Assemblée nationale.

Souhaitons que les partis représentés à l'Assemblée nationale aient suffisamment d'ouverture et d'élévation d'esprit pour s'entendre sur une réforme minimale de notre mode de scrutin ¹.

4.2 La règle de l'électeur médian

La démocratie est le pire des systèmes, à l'exception de tous les autres.

Winston Churchill (1874-1965)

À gauche, on rêve ; à droite, on dort.
Gustave Thibon

[Retour à la table des matières](#)

Sur le marché politique, il existe plusieurs règles, dont la plus informelle est la suivante : pour être élu, il n'est pas nécessaire d'être intelligent ; il suffit d'être moins bête que l'adversaire. Cette règle est fréquemment observée dans la réalité.

Plus fondamentalement, il existe des facteurs qui expliquent le comportement d'un électorat démocratique. En effet, la condition économique et sociale des électeurs est l'un des facteurs qui aident à prédire le comportement électoral et à expliquer, à l'occasion, d'apparentes incohérences.

La redistribution

Quand la distribution des revenus dans un pays est relativement inégale et que les personnes à faible revenu sont plus nombreuses que les personnes à haut revenu, une majorité d'électeurs est naturellement portée à favoriser les partis politiques qui mettent de l'avant des programmes de redistribution des revenus. Cela se fait en imposant les uns et en subventionnant les autres.

La règle de l'électeur médian stipule, en effet, que tant et aussi longtemps que le revenu médian est inférieur au revenu moyen, une majorité électorale se prononce en faveur du ou des partis politiques davantage orientés vers la

¹ Si la règle de proportionnalité était resserrée selon 1 siège minimal pour le premier 5 % des votes obtenus et 1 siège minimal pour chaque 2 points de pourcentage additionnels des votes obtenus, il n'y aurait eu que 4 élections où des sièges dits proportionnels auraient été attribués, soit en 1966 (1 RIN), en 1970 (3 PQ), en 1973 (7 PQ et 1 RC) et en 1998 (3 ADQ).

redistribution des revenus que vers la création de la richesse. Le revenu médian est celui de la personne située au milieu de l'échelle des revenus, tandis que le revenu moyen est l'ensemble des revenus divisé par le nombre de personnes. Au Québec, le revenu d'emploi médian, qui sépare la population en deux parties, était de l'ordre de 19 800 \$ en 1996, tandis que le revenu d'emploi moyen atteignait 25 091 \$. Pour le Canada, au cours de la même année, le revenu d'emploi médian était égal à 20 700 \$, et le revenu d'emploi moyen était de 26 992 \$.

Au moment d'une élection, avant d'arrêter son choix entre les différents programmes politiques, chaque électeur est soumis implicitement à la question suivante : « Préférez-vous le revenu moyen de l'ensemble de la population au revenu que vous touchez présentement ? » En d'autres termes, lorsqu'il y a une promesse électorale, chaque électeur doit évaluer approximativement si la réalisation de cette promesse lui profitera davantage que les taxes et les impôts additionnels qu'il devra soutenir. Quant aux partis politiques, si leur fin première est d'obtenir le maximum de votes, ils orienteront leurs programmes et leurs promesses de manière à plaire au plus grand nombre d'électeurs, soit ceux dont le revenu se situe sous le revenu moyen.

La gauche et la droite

Les implications politiques de la règle de l'électeur médian sont nombreuses. Elle explique pourquoi les jeunes (habituellement à faible revenu) votent à gauche, tandis que les aînés (plus fortunés) votent à droite. Elle explique aussi pourquoi les gens riches, disposant de plus de ressources et ayant plus à perdre de l'interventionnisme gouvernemental, sont davantage motivés à participer à la vie politique que les gens plus démunis. Elle explique encore pourquoi certaines lois sur le financement politique, adoptées par des gouvernements de gauche, pénalisent les contributions financières et encouragent les contributions en temps et le volontariat sous toutes ses formes.

Dans les pays pauvres, la règle de l'électeur médian explique également un paradoxe propre à la démocratie. En effet, il arrive que pour gagner des votes, des politiciens n'hésitent pas à appauvrir l'ensemble de l'économie par une taxation ou une réglementation excessives, afin de favoriser certains groupes d'intérêts particuliers. Cela donne naissance au conflit entre la rationalité politique pour la conquête du pouvoir et la rationalité économique orientée vers la croissance économique et l'enrichissement collectif.

La démocratie ne peut survivre longtemps si les déséquilibres sociaux sont trop prononcés. Elle exige en effet la présence d'une importante classe moyenne qui n'a pas intérêt à ce que des extrémistes de droite ou de gauche s'emparent du pouvoir. C'est ce qui explique pourquoi un pays comme le Chili est passé, il y a 25 ans, d'un gouvernement d'extrême gauche (Allende) à un gouvernement d'extrême droite (Pinochet).

Dans de telles circonstances, la différence entre politiciens et hommes d'État prend toute son importance : les uns, à la remorque de groupes d'intérêts, agissent à court terme ; les autres usent de leadership afin de travailler à long terme pour l'intérêt général. En démocratie, il n'est pas toujours vrai que la fin justifie les moyens. Il n'en demeure pas moins que très souvent, en politique, ce ne sont pas les principes qui comptent, mais les votes.

4.3 L'État- ordinateur

Le gouvernement n'est ni la raison ni l'éloquence, mais la force. Tel le feu, c'est un serviteur dangereux et un maître à craindre.

George Washington (1732-1799)

[Retour à la table des matières](#)

En 1438, Gutenberg mit au point le procédé d'impression par typographie. L'avènement de la presse écrite, et plus tard celui de la radio et de la télévision, multiplia la vitesse à laquelle circule l'information. En général, ces technologies ouvrirent de nouveaux champs de liberté, pour la science, pour la culture, pour l'économie et pour la démocratie. Cependant, dans certains pays, ce fut l'État qui s'empara des nouvelles technologies et les transforma en autant d'instruments de propagande et d'oppression.

Aujourd'hui, l'ordinateur est l'innovation technologique qui permet d'emmagasiner et de traiter l'information sur une grande échelle et à faible coût. Les réseaux et les bandes électroniques permettent d'échanger des données à la vitesse de la lumière. Ces nouvelles et puissantes technologies accroîtront-elles ou réduiront-elles la liberté des individus ? Tout dépend de qui possédera et manipulera ces nouvelles technologies et à quelles fins.

La surveillance constante

Dans son livre intitulé *1984*, George Orwell dépeint un monde futur où l'État a la mainmise sur toutes les technologies de surveillance et de répression. Le héros, Winston Smith, est constamment surveillé par des caméras, chez lui et dans ses déplacements, et des affiches géantes lui rappellent à répétition que BIG BROTHER IS WATCHING YOU. De nos jours, les états surendettés et sous l'influence de puissants groupes d'intérêts et de la rectitude politique, sont tentés de recourir aux ordinateurs et aux bandes électroniques pour accumuler des

renseignements sur les individus, afin de mieux les taxer et de mieux surveiller leurs agissements.

Au Québec, l'ordinateur se révèle un instrument de plus en plus utile à l'État pour surveiller la vie des citoyens. À titre d'exemple, la loi 32, adoptée en 1996, permet dorénavant au ministère du Revenu de fouiner à volonté dans les dossiers personnels des différents ministères et de quelque 1 200 organismes publics.

La vie privée

Bientôt, le gouvernement pourra dresser un tableau complet sur chaque individu, et ce, à l'encontre du droit à la vie privée reconnu par le Code civil. Il connaîtra non seulement sa profession et son revenu, de même que ses épargnes accumulées, mais aussi la marque de son automobile, la valeur de sa maison, les restaurants qu'il fréquente, les voyages qu'il effectue, son état de santé, les médicaments qu'il prend, s'il est marié ou divorcé, s'il verse une pension alimentaire ou s'il a payé les frais de son assurance-médicaments, etc.

On dit que « l'enfer est pavé de bonnes intentions ». Le danger de cette invasion tentaculaire de l'État dans la vie privée repose, bien entendu, sur l'usage qui sera fait de tous ces renseignements privés, et par qui. Qui protégera l'individu contre les abus et les harcèlements bureaucratiques ? Comme l'a souligné, à juste titre, la Commission d'accès à l'information, il est primordial que, avant de recueillir auprès de tiers des renseignements sur une personne, le ministère du Revenu soit astreint à en informer l'intéressé, à lui préciser l'usage qu'il entend faire de cette information, à lui donner l'identité des personnes qui y auront accès et à lui faire savoir comment il pourra vérifier la véracité de cette information. Malgré cela, le pouvoir que confère l'électronique de constituer des dossiers complets sur les individus ouvre la porte à toutes sortes d'abus.

Les ordinateurs

Déjà, l'État se sert des ordinateurs des ministères du Revenu, tant à Ottawa qu'à Québec, pour toutes sortes de raisons. Ainsi, à Ottawa, l'individu qui ne verse pas le paiement d'une pension alimentaire pourrait perdre son passeport, son permis de contrôleur aérien ou son brevet de pilote de navire. En d'autres mots, on pourra lui enlever le droit de gagner sa vie.

À Québec, l'individu qui n'aura pas payé les frais de L'assurance-médicaments recevra une facture par l'ordinateur du ministère du Revenu. De plus, l'ordinateur du ministère s'enrichira du nom, de l'adresse, du numéro d'assurance sociale, du numéro d'identification de la taxe de vente et des montants facturés de toute personne ayant effectué des travaux sur un immeuble locatif ou utilisé pour gagner un revenu, renseignements que tout propriétaire ou locataire doit transmettre en produisant le formulaire TP-1086, R.23.12.

L'ordinateur est donc une innovation qui renforce le pouvoir étatique et qui décuple, en théorie mais aussi en pratique, sa capacité de diriger les individus. Cela n'est pas sans soulever des inquiétudes chez tous ceux et celles qui craignent le totalitarisme étatique. En effet, les contrôles entraînent les contrôles et nul ne sait où s'arrêtera cette manie. Plus que jamais, on doit être vigilant devant l'État-ordinateur.

4.4 La démocratie directe

Le pouvoir corrompt, et le pouvoir absolu corrompt absolument.
Lord John E. Acton (1834-1902)

[Retour à la table des matières](#)

La démocratie directe est un système par lequel les citoyens eux-mêmes établissent les principales lois qui régissent la vie en société, plutôt que de s'en remettre, indirectement, à des représentants élus. Dans les pays où le pouvoir ultime appartient au peuple, comme en Suisse et aux États-Unis, la démocratie directe est largement appliquée. Dans les pays où le pouvoir ultime relève constitutionnellement d'une force supérieure, Dieu ou un souverain, comme c'était le cas au Canada jusqu'à tout récemment et encore aujourd'hui en Grande-Bretagne, seule la démocratie indirecte est pratiquée.

Nombre de raisons sont invoquées pour refuser de consulter directement la population sur l'à-propos de certaines lois ou de certaines dépenses. On invoque le manque d'information et l'ignorance des électeurs et leur incapacité à évaluer où sont leurs véritables intérêts. On invoque aussi qu'il en coûterait trop cher de tenir des référendums.

Ces arguments ont peu de poids aujourd'hui. D'une part, les électeurs sont de plus en plus instruits et renseignés sur les grandes questions d'intérêt public. D'autre part, la tenue de référendums en même temps que les élections permet de réduire considérablement le coût des consultations. Les techniques modernes permettent aussi de colliger les résultats à faible coût.

Le peuple

Au siècle dernier, le président américain Abraham Lincoln énonça la règle fondamentale d'un gouvernement démocratique : celui-ci devait être « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ». La meilleure façon d'appliquer ce principe n'est pas de voter une fois tous les 4 ans, mais de recourir

au mécanisme du référendum. Il permet aux citoyens de décider eux-mêmes ce qu'ils jugent bon ou mauvais, plutôt que de s'en remettre à une coterie de politiciens et de bureaucrates ou à une oligarchie de gros intérêts, souvent occultes. Par exemple, le pouvoir exorbitant que détiennent les juges non élus de statuer sur des questions politiques illustre on ne peut mieux le caractère peu démocratique de notre système.

Depuis longtemps, la constitution de la Suisse oblige le gouvernement à consulter directement l'électorat par voie de référendum sur toute question publique d'importance (dépenses, taxes, etc.). Aux États-Unis, 25 États, la Californie et le Michigan en tête, se sont donnés des législations permettant l'initiative populaire, c'est-à-dire une consultation publique qui a force d'amendement constitutionnel et qui peut être déclenchée par la signature d'un pourcentage donné d'électeurs.

Au Canada, même si les provinces de l'Alberta, du Manitoba et du Québec possèdent des lois sur les référendums, seule la Colombie-Britannique a une loi qui ressemble aux lois américaines d'initiative populaire. Dans cette province, depuis 1994, une question d'intérêt public peut être soumise à l'électorat, pourvu qu'une pétition, pour ce faire, soit signée par un minimum de 10 % des électeurs qualifiés dans chacun des comtés électoraux.

La participation

Le Québec devrait se doter d'une loi semblable à celle de la Colombie-Britannique, et devrait faire coïncider ces consultations avec la tenue d'élections provinciales, afin d'en réduire le coût. Le temps est révolu où les citoyens ne votaient qu'une fois tous les quatre ans, sur des programmes flous ou des promesses vagues, plutôt que sur des projets clairs. L'idéal démocratique exige que les citoyens participent directement aux décisions publiques importantes qui les touchent directement.

4.5 Le marché politique et le financement : le juste milieu

Les hommes pensent en troupeaux et deviennent fous en troupeaux, alors qu'ils redeviennent sensés lentement, et un à un.

Charles Mackay
Extraordinary Popular Delusions and
The Madness of Crowds (1852)

La démence est rare chez les individus, mais elle est la règle dans les groupes, les partis, les nations et les époques.

Friedrich Nietzsche (1844-1900)

[Retour à la table des matières](#)

Liberté et démocratie ne sont pas synonymes, même si l'usage courant tend à les confondre. La liberté est le pouvoir d'une personne de faire des choix et d'agir sans contrainte extérieure. La démocratie est autre chose : il s'agit d'un mode de décision collective qui accorde à chaque personne éligible un droit de participation. Quand ce mode de décision repose sur la règle de la majorité, il soulève le problème de la majorité-minorité.

En effet, toute personne n'acceptant pas une décision majoritaire est contrainte de s'y soumettre contre son gré, ce qui est une entrave à sa liberté. Les individus qui sont dans la minorité ont-ils le droit à leurs opinions et ont-ils le droit de s'exprimer et de s'associer à d'autres pour défendre leurs idées et leurs intérêts ? Ont-ils le droit de dépenser de l'argent pour le faire ?

Dans une société démocratique où le droit prévaut sur la force, la réponse à la première question est évidente. Toutes les constitutions démocratiques affirment le droit d'opinion, d'expression et d'association en tant que droits humains fondamentaux. La question consiste à savoir si un gouvernement peut empêcher les gens de dépenser de l'argent pour exercer ces droits.

Aux États-Unis, la Cour suprême a réaffirmé à dix occasions sa décision dans la cause Buckley contre Valeo, à savoir que la Commission électorale fédérale ne peut réglementer que les seules annonces politiques qui comportent les expressions « votez en faveur » ou « votez contre ». Toute autre expression est couverte par le Premier Amendement de la Constitution américaine, lequel garantit le droit d'expression et de parole. Si des gens ne sont pas d'accord avec une politique gouvernementale, ils ont tous les droits de faire connaître cette opposition en véhiculant des annonces à cette fin, et en payant ce que cela coûte. À l'ère moderne des médias de masse (radio et télévision), cela signifie la liberté de dépenser de l'argent sur les ondes.

Le cartel politique

Au Canada, et surtout au Québec, les partis politiques au pouvoir ont voté des lois sur le financement politique qui renforcent leur cartel effectif en périodes électorales et référendaires. La réglementation québécoise est particulièrement stricte et sévère : aucun organisme, entreprise ou syndicat ne peut dépenser de l'argent d'une façon autonome, et aucun individu ne peut le faire, sauf pour un montant de 600 \$ pour la location d'une salle de réunion, ou pour quelques dépenses mineures.

Dès que des brefs d'élection ou de référendum sont émis, les débats politiques deviennent *de facto* et automatiquement, par la loi, l'affaire presque exclusive des politiciens et des partis politiques. Autrement dit, au cours de la période où les débats démocratiques devraient être les plus intenses et les plus fournis, les politiciens se sont accordé un droit de monopole.

Cette propension au cartel politique a été jugé abusive et contraire aux libertés fondamentales d'expression et d'association par la Cour suprême du Canada, dans son jugement d'octobre 1997. Dans ce jugement, la Cour récusait le fait que la Loi québécoise sur la consultation populaire obligeait tout citoyen, voulant intervenir dans une campagne référendaire à titre individuel, à s'affilier à un comité-parapluie et/ou à se soumettre à ses règles.

C'est cette association ou affiliation forcée qui a été rejetée par la Cour. Cette dernière accepte cependant le principe que les dépenses individuelles puissent être réglementées et plafonnées, dans la mesure où ces limites sont équitables et appropriées. Il s'agit d'une interprétation beaucoup plus étroite de la liberté d'expression et d'association que celle adoptée par la Cour suprême des États-Unis.

Le juste milieu

De toute évidence, il est possible de rechercher un juste milieu dans la réglementation des dépenses politiques, sans nier les droits fondamentaux prévus dans la Charte canadienne des droits et libertés et dans la Charte des droits et libertés de la personne du Québec.

4.6 La politique au Québec

Quand les faits changent, moi je change d'opinion.

Vous, que faites-vous ?

John Maynard Keynes (1883-1946),
économiste anglais

[Retour à la table des matières](#)

L'électorat québécois, sur les plans politique et constitutionnel, se divise en groupes suffisamment marqués pour rendre prévisible sa réaction par rapport à différentes politiques. Il existe, en effet, un groupe d'électeurs fédéralistes et nationalistes canadiens inconditionnels, constituant environ 30 % de la population. Ces derniers votent généralement en faveur du Parti libéral du Canada (PLC) et du Parti libéral du Québec (PLQ). Une autre partie des électeurs, représentant aussi 30 %, est formée des inconditionnels nationalistes et indépendantistes. Ceux-ci

votent massivement en faveur du Bloc québécois (BQ) à Ottawa et du Parti québécois (PQ) à Québec.

À ces deux groupes, s'ajoutent habituellement deux groupes de 10 % chacun, composés essentiellement de fédéralistes réformateurs, d'une part, et de nationalistes conservateurs, d'autre part. Les électeurs du premier groupe votent habituellement pour le Parti conservateur (PC) à Ottawa et pour le Parti libéral du Québec à Québec. Ceux du deuxième groupe partagent leurs votes entre le Bloc québécois et le Parti conservateur à Ottawa, et se rallient au Parti québécois au moment des élections provinciales. Ces derniers sont des électeurs qui auraient voté Union nationale en d'autres temps.

La balance du pouvoir entre les deux camps du 40-40 appartient au 20 % d'électeurs « du centre », qui font et défont les coalitions circonstancielles qui se constituent selon les enjeux et les intérêts en cause. Ceux-ci votent en majorité pour l'Action démocratique du Québec (ADQ) ou s'abstiennent de voter.

Les résultats

Au référendum du 20 mai 1980 sur la souveraineté du Québec, le groupe de la balance du pouvoir se rangea en exclusivité du côté du NON, jugeant que la proposition avancée par le gouvernement était trop partisane et trop imprécise, et créa un résultat de 60 % de NON contre 40 % de OUI. Au moment du référendum du 25 octobre 1992, portant sur l'Entente de Charlottetown, ce groupe charnière vota à 75 % en faveur du NON et le résultat fut un rejet à 55 % contre 45 %. Au référendum sur la souveraineté du Québec, le 30 octobre 1995, le groupe centriste se partagea à peu près également entre le OUI et le NON, donnant un léger avantage au rejet avec un résultat de 51 % contre 49 %. Par contre, ce groupe se rangea en totalité derrière le rapport Bélanger-Campeau de 1991, lequel reçut un appui de 60 % dans les sondages.

Les membres de ce groupe d'électeurs pragmatiques plutôt qu'idéologiques votent selon leur appréciation des circonstances et des thèmes, ou s'abstiennent de voter au moment des élections. Ce sont ceux qui font gonfler les taux de participation lorsqu'il y a des référendums cruciaux.

Les membres de ce groupe névralgique tiennent aux changements et aux réformes mais dans la stabilité. Ils ne sont ni des fédéralistes ni des indépendantistes inconditionnels. Ils ne rejettent pas d'emblée le système fédéral canadien même s'ils sont opposés à la centralisation politique, s'opposent à la dislocation économique du territoire canadien et, plus âgés, sont davantage patriotes que nationalistes. Ce sont surtout des électeurs francophones sensibles à la problématique de la survie culturelle et linguistique du Québec, mais également préoccupés par la stabilité économique et sociale.

L'électorat pivot

Les stratèges politiques qui ignorent ce groupe pivot de la politique québécoise le font à leurs propres risques. En effet, le vote de ces électeurs ne peut être tenu pour acquis et ce groupe est sans doute le plus sophistiqué. Il arrive à ces électeurs d'enregistrer des votes stratégiques et tactiques, ce qui déroutent les observateurs les plus superficiels, prenant ces orientations pour de la contradiction ou de l'inconstance, alors qu'il ne s'agit que d'une adaptation réfléchie au contexte et aux circonstances.

Les politiques qui sauront le mieux répondre aux attentes du groupe d'électeurs marginaux seront aussi celles qui ont le plus de chance d'être adoptées. Il n'en demeure pas moins que sur l'échiquier politique, les gens au milieu ont de l'influence mais n'ont jamais le pouvoir.

4.7 L'économie de la langue

Les francophones seront assimilés by the working of natural causes.

Lord (John George Lambton) Durham (1792-1840)

Entre le fort et le faible, c'est la liberté qui opprime et la loi qui libère.

Lacordaire (1802-1861)

[Retour à la table des matières](#)

La langue d'usage sur un territoire est un capital social, un peu comme l'est la monnaie nationale. En effet, même si les citoyens d'un pays peuvent utiliser différentes monnaies, il n'y en a qu'une seule qui a cours légal dans le libellé des transactions. Il en va de même des langues. Même si les citoyens peuvent connaître plusieurs langues, il n'y en a habituellement qu'une seule qui soit officielle dans la consignation des documents légaux.

Certains prônent un libre marché pour les langues comme pour les monnaies. En ce qui concerne celles-ci, la loi de Gresham, en situation de taux de change fixe, établit que lorsque deux monnaies de valeur intrinsèque différente et ayant cours légal circulent sur le même territoire, la « mauvaise monnaie chasse la bonne » pour les transactions courantes. Cependant, si le taux de change entre deux monnaies est flexible, une mauvaise monnaie se déprécie, de sorte que la loi de Gresham se renverse et c'est la « bonne monnaie qui chasse la mauvaise ».

À titre d'exemple, si les gens au Mexique avaient le droit d'exiger d'être payés en dollars américains plutôt qu'en pesos dévalués, ils préféreraient être payés en dollars. Seules les lois monétaires mexicaines empêchent que le peso mexicain soit évincé, sur le territoire mexicain, par le dollar américain.

La libre concurrence

La situation du français et de l'anglais au Canada est soumise à une loi de Gresham linguistique. En effet, une langue utilisée par 2,5% de la population de l'Amérique du Nord n'a pas la même utilité qu'une langue parlée par 97,5 % de la population. La libre concurrence entre ces deux instruments de communication conduirait inévitablement à la mise au rancart du français : l'anglais serait appelé à chasser le français.

Le dilemme est de taille pour la majorité francophone au Québec. Des milliards de dollars sont investis annuellement dans l'éducation et dans la formation de la population au moyen du véhicule linguistique premier, le français. S'agit-il d'un mauvais investissement ? L'usage du dollar canadien plutôt que du dollar américain soulève la même problématique pour le Canada.

En fait, il s'agit d'une question éminemment politique. Dans un cas comme dans l'autre, seul un recours à la loi pour consacrer le cours légal du dollar canadien sur le territoire canadien, comme de l'usage légal du français au Québec, permet de rentabiliser les investissements dans le capital social. Il s'agit donc d'une question qui va au-delà des intérêts des individus pris isolément et qui exige une volonté politique collective.

C'est ce qu'ont compris les gouvernements de l'Union nationale en 1968 (loi 63), du Parti libéral du Québec en 1973 et en 1986 (lois 22 et 86) et du Parti québécois en 1977 (loi 101).

L'imigration

Ces lois consacrant le français comme langue prioritaire, sinon officielle, au Québec, ont cependant été considérablement affaiblies par les amendements unilatéraux apportés à la Constitution canadienne en 1982. En effet, le gouvernement Trudeau introduisit une clause Canada en remplacement de la clause Québec pour l'accès à l'éducation en anglais au Québec même. En outre, un volet de l'article 23 (1a) de la Charte canadienne des droits et libertés stipule que le gouvernement ou l'Assemblée nationale du Québec pourraient un jour ouvrir toute grande la porte des écoles anglophones aux immigrants de langue maternelle anglaise.

Déjà, moins de 40 % des immigrants qui arrivent au Québec parlent le français. L'environnement politique et économique canadien favorise fortement l'intégration

des immigrants à la langue anglaise. Si la Constitution et les lois encouragent cette tendance, même au Québec, l'avenir du français n'en devient que plus vulnérable.

C'est pourquoi, force nous est de conclure que, en matière linguistique, le Québec est placé depuis 1982 dans une situation néocoloniale douce.

4.8 La politique aux États-Unis

Le Congrès [américain] ne passera aucune loi concernant l'établissement d'une religion.

Premier amendement de la Constitution américaine (1791)

[Retour à la table des matières](#)

Aux États-Unis, outre l'économie qui est une préoccupation constante, l'intérêt du public se concentre sur les trois thèmes de la politique, du sport et de la religion, lesquels sont très souvent interreliés. Le langage de tous les jours témoigne d'une certaine obsession à propos de ces sujets, et plus particulièrement en ce qui concerne la religion. Cela s'observe davantage dans les États du Sud, région que l'on qualifie d'ailleurs de « Ceinture biblique ». Tout se déroule comme si le Sud, longtemps écarté du pouvoir après la guerre de Sécession (1861-65), s'est réfugié, par dépit, dans la religion.

D'un point de vue plus global, le terrain politique aux États-Unis semble un lieu d'affrontement entre, d'une part, les différents groupes qui possèdent l'argent et, d'autre part, les groupes que l'on peut appeler « morally correct » et ceux que l'on peut désigner comme étant « politically correct ».

La ploutocratie

La démocratie américaine est, sous bien des égards, une ploutocratie où les groupes d'intérêts, les « lobbies » et les « political action committees » (PACs) essaient d'influencer les politiques adoptées par le Congrès américain et le président. À titre d'exemple, bien que les États-Unis ne produisent pas de bananes, le gouvernement américain a déclaré une guerre commerciale à l'Union européenne sur la question de l'importation de bananes. La raison de cette intervention est essentiellement parce que deux compagnies américaines exportatrices de bananes, la Chiquita Brands International et la Dole Food Co., avaient contribué, au moyen de fortes sommes, aux campagnes électorales de certains politiciens américains, entre autres, le président lui-même.

L'argent est le nerf de la guerre politique, et ce, particulièrement aux États-Unis, où l'accès à la télévision est une condition *sine qua non* de réussite électorale. Ainsi, on estime que le candidat qui réussira à gagner les élections présidentielles de l'an 2000 devra amasser 32 millions \$US, en plus des 14 millions \$US que le gouvernement lui versera. Même les pays étrangers tentent d'exercer une influence sur les politiques américaines en contribuant aux campagnes électorales. C'est ce que fit la Chine communiste, en 1992, en faveur de Bill Clinton, tandis qu'il est généralement connu qu'Israël entretient directement et indirectement de nombreux PACs.

Deux moralités

La politique américaine n'est pas seulement une affaire d'argent. Elle est également une affaire de moralité civique, parfois en conflit avec la moralité religieuse. En effet, même si la constitution américaine prohibe expressément l'établissement d'une religion d'État, nombre de groupes religieux tentent, par toutes sortes de façons, d'influer sur les élections américaines. Des organisations religieuses parapluies, telles la « Moral Majority » et la « Christian Coalition », parmi de nombreuses autres, s'impliquent directement dans la politique américaine et essaient d'influer sur les élections et sur les politiciens. Ces groupes religieux s'activent surtout au sein du Parti républicain, qui est à tendance conservatrice.

À l'opposé, le Parti démocrate est une coalition dite plus « libérale », qui regroupe les intérêts diversifiés du « melting-pot » américain. On y trouve des intellectuels, des artistes, des représentants des minorités en général, de même que des représentants de groupes dits « progressistes ». Le cri de bataille de ces groupes est la « rectitude politique » et l'« affirmative action ». Ces groupes militent pour que le gouvernement discrimine en faveur de certains groupes (les races non blanches, par exemple), soit pour l'obtention de contrats publics, soit pour l'admission dans les universités publiques, etc.

On ne peut comprendre le dénouement du procès de destitution du président Bill Clinton en 1999, sans comprendre cet antagonisme entre les « politically correct », regroupés principalement dans le Parti démocrate, et les « morally correct », concentrés dans le Parti républicain ¹. Au cours du procès, on assista à un

¹ Le journal *USA Today* (17 octobre 1998) fit un sondage sur la question suivante : « Croyez-vous que M. Bill Clinton suit des règles de conduite qui sont compatibles avec les valeurs partagées par la moyenne des Américains ? » Les Américains de race noire répondirent oui à raison de 63 % ; mais la réponse affirmative des Américains de race blanche ne fut que de 22 %.

Le clivage racial aux États-Unis, et son effet pervers sur la justice américaine, est apparu de façon éclatante au cours du procès de la vedette de football O. J. Simpson (Noir), à l'automne de 1995, pour le meurtre de son épouse Nicole Brown (Blanche) et de Ron Goldman (Blanc). Au terme d'un procès criminel, un premier jury, composé en majorité de Noirs (9 Noirs, 2 Blancs, 1 Hispanique), l'exonéra le 6 octobre 1995, malgré, entre autres, des tests sanguins accablants

paradoxe tout à fait américain : une très grande majorité d'Américains réprouvaient la conduite du président, mais, en même temps, une forte majorité s'opposait à sa destitution.

Le paradoxe

D'où vient ce paradoxe ? Essentiellement de ce que la majorité silencieuse aux États-Unis craint à la fois les « morallly correct » à tendance totalitaire douce, et les « politically correct » qui veulent affaiblir le système d'égalité des chances dont les Américains sont encore très fiers. Par conséquent, même si les Américains avaient peu d'estime pour Bill Clinton, ils craignaient autant sinon davantage ses adversaires.

4.9 La corruption en politique

Là où il n'y a pas de démocratie, la corruption est l'un des pires obstacles à son émergence. Et là où la démocratie existe, la corruption est une menace pernicieuse.

Jean-François Revel

Un ministre corrompu est moins dangereux pour l'État qu'un ministre incompétent. La corruption ne touche qu'un intime pourcentage de ses décisions, tandis que l'incompétence les affecte toutes.

Richelieu (1585-1642)

[Retour à la table des matières](#)

Lorsqu'il fut connu, en 1998, que les représentants de certains pays au Comité international olympique (CIO) vendaient littéralement leur vote au moment de la sélection des villes hôtes des jeux, la question de la corruption politique fut propulsée à l'avant-scène. C'est un grand fléau, en effet, qui s'abat sur un pays quand la corruption s'empare du corps politique. Aucun pays n'en est à l'abri, mais certaines cultures, et certaines pratiques, la favorisent davantage. En 1998, parmi 85 pays, l'organisme Transparency International (TI) classait le Danemark au 1^{er} rang pour l'absence de corruption dans la conduite des affaires et pour l'obtention de contrats. Le Canada s'y trouvait en 6^e position, tandis que les pays comme les États-Unis, la France et l'Italie occupaient la 16^e, 21^e et 39^e place respectivement.

(ADN). Selon un sondage de la chaîne CBS, 60 % des Blancs américains se déclaraient en désaccord avec cet acquittement, tandis que 90 % des Noirs américains l'approuvaient.

Le 10 février 1997, cette fois au terme d'un procès civil, un second jury à majorité blanche, composé de 9 Blancs, de 1 Hispanique, de 1 Asiatique et de 1 Métis, jugea à l'unanimité que Simpson était civilement responsable de la mort de son ex-femme.

Le 17 décembre 1997, les 29 pays de l'OCDE ont signé une convention sur le phénomène de la corruption en vue de freiner la corruption d'agents publics dans le cours des transactions commerciales internationales.

La corruption dans une société est-elle un signe de dégénérescence et de décadence morales, ou le simple fruit d'un marché entre ceux qui détiennent quelque pouvoir (politiciens, fonctionnaires) et ceux qui détiennent de la richesse (citoyens, contribuables, entrepreneurs) ? Les pratiques de corruption retardent-elles le développement d'un pays, et sont-elles une cause majeure de pauvreté ? Sont-elles les obstacles à la création d'un État moderne et d'une administration honnête et efficace ?

Se servir eux-mêmes

La corruption politique se définit généralement comme le fait d'utiliser une charge publique pour son profit personnel. Dans certains pays, et pas toujours dans le tiers-monde, on s'attend à ce que les politiciens achètent les votes des électeurs s'ils aspirent à accéder au pouvoir. De même, quand la corruption politique est généralisée, les fonctionnaires ne sont pas des serviteurs de l'État, mais ont, au contraire, pour principal objectif de se servir eux-mêmes. La faiblesse des salaires publics est un indice important de cet état de fait. Le népotisme, le favoritisme, l'arbitraire et les pots-de-vin deviennent des moyens soit pour accéder au pouvoir, soit pour en tirer parti. Quand c'est le cas, la corruption devient un moyen de survie pour les politiciens et les fonctionnaires.

La corruption politique a un coût moral et des conséquences matérielles. Elle tend à démoraliser les éléments productifs de la société, car ceux-ci deviennent les proies des éléments parasites qui les réglementent et les rançonnent. Dans les pays où la politique, la justice et la fiscalité sont corrompues, cette corruption impose une taxe énorme, au-delà des taxes apparentes, sur l'ensemble du système de production. La corruption devient un frein au progrès économique et à la hausse du niveau de vie. Elle peut même être une des causes du surendettement de certains pays. Le Fonds monétaire international (FMI) évalue que, en 1992, la moitié des 300 milliards de dollars de la dette extérieure des 15 pays les plus endettés du monde correspondait à des fonds accaparés à titre privé et transférés dans des paradis fiscaux.

Les conditions

La lutte à la corruption exige que l'on fasse disparaître les occasions de corruption et les conditions qui peuvent l'encourager. Cela exige que les fonctionnaires soient rémunérés adéquatement ; que l'embauche public et les contrats publics soient distribués au mérite et selon les compétences ; et que le marché politique ne soit pas dominé par les forces financières ou par celles des

groupes d'intérêts particuliers. En dernière analyse, la vigilance constante de la population demeure le meilleur rempart contre la corruption politique.

4. 10 La propagande politique

Celui qui fait germer deux épis sur un terrain vierge se rend plus utile à l'humanité et à sa patrie que toute une ribambelle de politiciens.

Jonathan Swift (1667-1745)

Peu de gens comprennent que le jeu de la politique se joue entre les politiciens et les médias.

Dalton Camp, organisateur politique canadien

[Retour à la table des matières](#)

Par le projet de loi omnibus C-44, le gouvernement Chrétien avait songé, en 1998, à mettre en quelque sorte la Société Radio-Canada (SRC) en tutelle, en s'arrogeant le droit de congédier sans préavis son président, nommé normalement pour 5 ans, et tout autre membre du conseil d'administration. Cela soulevait la question de l'ingérence politique directe dans un organe public d'information. Devant les protestations, le gouvernement Chrétien fit marche arrière quant à Radio-Canada. Il maintint, néanmoins, une épée de Damoclès au-dessus des administrateurs de Téléfilm Canada et de l'Office national du film, brandissant la possibilité d'un congédiement expéditif.

Le pouvoir

De tout temps, les politiciens aspirent à régir les médias et l'information, parce que c'est en partie sur cette mainmise que repose leur pouvoir. Dans les régimes totalitaires, il s'agit même d'une règle absolue : tous les médias doivent être sous la gouverne de l'État et l'information y est sévèrement censurée et orientée. Dans les régimes démocratiques, la liberté d'expression et de conscience garantie par la constitution fait en sorte que les sources d'information sont multiples et diversifiées. Cela ne signifie nullement que les politiciens ne tentent pas de manipuler l'opinion publique et ne recourent point à la propagande politique. On définit en effet la propagande comme « l'action organisée en vue de répandre une opinion ou une doctrine politique ¹ ». La désinformation va encore plus loin, car elle vise à induire les gens en erreur au moyen d'informations mensongères.

¹ Article « Propagande », Dictionnaire historique de la langue française, p. 1649, dictionnaires Le Robert, Paris, 1992.

Aujourd'hui, plus que jamais auparavant, les politiciens peuvent recourir à des techniques raffinées de manipulation de l'opinion publique. Les techniques de sondages à répétition et de groupes témoins permettent en effet de connaître de façon précise les mots mêmes que la propagande publique peut utiliser. De nos jours, l'exemple le plus patent de cet usage des techniques de manipulation a été donné par le président américain Bill Clinton, qui s'en est servi pour détourner l'opinion publique des graves accusations de parjure et d'obstruction à la justice portées contre lui.

Il est normal que les entreprises d'action politique, qu'on appelle partis politiques, prennent les moyens pour diffuser leurs idées et pour défendre des intérêts légitimes en tentant de persuader et de convaincre. Du choc des idées jaillit la lumière, et plus les sources d'information sont nombreuses, plus libres sont les citoyens. La propagande politique qui n'est pas de la désinformation ou de la manipulation cynique, mais qui vise à promouvoir les idées et le programme d'un parti politique, est tout à fait légitime.

Le gouvernement

La propagande dangereuse est celle qui utilise les ressources énormes de l'État au profit d'une seule cause ou d'un seul système d'idées en écrasant les autres voix et les autres messages. En d'autres termes, c'est lorsque le gouvernement de tous les citoyens se comporte comme un parti politique que cela devient intolérable. Cela le devient davantage quand un gouvernement se sert des programmes de subventions publiques pour exercer une pression sur les artistes ou les intellectuels afin qu'ils deviennent des propagandistes étatiques. Quand cela se produit, la démocratie recule et le totalitarisme avance.

La fonction d'un gouvernement consiste à fournir des services publics et sociaux à la population. Au-delà des renseignements de base, un gouvernement ne doit pas se lancer dans la propagande politique et dans des exercices pour dominer et censurer les médias.

Au Canada, les gouvernements, tant provinciaux que fédéral, dépensent annuellement des montants substantiels pour de la publicité dans les médias, tout particulièrement dans les journaux. Il serait peut-être souhaitable que chaque journal fournisse à ses lecteurs une information sur la proportion de ses revenus de publicité qui provient des gouvernements. Cela permettrait de tirer la sonnette d'alarme quand la survie financière d'un journal devient trop dépendante de l'achalandage publicitaire gouvernemental.

Le gouvernement canadien consacre plus de 300 millions de dollars par année à ses activités de publicité et de propagande. On ne dispose pas de chiffres à ce sujet, en ce qui concerne le gouvernement québécois, mais ils atteignent sans doute plusieurs dizaines de millions de dollars annuellement. Quelle proportion de ces

énormes budgets relève de la diffusion essentielle de renseignements sur les programmes gouvernementaux, et quelle proportion s'apparente à la propagande politique pure et simple ? Cette distinction mériterait d'être établie.

4.11 Les improvisations gouvernementales

Hélas ! on voit que de tout temps les petits ont pâti des sottises des grands.

La Fontaine (1621-1695)

Il faut se hâter lentement.
Maréchal F. Foch (1851-1929)

[Retour à la table des matières](#)

Improviser, c'est faire de la mauvaise gestion. C'est jouer à l'apprenti sorcier sans se soucier suffisamment des conséquences qui peuvent découler de certaines actions, de certaines mesures ou de certaines politiques.

Faire semblant

Dans le domaine public, davantage que dans celui des affaires privées, la tentation de l'improvisation est omniprésente. D'une part, l'horizon temporel des dirigeants politiques est comprimé par les échéances électorales. Il faut faire vite afin d'obtenir les appuis nécessaires à une réélection. D'autre part, en politique, le besoin est toujours pressant de nourrir les médias de « nouvelles » mesures ou de « nouveaux » programmes, afin de créer l'apparence que l'on s'attaque aux problèmes. En effet, dans le monde politique, une cible mouvante est moins vulnérable qu'une cible immobile.

Enfin, les dirigeants politiques peuvent se permettre de prendre de plus grands risques, économiques ou financiers, parce qu'ils sont personnellement à l'abri des conséquences directes négatives qui peuvent en résulter. En effet, les politiciens ne « capitalisent » pas leurs erreurs, sauf indirectement.

Ces failles du système politique expliquent pourquoi il est si facile d'aboutir à un « État-touche-à-tout » qui s'immisce à toute vapeur dans toutes sortes de domaines. Afin de freiner cette tendance naturelle des administrations démocratiques à la boulimie interventionniste, la plupart des gouvernements démocratiques ont deux assemblées délibératives. L'objectif est justement d'éviter que des projets et des politiques soient mis de l'avant avec trop de hâte, trop de précipitation et trop d'improvisation.

Au Canada, le système démocratique est défaillant sur ce point. Ainsi, le Sénat canadien est un reliquat colonial non élu, qui n'a pas la légitimité démocratique nécessaire pour jouer pleinement son rôle politique de contrepoids à la Chambre des communes. Aux États-Unis et en Allemagne, par exemple, la Chambre haute représente les régions et remplit un rôle équilibrant devant la Chambre des représentants élus par la population.

Au Québec, l'ancien Conseil législatif, formé comme le Sénat canadien de membres non élus, fut aboli en 1968 et ne fut jamais remplacé. Il manque donc au parlement du Québec un contrepoids démocratique qui éviterait que des mesures importantes soient adoptées, sans avoir fait l'objet d'études, de réflexions et de débats publics à la mesure de leur complexité.

Des exemples

Les gouvernements, dans leur hâte et leur précipitation, semblent souvent recourir à l'improvisation, et prennent des décisions « sur le bord de la table ». Voyons quelques exemples, parmi de nombreux autres, de cafouillages et de mesures ou de politiques teintées d'improvisation, et relevant davantage du syndrome du « prêts, pas prêts, on y va » que d'une planification réfléchie et calculée.

L'improvisation internationale

L'effondrement des économies communistes à planification centrale, en 1991, créa l'illusion que le passage à des économies de marché capitalistes pouvait se faire rapidement. Sans les lois, les infrastructures, les capitaux et les entrepreneurs, c'était rêver en couleurs. Néanmoins, des organismes internationaux tels le FMI et la Banque mondiale encouragèrent la Russie et d'autres pays autrefois communistes à privatiser en catastrophe les sociétés étatisées, y compris les banques. Cette improvisation sur une grande échelle se révéla un désastre pour les populations.

Dans son rapport de 1999, intitulé *World Development Indicators*, la Banque mondiale confessa que les résultats de cette improvisation furent l'effondrement de la production et le décuplement de la pauvreté. La Chine refusa de suivre les conseils de ces organismes, et sa transition progressive vers l'économie de marchés fut beaucoup mieux réussie.

L'improvisation américaine au Kosovo

Il arrive que des gouvernements se lancent dans des opérations, sans établir des objectifs clairs et sans définir les moyens adéquats pour y parvenir. Le monde fut témoin d'une telle improvisation quand l'administration américaine de Bill Clinton persuada les 18 autres pays de l'OTAN de bombarder le territoire serbe de la

Yougoslavie, en mars 1999. Cela faisait suite à un refus de la Yougoslavie, quatre mois plus tôt, d'accorder l'autonomie à sa province du Kosovo et d'accepter une force de surveillance de l'OTAN pour appliquer un règlement de paix.

Malheureusement, l'OTAN n'était pas préparée à fournir les troupes terrestres et l'équipement nécessaires à protéger les Kosovars contre le nettoyage ethnique entrepris par le gouvernement yougoslave de Slobodan Milosevic. En se lançant d'une manière prématurée et improvisée dans une simple campagne de bombardements aériens, l'OTAN provoqua justement ce qui devait être évité, soit la création de plusieurs centaines de milliers de réfugiés miséreux en provenance du Kosovo. Le retour d'un grand nombre d'entre eux dans leur pays natal vint toutefois atténuer les souffrances subies.

L'improvisation fédérale

En 1992, le gouvernement conservateur, à Ottawa, transféra la gestion des aéroports de Dorval et de Mirabel à un organisme privé sans but lucratif, Aéroports de Montréal (ADM), même s'il s'agissait de biens publics payés par les contribuables. Ce faisant, le gouvernement se lavait les mains d'un dossier encombrant. Mais, comme le tout se fit en catastrophe, cette solution ne faisait que déplacer le problème découlant de la présence de deux aéroports internationaux à Montréal, problème qui perdure depuis, provoquant de nombreuses conséquences négatives pour l'économie montréalaise.

L'improvisation provinciale

En 1998, le ministère des Finances du Québec mit de l'avant une « réforme » fiscale. Les deux douzaines de nouvelles mesures fiscales qu'elle contenait devaient résulter en l'abaissement du fardeau d'imposition des contribuables. C'est le contraire qui se produisit. Deux fiscalistes, Yves Chartrand et Claude Laferrière, démontrèrent que le grand nombre de mesures introduites et le manque de coordination entre elles haussaient les taux effectifs de taxation de nombreux contribuables à des niveaux démotivants et destructeurs. En effet, certains taux d'imposition réelle excédaient même 100 % des revenus ¹.

L'improvisation municipale

En 1976, la Ville de Montréal fut l'hôtesse des jeux olympiques. Les improvisations et les extravagances de ces jeux furent telles qu'elles sont passées à la légende et sont recensées dans le livre *Les plus grandes erreurs du monde*, de Nigel Blundell.

¹ Voir Yves Chartrand et Claude Laferrière, « L'État fait main basse sur vos augmentations de salaires », journal *Les Affaires*, 17 avril, 1999, p. 3.

En conclusion

Si les individus, les ménages et les entreprises procédaient dans leurs affaires privées avec la même insouciance, la même précipitation et la même improvisation dont font preuve les gouvernements, ils seraient vite acculés à la faillite. Il faudrait, en fait, des mécanismes particuliers afin d'obliger les administrateurs publics à suivre des règles de saine gestion des affaires publiques.

L'un des moyens consiste à les obliger, chaque fois que cela est techniquement possible, à faire entériner par l'ensemble de la population, par référendum, certaines grandes décisions. C'est ce que l'on fait en Suisse, le pays le mieux administré de la planète.

CHAPITRE 5

LE SOCIAL ET LA CULTURE

5.1 La lutte à la pauvreté

Les pauvres, en effet, vous les aurez toujours parmi vous.
La Bible, Jean 12 :8

Aucune société ne peut aspirer au progrès et au bonheur si la majorité de ses membres sont pauvres et misérables.
William Lyon Mackenzie King (1874-1950)

[Retour à la table des matières](#)

Au XVII^e siècle, en Angleterre, les puritains prétendaient que la pauvreté était un châtement divin et une juste rétribution pour la paresse et le vice. Les tenants de cette philosophie protestante du *work ethic* ne tenaient pas compte de facteurs tels que la malchance, la disparité des talents physiques et intellectuels, ou des conditions familiales, sociales et économiques défavorables. La pauvreté étant perçue, en quelque sorte, comme un choix personnel, la charité et la philanthropie des riches ne pouvaient que l'atténuer sans la faire disparaître.

Pourtant, la pauvreté, définie comme une pénurie de moyens de subsistance, peut résulter de diverses causes, tant individuelles que collectives. Le chômage, la maladie, la vieillesse, la malchance, les dislocations familiales peuvent plonger une personne ou une famille dans la pauvreté et la mendicité. Beaucoup de gens s'attribuent la totalité du mérite pour leur bonne fortune, alors que celle-ci est souvent tributaire des technologies et de l'état de l'économie.

La charité et la pauvreté

L'objectif de la lutte à la pauvreté exige que l'on se pose la question à savoir quelle part revient à l'initiative personnelle et quelle part relève de la solidarité sociale et de l'action de l'État. La générosité, la charité et la philanthropie individuelles se révèlent insuffisantes pour combattre la pauvreté. L'élimination de la pauvreté relève de l'intérêt collectif, mais lorsque chacun compte sur autrui pour réaliser cet objectif, la tentation de resquiller pour son profit personnel devient un obstacle majeur. C'est pourquoi la lutte à la pauvreté doit nécessairement impliquer l'intervention du gouvernement.

La première façon de combattre la pauvreté est l'accès à un emploi rémunérateur. Chacun a le droit de gagner sa vie. Pour les jeunes, en particulier, l'accès à l'éducation et l'ouverture du marché du travail pour l'apprentissage et l'emploi sont les voies naturelles vers l'autonomie économique et financière. Les bourses d'études et d'apprentissage constituent un élément fondamental de la lutte à la pauvreté et de la mobilité sociale. Dans ce cas, l'État aide les gens à s'aider eux-mêmes.

La deuxième approche consiste à effectuer des transferts financiers conditionnels ou inconditionnels, financés par l'impôt, aux familles et aux personnes dans le besoin. Tous les programmes d'assurance sociale (assurance-emploi, pensions de vieillesse, etc.) et les programmes de sécurité du revenu relèvent de cette approche. Le transfert du pouvoir d'achat permet aux gens d'obtenir biens et services dans le respect minimal de leur dignité. Certains proposent, pour éviter les abus, que les gouvernements octroient aux personnes dans le besoin des coupons, devant obligatoirement servir au logement et à l'alimentation. Dans certaines circonstances, cela peut s'imposer.

La troisième approche consiste pour l'État à fournir des services sociaux, appelés « biens méritoires » en raison du fait qu'ils profitent non seulement aux bénéficiaires mais aussi à la société en général, à des prix symboliques ou gratuitement. C'est le cas de l'accès à l'éducation subventionné, aux services de santé ou à des logements sociaux. De cette façon, l'État s'assure que les sommes dépensées serviront aux fins spécifiques recherchées.

L'universalité

Lorsque les programmes de lutte à la pauvreté ne sont pas universels et inconditionnels, deux problèmes compromettent leur efficacité. Premièrement, l'excès de transferts de fonds publics à des individus peut exercer une influence dissuasive sur la volonté et le désir de ces gens à effectuer un travail productif. Deuxièmement, l'attrait des programmes conditionnels d'aide sociale peut entraîner un « risque moral », en ce sens que les gens modifient intentionnellement leur comportement naturel afin de se qualifier. Il peut en découler une hausse des

dépenses et le gaspillage des ressources. Les plus astucieux et les moins honnêtes des citoyens savent tirer profit du système, alors que les personnes réellement dans le besoin doivent franchir des obstacles bureaucratiques importants afin de bénéficier des programmes d'aide.

Les économistes, en général, se méfient de la lourdeur des appareils bureaucratiques qui rongent les budgets, et favorisent en revanche les programmes généraux et universels de lutte à la pauvreté.

5.2 L'État et le jeu

Dans les républiques bien constituées, l'État doit être riche et les citoyens pauvres.

Niccolò Machiavelli (1469-1527)

[Retour à la table des matières](#)

Les pertes nettes des Canadiens dans les jeux de hasard excèdent 5 milliards de dollars, soit approximativement 166 \$ par habitant. Les principaux gagnants de cette « taxation volontaire » dans les loteries, les vidéopokers ou les casinos sont les gouvernements, et particulièrement les gouvernements provinciaux. Par exemple, le gouvernement québécois tire chaque année environ 1 milliard de dollars de revenus nets provenant de la Société des loteries du Québec.

Quel est, cependant, le coût social de cette expansion du jeu légalisé ? Sert-on l'intérêt public en encourageant l'industrie du jeu ?

- Pour certains, le jeu est un divertissement et un loisir au même titre que les autres activités de cet ordre. Pour eux, il s'agit en quelque sorte d'une activité touristique. Le fait que des joueurs perdent systématiquement de l'argent au jeu ne cause pas de problème, étant donné que le gouvernement s'approprie cette source additionnelle de revenus, tout en créant de nouveaux emplois.
- Pour d'autres, la mentalité et la culture du jeu créent la dangereuse illusion que la route vers la richesse est une affaire de chance, plutôt que de travail, d'épargne et d'investissements judicieux. Pour eux, le jeu ne peut être pour personne une solution aux problèmes financiers à long terme, et les sommes qui y sont englouties nuisent aux autres industries et au développement économique des régions.

Pour d'autres encore, le jeu, même sanctionné et surveillé par le gouvernement, est une consommation qui crée une dépendance pathologique chez ses adeptes, suscitant plus de problèmes qu'il n'en résout, surtout pour les familles des joueurs

compulsifs. De plus, l'industrie du jeu donne naissance à nombre d'activités illégales connexes, telles que les crimes de rue, la corruption politique, le shylocking, le blanchiment d'argent criminel et la prostitution.

Un référendum

Dans bon nombre d'États américains, tout projet de légalisation des casinos exige l'approbation de la population par voie de référendum. La population de la Floride a rejeté à deux occasions le projet de casinos, en dépit du fait que la Floride gère une loterie d'État depuis 1988. Au Québec, l'avènement de casinos étatisés n'a fait l'objet que d'un minimum de débats publics et d'aucune consultation populaire formelle.

Néanmoins, nous ne connaissons pas encore au Canada l'explosion de l'industrie du jeu que l'on observe aux États-Unis. Il y a moins de vingt ans, l'industrie américaine du jeu était géographiquement réservée à un seul État éloigné, le Nevada. De 1995 à l'an 2000, le nombre d'États américains dotés de casinos est passé de 10 à 30. De plus, 36 États et le District de Columbia gèrent des loteries, tandis que 140 réserves indiennes « souveraines » ont mis sur pied quelque 220 organisations de jeu dans 24 États. Seuls deux États aux États-Unis, Hawaii et l'Utah, ne permettent aucune forme de gambling sur leur territoire. Même Internet ouvre aujourd'hui la voie aux jeux de hasard et aux paris.

Pour étudier les conséquences économiques et sociales de l'importante expansion de l'industrie du jeu, le gouvernement américain a cru bon de créer, en 1996, une Commission d'enquête de neuf membres. Le jeu, qui naguère était l'exception et était réservé aux seuls touristes, est devenu une activité quotidienne et une règle de vie en société.

Les autochtones

L'attrait du jeu est aussi fort au Canada qu'aux États-Unis, cependant, la réglementation y est beaucoup plus sévère que chez nos voisins. Les gouvernements demeurent les principaux bénéficiaires de l'industrie du jeu et celle-ci n'a pas atteint le degré de saturation que l'on voit aux États-Unis. Néanmoins, les groupes autochtones, au Canada, envient leurs cousins américains qui ont trouvé dans le jeu une véritable mine d'or, et les tentatives d'ouvrir des casinos illégaux vont sans doute se multiplier dans l'avenir.

Il va sans dire que l'exemple américain n'est pas à suivre et que les gouvernements devront résister fermement à toutes menaces d'implanter des installations de jeu illégales. Ces activités outrepassent les frontières des réserves indiennes et exercent leur attrait sur tous. Le jeu, même légalisé, est cause d'activités sociales marginales ou d'« externalités » qui sont loin d'être toujours

positives, en plus d'être un facteur d'affaiblissement de la fibre morale des personnes et des nations.

5.3 Du pain et des jeux

En politique, une absurdité n'est pas un obstacle
Napoléon Bonaparte (1769-1821)

[Retour à la table des matières](#)

Dans la période décadente de l'Empire romain, les autorités politiques tentaient d'apaiser la population en lui offrant du blé et des jeux de cirque gratuits. Aujourd'hui, aux États-Unis, nombreux sont les États et les villes qui utilisent les fonds publics pour subventionner le sport professionnel, particulièrement en construisant des installations sportives. Le sport professionnel est devenu une marque d'identité économique et culturelle pour bon nombre de villes nord-américaines. En 1998, 58 villes abritaient 131 équipes de sport professionnel (hockey, baseball, football, basketball).

Pour un grand nombre de gens, le sport professionnel est non seulement un divertissement et un spectacle, mais aussi un sujet de conversation quotidienne et de nouvelles médiatiques. Il peut même être un objet de fierté collective et de cohésion sociale pour les citoyens d'une ville.

Les équipes professionnelles sont cependant des entreprises privées, regroupées dans un cartel qu'on appelle une ligue. Les ligues de sport professionnel exercent un pouvoir de monopole sur le nombre de concessions permises. À cause de cette mainmise, et d'une exclusion explicite des lois anticomboines, surtout en ce qui concerne la négociation des droits de télévision, la valeur des concessions existantes s'accroît d'année en année, d'autant plus que la demande des réseaux de télévision pour le spectacle sportif est insatiable.

Les nouvelles concessions

À titre d'exemple, les concessions des Marlins de la Floride et des Rockies du Colorado coûtèrent 91 millions \$US chacune à leurs promoteurs, en 1991. En 1994, les concessions des nouvelles équipes de Phoenix et de St-Petersburg ont coûté 130 millions \$US chacune, soit un accroissement de 37 % en trois ans. La concession des Expos de Montréal a coûté 10 millions \$US en 1968, le principal actionnaire recevant même du gouvernement canadien un crédit d'impôt pour son investissement de 4,5 millions \$US. Aujourd'hui, on évalue qu'une telle concession de baseball professionnel vaut environ 175 millions \$US.

Bien que les entreprises de sport professionnel soient en général très profitables et versent des salaires faramineux à leurs joueurs, elles n'en sollicitent pas moins des subventions auprès des gouvernements, sous la menace d'un déménagement. La question se pose à savoir quand l'argent des contribuables peut être utilisé pour subventionner à la fois les propriétaires des équipes, les joueurs grassement payés et les amateurs du sport en cause.

Les retombées économiques

Du point de vue économique, pour qu'une activité justifie une subvention, il faut que son rendement social soit supérieur à son rendement privé. En pratique, pour établir une telle supériorité du social sur le privé, il faut considérer si l'activité en question fait entrer des fonds de l'étranger ou empêche d'en sortir du pays, et si les effets indirects nets qu'elle génère, tels les revenus, les taxes et les retombées externes de toutes sortes, sont suffisamment importants pour couvrir le montant de la subvention.

Dans le cas d'une équipe de sport professionnel privé comme les Expos, dont la plupart des joueurs sont rémunérés en dollars américains (environ 20 millions \$US), une partie substantielle des dépenses totales s'effectue en dollars américains et à l'extérieur du Canada. En contrepartie, l'équipe reçoit, des Américains, les droits de télévision et touche différents revenus de péréquation en dollars américains (environ 15 millions \$US).

Les dollars américains

Si, comme cela est vraisemblable dans le cas des Expos, les sorties de fonds en dollars américains sont supérieures aux rentrées, il est nécessaire que les effets indirects et les retombées externes que l'équipe génère fassent plus que compenser la sortie directe de fonds. Les effets indirects et les retombées externes en général ne comprennent pas les revenus qu'apportent les dépenses des amateurs de baseball pour les divertissements connexes ni les dépenses de restauration en l'absence de l'équipe, mais seulement les nouveaux revenus et les autres retombées positives attribuables à la présence d'une équipe professionnelle à Montréal.

En effet, la plupart des dépenses locales directes (salaires, loyers, taxes, etc.) d'une équipe professionnelle ne représentent qu'un déplacement de revenus (ex. : les restaurants du stade vendent davantage, mais d'autres restaurants vendent moins). Par contre, si les dépenses touristiques à Montréal s'accroissent d'un certain montant, en raison de la présence d'une équipe professionnelle et de la publicité présumément favorable qu'elle a suscitée, les revenus additionnels ainsi injectés dans l'économie locale, majorés par un multiplicateur approprié, peuvent être attribués à la présence de l'activité en question.

De même, si la présence d'une équipe professionnelle est un encouragement à la pratique des sports et à l'esprit sportif en général, une certaine valeur, quoique difficile à chiffrer, peut aussi lui être attribuée. Comme on le voit, il n'est pas facile pour une entreprise privée, rentable ou non, de justifier auprès des gouvernements le bien-fondé d'une subvention de fonds publics.

Dans le cas des Expos de Montréal, si les gens n'achètent pas suffisamment de billets, qui, précisons-le, sont déjà subventionnés grâce à l'usage d'un stade construit par les fonds publics et loué à des conditions plus que favorables, est-ce que les contribuables doivent suppléer au manque d'intérêt des amateurs de baseball et subventionner les propriétaires et les joueurs pour les empêcher de déménager ? Est-ce la seule solution ?

Le sport et la culture

Le Club de baseball des Expos peut être comparé à une troupe étrangère de théâtre, d'opéra ou de chant, qu'un imprésario montréalais retiendrait pour un spectacle de divertissement de longue durée à Montréal. Dans le cas de la culture artistique, l'imprésario louerait possiblement, à tarifs subventionnés, une salle telle la Place des Arts.

Pour le baseball professionnel, le Stade olympique est l'équivalent de la Place des Arts. Les deux installations ont été construites pour une large part grâce aux fonds publics, l'une pour encourager et stimuler le goût et l'esprit du sport, l'autre pour promouvoir les activités artistiques. Malheureusement, la conception et la réalisation du Stade olympique furent une véritable comédie accumulant erreur par-dessus erreur, si bien que le stade est maintenant un lieu clos, même en plein été. Bien sûr, ce n'est pas pour attirer les amateurs de plein air.

En théorie, un certain apport de fonds publics à la construction d'installations qui servent à présenter des spectacles de sport professionnel peut socialement être justifié, comme c'est le cas pour les installations servant à la présentation de spectacles artistiques. Ces deux genres de spectacle ne s'adressent pas nécessairement à la même clientèle, mais l'argument est aussi valable dans un cas que dans l'autre.

La difficulté particulière, dans le cas des Expos, découle de la décision des propriétaires-imprésarios d'exiger la construction d'un nouveau stade et de solliciter de nouveau les pouvoirs publics pour le faire. En d'autres mots, on aimerait que les autorités corrigent leurs erreurs passées et subventionnent la construction d'un stade vraiment fonctionnel. Pour certains, il s'agit d'un luxe, sinon d'une aberration, d'autant plus qu'un tel stade ne servirait qu'à un seul sport, le baseball. Ces gens estiment, peut-être avec raison, que le Stade olympique, et son toit inamovible, est non seulement adéquat, mais bien adapté à notre climat difficile.

Quelle serait, en effet, la réaction de la population et des gouvernements si un imprésario montréalais exigeait la construction d'une nouvelle Place des Arts pour les troupes étrangères d'opéra, sous prétexte que l'acoustique n'y est pas parfaite ? Il en résulterait certes un certain malaise et une certaine hésitation, compte tenu des nombreuses autres priorités qui existent pour dépenser les fonds publics.

Du moins, si les pouvoirs publics choisissaient d'injecter des fonds pour faciliter la construction d'un nouveau stade, soit en fournissant le terrain, soit en avançant une subvention directe, ils devraient en être les copropriétaires. Cela pour éviter qu'une vente éventuelle de la franchise ne vienne gonfler les profits des propriétaires privés aux dépens de fonds publics.

Tel est le dilemme des pouvoirs publics devant les demandes des propriétaires des Expos. Le problème à long terme des Expos est cependant plus complexe, car il est fondamentalement économique.

Un consortium

Quand les 14 investisseurs de la société en commandite Baseball Montréal (Claude Brochu, partenaire général, et les 13 autres partenaires que sont la Fédération des Caisses populaires Desjardins de Montréal, le Fonds de solidarité, Télémedia, Nesbitt Burns, Versa Services, Bell Canada, Pacific Canadien, Cascades, Freemark Investments, M & S Sports, Provigo, P. D. Roberge, et la Ville de Montréal) firent l'acquisition du Club des Expos, le 14 juin 1994, ils déboursèrent environ 90 millions \$US (104 millions \$CAN).

Si une concession du baseball majeur vaut au minimum 175 millions \$US (240 millions \$CAN), le gain de capital brut potentiel des propriétaires pourrait atteindre 136 millions \$CAN. Puisque les pertes accumulées du Club atteignent 30 millions \$CAN, un gain net d'environ 100 millions \$CAN attend les 14 partenaires propriétaires des Expos. En liquidant leurs investissements, les propriétaires actuels pourraient, au minimum, doubler leur mise de 1991, ce qui procurerait un rendement annuel composé égal à 10,5 %.

Entre détenir un investissement qui ne rapporte pas de dividendes et la possibilité de réaliser un gain de capital net de 100 millions \$CAN, on comprend que la tentation soit grande chez certains propriétaires de passer à la caisse.

Un placement à long terme

Le problème de certaines équipes de sport professionnel n'est pas un manque de solvabilité, mais un manque de liquidité. En fait, le sport professionnel est très profitable pour les propriétaires et davantage pour les joueurs. Tout est question d'horizon temporel. Un tel investissement ne peut se faire qu'à long terme. Pour

répondre aux besoins de liquidités de certains propriétaires, il est nécessaire d'adapter la formule de financement.

L'émission d'actions (ordinaires ou privilégiées) pourrait être une solution pour rendre les placements de certains des propriétaires actuels plus liquides. Une autre solution, celle retenue à Atlanta et dans d'autres villes, consiste à vendre l'équipe ou une partie de l'équipe à une station locale de télévision (ex. : la vente des Dodgers de Los Angeles au réseau de télévision Fox pour 350 millions \$US). Il y a, en effet, une grande complémentarité entre le spectacle sportif et la télévision.

Si le problème n'en est pas un de liquidité, mais de solvabilité à court terme, les propriétaires ne voulant plus assumer les déficits annuels que l'inflation des salaires des joueurs leur impose, un accroissement des revenus (hausse des assistances, vente de loges, restaurants, etc.) devient nécessaire. C'est pourquoi les entreprises de sport professionnel exercent tant de pression sur les gouvernements pour qu'ils subventionnent la construction de nouvelles installations, plus modernes et plus fonctionnelles, sous la menace de vendre à des intérêts extérieurs.

Le chantage

Malgré la rentabilité évidente de leurs investissements, les propriétaires d'équipes professionnelles, et leurs alliés dans le cartel que sont les joueurs, n'hésitent pas cependant à demander aux gouvernements locaux des subventions, sous la menace du déménagement. C'est ainsi que le propriétaire milliardaire des Marlins de la Floride, H. Wayne Huizenga, a obtenu de l'État de la Floride une exemption de taxes de vente d'un montant de 2 millions \$US par année pour une période de 30 ans. Récemment, ce propriétaire exigeait un autre 2 millions \$US pour une autre de ses équipes.

Ce genre de chantage est à rejeter, car la majorité des contribuables ne sont pas des amateurs de baseball. En effet, si les gens ne sont pas assez intéressés au baseball professionnel pour acheter librement des billets déjà subventionnés, pourquoi seraient-ils d'accord pour payer obligatoirement taxes et impôts dans le but de subventionner propriétaires et joueurs millionnaires ? Si les salaires des joueurs (salaire moyen : 1,5 million \$US) sont devenus un tonneau des Danaïdes sans fond, les propriétaires privés des équipes professionnelles n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes, puisqu'ils ont toujours refusé la concurrence ouverte, créant de ce fait un cartel dont les joueurs sont aujourd'hui les principaux bénéficiaires.

En dernier recours, si Montréal veut continuer à participer à la surenchère du cartel du baseball, particulièrement en ce qui concerne l'explosion des salaires, ses dirigeants pourraient s'en remettre directement à la population et tenir un référendum semblable à celui de Houston (tout juste adopté à 51 %), et proposer une hausse des taxes afin de dégager les fonds publics nécessaires au financement d'une partie des dépenses d'immobilisations et/ou des activités courantes de

l'entreprise demanderesse. En effet, quand la rentabilité sociale et économique ne justifie pas une subvention publique, il est possible que la rentabilité politique la justifie¹.

5.4 La criminalité : son coût et ses incidences

Qui aime bien châtie bien.
Proverbe

[Retour à la table des matières](#)

La criminalité, particulièrement dans les grandes villes, affecte négativement la qualité de vie et le niveau de vie des citoyens. Elle constitue non seulement un coût économique pour l'ensemble de la population, mais elle entretient un sentiment d'insécurité chez les citoyens. Le coût monétaire du crime s'étend dans les taxes des gouvernements, dans le prix des biens, dans les primes d'assurance et dans les frais bancaires.

Une étude de l'institut Fraser de Vancouver, en 1993, établissait que le coût annuel total de la criminalité au Canada était le double de ce qui était dépensé annuellement pour l'ensemble du système public d'éducation. Ces dépenses comprennent les frais de fonctionnement dans les prisons canadiennes, les salaires des officiers de police et les frais des services privés de sécurité. Mais comment comptabiliser les sévices subis par les victimes et leurs familles, tels que les chocs traumatiques et, même, la perte de la vie ?

Il faut voir ici, au-delà du coût brut découlant des activités criminelles, l'évolution et l'incidence de la criminalité. Les crimes de violence sont beaucoup plus graves que les crimes contre la propriété, du fait que les victimes doivent payer un coût réel beaucoup plus élevé que le seul coût monétaire.

La criminalité juvénile

Au Canada et aux États-Unis, la criminalité totale est légèrement en régression depuis quelques années, après avoir triplé au cours des 30 années précédentes. Cependant, le nombre d'adolescents impliqués dans des crimes violents (meurtres,

¹ Les changements démographiques à venir annoncent peut-être que l'âge d'or du sport professionnel tire à sa fin. En effet, le vieillissement de la population est susceptible de réduire l'achalandage aux temples du sport. Ainsi, alors que les 18-24 ans assistent à raison de 50 % aux événements sportifs, les 45-64 ans n'y vont qu'à raison de 30 %. Or, vers l'an 2012, toute la génération des baby-boomers fera partie de la cohorte de 45-64 ans. Voir David K. Foot, *Entre le boom et l'écho*, Boréal, Montréal, 1996.

viols, vols) est nettement en hausse. La criminalité juvénile est avant tout un phénomène urbain et est, de plus en plus, attribuable aux gangs de rue et au crime organisé. La désintégration des familles et l'augmentation des ménages monoparentaux sont des phénomènes qui ne sont pas étrangers à la montée de la criminalité juvénile urbaine. La pauvreté et le déclin dans les qualifications des immigrants depuis une dizaine d'années sont aussi parmi les facteurs d'explication.

Ainsi, dans une grande ville comme Montréal, il n'y avait que trois gangs de rue identifiés comme tels en 1985, selon la brigade antigang du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal. Une décennie plus tard, Montréal comptait 59 gangs de rue, regroupant 1 300 jeunes. La croissance exponentielle de ce phénomène social est telle que personne ne devrait l'ignorer, car rien n'indique que cela ne continuera pas à prendre de l'ampleur dans les années à venir.

Une passoire

Malheureusement, ce sont d'autres jeunes qui risquent le plus d'être les victimes de la criminalité juvénile. Les chiffres officiels au Canada indiquent qu'une victime sur cinq (20 %) est un jeune âgé de 12 à 19 ans, même si ce groupe d'âge ne constitue que 11 % de la population. L'incidence de la criminalité frappe donc davantage les jeunes, naturellement plus pauvres que les adultes, ces derniers pouvant plus facilement prendre des mesures de protection.

Malheureusement, aussi, les politiciens sont les derniers à en prendre conscience. Ainsi, le Canada est l'un des rares pays à ne pas avoir une loi antigang, ou une loi contre le crime organisé, afin de rendre illégales les organisations constituées à des fins criminelles. Le Canada n'a pas non plus de loi obligeant les banques à rapporter les transactions de blanchiment d'argent. Cela fait du Canada un paradis de choix pour les criminels du monde entier et une plaque tournante internationale pour le crime organisé.

Les politiciens fédéraux justifient leur inaction dans ce domaine en prétextant que rendre illégales les organisations criminelles exigerait une dérogation à la liberté d'association prévue dans la fameuse Charte des droits et libertés. Souhaitons que la pétition de 65 000 Montréalais présentée au ministre fédéral de la justice, en 1996, réussira à persuader les politiciens que c'est la liberté des citoyens qu'il faut protéger, et non celle des criminels.

5.5 Le rapport coûts-bénéfices de l'immigration internationale

La population, si elle ne rencontre pas d'obstacles, s'accroît selon une progression géométrique. Les moyens de subsistance s'accroissent cependant selon une progression arithmétique.

Thomas Malthus (1766-1834)

[Retour à la table des matières](#)

Le Canada a été une terre de colonisation avant de devenir une terre d'immigration. Lorsque les Français s'établirent en Nouvelle-France, de 1534 à 1760, il s'agissait de citoyens français qui venaient coloniser et défricher de nouvelles terres de l'Empire français. De même, après 1760, quand des Anglais vinrent au Canada, il s'agissait de citoyens britanniques qui appartenaient à une colonie britannique, membre à part entière de l'Empire britannique. Les Français et les Anglais n'ont pas été des immigrants au Canada mais des colonisateurs.

L'immigration se produit quand une personne quitte un pays et en adopte un autre. À ce titre, de nombreux immigrants sont venus au Canada au XX^e siècle en vertu des différentes politiques d'immigration adoptées par ce pays.

Cependant, dans ce domaine comme dans tant d'autres, les gouvernements ont des politiques qui continuent d'être appliquées même si elles sont devenues archaïques, notamment sur le plan économique.

Des terres à coloniser

À l'époque où le Canada avait des terres vierges à défricher et lorsque l'objectif de l'industrialisation exigeait d'accroître le bassin de consommateurs, une politique d'immigration « porte ouverte », initialement axée sur l'Europe, se justifiait sur le plan économique. La politique « nationale » de sir John A. Macdonald, en 1874, avait même fait de l'immigration l'un des trois piliers de la stratégie industrielle du Canada, en plus du protectionnisme douanier et de l'ouverture des terres de l'ouest canadien, par la construction d'un chemin de fer.

Aujourd'hui, l'immigration est devenue essentiellement urbaine. De plus, le contexte commercial continental et international est celui du libre-échange, au sein duquel la mobilité des biens est un substitut à la mobilité des personnes. Le besoin d'une main-d'œuvre abondante et à bon marché n'existe plus au Canada, ni pour défricher de nouvelles terres, ni pour alimenter en personnel des usines à bas salaires.

Néanmoins, jamais le Canada n'a accueilli autant d'immigrants et de vrais et faux réfugiés que depuis 1990. Au rythme de 200 000 à 250 000 immigrants par année, dont environ la moitié entre en vertu du programme peu sélectif du parrainage familial, le Canada accueille plus d'un million de personnes, tous les cinq ans.

Le coût social

Les avantages de ces entrées commencent à être moins importants que les coûts qu'elles entraînent. Selon une étude du professeur Don De Voretz de l'Université Simon Fraser, effectuée pour le gouvernement fédéral, la contribution des immigrants à l'économie canadienne a diminué de moitié en 10 ans, en raison d'une baisse des revenus des immigrants et d'un recours accru de ces derniers aux services sociaux canadiens.

Pour la première fois, en effet, un recensement, celui de 1991, indique que les personnes nées à l'extérieur du Canada ont eu plus souvent recours aux services sociaux que les citoyens d'origine. Cela semble dû au fait que les immigrants qui entrent au pays grâce au programme de réunification des familles sont moins instruits, plus âgés et, ne parlant souvent ni le français ni l'anglais, moins employables.

La situation au Québec est à bien des égards pire que dans les autres régions canadiennes. En effet, à cause de la générosité des programmes sociaux et de la facilité avec laquelle le statut de réfugié est accordé, le gouvernement du Québec, selon sa propre estimation, a dépensé 138 millions de dollars en 1994-1995, uniquement pour fournir des services sociaux aux revendicateurs du statut de réfugié. Ces dépenses couvrent la sécurité du revenu, l'assurance-santé, et même l'aide juridique. Dans la seule région de Montréal, par exemple, 35 % des prestataires qui recevaient, en 1995, des prestations de la sécurité du revenu, soit 41 600 ménages, étaient nés à l'extérieur du pays.

Une révision en profondeur de la politique canadienne d'immigration s'impose. Le Canada a besoin de spécialistes, de capitaux et d'entrepreneurs pour être compétitif dans le contexte économique de la mondialisation de la technologie et des marchés. Cependant, il se réserve des problèmes économiques et sociaux énormes si le laxisme et l'improvisation des programmes actuels d'immigration continuent de s'appliquer. Il y a présentement, en effet, une contradiction flagrante entre les besoins de l'économie et la politique canadienne d'immigration. Il presse de les réconcilier *.

* Pour une analyse économique de l'immigration, voir R. Tremblay, « Mobilité internationale des facteurs de production en situation de chômage et de libre-échange », *L'Actualité économique*, juin 1998.

5.6 Pitié pour les jeunes

Celui qui désespère de la nature humaine est un lâche, mais celui qui garde espoir est un fou.

Albert Camus (1913-1960)

[Retour à la table des matières](#)

Les gouvernements québécois et fédéral ont mis de l'avant toute une panoplie de politiques et de mesures qui sont carrément défavorables et même inéquitables à l'endroit des jeunes travailleurs et des jeunes en général. Tout cela se passe dans un contexte où les salaires des jeunes travailleurs de 18 à 24 ans sont en déclin, tandis que les diplômés universitaires ne gagnent guère plus que les diplômés du secondaire des années 1970.

Ajoutons qu'un indice de la détresse des jeunes, soit le taux de suicide des jeunes Québécois, 340 par année, est le plus élevé de tous les pays industrialisés. Si on les juge par leurs résultats dévastateurs, les politiques des gouvernements à l'endroit des jeunes sont un fiasco total.

L'école

La première source de stress pour les jeunes d'aujourd'hui est l'école. Le tissu social, dans les grands centres urbains du Canada, n'est plus ce qu'il était il y a trente ans. Des tensions existent qui n'existaient pas autrefois. En particulier, les armes, les gangs et la violence ont fait leur apparition dans les écoles et dans les environs des écoles. Des jeunes parmi les plus vulnérables peuvent facilement être terrorisés dans un tel environnement. Responsables au premier degré de l'apparition des gangs sur notre territoire, les gouvernements, à commencer par le gouvernement fédéral, n'ont rien fait d'important pour les empêcher, encore moins pour les enrayer. Ce sont les jeunes qui paient pour cette incurie.

Le travail

Un autre handicap de taille, pour les jeunes travailleurs cette fois, outre le chômage endémique, est la prolifération du travail à temps partiel ou à forfait. Les lois du travail restrictives et les taxes pyramidales sur les salaires sont en grande partie responsables de cette situation. En effet, puisqu'il est devenu difficile de congédier qui que ce soit, et puisque les entreprises paient taxe-après-taxe-après-taxe sur les salaires, elles jouent de prudence et recourent au travail à temps partiel ou à forfait plutôt qu'à l'emploi permanent et à temps plein. Le mouvement syndical s'est lui-même mis de la partie en favorisant des « clauses orphelin » dans

les conventions collectives, lesquelles privent les jeunes travailleurs d'avantages réservés aux aînés.

La famille

Non satisfaits de détruire le marché du travail, les gouvernements adoptent continuellement des législations qui ont pour conséquence de contribuer à la destruction des familles, soit le principal soutien économique et social des jeunes. Statistique Canada observe « que les Québécois se marient de moins en moins et que cette tendance s'accélère ». En effet, du recensement de 1971 à celui de 1991, le taux des mariages a chuté de 49 % au Québec, contre 18 % en Ontario. Avec moins de 25 % de la population canadienne, le Québec n'en compte pas moins 43 % des unions de fait. De plus, alors que le taux de divorce, chez les couples dont la durée de vie commune est de 30 ans et moins, est de 50 % au Québec, il atteint moins du tiers dans le reste du Canada. Il se passe donc quelque chose de tout à fait particulier au Québec. Et ce sont les gouvernements qui ont le plus contribué au démantèlement des familles ¹.

Des politiques défavorables à la famille

- La loi 146 sur le patrimoine familial adoptée par Québec impose un carcan aux relations économiques entre les partenaires mariés. Ottawa, de son côté, a aboli les allocations familiales, réduisant ainsi l'incitation à élever des enfants.
- Sur le plan de la fiscalité, le gouvernement Bouchard a introduit, en 1998, l'imposition du revenu familial pour l'obtention de plusieurs crédits d'impôt. Cette politique est venue renforcer les nombreuses incitations gouvernementales à ne pas fonder de familles.
- Les gouvernements, et même la Cour suprême du Canada, en se basant sur la Charte canadienne des droits et libertés, ont eu tendance à redéfinir la notion de famille. Avec les années, on en est venu à accorder des assistances et des privilèges, jusqu'alors réservés en principe aux familles en mesure d'élever des enfants, à des couples formés de personnes du même sexe.

Les gouvernements ont statué, en effet, que la famille ne se définissait plus en fonction de la procréation, de la croissance et du développement des enfants. En conséquence, ils ont eu tendance à subventionner des associations de personnes, même si celles-ci n'entendaient nullement laisser de descendants, et n'encourageaient aucun des frais et des risques qu'implique d'élever des enfants ².

¹ Selon Statistique Canada, 1 couple sur 4 au Québec vit en union libre, pour seulement 1 couple sur 10 dans le reste du Canada.

² En 1999, le gouvernement du Parti québécois fit adopter le projet de loi 32, intitulé Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les conjoints de fait. La subvention gouvernementale consistait à verser des pensions de conjoint survivant aux partenaires

D'un point de vue social, il serait juste de croire que c'est la responsabilité de l'État d'encourager la formation de foyers stables pour l'éducation des enfants afin de perpétuer la société ¹. Pourtant, déjà, les Québécois forment un peuple qui ne se reproduit pas. À long terme, c'est un peuple condamné.

On commence à se rendre compte que toutes ces politiques malavisées ont eu et auront des conséquences fort dommageables pour l'évolution démographique du Québec. Quand les gouvernements dilapident les fonds publics dans toutes les directions, il en reste moins pour l'éducation et le développement des enfants.

La rigidité

Les gouvernements étouffent, par leurs réglementations écrasantes, des industries entières, dont certaines constituent des débouchés historiques et naturels pour les jeunes travailleurs. C'est le cas au Québec de l'industrie de la construction, qui connut, ces dernières années, son niveau le plus bas depuis un demi-siècle. Le gouvernement du Québec a condamné cette industrie à une très grande rigidité, en raison de règlements sur les qualifications requises pour obtenir un permis de travail, sur les salaires et sur l'obligation de faire partie d'un syndicat.

La discrimination

Le gouvernement du Québec impose arbitrairement, aux étudiants et aux futurs jeunes travailleurs, une assignation aux programmes universitaires qui est typiquement bureaucratique et unique au monde. En effet, au moyen d'une cote Z,

homosexuels survivants, en plus d'offrir à ces derniers diverses déductions d'impôt. Quelque 28 lois et 11 règlements du parlement du Québec durent être modifiés en ce sens. On évaluait le coût annuel de ces subventions à 15 millions de dollars pour les quelque 70 000 à 140 000 personnes susceptibles d'en profiter.

De même, le 20 mai 1999, la Cour suprême du Canada statua que le concept de « couple » ne s'appliquait pas seulement à un mari et à une épouse, mais s'appliquait aussi aux unions de fait entre des personnes de même sexe.

¹ À l'origine, le privilège de transférer une partie de la rente d'un mari décédé à son épouse visait à protéger les mères de famille contre l'insécurité financière, après des années passées à la maison à élever des enfants. C'est ce que l'on appelle une pension de réversion. Dans un deuxième temps, ce privilège a été étendu aux personnes vivant en situation d'union de fait, parce qu'elles étaient susceptibles d'avoir des enfants. En effet, 80 % des couples mariés ou non ont des enfants.

L'État aurait pu décider de retirer les privilèges fiscaux aux couples sans enfants. Il préféra plutôt accorder les mêmes privilèges et assistances réservés aux familles avec enfants, aux couples sans enfant ou aux unions de fait entre personnes de même sexe. Il en est résulté une certaine incohérence dans les législations. En effet, pourquoi les politiciens n'étendraient-ils pas le concept de famille subventionnée à tout groupe de personnes vivant ensemble ? En effet, dès que l'on exclut la fonction première de la famille, c'est-à-dire fournir et élever des enfants pour la société, il n'y a aucune raison de discriminer contre une fille ou un fils qui vit avec un de ses parents survivants. Et pourquoi deux sœurs vivant ensemble ne recevraient pas des prébendes fiscales équivalentes ? Pourquoi le gouvernement réserverait-il ces privilèges aux seules personnes de sexe opposé ou de même sexe vivant ensemble ?

devenue par la suite une cote R, le ministère de l'Éducation se sert de ses ordinateurs, non pas pour donner une chance égale à tous avec un examen général identique pour tous les cégépiens (comme c'est le cas aux États-Unis avec l'examen du SAT, ou Scholastic Aptitude Test), mais pour fermer d'office la porte à certaines professions aux jeunes cégépiens qui ont la malchance de venir de régions éloignées ou de fréquenter un cégep moins bien coté. On sacrifie ainsi la vie de plus d'un jeune Québécois à l'autel du totalitarisme bureaucratique.

Les bourses

Les jeunes travailleurs intellectuels sont également pris à partie par les gouvernements. L'accès à la carrière de professeur d'université leur est rendu plus difficile depuis que les gouvernements ont supprimé les bourses doctorales permettant de faire des études dans les plus grandes universités du monde. Paradoxalement, alors que les universités québécoises exigent de plus en plus que les professeurs publient en anglais, les gouvernements tentent de créer un ghetto intellectuel en empêchant les jeunes Canadiens d'étudier à l'étranger.

Dans ce domaine, le gouvernement du Québec a poussé l'inconscience encore plus loin et supprimé les bourses aux jeunes Québécois qui voudraient terminer leurs études supérieures dans les autres provinces canadiennes ou aux États-Unis. Le résultat ? Les universités québécoises, dans plusieurs domaines de pointe, ont de plus en plus recours aux services de professeurs étrangers, tandis que les jeunes diplômés québécois chôment ou sont sous-employés ¹.

Dans bien des domaines, le Québec manque de spécialistes, tout particulièrement dans celui de la santé. Que fait le gouvernement, pensez-vous, devant ce phénomène ? Il ferme des facultés de médecine et réduit les inscriptions dans les autres facultés. Pourtant, quand des régions entières n'ont pas de médecins spécialistes, et que les files d'attente dans les grands hôpitaux deviennent scandaleusement insupportables, le gouvernement annonce qu'il fera venir des médecins européens et expédiera des malades vers des hôpitaux américains. Combien de jeunes Québécois auraient réalisé leur ambition de devenir médecin, n'eût été de l'incurie gouvernementale ?

Les emplois

En guise de cerise sur le gâteau, en 1981, le gouvernement du Québec a aboli l'âge de la retraite obligatoire, ce qui a eu comme conséquence, jusqu'à un certain point, de réduire la mobilité intergénérationnelle dans l'échelle des emplois. Dans certains secteurs, bon nombre de retraités cumulent salaire et pension, alors que

¹ Parce ce que cela est plus facile à administrer, le gouvernement du Québec n'accorde pas de bourses au mérite aux étudiants. Il se base plutôt sur les besoins et sur le revenu de l'étudiant. Ce faisant, le gouvernement confond égalité des chances et nivellement par le bas.

des centaines de milliers de jeunes sont sans travail et gaspillent leur capital humain.

En conclusion

Toutes ces mesures gouvernementales, prises une à une, et il y en a d'autres, peuvent paraître anodines. Mais, prises dans leur totalité, elles constituent une attaque en règle contre les enfants et contre les jeunes en général. Le gouvernement du Québec, en particulier, devrait s'imposer l'obligation de revoir ce qui est devenu avec les années un système institutionnalisé de plus en plus fermé et injuste pour les jeunes. Sinon, les jeunes Québécois seront acculés à s'expatrier et à émigrer pour travailler et s'épanouir.

5.7 Le virus de la discrimination étatique

Tous les animaux sont égaux, mais certains le sont plus que d'autres.

*George Orwell (1903-1950)
Animal Farm, chapitre 10*

Les hommes ne sont pas nécessairement égaux, mais le gouvernement doit les traiter comme s'ils l'étaient.

*Lionel Robbins,
économiste britannique*

[Retour à la table des matières](#)

Le patronage, le favoritisme et l'arbitraire ont longtemps été l'apanage des gouvernements dans l'embauche du personnel et dans l'octroi de contrats. Les gouvernements modernes se sont heureusement extirpés du marécage de la corruption en établissant des concours pour que l'embauche des fonctionnaires s'effectue selon le mérite, c'est-à-dire selon les qualifications et les compétences des individus, et non pas selon leurs convictions politiques ou leur appartenance à tel ou tel groupe. De même, l'octroi de contrats par les gouvernements honnêtes et efficaces se fait par le recours à des soumissions publiques, selon des règles connues de tous, en vue d'obtenir le prix le plus bas pour les spécifications imposées.

L'arbitraire et le favoritisme

Les groupes d'intérêts sont toujours à l'affût et font des efforts pour qu'un gouvernement suspende la règle du mérite dans l'embauche et celles des

soumissions publiques dans les contrats, afin de favoriser activement des personnes appartenant à certains sous-groupes de la société.

Nonobstant les constitutions et les chartes des droits qui interdisent la discrimination entre les personnes sur la base de la race, de la couleur, du sexe ou de l'appartenance religieuse, des pressions publiques sont parfois exercées pour que, justement, l'État impose une telle discrimination, et ne place pas tous les citoyens sur le même pied devant la loi.

Cette tendance a été amorcée dans les années 1960 aux États-Unis, quand certains États forcèrent les universités à admettre des étudiants, non plus en fonction de leurs capacités intellectuelles et de l'excellence de leurs dossiers académiques, mais parce qu'ils appartenaient à tel groupe ethnique ou racial. On en arrivait ainsi, afin de satisfaire des quotas imposés, à refuser l'admission à l'individu X et à accepter celle de l'individu Y, même si les tests d'entrée suggéraient l'inverse. On tremble à l'idée d'être opéré par un chirurgien qui aurait obtenu son diplôme par favoritisme politique.

Dans certains États, dont la Californie, qui avait été à l'avant-garde de cette expérience, la population se révolta contre ce genre de discrimination arbitraire. Si un médecin ou tout autre spécialiste était diplômé d'une université, on voulait que son diplôme ait été obtenu pour ses qualifications et pour sa compétence établie à partir de tests objectifs, et non pas par un quelconque système fondé sur l'arbitraire ou sur le favoritisme.

Le choix du peuple

Le grand avantage de la démocratie américaine, c'est que les citoyens eux-mêmes peuvent modifier les lois en recourant à l'initiative populaire, c'est-à-dire en tenant un référendum sur une question, ce qui permet de contourner les agissements de politiciens corrompus ou inféodés à des groupes d'intérêts particuliers. C'est ainsi que, en novembre 1996, les électeurs californiens approuvèrent la Proposition 209, qui défendait expressément au gouvernement et aux municipalités de discriminer entre les groupes de citoyens, en accordant un traitement préférentiel ou en retenant des quotas fondés sur la race, sur le sexe, sur la couleur ou sur l'ethnicité.

Au Québec, à la demande du monde syndical, le gouvernement s'est aventuré sur un terrain glissant quand il a décidé de suivre la voie tracée en 1989 par le gouvernement socialiste du premier ministre ontarien Bob Rae, et fit adopter la loi sur l'équité salariale, le 21 novembre 1996. De prime abord, celle-ci vise au redressement des salaires dans les occupations à prédominance féminine. En pratique, cependant, une telle approche interventionniste pourrait facilement dériver vers l'imposition de quotas pour l'embauche de personnes selon le critère du sexe plutôt que selon le mérite et les qualifications.

Une fois le principe de discrimination étatique accepté, rien n'empêcherait que dans l'avenir on y ajoute une discrimination imposée selon d'autres caractéristiques individuelles, telles que la race la couleur, l'orientation sexuelle ou le fait d'être handicapé. Il ne manquera pas de groupes de pression pour revendiquer une telle discrimination « positive » en vertu de la « rectitude politique ». Déjà, un organisme bureaucratique, l'Office des personnes handicapées du Québec, propose que le gouvernement impose un quota d'embauche de 6 % à tout employeur.

L'intrusion bureaucratique

D'ici le 21 novembre 2001, un organisme bureaucratique étatique, la Commission de l'équité salariale, dirigée par trois femmes, mettra en branle des mécanismes de surveillance à l'endroit de tout employeur public ou privé, comptant 10 employés ou plus. Les employeurs devront soumettre leurs politiques de rémunération à cette police de l'équité, laquelle est présumée mieux connaître les conditions économiques du marché du travail que les entreprises elles-mêmes. Une telle loi peut produire un effet boomerang et conduire à la réduction de l'embauche du personnel féminin, puisque les hausses salariales imposées politiquement peuvent encourager la rationalisation industrielle et l'exode des entreprises. Tout cela peut conduire à la contraction des occupations à prédominance féminine.

Cette intrusion des appareils étatiques dans le fonctionnement des entreprises est préoccupante, car elle vient s'ajouter aux multiples interventions gouvernementales non justifiées par des raisons d'intérêt général dans la vie économique. Ailleurs, cet interventionnisme excessif a été générateur de pauvreté et de chômage. Le Québec est d'ailleurs l'un des deux seuls endroits en Amérique du Nord qui imposent une telle loi d'équité salariale aux entreprises privées. L'autre endroit, l'Ontario, a considérablement assoupli cette mesure introduite par le gouvernement socialiste de Bob Rae au début des années 1990.

Une fois introduit dans le système, le virus de la discrimination et de l'interventionnisme à outrance de l'État est difficile à extirper. Le Québec aura peut-être dans l'avenir l'économie la plus réglementée et la plus bureaucratisée en Amérique du Nord, mais il risque aussi d'avoir l'économie la plus sclérosée et la plus pauvre ¹.

¹ Alors que la Californie a réussi à s'extirper du borbier de l'Affirmative Action, le gouvernement du Parti québécois, trente ans en retard, déposa, le 13 mai 1999, le projet de loi 56, dont l'objectif est justement d'introduire dans le recrutement de la fonction publique un facteur de discrimination étatique arbitraire. Dorénavant, l'embauche dans la fonction publique ne se ferait plus en fonction du degré de réussite aux concours de recrutement. En effet, les critères objectifs d'embauche seraient abaissés dans le cas de candidats provenant d'une minorité « visible » ou dont la langue maternelle est autre que le français. Ce ne serait donc plus la capacité d'un candidat à bien remplir sa tâche qui primerait dans l'embauche, mais plutôt le critère politique de ses caractéristiques raciales ou linguistiques.

5.8 Les valeurs, les cultures et les économies

S'il y a quelque chose à apprendre de l'histoire du développement économique, c'est bien que la culture fait toute la différence.

*David S. Landes
Université Harvard*

[Retour à la table des matières](#)

La culture, définie dans son sens large comme étant les valeurs, les coutumes et les façons de voir et de faire les choses, à l'aide des institutions appropriées, est l'une des principales causes de la richesse des nations. Le fait de posséder des ressources naturelles ou un climat tempéré n'est pas suffisant pour encourager le développement économique. Il faut, surtout, que les conventions culturelles et les coutumes sociales encouragent les initiatives et les activités économiques.

En effet, les pays qui sont devenus riches (États-Unis, Canada, Grande-Bretagne, Allemagne, Suisse, France, Japon, Australie, etc.) possèdent un certain nombre de caractéristiques culturelles communes qui ont favorisé leur industrialisation et leur enrichissement. Ce sont des sociétés où l'avancement personnel repose avant tout sur le mérite et la compétence ; où prévalent la règle de droit et l'égalité pour tous ; où il existe un respect pour la propriété, la science et les méthodes scientifiques ; où les obstacles au changement sont limités ; où la concurrence et la compétition sont encouragées ; et où le travail, l'épargne, l'esprit d'invention et d'entreprise, l'honnêteté, la patience et la ténacité sont des valeurs de base.

Les conditions nécessaires

L'historien David S. Landes, de l'Université Harvard aux États-Unis, étudie, dans l'un de ses ouvrages, l'évolution des pays au cours des six derniers siècles, et les causes qui permirent à certains d'entre eux de réussir des révolutions technologiques, alors que certains autres connurent la stagnation économique. Même si, théoriquement, les habitants de tous les pays souhaitent être riches, ce ne sont pas tous les pays qui ont les qualités culturelles nécessaires pour la création de la richesse.

Dans nombre de pays, contrairement à la Grande-Bretagne où l'éthique protestante était favorable aux activités économiques, commerciales et financières, on observe que les religions nationales ont tendance à encourager l'autoritarisme et à décourager l'investissement dans les compétences et les connaissances. Ces sont des pays où la culture décourage l'initiative, l'expérimentation et la liberté individuelle ; où la sécurité des propriétés est mal assurée ; et où la jouissance des

fruits du travail et de l'esprit d'entreprise est mal vue. La science y est aussi perçue comme une menace à l'absolutisme religieux.

Enfin, ces pays sont des sociétés où la corruption des institutions et l'arbitraire des procédures rendent davantage risqués et coûteux tout investissement et toute production. La culture de la corruption généralisée qui prévaut dans certains pays est l'un des principaux obstacles au développement économique.

Malgré leurs difficultés financières à la fin du siècle, bon nombre de pays asiatiques ont joint les pays européens et nord-américains dans la voie de l'industrialisation et de la hausse du niveau de vie. Les pays sud-américains enregistrent des retards économiques importants, bien que certains d'entre eux, tels le Brésil, l'Argentine et le Chili, jouissent d'un potentiel économique important. Quant à la plupart des pays africains, malgré une croissance économique plus rapide ces dernières années, il reste un énorme rattrapage économique et institutionnel à effectuer.

En conclusion, on peut dire que ce n'est pas la race qui distingue les individus et les peuples ; c'est la culture. Et il est faux de prétendre que toutes les cultures se valent : certaines favorisent le progrès humain et la liberté, tandis que d'autres sont sources de stagnation, d'immobilisme et d'asservissement.

5.9 La « louisianisation » du Québec

Même si la rivière est calme, cela ne veut pas dire que les crocodiles sont partis.

Proverbe malais

[Retour à la table des matières](#)

De tout temps et davantage aujourd'hui, des messages extrêmement puissants sont transmis en matière linguistique au Québec. Ces messages semblent se conjuguer pour renforcer l'idée que la langue française n'est pas un véhicule aussi utile que l'anglais en Amérique du Nord, et ce, au Québec même.

Les messages provenant du monde économique et du monde culturel ont toujours été forts et clairs : ils répètent quotidiennement que l'anglais est la langue des affaires et de la culture en Amérique du Nord, et même dans le monde, et que tout Québécois qui ne la maîtrise pas est en quelque sorte handicapé. Les médias de masse et l'internationalisation croissante des affaires et de la technologie n'ont fait qu'accentuer la marginalisation du français en tant que langue internationale et en tant que langue de promotion individuelle au Canada et au Québec.

Sur le plan institutionnel, la Loi des langues officielles à Ottawa et les lois 63, 22 et loi à Québec avaient fait un certain contrepoids aux pressions en sens contraire, afin de rendre plus profitable l'usage du français à l'échelle fédérale et dans le quotidien au Québec.

Ce qui est nouveau est l'arrivée de messages juridiques et politiques qui viennent affermir les forces économiques, sociales et politiques environnantes, favorables à l'usage de l'anglais, et qui visent à atténuer la portée des protections juridiques et politiques de l'usage de la langue française.

Le message des tribunaux en matière linguistique est encore plus clair : selon la Constitution de 1982, les droits linguistiques de la majorité francophone au Québec sont considérablement plus limités que ceux de la minorité anglophone. En effet, le gouvernement du Québec a le droit de réduire les droits individuels des citoyens francophones en empêchant ceux-ci de choisir l'anglais s'ils le désirent (à l'école, dans l'affichage, etc.), mais il ne peut imposer l'environnement francophone aux citoyens anglophones, ni même aux citoyens immigrants allophones, en matière d'affichage commercial.

Ce que les tribunaux semblent dire, c'est que le peuple francophone du Québec peut se servir du seul pouvoir gouvernemental qu'il possède pour se « ghettoïser » à l'intérieur du Québec, et *a fortiori* à l'intérieur du Canada, mais qu'il ne peut imposer des règles linguistiques sur son territoire pour établir ses priorités et appuyer ses droits politiques collectifs.

Les cantons suisses et les provinces belges peuvent démocratiquement imposer la langue majoritaire sur leur territoire, mais au Canada, la seule province francophone, et donc la plus vulnérable, ne peut imposer la langue majoritaire sur son territoire. En d'autres termes, les tribunaux semblent dire que les seuls droits individuels que le gouvernement du Québec peut « brimer » sont ceux des Québécois francophones, en leur enlevant le droit de s'angliciser, tout en maintenant l'ensemble des pressions et des motivations qui pourraient les pousser à le faire.

Un Québec « louisianisé » ?

Toutes ces considérations contribuent à démontrer une vérité politique et constitutionnelle fondamentale, à savoir que les peuples qui n'ont pas le plein pouvoir juridique et politique sur leurs territoires sont à la merci des lois des autres et de leurs interprétations.

Les tribunaux canadiens, en interprétant la Constitution de 1982 dans le sens de l'« atomisation » des francophones du Québec dans le grand melting pot » nord-américain, ne peuvent qu'assurer la disparition lente et progressive de la culture française au Québec même. En effet, en niant aux Québécois francophones tout

droit de régir le seul territoire où ils sont majoritaires, les tribunaux consolident ainsi les forces économiques, démographiques, culturelles et migratoires qui tendent à « louisianiser » le Québec, et confirment peut-être ainsi le caractère irréversible de ce processus. Si une telle interprétation « à l'américaine » de la Constitution canadienne, axée sur la centralisation et l'homogénéisation continue d'être entérinée par les tribunaux canadiens, c'est le droit même des Québécois francophones à survivre comme entité distincte qui sera remis en cause.

La légitimité douteuse de l'Acte constitutionnel de 1982

Rappelons que la Constitution canadienne de 1982 n'a jamais été entérinée par un vote de l'Assemblée nationale, ni par un référendum auprès de la population du Québec ou de la population de l'ensemble du Canada. Il s'agit d'un texte essentiellement élitiste adopté par un gouvernement central canadien et par les représentants des provinces anglophones. La légitimité de cette Constitution sur le territoire du Québec peut être contestée, même si sa légalité stricte ne fait pas de doute (une fois écarté le droit de veto implicite que le gouvernement du Québec détenait historiquement sur le plan constitutionnel auprès du Conseil privé de Londres, avant le rapatriement de la dite Constitution en avril 1982).

Au-delà des pressions économiques et culturelles omniprésentes, la survie des francophones au Québec, en tant que francophones, n'est pas un problème juridique mais un problème politique et constitutionnel. Les ambiguïtés et les difficultés actuelles ne sont que le commencement d'une longue suite d'embûches qui risquent ultimement, dans les décennies à venir, de faire du français au Québec une langue folklorique. La machine est peut-être en marche pour la « louisianisation » graduelle et irréversible du Québec, qui deviendra un « French Quarter » en Amérique du Nord.

L'Histoire retiendra que le tournant se produisit au moment de la décision du premier ministre René Lévesque de tenir, le 20 mai 1980, un plébiscite électoral improvisé plutôt qu'un véritable référendum sur l'orientation politique et constitutionnelle, tel que la population québécoise le souhaitait¹. La population du Québec aurait sans doute appuyé une mesure visant à une plus grande affirmation nationale, si on lui avait laissé le droit de s'exprimer et de choisir. Ce fiasco historique du plébiscite électoral de mai 1980 a, comme on le sait, fait perdre au Québec toute l'initiative des changements constitutionnels et a placé l'avenir du peuple francophone du Québec dans une situation de grande vulnérabilité.

Le gouvernement du Québec a une grande responsabilité dans ce domaine. Il lui faut composer avec l'erreur historique du gouvernement Lévesque en 1980, laquelle ressemblait, tout en étant plus grave, à celle du gouvernement Godbout de 1942 (qui permit l'évacuation de sept champs provinciaux de taxation au profit du

¹ Voir à ce sujet le livre *La 3^e Option*, de l'auteur.

gouvernement fédéral, sans garantie ferme que ces droits fiscaux lui seraient retournés après la guerre). Le gouvernement du Québec devrait proclamer que, en conséquence de l'erreur commise, il n'entérinera jamais la Constitution canadienne tant que cette dernière ne garantira pas la primauté législative du Québec en matière linguistique sur son territoire.

Ce fut d'ailleurs la position officielle du chef du Parti libéral, M. Claude Ryan, qui déclara, en 1981, que « le Québec devrait être complètement maître de la politique linguistique sur son territoire et qu'aucune de ses attributions en ce domaine ne pouvait être abolie, diminuée ou transférée à une autre autorité, sauf du consentement de l'Assemblée nationale du Québec et du peuple québécois lui-même » (déclaration du 19 septembre 1981). Cette position était celle qu'il fallait adopter et elle devrait être l'objectif historique de tout gouvernement québécois.

Le débat juridico-politique autour de l'avenir du Québec en Amérique du Nord fait ressortir que les cinq demandes constitutionnelles du gouvernement Bourassa, à l'occasion des négociations du lac Meech, à la fin des années 1980, représentaient un strict minimum. Rappelons qu'il s'agissait d'obtenir :

- la reconnaissance du Québec en tant que société distincte ;
- des pouvoirs accrus en matière d'immigration ;
- la participation du gouvernement du Québec aux nominations à la Cour suprême ;
- une restriction au pouvoir de dépenser du gouvernement fédéral ; et
- un droit de veto régional pour les amendements constitutionnels, reposant sur l'acceptation de 7 provinces constituant 75 % de la population canadienne.

Même si ces demandes avaient été agréées, les pouvoirs réels du peuple québécois sur son territoire n'auraient pas été substantiellement accrus, les gains ayant été surtout symboliques. La Constitution canadienne aurait pu continuer, au cours des années, à être interprétée par les tribunaux dans le sens d'une diminution des droits politiques collectifs des Québécois francophones et des pouvoirs de l'Assemblée nationale du Québec.

Pour le gouvernement du Québec, signer la Constitution canadienne dans ces circonstances aurait scellé à jamais le processus inexorable de la « louisianisation » graduelle du Québec en Amérique du Nord. Le minimum consiste pour tout gouvernement du Québec à s'inspirer de la position du chef libéral de 1981, et à faire garantir la souveraineté linguistique du gouvernement du Québec sur le territoire du Québec. C'est la formule qui a été retenue dans des pays bilingues et

trilingues comme la Suisse et la Belgique, et c'est la formule qui pourrait apporter au peuple du Québec la sécurité linguistique et culturelle.

5. 10 L'économie du savoir et les universités

Je sais ce qui leur manque, Hélicon. Ils sont privés de la connaissance et il leur manque un professeur qui sache ce dont il parle.

*Albert Camus (1913-1960)
Caligula, Acte I, Scène IV*

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'avenir, de plus en plus d'emplois proviendront de secteurs reposant sur les connaissances et le savoir scientifique et technologique. La diversification de l'économie vers des industries intensives en capital humain se poursuivra.

Le secteur des matières premières et des produits primaires demeurera important au Canada, mais son importance relative diminuera. En effet, la part des exportations canadiennes redevable à ce secteur atteint 25 %, contre 50 % il y a vingt-cinq ans. Par contre, les exportations de produits industriels et de machineries comptent pour environ 45 % du total.

La diversification

Au cours des 25 dernières années, l'économie canadienne, et celle du Québec, s'est diversifiée, reposant moins sur le textile, par exemple, et davantage sur l'aéronautique, l'aérospatiale, les biotechnologies, l'industrie médicale et pharmaceutique, les télécommunications, le multimédia et les technologies de l'information. Il se fait de plus en plus de recherche et de développement (R&D) dans ces secteurs névralgiques, ainsi que dans des industries de base telles celles de l'électricité et des pâtes et papiers.

Les États-Unis savent à quel point les universités ont contribué à transformer la structure industrielle de toute une économie. La Silicon Valley, dans l'environnement des universités Stanford et Berkeley en Californie, et le complexe de la route 128 près du tandem Harvard-MIT au Massachussets, sont des illustrations spectaculaires de l'arrimage universités-industries.

La nouvelle économie

Le Québec, et particulièrement la grande région de Montréal, a besoin d'un secteur universitaire fort afin de former des spécialistes (scientifiques, chimistes, physiciens, entrepreneurs, techniciens, informaticiens, ingénieurs, financiers, etc.),

en vue d'entreprendre des recherches et de favoriser de nouvelles idées. Les besoins industriels et la société à venir, hautement industrialisée et fortement informatisée, exigent que le Québec comble un certain retard dans la formation universitaire de spécialistes.

Citons un exemple de ce retard. En 1996, il y avait, au Québec, 97 ingénieurs par tranche de 10 000 personnes employées, alors que pour l'ensemble des États-Unis le ratio était 60 % plus élevé qu'au Québec, avec 155 ingénieurs par tranche de 10 000 employés. Il importe d'accroître la présence d'ingénieurs, de techniciens et de spécialistes dans les entreprises, afin d'accroître la productivité et la compétitivité de ces dernières et, par conséquent, la croissance de l'ensemble de l'économie.

Même si des progrès importants ont été faits, les retards du Québec, et particulièrement ceux des francophones, en ce qui concerne la formation universitaire, demeurent préoccupants. Le Québec est l'un des endroits en Amérique du Nord où la proportion des personnes de 15 ans et plus ayant obtenu un grade universitaire, non seulement se situe en bas de la moyenne canadienne, mais se trouve parmi les plus basses. En 1996, cette proportion dépassait 20 % aux États-Unis, atteignait tout près de 14 % pour l'ensemble du Canada (15,4 % en Ontario), et se situait à 12,6 % au Québec.

Les universités constituent le milieu le plus fertile pour former du personnel compétent et qualifié et pour générer et transmettre des connaissances dans l'économie. Devant l'ampleur du rattrapage à effectuer, c'est tout le financement de la recherche et des études universitaires qui est à revoir. La prospérité future du Canada et du Québec en dépend.

5.11 Les universités et l'avenir du Québec

Un professeur adjoint est quelqu'un qui a une idée et qui en fait une leçon ; un professeur agrégé est quelqu'un qui a une idée et qui en fait un cours ; un professeur titulaire est quelqu'un qui a une idée et en fait une carrière ; un doyen est quelqu'un qui a oublié qu'il y avait des idées ; un recteur est quelqu'un qui ne croit plus aux idées.

*A.W. R. Carruthers
Président, Université de Calgary*

[Retour à la table des matières](#)

Avant la Révolution tranquille, le Québec était l'endroit en Amérique du Nord où le niveau de scolarité était le plus bas. Les statistiques tirées des recensements

indiquent que la scolarité moyenne des personnes nées avant 1951, au Québec, était non seulement inférieure à celle prévalant en Ontario et chez les Américains de race blanche, mais était également inférieure à la scolarité des Américains de race noire.

Une éducation déficiente par rapport aux autres populations du continent fut le lot peu enviable des Québécois nés entre 1920 et 1950. Par exemple, chez les personnes nées en 1921, la scolarité moyenne au Québec était égale à 8,8 années, tandis qu'elle était de 11,5 années chez la population blanche américaine, de 10,6 années en Ontario et de 9,1 années chez les Noirs américains.

Le rattrapage

En 1960, seulement 7 % des jeunes Québécois pouvaient espérer poursuivre des études supérieures. À compter de cette date, cependant, en incluant le secteur des cégeps, l'accessibilité aux études post-secondaires a connu un rattrapage certain, le Québec et l'Ontario affichant des niveaux de scolarité semblables (13,2 années de scolarité moyenne pour les personnes nées en 1970).

Néanmoins, le niveau de scolarité subit une baisse pour les enfants nés après 1970. Peut-être est-ce en raison de l'arrivée d'immigrants moins instruits, mais peut-être aussi cela reflète-t-il le resserrement de l'accès aux études supérieures pour les jeunes Canadiens. Le danger qui guette le Canada et le Québec est de retomber dans la situation d'une éducation supérieure élitiste, qui se traduirait par l'abaissement de la scolarité moyenne de la population. Un tel recul en pleine révolution technologique serait un désastre pour le Canada et pour le Québec.

Le recul

On a moins dépensé au Québec, en 1998 et 1999, pour chaque étudiant universitaire (7 834 \$ constants) qu'il y a dix ans (9 039 \$ constants). Cela s'explique par le fait que ni les bourses aux étudiants, ni les frais de scolarité n'ont suivi l'inflation, tandis que les gouvernements réduisaient, en valeurs absolues et davantage en valeurs réelles, les subventions de fonctionnement aux 16 établissements universitaires du Québec. Les subventions gouvernementales réelles par étudiant se sont en effet abaissées de 23 % en dix ans. De toute évidence, l'accessibilité aux études supérieures n'est pas une priorité du gouvernement canadien et du gouvernement québécois depuis une dizaine d'années.

Mais il y a pire : les gouvernements ont non seulement réduit leur aide aux étudiants et aux institutions, mais ils ont neutralisé les efforts des universités visant à attirer des investissements privés de la part du monde des affaires, en supprimant les subventions des montants équivalents. Il importe que l'accessibilité aux études

supérieures pour les jeunes Québécois redevienne une priorité nationale avant que la situation ne se dégrade davantage.

Quoi faire ?

En premier lieu, les gouvernements doivent encourager les universités à rechercher des investissements privés dans l'éducation sans procéder, en contrepartie, à des compressions dans les subventions.

En deuxième lieu, l'accès des jeunes aux études universitaires, en particulier pour ceux qui proviennent de familles à faible revenu, doit être fortement favorisé. Pour cela, il importe que le régime gouvernemental de prêts et bourses soit réformé pour accroître les bourses au mérite et pour que le remboursement des emprunts étudiants tienne compte de la capacité financière réelle de l'étudiant diplômé.

En troisième lieu, on doit mettre fin au gel du financement de base des études universitaires, sans quoi l'avenir économique et social du Québec et du Canada sera compromis.

5.12 Le marché des services d'éducation

On reçoit trois éducations, une de nos parents, une de nos camarades de classe et une du monde. La troisième contredit tout ce que les deux premières nous ont appris.

Montesquieu (1689-1755)

[Retour à la table des matières](#)

Au Québec, il y a 2 327 écoles primaires, dont 8,5 % (199) ont une administration privée. Au niveau secondaire, on trouve 1 010 écoles, dont 19 % (190) ont un statut privé. Parmi les 129 collèges québécois, une majorité (69) sont privés, tandis que les 19 établissements universitaires sont des organismes publics.

Si les établissements scolaires jouissaient de l'autonomie administrative et pédagogique, il importerait peu qu'ils soient publics ou privés. Dans les faits, il existe un monopole au Québec dans le secteur de l'éducation. Le pouvoir y est centralisé au sein d'un organisme étatique, à savoir le ministère de l'Éducation du Québec, qui réglemente à la fois les écoles publiques et les écoles privées.

La concurrence

En théorie, les parents devraient pouvoir choisir l'école où envoyer leurs enfants en fonction de la qualité de l'éducation et de l'encadrement qu'ils y

trouvent. Pour ce faire, il faudrait établir une saine concurrence entre les établissements. Pour en arriver là, le mode de financement et de subventions devrait privilégier les consommateurs (parents et élèves) et non pas les fournisseurs (écoles et professeurs).

Présentement, le financement des écoles publiques se fait par des subventions gouvernementales directes aux Commissions scolaires, pour quelque 80 % de leurs budgets, et le reste, par l'impôt scolaire foncier. Le financement des écoles privées est constitué d'environ 55 % de subventions publiques, toujours en décroissance, et de paiements directs des parents. Les parents qui optent pour l'école privée paient taxes et impôts pour les écoles publiques et pour les écoles privées, et sont donc soumis à une double taxation.

Pour qu'il existe une véritable émulation et une véritable concurrence entre les établissements scolaires, il faudrait que l'équivalent des subventions de fonctionnement à l'éducation soit versé directement aux élèves et à leurs parents, pour qu'ils en disposent selon leurs priorités et leurs bénéfices. À titre d'exemple, si chaque élève se voyait attribuer un certificat d'éducation universel d'une valeur de 4 000 \$, les parents seraient en mesure de choisir l'école qui leur convient, ou qui offre les services recherchés. Ils pourraient choisir une école publique parmi d'autres, ou choisir une école privée.

Le rôle de l'État

Dans un tel système d'émulation basé sur le choix des parents et des élèves, le ministère de l'Éducation devrait se limiter à réglementer les connaissances de base, et laisser le reste à l'initiative des spécialistes en enseignement, chaque établissement (public ou privé) ayant ses particularités et ses forces. L'uniformité imposée, l'homogénéité planifiée et le nivellement par le bas ne sont jamais à la longue de bonnes politiques. Ils encouragent la médiocrité, découragent les innovations et mènent à la sclérose institutionnelle.

Nombre d'États américains (l'Arizona, le Colorado, le Minnesota, l'Ohio, le Wisconsin et le Vermont, entre autres), ont adopté et fait l'expérimentation du financement scolaire par le truchement de certificats d'éducation ou de bourses directes à l'étudiant (*vouchers*). Le but d'un tel mode de financement est double :

- permettre aux familles pauvres et de la classe moyenne l'accès à une éducation de qualité ;
- permettre à des entrepreneurs qualifiés et accrédités d'établir des écoles privées à charte.

L'idée du financement par le recours à des certificats d'éducation ou des bourses directes à l'étudiant est à peine débattue au Québec. Des groupes d'intérêts,

tels les syndicats d'enseignants, vont même en sens contraire et préconisent de supprimer entièrement les subventions aux écoles privées, et ce, même si cela entraînerait à coup sûr l'augmentation des frais publics en éducation. L'idée du libre choix des parents et des élèves et celle de la concurrence et de la diversité entre les fournisseurs de services éducationnels ne sont nullement à rejeter, au contraire. Il serait temps de procéder à une étude de fond sur le sujet.

CHAPITRE 6

LA DÉMOGRAPHIE ET LE VIEILLISSEMENT

6.1 L'évolution démographique du Québec

Le test ultime pour une société morale est le genre de monde qu'elle lègue à ses enfants.

*Dietrich Bonhoeffer (1906-1945)
Théologien allemand*

[Retour à la table des matières](#)

L'évolution démographique du Québec est préoccupante. Dans une vingtaine d'années environ, il est à prévoir que la croissance naturelle de la population (naissance-décès) deviendra négative. Pis encore, la population québécoise totale risque de décliner, en raison de l'exode annuel de Québécois vers d'autres provinces et du faible taux de fécondité.

L'exode

Chaque année, le Québec perd de sa population au profit des autres provinces et des États-Unis. Le dernier solde migratoire positif que l'on a enregistré pour le Québec par rapport au reste du Canada eut lieu en 1962 (3 159 personnes). Cela signifie que chaque année, depuis 1962, le nombre de Québécois qui quittent leur province pour s'installer ailleurs au Canada est supérieur au nombre de Canadiens d'autres provinces qui entrent au Québec.

Au cours de la seule année 1997, le Québec a accusé une perte nette de 17 625 résidants. Au cours des 10 années s'étendant de 1988 à 1997, la perte nette du Québec, au profit des autres provinces canadiennes, est de 108 690 résidants, soit

1,5 % de sa population. Au cours des 25 dernières années (1973-1997), le Québec a perdu quelques 369 880 habitants au profit des autres provinces, soit 5,6 % de sa population. Par comparaison, cette saignée représente la population entière de deux villes de dimension moyenne comme Trois-Rivières (142 085 h.) et Sherbrooke (150 742 h.), en ajoutant près de la moitié de la population des villes de Chicoutimi et de Jonquière (167 515 h.).

L'exode vers le reste du Canada s'explique en partie par le fait qu'un certain nombre d'immigrants de pays étrangers débarquent au Québec et se relogent ailleurs au Canada. Cependant, pour une large part, l'exode est le fait de Québécois de souche qui migrent vers d'autres provinces, pour des raisons principalement économiques, et parfois fiscales ou politiques.

Limmigration

Les sorties nettes de population vers le reste du Canada ont été pendant longtemps compensées par des entrées nettes d'immigrants de pays étrangers. Au début, ceux-ci étaient d'origine européenne, tandis que, aujourd'hui, ils sont de plus en plus nombreux à venir de pays en voie de développement et de l'Asie.

À l'opposé, lorsque les Québécois émigrent du Canada, ils se dirigent principalement vers les États-Unis, au rythme d'environ 5 000 par année.

En incluant les fluctuations dans le groupe des résidents non permanents, composé surtout de réfugiés et d'étudiants étrangers, on constate que la migration internationale nette au Québec, depuis quelques années, couvre à peine l'exode vers les autres provinces. Ainsi, en 1994, l'immigration internationale nette (24 878 personnes) réussit difficilement à couvrir la baisse du nombre de résidents non permanents (- 10 162) et l'exode net vers les autres provinces (- 10 252) (voir tableau 4 en annexe). De même, en 1997, la migration internationale nette (23 792) couvrit à peine l'exode net interprovincial (- 17 625) et la baisse du nombre de résidents non permanents (-3 672).

Auparavant, le nombre net d'immigrants de pays étrangers entrés au Québec fut de 276 912, au cours des dix années entre 1988 et 1997, et de 574 025, au cours des 25 années s'étendant de 1973 à 1997.

Dans le passé, il est arrivé très fréquemment que les migrations internationales positives ne puissent compenser en totalité les migrations interprovinciales négatives. Ce fut le cas d'une façon ininterrompue pendant dix ans, de 1963 à 1972, et ensuite pendant huit ans, de 1977 à 1985. Aujourd'hui, le phénomène menace de se reproduire, mais, cette fois, les conséquences risquent d'être plus importantes que dans le passé.

La fécondité

L'exode actuel d'une partie de la population québécoise vers le reste du Canada a des répercussions plus déterminantes pour l'évolution du Québec que par le passé pour deux raisons. Premièrement, tel que nous l'avons mentionné plus haut, la provenance et la nature de l'immigration internationale a beaucoup changé en trente ans. Auparavant en majorité d'origine européenne et relativement instruite, l'immigration internationale provient maintenant majoritairement de l'Asie et des pays du tiers-monde, et elle est moins instruite.

Deuxièmement, la croissance naturelle de la population québécoise est en déclin. Les naissances sont en baisse, tandis que le nombre de décès est en hausse, en raison du vieillissement de la population. L'accroissement naturel de la population québécoise, qui se situe présentement à environ 25 000 par année, est appelé à décroître dans l'avenir.

Si la tendance observée depuis une vingtaine d'années se maintient, il est possible que la croissance naturelle de la population québécoise devienne négative, entre 2010 et 2030. Le taux de fécondité actuel étant égal à 1,5 (nombre d'enfants par femme), la population québécoise ne peut espérer se reproduire à long terme. Pour qu'il en soit autrement, il faudrait un taux de fécondité égal à 2, 1. On a vu, d'ailleurs, à ce sujet, que la panoplie de politiques gouvernementales anti familles, particulièrement au Québec, ne contribue guère à améliorer les choses.

Un cul-de-sac

Dans un avenir assez rapproché, le Québec fera face à un dilemme de taille, sinon à un cul-de-sac : ou bien il devra accepter de voir son poids démographique chuter fortement à l'intérieur du Canada, avec toutes les conséquences politiques et linguistiques que cela implique ; ou bien il devra accentuer le recours à l'immigration internationale, ce qui comporte le risque de se caractériser peu à peu comme une région du « tiers-monde ».

Une troisième option, cependant, consisterait à renverser son solde migratoire négatif par rapport au reste du Canada, ainsi qu'à accroître le taux de fécondité. Pour ce faire, le Québec devrait se doter de politiques familiales adéquates. De plus, il lui faudrait supprimer de moitié, et même davantage, les sorties brutes annuelles de personnes vers le reste du Canada, sorties qui, actuellement, bon an mal an, se situent autour de 40 000 personnes. Il lui faudrait également attirer chaque année plus de 25 000 personnes en provenance du reste du Canada.

6.2 Les régimes de retraite publics et l'âge de la retraite

L'enfer est pavé de bonnes intentions.

Proverbe

[Retour à la table des matières](#)

En décembre 1995, dans son testament politique, le premier ministre Jacques Parizeau soumettait comme matière à réflexion le fait que « des centaines de septuagénaires, occupant leurs fonctions dans le privé ou dans le public, cumulent salaire et pension, alors que des milliers de jeunes sont sans travail ». Rappelons que, en 1981, le gouvernement du Québec a aboli la retraite obligatoire à 65 ans. D'autre part, le 1er janvier 1996, les gouvernements du Québec et du Canada annonçaient que la taxe sur les salaires, appelée cotisation au Régime des rentes du Québec (RRQ) et au Régime de pensions du Canada (RPC), passait de 5,4 % à 5,6 % des salaires admissibles.

Presque simultanément, la Régie des rentes du Québec prévoyait que sa réserve serait à sec en l'an 2006 et suggérait une hausse progressive de la taxe sur les salaires admissibles (taux de cotisation) de 5,6 % à 13 % en l'an 2023. Il fut finalement décidé d'augmenter graduellement la taxe sur les salaires pour qu'elle atteigne le niveau de 9,9 % des salaires, à compter de l'an 2003 ¹.

La capitalisation

Parce que les régimes publics de retraite ne sont que partiellement capitalisés, les obligations en pensions qu'ils ont accumulées dépassent de beaucoup leurs actifs. En fait, le passif non capitalisé du Régime des rentes du Québec est de l'ordre de 200 milliards de dollars, tandis que celui du Régime de pensions du Canada se rapproche de 600 milliards. Ce sont là des dettes que les gouvernements ont contractées à l'endroit des personnes retraitées de l'avenir.

Une question se posera donc avec acuité dans les années prochaines : les régimes publics de retraite sont-ils des systèmes pyramidaux « à la Ponzi », c'est-à-dire qu'ils auront profité aux premiers arrivés mais deviendront un fardeau net pour les travailleurs futurs ? Un problème d'équité intergénérationnelle se posera, en plus de devenir un problème macroéconomique d'emploi si les taxes sur les salaires continuent d'augmenter.

¹ Au cours des 20 premières années des Régimes de pension du Canada et de son pendant québécois, celui de la Régie des rentes du Québec, soit de 1966 à 1986, le taux de cotisation s'était maintenu à 3,6 %.

Combine à la Ponzi :

Machination financière frauduleuse de type pyramidal, par laquelle le revenu des premiers « investisseurs » provient des contributions de nouvelles recrues. Un tel système est nécessairement appelé à s'effondrer tôt ou tard.

Comment empêcher que les régimes de retraite publics deviennent de plus en plus inévitables, étant donné des tendances démographiques inquiétantes en raison du vieillissement de la population et de la baisse du taux de fécondité ?

Deux catégories de solutions peuvent être envisagées.

Les solutions à la marge (voir page 179)

Pour éviter l'insolvabilité éventuelle des régimes de retraite publics, il faudrait accroître d'année en année la taxe sur les salaires, réduire les abus en ce qui concerne les retraites accélérées pour cause d'invalidité, ajuster l'indexation annuelle à un indice plus représentatif des prix essentiels pour les personnes retraitées et hausser le salaire de base admissible.

Ces solutions à la marge seraient sans doute de nature à solutionner le problème du financement des régimes de retraite publics, mais pourraient, par contre, accentuer les distorsions économiques sous la forme du chômage et d'un ralentissement économique.

Les solutions globales

Une approche globale du problème des régimes de retraite publics consisterait à intégrer tous les programmes de retraite publics et subventionnés, afin d'assurer leur solvabilité, tout en réduisant les transferts intergénérationnels et en favorisant l'expansion démographique et l'emploi.

Pour favoriser l'emploi des jeunes travailleurs, il faudrait rétablir l'âge de la retraite obligatoire à 65 ans. Pour l'ensemble des travailleurs, et non seulement pour les régimes de retraite publics. De même, la taxe sur les salaires devrait cesser d'augmenter.

En contrepartie, les gouvernements devraient coordonner les quatre régimes publics ou subventionnés que sont :

- les régimes de pensions du Canada et des rentes du Québec (RRQ, RPC) ;

- le programme des pensions de vieillesse du gouvernement fédéral ;
- les régimes de pension agréés des employeurs (RPA) ; et
- les régimes enregistrés d'épargne-retraite des particuliers (REER).

Le contexte qui prévalait quand tous ces régimes ont été établis ayant changé, les gouvernements devraient revoir ceux-ci dans une perspective plus globale de justice sociale, de solvabilité financière et de croissance économique. En particulier, l'État devrait encourager davantage l'épargne personnelle de retraite pour les jeunes travailleurs autonomes.

Disons, en conclusion, que même si l'augmentation en flèche des taxes sur les salaires constitue une solution facile d'un point de vue actuariel pour rendre solvables les régimes de retraite publics, il s'agit d'une solution injuste sur le plan social et dommageable sur le plan économique. D'autres approches plus équitables et plus efficaces devraient être envisagées.

6.3 Les pensions de vieillesse : les cigales et les fourmis

Dans la vie, les plus grands dangers viennent de ceux qui veulent tout changer – ou rien du tout.

Nancy Astor (1879-1964)

[Retour à la table des matières](#)

Que penser du chambardement dans les pensions de vieillesse que le gouvernement Chrétien, par son ministre des Finances Paul Martin, avait annoncé en 1997, dans le but de mettre fin au régime universel des pensions de vieillesse et de le remplacer par une « prestation aux aînés » conditionnelle ? Il s'agissait d'un changement d'une rare complexité technocratique qui aurait eu des répercussions financières pour toute personne née après le 1^{er} janvier 1936, lorsque cette personne aurait atteint 65 ans. Le gouvernement fédéral prévoyait épargner par ces transformations un minimum de 260 millions de dollars par année, et ce montant se serait accru avec les ans. Ces changements auraient eu, cependant, de multiples conséquences, tant fiscales qu'économiques, sociales et politiques.

En effet, le gouvernement fédéral se trouvait, par sa réforme, à récompenser les personnes et les couples à la retraite qui auraient peu ou pas épargné, et à pénaliser par une imposition plus lourde tous ceux et celles qui l'auraient fait. Ainsi, le gouvernement fédéral prévoyait verser à tous ceux qui, à 65 ans, n'auraient eu aucun revenu déclaré, une pension annuelle de 11 420 \$ pour un célibataire (952 \$

par mois) et de 18 440 \$ à un couple (1 537 \$ par mois). Ces montants auraient été pleinement indexés au coût de la vie et n'auraient pas été imposables, contrairement aux revenus de retraite de la plupart des autres Canadiens.

La récupération fiscale

Le régime de pensions de vieillesse fut établi au fédéral à la suite d'un amendement constitutionnel en 1951 (article 94A), puisqu'il s'agissait d'une responsabilité provinciale. À cette époque, la pension de vieillesse fédérale était universelle et versée à la retraite à toute personne âgée. Elle était financée par un impôt spécial. Le gouvernement Mulroney (Michael Wilson, en tant que ministre des Finances), fit disparaître le principe de l'universalité à partir de 1990, en instaurant une procédure de récupération fiscale. Aujourd'hui, cette récupération est égale à 15 % de la pension fédérale, au-delà d'un revenu de 53 000 \$. La pension disparaît complètement à un niveau de revenu de 85 000 \$.

Le gouvernement Chrétien projeta de réduire davantage l'universalité des pensions de vieillesse publiques en la supprimant pour la plupart des personnes et des couples de la classe moyenne, soit ceux dont le revenu annuel (en l'an 2001) se situerait entre 40 000 \$ et 78 000 \$ (en dollars de l'an 2001). À compter de l'an 2001, tel qu'il était proposé, tout célibataire retraité devait perdre graduellement son droit à la pension de vieillesse fédérale (rebaptisée « prestation aux aînés »), lorsque son revenu annuel se situait entre 40 000 \$ et 52 000 \$; au-delà de ce montant, elle disparaissait complètement. Pour un couple, la perte graduelle de la pension aurait commencé au moment où les deux revenus combinés se seraient situés entre 45 000 \$ et 78 000 \$, et aurait disparu au-delà de ce montant (soit à une moyenne de revenu de 39 000 \$ pour chaque membre d'un couple).

La double imposition

Le projet gouvernemental était très complexe. Par exemple, dans le cas de contribuables retraités à faible revenu, la « prestation aux aînés » proposée allait nécessairement décourager la poursuite de revenus d'appoint. En effet, pour un couple, un impôt spécial de 50 % devait s'appliquer à ces revenus additionnels jusqu'à environ 16 000 \$, lequel impôt devenait nul ensuite jusqu'à environ 26 000 \$. Pour un célibataire, les montants en cause étaient respectivement d'environ 12 500 \$ et 26 000 \$. À ce dernier niveau de revenu, une personne devait toucher l'équivalent de la pension de vieillesse actuelle (mais non imposable), puisque la future « prestation aux aînés » devait incorporer les pensions de la Sécurité de vieillesse, du Supplément de revenu garanti, de l'Allocation au conjoint, mais devait éliminer le crédit d'impôt en raison de l'âge et le crédit d'impôt sur les revenus de retraite.

À partir d'un revenu de 26 000\$, les revenus additionnels devaient être frappés d'un impôt spécial additionnel égal à 20 %. Le montant même de la pension devait

commencer à s'abaisser aux seuils déjà mentionnés de 40 000 \$ pour un célibataire et de 45 000 \$ pour les revenus combinés d'un couple. En conséquence, pour nombre de contribuables, l'imposition des revenus d'épargne aurait pu atteindre le niveau prohibitif d'un taux effectif de 70 %.

Les seuls véritables gagnants de la réforme fédérale des pensions auraient été les personnes et les ménages dont le revenu total déclaré en l'an 2001 se serait situé sous 40 000 \$. Les autres, ou bien auraient été plus lourdement imposés, ou bien n'auraient reçu aucune pension de vieillesse fédérale.

Il était donc tout à fait légitime de se demander ce qu'auraient été les principales conséquences de cette réduction-abolition des pensions de vieillesse fédérales universelles et automatiques. Sans être exhaustif, il est possible d'en répertorier plus d'une douzaine :

- Toute personne ou ménage aurait eu intérêt à réduire ses revenus déclarés sous le seuil de 26 000\$ par année. Toutes sortes de comportements de planification financière étaient donc à prévoir. Les achats et les placements ne rapportant pas de revenus auraient été recherchés, spécialement avant l'âge fatidique de 65 ans. Des frais accrus en services de comptables et de fiscalistes en auraient résulté.
- Beaucoup de contribuables, prévoyant à la retraite un revenu familial inférieur à 16 000 \$ ou supérieur à 26 000 \$, auraient été incités à moins épargner, puisque, en épargnant, ils auraient risqué d'avoir moins d'argent après impôts que s'ils n'avaient pas épargné. Pis encore, au dépôt annuel de leur déclaration de revenus, nombre de contribuables à faible revenu auraient dû rembourser des montants substantiels en excédent de la « prestations des aînés ».
- Pour les personnes dont le revenu prévu à la retraite aurait dépassé 52 000 \$ (ou 2 fois 39 000 \$ pour un couple), l'incitation aurait été d'épargner davantage pour compenser la perte de la pension de vieillesse fédérale et la hausse des impôts (plafonds abaissés et gelés pour les contributions aux REER et aux RPA et abaissement de 71 à 69 ans de l'âge obligatoire pour retirer les revenus de retraite).
- Pour un grand nombre de futurs retraités, il y aurait eu incitation à ne pas travailler, puisque tout revenu additionnel devait réduire la pension de vieillesse.
- Pour de nombreux contribuables, il y aurait eu une incitation à prendre une retraite précoce, puisque les revenus de retraite tirés des régimes d'emploi devaient réduire la pension de vieillesse fédérale seulement à partir de 65 ans.

- Dans un ménage à haut revenu, la personne qui n'aurait pas eu de revenus de retraite propres aurait été davantage dépendante de son conjoint, puisqu'elle n'aurait plus reçu de pension de vieillesse en son nom propre.
- Les personnes retraitées non mariées auraient été financièrement pénalisées en cas de mariage ou de remariage. En effet, les couples mariés ou les conjoints de fait auraient été désavantagés, comparativement aux personnes seules.
- Il était aussi à prévoir un accroissement du nombre et de la complexité des déclarations de revenus, puisque le nouvel échafaudage de la « prestation aux aînés » reposait sur des renseignements et des taux d'imposition supplémentaires.
- Pour éviter le travail au noir, l'économie souterraine ou l'épargne à l'étranger, les gouvernements auraient sans doute voulu intensifier leurs règlements fiscaux et les tracasseries administratives.
- Le Canada serait devenu encore plus attrayant pour les immigrants pauvres en provenance des 30 pays avec lesquels le Canada a un traité en ce qui concerne les pensions.
- Sur le plan de la philosophie fiscale, l'introduction d'une nouvelle classe de revenus non imposables aurait été de nature à miner l'intégrité du régime fiscal.
- Pour les contribuables de la classe moyenne, la réforme rendait non profitable toute contribution à un régime enregistré d'épargne-retraite (REER) passé l'âge de 50 ans, pour des revenus perçus après 65 ans. En effet, entre ces deux âges, la réduction ou la perte de la prestation aux aînés auraient plus que compensé le gain découlant de la déduction fiscale accordée aux contributions aux REER.
- Il était aussi à prévoir chez les électeurs une diminution de leur soutien politique en faveur des programmes sociaux coûteux et sélectifs.
- De même, il était vraisemblable que les associations de personnes retraitées se seraient engagées davantage dans la vie politique canadienne. Les baby-boomers retraités seront sans doute très présents sur la scène politique.

En conclusion, on avance que le gouvernement Chrétien-Martin s'apprêtait, en matière de pensions de vieillesse, à ouvrir une boîte de Pandore, dont personne ne pouvait prévoir avec précision toutes les conséquences. Les fonctionnaires fédéraux avaient oublié la règle à laquelle toute personne appelée à définir des politiques doit adhérer, à savoir : « Keep it simple, stupid ! ».

Mentionnons, en terminant, que, dans son budget du 24 février 1998, le ministre des Finances, M. Paul Martin, annonça qu'il allait modifier le futur

programme de « prestations aux aînés ». Et le 28 juillet 1998, il annonçait que le gouvernement Chrétien maintenait le *statu quo* en ce qui concerne les pensions de vieillesse fédérales.

6.4 Les changements démographiques à venir

Les décisions de la vie ne souffrant souvent d'aucun délai, c'est une vérité certaine que, lorsqu'il n'est pas en notre pouvoir de discerner les plus vraies opinions, nous devons suivre les plus probables.

Descartes (1596-1650)

[Retour à la table des matières](#)

En 1991, un dixième de la population canadienne avait plus de 65 ans et l'âge médian était de 31 ans. Quinze ans plus tard, en 2006, ce sera un cinquième de la population canadienne qui aura 65 ans et plus, et l'âge médian sera de 42 ans. Cette réalité démographique exercera une influence économique et politique d'envergure dans les prochaines années. Quelles seront les répercussions de cette évolution démographique au Canada ?

L'épargne

En 1999, les baby-boomers canadiens nés entre 1946 et 1966, ont de 33 à 53 ans et comptent pour le tiers de la population canadienne. Selon la théorie économique de l'épargne et de la consommation en fonction du revenu permanent, les futurs retraités vont accroître leurs épargnes. Il faut donc entrevoir une continuation de la baisse des taux d'intérêt, au moment même où les gouvernements équilibrent leurs budgets et cessent de vendre de nouvelles obligations.

Les marchés boursiers devraient aussi bénéficier, pour un temps, de cette offre accrue de fonds prêtables. L'industrie des fonds communs de placement est en bonne position pour continuer de profiter de cette manne. Il faut toutefois garder à l'esprit qu'un choc déflationniste ou inflationniste peut en tout temps mettre fin à une bulle financière spéculative, comme celle que nous vivons depuis octobre 1990. En effet, la hausse de l'épargne est susceptible de ralentir les dépenses de consommation. Cela pourrait provoquer des effets négatifs sur les profits des sociétés.

Les investissements

Les baby-boomers consommeront une part réduite de leurs revenus futurs, cependant que la réorganisation de l'économie pour satisfaire aux besoins d'une population vieillissante exigera des investissements massifs. Le secteur des services sociaux personnels et financiers connaîtront un essor. Ces « enfants de l'après-guerre » ne se contenteront pas de vieux hôpitaux, de vieilles installations et de vieil équipement. Le secteur privé est capable de s'adapter. En est-il de même des gouvernements-producteurs de services ?

La crise du système de santé

La crise étatique que nous traversons présentement au Canada dans le domaine de la santé n'est rien en comparaison de ce qui nous attend, si les gouvernements continuent à gérer ce secteur vital avec leurs gros sabots. Dans ce domaine, comme dans d'autres, il faudra que les investissements soient souples et qu'ils s'adaptent à la population.

Les régimes de pensions

Présentement, moins de la moitié des travailleurs canadiens sont couverts par des programmes de retraite d'employeurs. D'où l'importance qu'occupent les épargnes personnelles (REER, FERR, etc.) et les régimes publics pour préparer la retraite. Puisque le nombre de cotisants aux régimes publics de pensions ira en diminuant par rapport au nombre de bénéficiaires, le coût de ces régimes s'accroîtra. Déjà les taxes sur les salaires pour ces deux régimes doivent passer de 6 % à 9,9 % d'ici 2003.

Ces régimes publics ne sont pas pleinement capitalisés (comme les régimes privés), mais reposent sur le principe de la répartition (« pay-as-you-go »), en plus de s'appuyer sur une réserve couvrant quelques années de prestations. Par rapport aux retraités futurs, les régimes publics ont accumulé des dettes actuarielles d'environ 130 milliards de dollars pour la RRQ et d'environ 580 milliards pour le RPC.

Les taxes et le chômage

Il faut craindre une hausse du chômage en raison de l'augmentation des taxes sur les masses salariales. Une étude de la Banque du Canada établit, en effet, que chaque point de pourcentage de hausse de taxe salariale coûte 20 000 emplois. Des solutions de rechange devront être trouvées à ces hausses inexorables de taxes.

Le pouvoir politique

Les institutions politiques et sociales devront aussi s'adapter à la transformation de la pyramide des âges des électeurs. Ainsi, en 2025, près d'un électeur sur trois au Canada aura 65 ans et plus. Aucun parti politique ne pourra ignorer ce phénomène. Cet électorat expérimenté, instruit et capable de réflexion sera probablement conservateur. Il combattra les politiques inflationnistes et celles qui pourraient compromettre le bien-être des personnes plus âgées. Aujourd'hui, les partis politiques ont des secteurs « jeunesse ». Dans l'avenir, ils devront songer à instaurer des sections « personnes retraitées ».

Raisonner à la marge

Principe de rationalité qui, au moment de la prise de décision, consiste à choisir le niveau d'une activité où le bénéfice marginal égale le coût marginal.

6.5 Les défis du vieillissement

Ce qu'il y a de bon avec l'avenir, c'est qu'il n'arrive qu'un jour à la fois.

Abraham Lincoln (1809-1865)

[Retour à la table des matières](#)

Au XX^e siècle, le vieillissement de la population bouleversera bien des choses et entraînera des transformations structurelles profondes dans la société et dans l'économie. En effet, la génération de l'après-guerre, c'est-à-dire celle des baby-boomers nés entre 1946 et 1966, est deux fois plus nombreuse que celle qui l'a précédée. Ainsi, la proportion des personnes de 65 ans et plus au Canada atteignait 12 % en 1991, mais représentera près du quart (23 %) de la population en 2031. Au Québec, la proportion des gens âgés devrait atteindre 26 % en 2031.

De plus, à partir de la décennie 2030, le nombre de décès au Canada devrait excéder le nombre de naissances, reportant sur l'immigration internationale toute contribution à la croissance de la population, si croissance il y a.

Quelles seront les conséquences économiques, politiques et sociales d'un tel vieillissement de la population ?

Les conséquences sur le plan économique

La plus grande transformation sera le passage d'une économie d'endettement et de consommation à une économie d'épargne et d'investissement. En particulier, le gaspillage des gouvernements sera de moins en moins toléré. Dans un tel contexte, des taux d'intérêt à long terme de 3 % à 4 % ne sont pas impossibles.

Les crises à venir

Des crises sont à prévoir dans le financement des systèmes de santé et de pensions publics. En effet, même la population âgée vieillit : entre 1996 et 2011, la population âgée de 75 ans et plus s'accroîtra de 54 %. Or, plus une personne est âgée, plus elle a recours aux services de santé. Ainsi, même si les personnes de 75 ans et plus ne représentaient que 4,6 % de la population totale en 1993-1994, elles n'en ont pas moins utilisé 26 % des jours-hospitalisation des hôpitaux de courte durée. Un système public axé sur l'accessibilité gratuite à 100 % pour tous et le financement par les taxes et les impôts sur les revenus des travailleurs ne pourra pas résister à la vague de dépenses de santé qui se prépare. Un problème de rationnement et de qualité des soins va inévitablement se poser.

Le financement des pensions publiques par répartition, c'est-à-dire à même les cotisations courantes des travailleurs plutôt que par les revenus tirés de caisses pleinement capitalisées, va aussi devoir être repensé. En effet, les taxes sur les salaires qui seraient nécessaires pour verser des pensions adéquates à une plus grande proportion de travailleurs retraités pourraient devenir prohibitives et insoutenables.

Chose certaine, la proportion des travailleurs retraités par rapport aux travailleurs actifs continuera de croître dans la plupart des pays industrialisés. Au Canada et aux États-Unis, ce ratio se stabilisera aux environs de 20 % jusqu'en l'an 2010. Cependant, il sera de 30 % en l'an 2020 et devrait se rapprocher de 40 % en l'an 2030. Des niveaux élevés d'imposition et/ou des niveaux élevés d'inflation sont alors possibles. Tout dépendra du choix des gouvernements, soit de réduire leurs dépenses, soit de les maintenir en haussant les taxes et les impôts, ou en recourant davantage à la planche à billets.

Les conséquences sur le plan politique

Un électorat vieillissant sera plus conservateur. Il sera plus instruit et plus renseigné, et exigera davantage de participer activement aux décisions publiques. En effet, les retraités « bébés de l'après-guerre » formeront un bloc politique puissant que les politiciens de l'avenir ne pourront ignorer. Le XXI^e siècle sera le siècle de la démocratie directe.

Le poids des francophones

Sur les plans constitutionnel et politique, la place des francophones au Canada est appelée à décroître sous le double effet de la faible fécondité et de l'immigration internationale. De 29 % en 1951, la proportion des francophones au Canada a chuté à 24 % en 1991, et devrait continuer à s'abaisser au cours de la phase du vieillissement de la population pour atteindre 22 % en 2011. Le problème de la survie d'une société francophone autonome en Amérique du Nord deviendra encore plus aigu.

Le poids politique des provinces canadiennes changera aussi, l'Ontario comptant pour 40 % de la population canadienne en 2011, et le Québec seulement pour 23 %. Le déplacement du pouvoir politique au Canada vers l'Ouest se poursuivra.

Les conséquences sur le plan social

Le vieillissement devrait à la fois accroître le besoin de sécurité et diminuer l'incidence de la criminalité, à mesure que la proportion de jeunes dans la société déclinera. Plus globalement, la question du contrat social et celle de l'équité intergénérationnelle seront sources de préoccupations. De nombreux mythes, tabous et illusions devront être dissipés pour faire face aux défis du vieillissement. Ceux-ci ont rapport aux modes centralisés de gestion et de financement des régimes de retraite, à l'autonomie et à la liberté de choix et de décisions des personnes âgées, à la flexibilité des horaires de travail, au droit de mourir dans la dignité et avec absence de douleur, et à de multiples autres adaptations sociales, politiques et économiques. Nul doute que les baby-boomers changeront les us et coutumes reliés au vieillissement, comme ils l'ont fait dans de nombreux autres domaines au fur et à mesure que cette cohorte démographique imposante avançait en âge.

CHAPITRE 7

LA FISCALITÉ

7.1 L'État père Noël

Quand les gouvernements craignent le peuple, c'est la liberté.
Quand le peuple craint les gouvernements, c'est la tyrannie.

Thomas Jefferson (1743-1826)

[Retour à la table des matières](#)

Depuis 25 ans, grâce aux zones grises et à l'imprécision de la Constitution canadienne, le gouvernement fédéral canadien et le gouvernement du Québec se sont livrés à une concurrence féroce pour consolider, chacun à sa manière, son statut de gouvernement « national » des Québécois. Une telle concurrence s'est reflétée nécessairement dans les budgets de dépenses des deux gouvernements.

Les deux gouvernements s'occupent, en effet, d'affaires internationales, d'immigration, d'affaires autochtones, d'agriculture, de communications, de langue et de culture, de sécurité publique, de santé, de sécurité du revenu, de main-d'œuvre, de mines, d'industrie et de commerce, de justice, etc. Tout cela est source de gaspillage et coûte très cher, beaucoup trop cher.

Un fait demeure : de 1970 à 1995, le gouvernement du Québec a dépensé chaque année en moyenne plus de 3 milliards de dollars de plus que ce que justifiaient ses rentrées fiscales (N.B. : Ce n'est qu'en 1999-2000 que le budget québécois sera équilibré). À Ottawa, le gouvernement fédéral a dépensé en moyenne chaque année, de 1970 à 1995, environ 21,5 milliards de dollars de plus que ce que ses capacités fiscales lui auraient permis (N.B. : Le budget fédéral commença à dégager des excédents à partir de l'exercice 1997-1998).

Si les dépenses publiques avaient suivi le rythme de croissance de l'économie, de la population et de l'inflation, les dépenses, en 1995, au Québec, des deux ordres de gouvernement, auraient été de 60 milliards de dollars, et non pas de 84 milliards, comme ce fut le cas. Bien sûr, ce montant de 24 milliards de dépenses publiques pouvant être jugé excédentaire englobe 18,5 milliards en paiement d'intérêts. Malgré cela, en ce qui concerne le Québec, nous pouvons considérer que les ordres de gouvernement dépensaient alors quelque 5,5 milliards de dollars en trop par année.

Le surendettement

Les modèles économiques établissent que, au-delà du seuil de 60 % du PIB, plus le ratio de la dette publique sur l'économie est élevé, plus la consommation, l'emploi et le taux de change de la monnaie tendent à diminuer. Or, les dettes publiques consolidées au Canada accaparent au-delà de 100 % du produit intérieur brut annuel. Au Québec, ce pourcentage était égal à 108 % du PIB, en 1999. Et la réalité confirma les appréhensions : les dépenses de consommation demeurèrent stagnantes, le chômage se maintint à un haut niveau, et la monnaie chuta. La course vers l'endettement public était donc aussi une course vers la stagnation économique et le chômage.

En théorie, les programmes de dépenses sociales, telles la gratuité des soins de santé et la généralisation des paiements de la sécurité du revenu ou les subventions pour soutenir les revenus de certains groupes, peuvent être justifiés afin d'apporter une plus grande sécurité économique, une plus grande justice, et pour instaurer un meilleur climat social. En pratique, cependant, si ces programmes sont si élargis qu'ils ratent leurs cibles, et s'ils sont mal administrés, ou s'ils donnent lieu à des abus, leur coût exorbitant risque ultimement d'avoir l'effet contraire sur les objectifs recherchés et de devenir une source d'appauvrissement collectif. Les seuls à en profiter, en bout de ligne, sont les politiciens de l'heure qui accroissent leur propre capital politique en épuisant celui de la société.

Quoi faire ?

Y a-t-il des avenues pour trouver des solutions ? Oui.

La première consiste à responsabiliser les citoyens en ce qui concerne le coût des services sociaux, afin de mettre fin au gaspillage. Dans leur vie privée, les citoyens, en règle générale, ne gaspillent pas et essaient de tirer le meilleur parti de leur contrainte financière. Mais, dans le secteur public, la gratuité absolue (sans paiement d'un pourcentage de coassurance ou d'un montant déductible) est une recette infaillible de gaspillage.

Deuxièmement, un gouvernement, de quelque ordre qu'il soit, ne devrait jamais produire lui-même ce qu'il peut sous-contracter, par impartition, à des producteurs

privés. Par exemple, est-il toujours nécessaire qu'un gouvernement possède et maintienne un parc de camions pour enlever les déchets ménagers ou pour entretenir les rues et les chemins durant l'hiver ? Peut-il assurer l'accès aux services de santé sans être propriétaire de cliniques ou d'hôpitaux ?

En troisième lieu, l'amendement constitutionnel défendant les déficits publics de fonctionnement peut se révéler, en dernier recours, la seule mesure susceptible d'éviter à long terme la débauche dans les finances publiques.

7.2 L'assainissement des finances publiques du Québec

La chose au monde la plus difficile à comprendre est l'impôt.
Albert Einstein (1879-1955)

Il paraît de plus en plus dangereux de stimuler l'activité économique par le déficit budgétaire et le recours à l'emprunt... Aujourd'hui, on peut estimer que la théorie keynésienne n'a résolu le problème de l'emploi qu'au prix de l'accélération de l'inflation.

Friedrich A. Hayek (1899-1992)

[Retour à la table des matières](#)

En 30 ans, les dépenses publiques totales au Québec (fédérales et provinciales) se sont accrues à un rythme plus rapide que celui conjugué de la croissance économique, de l'inflation et de la population, résultant en des déficits budgétaires annuels chroniques. Quant au gouvernement du Québec, il n'a jamais équilibré ses livres depuis 1969-1970 (N.B. : l'exercice financier 1999-2000 marqua l'avènement d'un équilibre budgétaire, après trente ans de déficits ininterrompus). De même, à Ottawa, la dernière année où un léger excédent budgétaire a été enregistré fut en 1969-1970 (avant un retour à l'équilibre budgétaire 28 ans plus tard en 1997-1998).

À la fin de l'exercice 1998-1999, le gouvernement du Québec avait une dette qui atteignait 81 milliards de dollars, tandis que la part québécoise (21,9 %) de la dette du gouvernement canadien (570 milliards) était égale à 125 milliards, pour une dette publique québécoise totale égale à 206 milliards, soit un endettement total de l'ordre d'environ 108 % du produit intérieur brut (PIB) ¹.

À titre de référence, rappelons que pour être admis dans l'union monétaire européenne, un pays ne doit pas avoir une dette totale qui excède 60 % du PIB. En

¹ Le PIB du Québec en 1999 était égal à 190,7 milliards de dollars.

pratique, cependant, le Québec fait partie de l'union monétaire canadienne, et son haut niveau d'endettement grève le dynamisme et la compétitivité de son économie, en plus de mettre en péril la viabilité de tout le système de sécurité sociale construit (en partie à crédit) depuis 30 ans.

En effet, pour le seul gouvernement du Québec, ce sont environ 6 milliards de dollars qui vont au paiement annuel des intérêts sur la dette totale. De ce montant, environ 2 milliards sont versés aux fonds de pension des employés des secteurs publics et parapublics, puisque plus du tiers de la dette québécoise a été contractée auprès des fonds de pension des employés de l'État.

Financer l'épicerie

Étant donné que 44 % de la dette québécoise a été contractée pour financer des dépenses d'activités courantes et qu'aucun amortissement n'a été assumé sur les actifs gouvernementaux, on en arrive à la conclusion que la moitié du service de la dette est hypothétiquement de trop, soit 3 milliards de dollars par année. En d'autres termes, les autres dépenses du gouvernement doivent être supprimées, ou les taxes augmentées, de 3 milliards chaque année, uniquement pour financer l'excédent de la dette du gouvernement du Québec. Cela oblige donc le gouvernement à enregistrer des excédents de fonctionnement dans les activités qui excluent le service de la dette publique.

Le surendettement public

La source de la crise des finances publiques au Québec se trouve donc dans le surendettement chronique du gouvernement pour financer des dépenses courantes depuis 20 ans. Même en mettant fin aux déficits budgétaires à partir de l'exercice 1999-2000, alors que la dette publique totale aura grimpé au-delà de 81 milliards de dollars, le gouvernement du Québec devra continuer à prélever 6 milliards en taxes et en impôts chaque année dans l'avenir, non pour fournir des services publics ou effectuer des transferts de revenus, mais pour réaliser des excédents de fonctionnement afin de financer son endettement passé excessif. Si le gouvernement souhaitait réduire sa dette, il n'y a pas de nombreux moyens : il devra enregistrer des excédents budgétaires annuels.

La surtaxation

Qu'arriverait-il si l'hémorragie des déficits, y compris les dépenses d'intérêts, n'était pas arrêtée ? Le danger serait que la dette publique s'accroisse plus rapidement que l'économie. Si c'était le cas, les dépenses d'intérêts augmenteraient dans le budget total. Cela pourrait, à terme, mettre en danger tout le système de sécurité sociale.

Des économies entières (voire les économies communistes), fondées sur des principes d'interventionnisme étatique et de dirigisme bureaucratique, se sont déjà effondrées sous nos yeux. Les générations futures se verraient alors léguer non seulement une économie surtaxée et stagnante, mais un système de services sociaux en lambeaux.

Par conséquent, l'idée d'adopter au Québec une charte des finances publiques qui interdirait les déficits budgétaires pour financer des dépenses courantes, sinon les déficits tout court, comme l'ont déjà fait quatre autres provinces (l'Alberta, le Manitoba, la Saskatchewan et le Nouveau-Brunswick), est une idée qui mérite d'être étudiée.

7.3 La part des dépenses publiques dans l'économie

La politique est l'art délicat d'obtenir les votes des pauvres et les contributions financières des riches en leur promettant de les protéger les uns des autres.

Oscar Ameringer, organisateur syndical

[Retour à la table des matières](#)

Il est devenu commun d'entendre que l'ouverture des économies nationales et la tendance à la mondialisation de l'économie ont provoqué le retranchement des gouvernements dans l'activité économique. On apporte l'argument que c'est à cause de l'internationalisation des relations économiques et des transformations technologiques qui la sous-tendent que les gouvernements ont dû équilibrer leurs budgets en effectuant des compressions budgétaires et, même, en procédant à des privatisations.

Il est vrai que dans de nombreux pays industrialisés, la part des dépenses publiques dans le produit intérieur brut a eu tendance à se stabiliser. Il faut dire que le XX^e siècle a vu une explosion sans précédent des dépenses publiques, à l'occasion de deux guerres mondiales, d'une dépression économique mondiale et de l'avènement de l'État providence dans la deuxième moitié du siècle.

Les extrêmes

Au Canada, les dépenses publiques ne comptaient que pour 13,3 % de l'économie en 1913, mais atteignaient 47,6 % 85 ans plus tard, en 1998. Le même phénomène s'est produit dans l'ensemble des pays industrialisés : d'environ 10 % de l'économie, au début du siècle, la taille de l'État dans l'économie oscillait en moyenne à 46 % en 1996. Et parmi ceux-ci, les États-Unis et la Suède représentent

les deux extrêmes, l'État occupant 33 % de l'économie aux États-Unis, et 65 % en Suède.

Trois grandes raisons permettent de comprendre l'intervention croissante de l'État dans l'économie.

Des raisons économiques

Les transformations dans la structure de l'économie (automobile, avion, électricité, téléphone, radio, TV, etc.) ont exigé des investissements dans les infrastructures économiques (routes, ponts, aéroports, barrages, etc.). La croissance économique exigeait ces importants investissements publics. La facilité qu'ont les gouvernements à prélever des montants de plus en plus imposants, grâce au jeu de l'impôt progressif sur les revenus et de l'inflation, et, ensuite, grâce à l'endettement public, explique aussi en partie l'explosion des dépenses publiques.

Enfin, le fait que la productivité tend à croître moins rapidement dans le secteur public que dans le secteur privé, alors que les frais y sont comparables, a fait apparaître ce que les économistes qualifient de la « maladie de Baumol » : pour maintenir les services publics, un gouvernement est nécessairement acculé à accroître la part des taxes et des impôts dans l'économie.

Des raisons sociales

Au XX^e siècle, les gouvernements ont pris au sérieux leur rôle de redistributeur des revenus et de la richesse. Les marchés pouvaient apporter la prospérité économique, mais un électorat mieux informé et plus réfléchi exigea que l'État corrige les injustices et les inégalités qui en découlaient. Sont donc apparus au Canada les paiements de péréquation du gouvernement fédéral. Le rôle de l'État s'est aussi étendu au besoin d'accroître la sécurité des revenus, grâce aux programmes d'assurance contre le chômage et d'aide contre la pauvreté. Également, l'approvisionnement de la population en services publics essentiels (éducation, santé, salubrité) est devenu une responsabilité gouvernementale.

Des raisons politiques

Le fonctionnement des démocraties s'est considérablement perfectionné et élargi, au XX^e siècle, grâce à l'implantation des médias de masse. La surenchère électorale a conduit plus d'un parti politique à offrir à l'électorat la promesse de nouvelles dépenses, en faisant miroiter la gratuité de l'exercice, tout particulièrement quand le financement pouvait se faire par l'endettement plutôt que par des hausses de taxes et d'impôts.

Le frein

La crise de l'endettement public, au début des années 1990, fut beaucoup plus déterminante pour freiner l'explosion des dépenses publiques dans l'économie que la mondialisation de l'économie. En Europe, le traité de Maastricht a imposé un plafonnement au déficit budgétaire public (3 % du PIB) et à la dette publique (60 % du PIB) pour tout pays souhaitant rejoindre l'union monétaire européenne. C'est pourquoi, de 1990 à 1996, certains pays européens ont réduit quelque peu leurs dépenses publiques par rapport à l'économie : l'Italie, la Norvège et l'Irlande ont réduit ces dépenses, respectivement, de 53,2 % à 52,9 %, de 53,8 % à 45,5 % et de 41,2 % à 37,6 %.

Au Canada, la lutte contre l'explosion des déficits publics a résulté en une légère contraction dans la part des dépenses publiques dans l'économie, celles-ci étant passées de 50,1 % à 47,6 % au cours de 1996 à 1998. On est par conséquent encore loin d'un retrait de l'État de la sphère économique.

7.4 La politique monétaire et la politique fiscale

Les variations du taux de change se répercutent sur l'indice des prix à la consommation dans une proportion d'environ 20 % sur une période de deux ans.

La Banque du Canada, mai 1997

[Retour à la table des matières](#)

Au Canada, on peut dire que, en 1998, la politique fiscale était trop restrictive, tandis que la politique monétaire était trop expansionniste. La faiblesse du dollar canadien reflétait le manque d'équilibre entre les deux politiques macroéconomiques. Pis encore, la Banque du Canada risquait de perdre beaucoup de crédibilité auprès des investisseurs si ce déséquilibre allait se poursuivre.

L'endettement

On oublie que, toutes proportions gardées, le Canada est le pays le plus endetté sur le plan international. Cela signifie que, chaque année, il sort plus de fonds en intérêts et en dividendes du Canada qu'il n'en entre. Le marché obligataire joue nécessairement un rôle central dans la politique monétaire de la Banque du Canada, puisque les ventes ou les achats étrangers nets influent non seulement sur les taux d'intérêt à long terme, mais aussi sur les taux à court terme.

Lorsque le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux se sont lancés, il y a quelques années, dans l'opération « déficit zéro » en comprimant leurs dépenses et en haussant les impôts, la Banque du Canada s'est sentie obligée d'amortir ce choc fiscal négatif en assouplissant les conditions monétaires. Cela était d'autant plus approprié que le taux de chômage canadien se maintenait au double du niveau américain et que l'inflation canadienne se situait à l'intérieur de la fourchette du 1 % à 3 % que la Banque s'était elle-même fixée, en décembre 1993. Jusqu'à l'automne 1997, on a pu observer que les taux d'intérêt canadiens de toutes les échéances étaient tombés sous les taux américains équivalents et que la courbe des rendements entre le court et le long terme était fortement positive.

Selon le théorème de la **parité non couverte des taux d'intérêt**, des taux d'intérêt plus bas au Canada qu'aux États-Unis ne sont viables que si les investisseurs s'attendent à une appréciation du dollar canadien. Les attentes d'une appréciation reposent elles-mêmes sur la pérennité d'une inflation basse au Canada et sur le maintien, sinon l'amélioration, des termes de l'échange avec l'étranger. Ceux-ci ne sont rien d'autre que les prix des exportations par rapport aux prix des importations.

Parité non couverte des taux d'intérêt :

Un différentiel positif entre le taux d'intérêt intérieur et le taux d'intérêt d'un autre pays est compensé par un taux annuel de dépréciation anticipée de la monnaie nationale.

Les termes de l'échange

La situation risquait de se détériorer en 1998. D'une part, l'inflation était susceptible d'être stimulée non seulement par une croissance économique vigoureuse, mais aussi, et surtout, par un taux d'accroissement de la masse monétaire (M_1) au-delà de 10 % annuellement et par une monnaie canadienne faible. D'autre part, la chute des prix internationaux des métaux, des produits primaires et énergétiques, suivant en cela la chute du prix de l'or, annonçait une détérioration des **termes de l'échange** pour le Canada. L'ère des taux d'intérêt plus bas au Canada qu'aux États-Unis tirait donc à sa fin.

Nous en avons conclu qu'un réaménagement des politiques macroéconomiques s'imposait au Canada. Il importait que la Banque du Canada tente de regagner la confiance des investisseurs en relevant les taux d'intérêt à court terme. En contrepartie, le gouvernement fédéral, et les gouvernements provinciaux qui le pouvaient, auraient dû abaisser les impôts et stimuler certaines dépenses d'investissement et certaines dépenses d'infrastructures.

Terme de l'échange

Le ratio entre les prix à l'exportation
et les prix à l'importation.

CHAPITRE 8

LA FINANCE

8.1 L'industrie bancaire au Canada

Un banquier est quelqu'un qui gagne sa vie en prêtant l'argent des autres.

E.M. Rhodes

[Retour à la table des matières](#)

Faut-il réglementer les profits des banques ?

Il y a 30 ou 40 ans, les banques canadiennes étaient très sévèrement réglementées. En échange du privilège de voir leurs dettes (dépôts bancaires) servir de monnaie légale au Canada, et d'être des créanciers privilégiés en cas de faillite de l'emprunteur, le gouvernement fédéral imposait aux banques, entre autres, les contraintes suivantes :

- Le taux prêteur maximum des banques était fixé à 6 % par la Loi des banques.
- Les banques ne pouvaient faire de prêts à la consommation (avant 1960) ou sur hypothèques (avant 1967), mais devaient se limiter aux prêts commerciaux.
- Le nombre de banques était limité, puisque l'établissement de toute nouvelle banque exigeait l'adoption d'un projet de loi spécial au parlement fédéral.
- Les banques devaient maintenir des réserves obligatoires, ne rap portant pas d'intérêt, à la Banque du Canada.

Aujourd'hui, à la suite des changements apportés à la Loi des banques en 1967, 1980 et 1992 :

- Le nombre de grandes banques à propriété canadienne (annexe I de la Loi des banques), soit 6, est le plus bas de tous les temps. Rappelons que, au tournant du siècle, il y avait 36 banques au Canada. Il y a aussi aujourd'hui 57 banques étrangères qui fonctionnent tel que l'exige l'annexe II de la Loi des banques, et qui se spécialisent dans les opérations bancaires de gros, et dans le crédit import-export ;
- Les banques sont tout à fait libres de charger le taux d'intérêt qu'elles veulent sur leurs prêts ;
- Les banques peuvent effectuer tous les prêts qu'elles veulent, selon certaines règles de solvabilité ;
- Depuis 1991, les banques peuvent acquérir des maisons de fiducie, des compagnies d'assurance ou des compagnies de courtage mobilier ou immobilier ;
- Depuis juillet 1994, la Banque du Canada n'exige plus de réserves obligatoires de la part des banques.

Une nette impression se dégage : le petit nombre de grosses banques canadiennes forment un cartel légalisé puissant dont la mainmise sur le système financier au Canada n'a jamais été aussi étendue. Avec plus de 7 700 succursales, les six plus grandes banques canadiennes dominent plus de la moitié du marché hypothécaire, plus des deux tiers des maisons de courtage en valeurs mobilières, et s'approprient à entrer en force dans le domaine de l'assurance.

Les banques canadiennes sont des oligopoles très rentables et de moins en moins réglementés. Puisqu'elles fournissent des services essentiels pour les individus comme pour les entreprises, elles sont en position de force pour hausser leurs prix et profiter de l'inflation des profits.

Les profits

De 1992 à 1998, les grandes banques canadiennes ont accumulé des profits records. La grande rentabilité des banques canadiennes s'est manifestée par des taux de rendement sur leurs fonds propres de l'ordre de 14 % à 20 %. Ainsi, pour la seule année 1995, au sommet des profits bancaires, les 6 plus grosses banques canadiennes avaient accumulé 5,2 milliards de dollars de profits.

Aucun des présidents de banque ne gagne en salaire et primes moins d'un million de dollars par année, et par le biais d'options d'achat et d'autres bonis, certains gagnent plus de 4 millions de dollars par année, soit 25 fois la rémunération d'un premier ministre.

L'État à la rescousse

Toutefois, en cas de difficultés financières, l'État intervient en faveur des banques. Ainsi, lorsque deux banques de l'Ouest canadien connurent des problèmes financiers, en 1985, les contribuables canadiens durent avancer 2 milliards de dollars pour couvrir les dettes de ces banques auprès de leurs gros déposants. De toute évidence, les banques gagnent sur tous les tableaux.

En conclusion, disons qu'une enquête publique et indépendante sur les conséquences de l'évolution rapide du système financier canadien serait des plus appropriées.

8.2 Pour des supermarchés financiers

Ceux qui contrôlent l'argent et le crédit sont les maîtres de nos vies.

*William Lyon Mackenzie King
Premier ministre du Canada (1874-1950)*

[Retour à la table des matières](#)

Est-ce que la fusion proposée des banques Royale et de Montréal, et celle des banques CIBC et Toronto Dominion aurait conduit, si elles avaient été acceptées par le gouvernement fédéral, à une concentration excessive du système bancaire canadien ? Est-ce que les cinq plus grandes banques canadiennes ne sont pas déjà trop grosses ? De plus, étant donné que des faillites bancaires éventuelles mettent en jeu le Trésor public et peuvent menacer la santé de l'ensemble de l'économie, est-ce que l'efficacité macroéconomique ne doit pas s'ajouter à l'efficacité microéconomique ?

La concentration

Au Canada, les cinq plus grandes banques canadiennes (Royale, de Montréal, CIBC, Scotia, TD) dominant déjà près de 60 % du marché bancaire. Aux États-Unis, les cinq principales banques gèrent un peu moins de 10 % de l'actif bancaire. Au Japon et en Allemagne, les 5 plus grandes banques accaparent 21,5 % du marché local. En France et en Grande-Bretagne, la part du marché bancaire des 5 plus grandes banques est d'environ 30 % et 38 % respectivement.

Au Québec, les choses sont quelque peu différentes de ce qui prévaut dans le reste du Canada, en raison du rôle central rempli par les Caisses populaires Desjardins, qui occupent environ la moitié du marché bancaire et quasi bancaire,

tandis que la Banque nationale du Canada accapare environ 25 % du marché, et les autres institutions se partagent l'autre quart.

Néanmoins, le système bancaire canadien est l'un des plus concentrés du monde. On peut douter qu'il aille dans l'intérêt général qu'une telle concentration s'accroisse davantage. En effet, tant et aussi longtemps que le Canada conservera une devise indépendante, le gouvernement canadien devrait s'assurer que les banques canadiennes maintiennent le centre de leurs activités de prêts et de dépôts au Canada.

La solvabilité

Il serait dangereux pour l'économie canadienne que les banques canadiennes encourrent un jour des pertes importantes dans leurs transactions à l'étranger et provoquent une crise des liquidités au Canada même. Les contribuables canadiens, par le truchement du gouvernement, seraient sans doute appelés à renflouer les banques, afin d'éviter les effets perturbateurs sur l'économie réelle, c'est-à-dire sur la production et l'emploi. En matière bancaire, davantage qu'ailleurs, il est coutume de privatiser les profits mais de nationaliser les pertes.

Cela ne signifie nullement, cependant, que la poursuite des économies d'échelle par le décloisonnement dans l'ensemble du système financier ne peut être bénéfique à l'ensemble de l'économie. Ce qu'il faut, c'est une consolidation du système financier canadien en le rendant plus efficace, et non pas une plus grande concentration de la seule industrie bancaire.

Par conséquent, à défaut d'acquiescer aux fusions des plus grandes banques canadiennes, tel que l'article 275 de la Loi sur les banques le lui permettait, que devrait faire le gouvernement canadien ?

- Il devrait favoriser la création de supermarchés financiers efficaces et concurrentiels, majoritairement sous la gestion canadienne, en permettant aux banques inscrites à l'annexe II de la Loi sur les banques, aux compagnies d'assurance et aux maisons de fiducie, soit de s'associer à des banques existantes, soit de fonder des banques dans le cadre de conglomérats financiers ou de sociétés de portefeuille financières.

Rappelons que les grands avantages concurrentiels des banques sont de jouir de la garantie de la Société d'assurance-dépôts du Canada, d'avoir accès aux crédits de dernier recours de la Banque du Canada, de pouvoir émettre des acceptations bancaires, de faire partie de l'Association canadienne des paiements et des systèmes de compensation pour les chèques, les cartes de crédit, etc., et de jouir de la priorité de créance en cas de faillite des emprunteurs.

- Il devrait élargir la règle qui limite à 10 % la participation d'un individu ou d'un groupe d'individus dans le capital-actions d'une banque de l'Annexe I et la remplacer par une règle plus souple.
- Il devrait permettre aux banques étrangères de faire partie de conglomérats financiers canadiens, dans la mesure où leurs participations ne représentent pas une prise de contrôle.
- Il devrait encourager les institutions financières canadiennes à faire partie de groupes financiers nord-américains ou internationaux, à la condition que ce soit par le truchement de holdings extérieurs ou de filiales communes, et non pas à partir de leurs bases canadiennes dont les activités de médiation de l'épargne sont garanties par les contribuables canadiens. La stabilité, la solidité et la sécurité du système financier canadien devraient passer avant l'intérêt des actionnaires ou des gestionnaires privés.*

8.3 Le rôle de l'or

L'or est une relique barbare.
John Maynard Keynes (1883-1946)
Économiste anglais

[Retour à la table des matières](#)

Durant des siècles, l'or ne fut pas considéré seulement comme un métal, mais il fut la monnaie universelle par excellence. Rare, coûteux à produire et inaltérable, l'or devint un étalon de mesure qui servait à déterminer la valeur des autres biens. Ainsi, pendant longtemps en Angleterre, une once d'or permettait d'acheter un habit de bonne qualité. À l'époque mercantiliste, la richesse même des gouvernements se mesurait à l'importance de leurs réserves d'or.

Au XV^e siècle, la découverte par les Espagnols de mines d'or en Amérique du Sud vint gonfler le stock européen de monnaie en circulation, ce qui se traduisit par une forte inflation. Le XIX^e siècle marqua l'instauration du régime de l'étalon-or. Selon les règles de ce système monétaire, chaque monnaie nationale valait une quantité d'or fixe. Cela signifiait que les taux de change entre les monnaies nationales étaient fixes.

* Le 14 décembre 1998, le ministre des Finances du gouvernement canadien annonça que les fusions bancaires entre la Banque Royale et la Banque de Montréal, de même qu'entre la Banque CIBC et la Banque Toronto-Dominion, n'étaient pas autorisées.

L'étalon-or, dont l'apogée s'étendit de 1870 à 1914, était l'équivalent d'une union monétaire mondiale, un peu comme l'Union monétaire européenne a commencé à le faire pour l'ensemble de l'Europe, le 1^{er} janvier 1999. Le mécanisme d'ajustement des soldes de paiement des pays exerçait son influence directe sur la monnaie en circulation et indirectement sur les prix. Un pays déficitaire dans ses échanges extérieurs perdait de l'or, et la contraction de son stock de monnaie faisait chuter les prix, renforçant de ce fait sa compétitivité internationale. Le pays en excédent vivait l'expérience contraire.

Les monnaies fiduciaires

L'évolution des marchés financiers fit que certaines monnaies clés, telles que la livre sterling d'abord et le dollar américain par la suite, devinrent des substituts à l'or. Dans la mesure où un pays gageait sa monnaie sur un stock d'or officiel suffisamment grand, garantissant ainsi une convertibilité légale de sa monnaie en or, il devint plus profitable de détenir des dépôts bancaires et d'autres titres financiers libellés en livres sterling ou en dollars américains. Ce régime de change-or prévalut jusqu'au 15 août 1971, au moment où le dernier pays à monnaie clé convertible en or, les États-Unis, y mit fin officiellement.

Depuis cette date fatidique, l'or en tant que monnaie des monnaies a perdu graduellement de son importance, bien qu'il soit l'or encore pour certains un réservoir de valeurs et un refuge contre l'inflation des monnaies fiduciaires. Les banques centrales des pays, de même que le FMI, détiennent encore des quantités importantes d'or. Cependant, il s'agit davantage d'un reliquat d'un régime aboli il y a plus de 25 ans que d'une nécessité monétaire. Ces institutions sont tentées de vendre leur or pour en placer le fruit dans des obligations en monnaies clés, qui rapportent de l'intérêt ¹.

Le Canada

Puisque le Canada est le 5^e producteur mondial d'or (derrière l'Afrique du Sud, les États-Unis, l'Australie et les pays de l'ancienne Union soviétique), il va de soi que l'avenir de cette industrie est très intimement lié aux décisions que prendront les banques centrales d'accélérer ou non leurs activités de démonétisation de l'or. En effet, le marché privé mondial pour l'or affiche une demande (bijouterie et

¹ On estime le stock mondial d'or à environ 38 000 millions d'onces (1 080 000 tonnes), dont une quantité d'environ 900 millions d'onces (25 000 tonnes) est la propriété des banques centrales. Comme il se produit environ 92 millions d'onces (2 600 tonnes) d'or chaque année dans le monde, on comprend pourquoi l'équilibre entre l'offre et la demande peut être brisé par des ventes d'or officielles.

Le prix de l'or, en termes réels, est présentement à son niveau le plus bas depuis 20 ans. En 1980, le prix de l'or avait en effet dépassé le seuil des 800 \$US l'once. En août 1998, le prix de l'or atteignit 271,13 \$US. En dollars américains, le coût total moyen mondial pour produire une once d'or est évalué à 317 \$. Certaines mines d'or réussissent cependant à demeurer profitables à un coût inférieur.

technologie) qui surpasse la production courante, ce qui justifierait des prix plus élevés, n'était-ce de la pression déflationniste suscitée par les banques centrales.

Le référendum tenu en Suisse, le 18 avril 1999, est un signe révélateur sur le rôle futur de l'or. À cette occasion, les Suisses votèrent majoritairement en faveur de briser le lien entre le franc suisse et l'or. Comme la Suisse est le 4^e détenteur de réserves d'or dans le monde (2 500 tonnes), derrière le système bancaire européen, les États-Unis et le FMI, des ventes éventuelles d'or par la Banque centrale de Suisse pourraient affaiblir le cours mondial du métal jaune. À partir de l'an 2000, le gouvernement suisse, en effet, sera en mesure d'autoriser des ventes officielles d'or. De telles ventes pourraient atteindre quelque 1 300 tonnes, soit environ la moitié de la production mondiale d'or (2 600 tonnes par année) ¹.

La Banque centrale de Suisse, en vendant de l'or, suivrait en cela la trace des banques centrales de la Belgique, de la Hollande, de l'Australie et du Canada. En mai 1999, la Banque d'Angleterre s'est jointe à ces dernières en annonçant la liquidation de plus de la moitié (415 tonnes) de ses réserves d'or (715 tonnes). À l'inverse, les États-Unis, l'Allemagne et la France ont toujours refusé jusqu'ici de se départir de leurs stocks d'or officiels.

La question demeure à savoir s'il était dans l'intérêt du Canada que la Banque du Canada contribue elle aussi à la baisse du prix de l'or en vendant ses réserves, et que le gouvernement canadien emboîte le pas en encourageant le FMI à faire de même, à même ses énormes réserves de 2 900 tonnes ! Il faut dire que c'est en 1980 que la Banque du Canada a lancé son programme de liquidation de ses réserves d'or. À un point tel que l'or ne représente plus qu'une petite fraction de ses réserves internationales.

8.4 Jusqu'où ira l'inflation boursière ?

Si vous voulez faire de l'argent à la Bourse, ne jouez pas. Prenez plutôt toutes vos épargnes et achetez des actions d'une bonne compagnie et conservez-les jusqu'à ce qu'elles s'apprécient, puis vendez-les. Si elles ne s'apprécient pas, ne les achetez pas.

Will Rogers, 1924 (1879-1935)

¹ Les positions à découvert sur l'or, de l'ordre de 3 000 tonnes, représentent plus que la production annuelle. On estime que les institutions financières sont les principales responsables de ces ventes à découvert. Selon le Gold Anti-Trust Action Committee (GATA) des États-Unis, ces dernières empruntent de l'or à un taux d'intérêt de 1 % et le revendent par la suite sur le marché. Elles réinvestissent ensuite les sommes acquises dans d'autres projets. Sans cette concertation des institutions financières pour déprimer le cours de l'or, ce dernier oscillerait entre 400 \$US et 500 \$US.

Nous ne pensons qu'à l'argent. Celui qui en a, pense au sien ;
celui qui n'en a pas, pense à celui des autres.

Sacha Guitry (1885-1957)

[Retour à la table des matières](#)

Depuis octobre 1990, date du début de la présente phase explosive des marchés boursiers, ces derniers ont monté de sommet en sommet. Et ce, pendant que l'économie réelle, tant au Canada qu'aux États-Unis, progressait au rythme annuel de 2 % à 3 % et que l'inflation des prix des biens et des services ne dépassait pas 2,5 %.

Pourquoi une telle inflation boursière ?

La convergence de 6 facteurs extraordinairement favorables explique ces années de vaches grasses boursières :

- **Les liquidités bancaires et les taux d'intérêt.** À la suite de la débâcle des caisses d'épargne et de crédit (Savings and Loans) aux États-Unis à la fin des années 1980, et craignant une déflation dans un contexte de surendettement, la Banque centrale américaine entreprit d'accroître les liquidités des banques. Ces injections de liquidités dans un contexte de désinflation firent chuter les taux d'intérêt, réduisant ainsi les ratios (« multiples » en anglais) servant à évaluer les revenus nets des sociétés et poussant conséquemment les prix des titres boursiers à la hausse.
- **La profitabilité des entreprises.** Après le creux dans les bénéfices des sociétés, enregistré au moment de la récession de 1990-1991, un effort sans précédent pour abaisser les frais d'exploitation par la restructuration a relancé les bénéfices à la hausse.
- **L'engouement des épargnants pour les fonds communs de placement.** La baisse des taux d'intérêt pour les placements traditionnels (certificats, obligations, etc.) a incité une population vieillissante à canaliser de plus en plus ses épargnes vers l'achat de parts dans les fonds communs de placement. Chaque semaine aux États-Unis, de 4 à 5 milliards de dollars en argent frais sont placés dans les 4 600 fonds communs de placement américains, créant ainsi une demande insatiable pour les titres boursiers.
- **La retraite budgétaire des gouvernements.** En réduisant leurs déficits budgétaires et leurs besoins d'emprunt, les gouvernements ont à la fois ralenti la demande globale et contribué à faire baisser les taux d'intérêt. La baisse des taux d'intérêt a accru la valeur relative des bénéfices des sociétés et favorisé l'accroissement dans la valeur des titres boursiers.

- **La mondialisation de l'économie, la libéralisation de marchés et l'effondrement des systèmes communistes à planification centralisée.** Le libre-échange continental et même mondial sous l'égide du GATT a accru les échanges commerciaux et les occasions d'investissement des entreprises.
- **La révolution technologique dans l'information et les communications.** La nouvelle révolution industrielle provoquée par les multiples applications de l'ordinateur entraîne l'apparition de nouvelles compagnies dont la valeur boursière est gonflée par les perspectives de profits futurs.

En conclusion, disons que la Bourse est un baromètre des conditions économiques futures, mais que ce baromètre a tendance à exagérer, soit vers l'optimisme, soit vers le pessimisme. Entre-temps, l'euphorie spéculative prévaut.

Quand cette poussée spéculative se retournera-t-elle ? Réponse : Quand les facteurs structurels favorables définis ci-dessus auront perdu de leur force et quand les banques centrales se verront forcées d'éponger l'excédent de liquidités bancaires. L'histoire enseigne que la correction ne se fera pas graduellement et en douceur, mais plutôt en catastrophe. Chaque nouveau sommet boursier nous rapproche de ce retournement fatidique.

8.5 Les droits des actionnaires

Les affaires, c'est bien simple, c'est l'argent des autres.

Alexandre Dumas, fils (1824-1895)

[Retour à la table des matières](#)

Les sociétés démocratiques fonctionnent sous deux principes à incidence économique : le principe de la propriété privée et le principe du respect des contrats, les deux étant à la base de l'activité économique et des échanges commerciaux. Il faut, en effet, être propriétaire d'une chose avant de pouvoir en disposer.

Dans le monde des entreprises, il existe cependant un fossé entre la petite et moyenne entreprise et la grande « corporation ». Dans une PME, l'entrepreneur est habituellement l'actionnaire majoritaire, et il est à la fois propriétaire et gestionnaire. Dans la grande « corporation », les propriétaires en titres que sont les actionnaires sont atomisés, ou enterrés dans l'anonymat des fonds communs et de pension, et sont par conséquent en position de faiblesse par rapport aux gestionnaires salariés qui non seulement administrent, mais exercent le pouvoir dans la société. Il y a donc relâchement des droits de propriété. La loi canadienne

des banques défend même à quiconque de détenir plus de 10 % des actions d'une banque, ce qui rend la mainmise sur l'institution par les actionnaires d'autant plus difficile.

Les intérêts

En théorie, des administrateurs sont élus pour représenter l'intérêt des propriétaires-actionnaires au conseil d'administration. En pratique, les administrateurs des grandes sociétés sont choisis et nommés par la haute direction de l'entreprise.

Une enquête faite aux États-Unis par le National Council of individual Investors, de Washington, D.C., a découvert que seulement 19 % des conseils d'administration des grandes sociétés étaient indépendants des gestionnaires salariés, les autres (81 %) n'étant en réalité que des estampilles plus ou moins automatiques de la haute direction.

Lorsque des sous-comités d'administrateurs, dominés par les gestionnaires-employés, décident de la rémunération des dirigeants, une situation de conflits d'intérêts apparaît, et il est alors vraisemblable que les intérêts des propriétaires passent derrière ceux des gestionnaires. Une autre étude faite aux États-Unis auprès de 105 grandes sociétés, par une firme de consultants, Watson Wyatt Worldwide, a montré que plus les gestionnaires d'une société détenaient d'actions dans la compagnie, plus élevé était le rendement des actionnaires.

La question de la rémunération des gestionnaires des grandes sociétés ne consiste pas à savoir si telle ou telle rémunération est trop élevée en valeur absolue, mais si elle est approuvée ou non par les propriétaires que sont les actionnaires.

L'explosion des salaires

On a fait grand état des salaires faramineux de certains dirigeants d'entreprises au Canada et aux États-Unis, alors que les salaires des employés sont stagnants ou en baisse. Ainsi, aux États-Unis, les salaires hebdomadaires moyens des travailleurs, ajustés pour l'inflation, se sont abaissés de 18 % de 1973 à 1995. À l'inverse, les salaires réels des dirigeants d'entreprises au cours de la même période s'accrurent de 19 % (66 % après impôts).

Au Canada, les exagérations et les contrastes sont moins frappants, mais la même tendance prévaut. Par exemple, entre 1993 et 1996, le salaire hebdomadaire moyen n'a pas bougé (513 \$), tandis que la rémunération moyenne des chefs de direction s'est accrue de 32 %, les primes de direction faisant même un bond de 61 %.

Quelles sont les réformes possibles ? Dans un premier temps, les actionnaires-propriétaires devraient exercer tous leurs droits, et il devrait en être de même pour les gestionnaires de fonds communs ou de caisses de retraite.

Dans un deuxième temps, le législateur pourrait dépoussiérer lois et règlements pour affirmer la primauté du bien commun et le principe de la démocratie dans l'entreprise, afin que la gestion courante des entreprises tienne compte explicitement des droits et des intérêts des actionnaires-propriétaires. Soulignons que la législation québécoise en ce qui concerne la transparence des entreprises est considérablement en retard sur celle de l'Ontario et sur celle des États-Unis.

8.6 Le cycle économique de 60 ans

La prospérité est au coin de la rue.
Président Herbert C. Hoover (1874-1964)

[Retour à la table des matières](#)

Les cycles économiques sont le résultat de fluctuations récurrentes mais non uniformes dans l'activité économique et financière. Ces fluctuations peuvent avoir une durée de quelques années ou s'étendre sur des périodes qui vont au-delà d'un demi-siècle.

Le nom de l'économiste russe Nikolai Kondratieff est associé à l'observation au sein du système capitaliste mondial de production d'un cycle récurrent de 50-60 ans — avec une moyenne de 54 ans — des prix internationaux pour les matières premières et les produits primaires. En effet, depuis la Révolution industrielle, qui date du milieu du XVIII^e siècle (1750), l'économie mondiale a traversé quatre grandes vagues économiques dont la dernière tire à sa fin.

Chaque vague s'étend sur deux générations, et s'accompagne d'une phase d'expansion et de la hausse des prix des produits de base, ainsi que des taux d'intérêt, suivie d'une phase de stagnation, de désinflation, et de déflation, ainsi que de la chute des prix et des taux d'intérêt. Ainsi, les excès et les déséquilibres d'une période sont corrigés par une période de rationalisation et de réajustement, avant que le système économique ne reprenne son essor.

Le XX^e siècle a vécu deux grandes vagues inflationnistes. La première a connu son apogée au début des années 1920, suivant la Première Guerre mondiale de 1914-1918. La deuxième, 60 ans plus tard, en 1980, faisait écho aux chocs de la guerre du Vietnam et de ceux du pétrole en 1973 et 1979.

La désinflation

Les retours d'inflation sont habituellement favorables aux valeurs boursières, car la chute des taux d'intérêt qui les accompagne élève la valeur des capitaux générateurs de revenus. La spéculation aidant, les périodes de désinflation culminent presque inévitablement dans des explosions boursières insoutenables. Le sommet boursier des années 1920, aux États-Unis, fut atteint le 3 septembre 1929, quand l'indice Dow-Jones atteignit 381, lequel devait être suivi d'un krach. Il aura fallu attendre 58 ans, soit le 25 août 1987, avant d'observer un sommet boursier comparable, d'ailleurs suivi d'un krach important, mais temporaire, quelques mois plus tard.

Ce qui rend les choses intéressantes, mais qui est également sources d'appréhensions pour l'observateur, c'est une certaine ressemblance entre la décennie des années 1930 et celle des années 1990. Comme dans les années 1930, les forces déflationnistes sont à l'œuvre dans l'économie mondiale. Cependant, l'inflation boursière pose un dilemme de taille pour la Banque centrale américaine, car l'inaction de sa part risque d'encourager une dangereuse et insoutenable bulle boursière spéculative aux États-Unis, et par ricochet dans les autres places financières. Par ailleurs, la faible croissance économique et surtout l'absence d'inflation généralisée militent contre une hausse des taux d'intérêt à court terme.

L'exubérance irrationnelle

À deux occasions dans le passé, le gouverneur de la Réserve fédérale américaine, M. Alan Greenspan, a tenté de ralentir la spéculation boursière en déplorant « l'exubérance irrationnelle » des spéculateurs et en exprimant ses craintes advenant un « effondrement de la bulle boursière ». Si ces admonitions n'étaient pas entendues, il est possible que la Banque centrale américaine se résigne un jour à renverser sa politique de crédit facile et à hausser les taux d'intérêt. La Banque centrale a aussi les pouvoirs de hausser les marges sur les achats d'actions ou de contrats futurs.

Présentement, les risques apparaissent élevés, comme ils l'étaient en août 1929, quand la Fed haussa les taux d'intérêt, pour sensiblement les mêmes raisons. Une hausse trop rapide des taux d'intérêt pourrait, en effet, résulter en une panique financière, surtout chez les détenteurs très nombreux de fonds communs de placement. C'est d'ailleurs la crainte manifeste du gouverneur de la Fed. Par contre, si la Banque centrale attend trop longtemps avant d'intervenir pour freiner « l'exubérance irrationnelle » des spéculateurs de produits boursiers dérivés (contrats futurs, options, etc.), elle risque de devoir le faire dans de pires conditions dans les mois ou les années à venir.

La période que nous vivons est vraiment historique, car elle ne se répète qu'une ou deux fois toutes les deux générations. Souhaitons que les excès spéculatifs, que

les autorités monétaires ont encouragés et tolérés, n'affectent pas l'économie réelle future (production et emploi).

8.7 La Bourse : 25 ans de marchés haussiers

Le marché boursier a atteint ce qui semble être un plateau élevé permanent.

Irving Fisher, octobre 1929

Cette expansion continuera toujours.
R. Dornbusch, Wall Street journal,
30 juillet 1998

[Retour à la table des matières](#)

La progression dans la richesse financière des dernières années fut caractérisée par trois grandes vagues haussières, soit celles de 1974-1980, 1982-1987 et 1991-?, et par deux vagues correctionnelles, soit celles de 1980-1982 et 1987-1991. On aura reconnu ici la trace des vagues d'Elliot, lesquelles marquent souvent l'évolution historique des prix des actifs financiers et des produits primaires.

Une autre vieille théorie technique, celle de Dow, annonce un marché baissier lorsque les deux indices des actions des entreprises industrielles et des transports brisent à la baisse leurs planchers précédents. Elle annonce un marché haussier lorsque les deux indices brisent à la hausse leurs plafonds précédents. Tant que les deux indices continuent dans une direction, la Bourse tout entière suit la même tendance.

Un baromètre

Plus fondamentalement, la Bourse escompte et anticipe les conditions économiques futures. Il s'agit davantage d'un baromètre que d'un thermomètre. Or, les conditions économiques des dernières années étaient idéales pour l'appréciation boursière. Les taux d'intérêt étaient à leur niveau le plus bas depuis 30 ans, dans un contexte de désinflation et de crédits bancaires faciles, tandis que les profits des sociétés croissaient à un rythme rapide, grâce à des innovations technologiques et à l'ouverture de nouveaux marchés.

Ajoutez à ces conditions favorables la prolifération des fonds communs de placement, la ruée vers les placements boursiers par la génération des « enfants de l'après-guerre », en prévision de leur retraite, et l'innovation des produits dérivés

sur marge, et vous avez les ingrédients pour gonfler une bulle spéculative de grande importance. Et c'est ce qui s'est produit.

Les marchés financiers semblent pousser l'optimisme jusqu'à l'excès, rendant inévitable une correction dont l'ampleur reflète les exagérations précédentes. À titre d'exemple, mentionnons le cas du marché boursier japonais, représenté par le Nikkei, qui vécut une bulle spéculative historique en atteignant tout près de 40 000 en décembre 1989. Cet indice tomba jusqu'à 12 500, soit une dégringolade de plus des deux tiers, entraînant ce pays dans une profonde récession. Depuis, les banques japonaises qui avaient avancé des prêts sur des valeurs mobilières et immobilières gonflées éprouvent des difficultés à demeurer à flot.

Et maintenant ?

L'histoire des 100 dernières années enseigne qu'un marché baissier primaire dure en moyenne 13 mois. Même si les corrections à la hausse seront spectaculaires, le principal danger qui guettera le petit épargnant lorsque la bourse se repliera sera de remonter trop tôt dans l'ascenseur, juste au moment où il pourrait s'apprêter à redescendre. Il est bon de rappeler que le creux boursier, après le sommet de 1929, ne fut atteint qu'en 1942 et qu'il fallut à la Bourse 25 ans, jusqu'en 1954, avant de retrouver son sommet de 1929. Une certaine prudence est peut-être de rigueur en ces temps de perturbations monétaires internationales.

8.8 Les causes internes et externes de la chute du dollar canadien

Pour détruire le régime bourgeois, il suffit de corrompre sa monnaie.

Vladimir Lénine (1870-1924)

[Retour à la table des matières](#)

Le dollar canadien a été créé en 1853, et, depuis ce temps, il a oscillé entre un sommet de 1,08 \$US (1957) et un bas de 0,63 \$US (1998). En fait, pendant 60 ans, soit de 1853 à 1914, le dollar canadien fut à parité avec le dollar américain. C'était l'époque du régime de l'étalon-or, et les deux monnaies avaient alors la même valeur par rapport à l'or.

Depuis cette date, le dollar canadien a maintenu une valeur assez rapprochée du dollar américain, s'appréciant quand le prix international des matières premières et des produits de base s'élevait et que les capitaux affluaient au Canada (les années

1950 et le début des années 1970), mais se dépréciant quand le contraire se produisait.

Les écarts inflationnistes

Cependant, depuis 1974 et 1976, des causes internes reliées aux politiques économiques se sont jointes aux causes externes et influent sur la valeur du dollar canadien. En effet, c'est à partir de ces dates que les déficits budgétaires du gouvernement canadien ont commencé à exploser et que la croissance économique de l'économie canadienne a commencé à ralentir. Flottant depuis juin 1970, le dollar canadien a eu tendance à refléter un taux d'inflation canadien plus rapide que celui prévalant aux États-Unis, du moins dans les années 1980, en plus de réagir aux prix internationaux pour les matières premières et énergétiques, ce que les économistes appellent les « termes de l'échange ».

C'est ainsi que le dollar amorça une dégringolade de 35 % en dix ans, de 1976 (1,04 \$US) à 1986 (0,69 \$US). Au cours des cinq années et demie suivantes (février 1986 à novembre 1991), le dollar récupéra environ 60 % de sa perte en remontant à 0,895 \$US en 1991. Depuis 1994, le dollar canadien est retombé à son plancher historique de 0,69 \$US, niveau qu'il a brisé par la suite pour atteindre quelque 0,63 \$ en août 1998.

Approchons-nous de la fin de la dégringolade du dollar canadien, les causes de son déclin étant appelées à se renverser bientôt, ou bien s'agit-il d'une faiblesse qui reflète des problèmes structurels au Canada et qui devrait perdurer encore pendant plusieurs années ?

Le débiteur financier net

Le Canada étant, dans le monde, le plus grand débiteur net international par habitant, avec une dette nette extérieure dépassant les 300 milliards de dollars, la réponse à cette question revêt une grande importance pour tout le monde. Car, s'il est vrai qu'une monnaie faible avantage temporairement le secteur des exportations, elle grève tous les secteurs qui ont de lourdes dettes extérieures, à commencer par les gouvernements et les contribuables qui les financent.

Et à long terme, une monnaie faible peut se révéler catastrophique pour l'économie nationale, car les firmes nationales deviennent des cibles bon marché d'acquisition pour les étrangers. En effet, un pays qui se complaît dans une monnaie faible peut se voir acculé à vendre à rabais ses entreprises nationales.

Les causes externes

Les créanciers internationaux du Canada, de même que les Canadiens eux-mêmes, entrevoient pour l'avenir une prédominance de facteurs négatifs pour le

dollar canadien. La grande faiblesse du dollar canadien reflète déjà ces appréhensions, de telle sorte que toute nouvelle favorable pourrait le faire rebondir. Les marchés financiers — et le marché des monnaies n'est pas différent des autres — prévoient l'avenir et servent de baromètre plutôt que de thermomètre des événements à venir.

Quels sont ces événements qui ont incité les gens à se départir du dollar canadien ?

Sur le plan externe, la stagnation économique internationale et le dumping de produits de base par des pays en détresse comme la Russie ont produit une tendance à la baisse des prix de produits comme l'aluminium et le pétrole, dont le Canada est un exportateur net. Les périodes de baisse des prix des produits de base sont aussi des périodes de déclin du dollar canadien.

Sur le plan conjoncturel, la forte croissance économique aux États-Unis et la fermeté des taux d'intérêt sur les placements en dollars américains constituent une concurrence pour le dollar canadien. Si le Canada n'était pas si lourdement endetté en monnaies étrangères et s'il n'avait pas besoin d'emprunter à l'extérieur quelque 30 milliards de dollars chaque année, toute hausse des taux d'intérêt aux États-Unis aurait des conséquences moins sévères.

Les causes internes

Les détenteurs d'obligations libellées en dollars canadiens, étrangers ou résidents, sont préoccupés par les niveaux élevés de l'endettement des gouvernements canadiens. Or, comme les dettes publiques représentent des taxes différées et un alourdissement fiscal éventuel, elles sont tôt ou tard génératrices de stagnation économique et de monnaie faible.

Les taux d'intérêt

Certains commentateurs croient que la Banque du Canada a le pouvoir de faire fluctuer les taux d'intérêt à volonté et que les gouvernements peuvent comme par magie éviter les conséquences de leur surendettement. En réalité, à cause de l'important endettement extérieur du Canada, la Banque du Canada a perdu une bonne partie de son pouvoir sur les taux d'intérêt au Canada.

Elle peut, bien sûr, pousser les taux à la hausse, comme elle le fit de 1987 à 1991. Cela est autre chose quand vient le moment de faire baisser le coût d'emprunt. La décision ultime appartient aux prêteurs, et la Banque centrale ne peut pas maintenir des taux d'intérêt abaissés pendant trop longtemps. Il ne faut donc pas se surprendre outre mesure si les prêteurs étrangers du Canada se départissent à l'occasion de leurs titres canadiens, lorsqu'ils prévoient que ceux-ci vont perdre de la valeur dans un avenir plus ou moins rapproché.

Outre qu'il est surendetté, le Canada se paie aussi le luxe d'une crise constitutionnelle et politique permanente. D'une part, il y a les leaders autochtones qui minent le système fiscal, en permettant la contrebande sur une grande échelle. D'autre part, le rejet de l'Accord constitutionnel du lac Meech et l'effondrement de l'Entente de Charlottetown, au cours de la décennie 1990, ont profondément « balkanisé » le Canada sur le plan politique. L'accession du Québec à la souveraineté politique est une éventualité qui ne peut être écartée du revers de la main, ni la possibilité que la zone monétaire canadienne soit éventuellement scindée en deux sous-zones ¹.

En conclusion

Les monnaies modernes sont des monnaies fiduciaires, c'est-à-dire qu'elles reposent avant tout sur la confiance qu'elles inspirent. La faible tenue du dollar canadien indique des risques et des incertitudes quant à l'avenir économique et politique du Canada.

Risque :

Situation où il y a plusieurs états de nature possibles, caractérisés par une distribution de probabilité connue.

Incertitude :

Situation dans laquelle les événements ne peuvent être prévus selon les lois de la probabilité. Il s'agit d'événements non répétitifs qui se produisent dans le temps réel et qui ne peuvent être analysés à l'aide du raisonnement économique.

8.9 Les tribulations du dollar canadien

Une monnaie nationale vaut d'autant moins qu'une autre monnaie que le niveau des prix y est plus élevé ou que le taux d'inflation y est plus rapide.

Parité internationale des pouvoirs d'achat

[Retour à la table des matières](#)

Pourquoi une monnaie est-elle faible ou forte par rapport à une autre ? Tout revient à la loi de l'offre et de la demande, et aux forces qui influent sur ces deux

¹ Le référendum serré du 30 octobre 1995 (50,4 % pour le NON et 49,6 % pour le OUI) vint confirmer ce qui précède.

réalités. Une monnaie forte est en forte demande par rapport à son offre. Pour une monnaie faible, c'est le contraire.

La perte de valeur du dollar canadien par rapport à la devise américaine n'est pas un phénomène nouveau. En effet, après un double sommet mensuel en 1974 et en 1976 à 1,04 \$US, le dollar canadien a perdu, en 22 ans, 38 % de sa valeur par rapport au dollar américain, pour atteindre un niveau frôlant 0,63 \$US en août 1998.

De nombreux facteurs convergent pour expliquer la valeur relative d'une monnaie par rapport aux autres. Dans le cas du dollar canadien, trois facteurs conjoncturels ont joué un rôle crucial dans l'explication de sa décote.

Le cours mondial des matières premières

L'un des principaux indices du cours mondial des matières premières est l'indice américain du Commodity Research Bureau (CRB). Or, cet indice des prix mondiaux de quelque 17 produits primaires (pétrole, or, argent, cuivre, blé, etc.) atteignit un sommet de 340 en 1980. Depuis, cet indice a touché, en 1998, le niveau de 185, soit une dégringolade de plus de 45 % en 18 ans, ce qui le place sous son plancher historique de 200.

Le Canada, ainsi que d'autres pays comme l'Australie, étant un important exportateur net de produits primaires (bois, blé, minerai de fer, pétrole, métaux, etc.), toute chute dans les prix internationaux de ces produits affaiblit sa balance commerciale. Le choc récessionniste, en Asie, n'a fait qu'empirer une faiblesse qui perdure depuis 18 ans. Il est à prévoir, cependant, une remontée du dollar canadien lorsque le cours des matières premières se raffermira.

Outre ce facteur externe fondamental, deux facteurs internes propres à l'économie canadienne ont aussi contribué depuis quelques années à la faiblesse du dollar canadien.

La politique monétaire de la Banque du Canada

En 1996 et en 1997, la Banque du Canada a cru bon de maintenir des taux d'intérêt à court terme inférieurs à ceux prévalant aux États-Unis. En conséquence, les étrangers, comme les Canadiens, ont eu tendance à vendre le dollar canadien pour investir à l'étranger. Cela se fit d'autant plus facilement que les investisseurs prévoyaient une dépréciation encore plus prononcée du dollar canadien.

En effet, pour empêcher cet exode de capitaux, il aurait fallu que le différentiel défavorable en ce qui concerne les taux d'intérêt soit compensé par la prévision d'une appréciation du dollar canadien. En l'absence d'une telle prévision, des taux d'intérêt plus bas au Canada qu'aux États-Unis sont en effet perçus par les

intervenants sur les marchés des changes, et surtout par les spéculateurs, comme une volonté de la Banque du Canada et du gouvernement canadien de voir le dollar canadien se déprécier par rapport au dollar américain.

La politique fiscale du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux

La résorption des déficits budgétaires des gouvernements fédéral et provinciaux a réduit considérablement les emprunts publics à l'étranger. Ces milliards non empruntés à l'étranger ont tari une source importante de demande pour le dollar canadien. Ajoutons à cela le ralentissement des investissements publics ou parapublics financés à l'étranger, ce qui a abouti à un effet budgétaire négatif majeur sur le dollar canadien. Paradoxalement donc, ce dernier est en partie la victime de la rigueur budgétaire du gouvernement canadien et des gouvernements provinciaux.

En conclusion, il faut dire que le dollar canadien est fortement sous-évalué par rapport à sa valeur de pouvoir d'achat à long terme. En effet, compte tenu des niveaux des prix au Canada et aux États-Unis, une parité des pouvoirs d'achat pour les deux monnaies exigerait un dollar canadien d'environ 0,85 \$US. C'est dire que tout apparaît moins cher au Canada à un acheteur américain quand il débourse moins de 0,70 \$US pour obtenir un dollar canadien.

Le choc déflationniste mondial qui afflige les produits primaires justifierait certes un dollar canadien déprécié, peut-être au niveau d'environ 0,75 \$US. Cependant, on peut dire que la faiblesse exagérée du dollar canadien à moins de 0,70 \$US est en partie attribuable à la mauvaise combinaison des politiques fiscales et monétaires du gouvernement canadien. Une politique fiscale canadienne moins restrictive et une politique monétaire moins laxiste empêcherait que le niveau de vie des Canadiens soit trop abaissé par une monnaie excessivement faible.

8.10 Est-ce que le Canada devrait adopter le dollar américain ?

Le taux de change du dollar américain est non seulement très important, mais il constitue probablement le prix le moins bien compris de l'économie mondiale.

*Otmar Emminger,
ancien président de la Bundesbank*

[Retour à la table des matières](#)

Pourquoi le Canada n'adopterait-il pas le dollar américain ? En effet, puisque 11 pays européens ont réussi à créer une union monétaire dotée d'une monnaie unique, l'euro, le Canada et les États-Unis ne devraient-ils pas faire de même et former une union monétaire nord-américaine ?

Dans les circonstances actuelles d'immobilité de la main-d'œuvre entre le Canada et les États-Unis, et considérant l'importance des ressources naturelles dans l'économie canadienne, l'adoption d'un dollar américain fort pourrait se révéler un désastre pour la production et l'emploi.

Le 13^e District

Bien sûr, si le Canada devenait le 13^e District bancaire américain, la disparition du dollar canadien, dont l'existence remonte à 1853, aurait des avantages microéconomiques pour les grandes entreprises multinationales et les grandes banques. Certaines d'entre elles souhaitent même, dès aujourd'hui, troquer leurs activités avant tout canadiennes pour devenir des banques nord-américaines. Les deux principaux avantages à utiliser une monnaie internationale comme le dollar US sont, d'une part, la réduction du coût de transaction, et, d'autre part, une gestion de l'inflation plus crédible.

En pratique, cependant, il faut gagner des revenus dans une monnaie avant de les dépenser. L'adoption du dollar américain comme unité de monnaie légale ne s'accompagnerait pas automatiquement d'une création importante de revenus en dollars américains. Si une telle adoption faisait périlcliter plusieurs industries canadiennes, élevait le taux de chômage et alourdissait le fardeau des dettes présentement libellées en dollars canadiens, il en résulterait plutôt une baisse d'envergure du niveau de vie canadien. Ce sont des désavantages dont il faut tenir compte.

L'intégration économique

Présentement, le dollar américain est utilisé directement ou indirectement par une demi-douzaine de pays, c'est-à-dire le Liberia, le Panama, les Bahamas, les États fédérés de la Micronésie, les îles Marshall, et, en usage dans les banques, l'Argentine et Hong Kong. Dans la plupart des cas, il s'agit de petits pays qui sont des colonies économiques des États-Unis. Dans le cas de l'Argentine et de Hong Kong, la Banque centrale a été remplacée par un institut d'émission ou « currency board », qui impose la discipline et la stabilité monétaires par une absence statutaire de création monétaire inflationniste.

Même s'il existe une zone de libre-échange entre le Canada et les États-Unis depuis janvier 1989, et avec le Mexique depuis janvier 1994, il n'existe pas d'union douanière, de marché commun ou d'union économique entre les deux pays. Or,

comme l'exemple européen le démontre, une très grande intégration économique est nécessaire avant que l'on songe à établir une union monétaire continentale.

Bien qu'une telle union soit politiquement possible, il ne s'ensuit pas qu'elle serait économiquement souhaitable pour le Canada. La plupart des études entreprises sur le sujet par le Fonds monétaire international, par la Banque du Canada et par bon nombre d'économistes, indiquent qu'une telle union monétaire serait contre-indiquée. Et ce, pour cinq raisons principales.

- Premièrement, les structures économiques des deux économies sont différentes : les États-Unis sont des importateurs nets de matières premières et de produits énergétiques, tandis que le Canada les exporte.

Or, le prix international de ces denrées est en baisse depuis 1980, date à laquelle les deux monnaies n'avaient pas de valeurs très éloignées l'une de l'autre. Rappelons que le dollar canadien atteignit une moyenne mensuelle égale à 1,04 \$US, en 1974 et en 1976, après que le prix du pétrole ait quadruplé en 1973. Depuis 1980, cependant, le cours des matières premières et des produits primaires, qui comptent directement et indirectement pour environ 30 % des exportations canadiennes, a chuté de 45 %. Le dollar canadien a suivi et perdu plus de 35 % de sa valeur par rapport au dollar américain, en vingt-trois ans.

Les structures industrielles

La baisse du dollar canadien, comme celle du dollar australien, a permis d'absorber une partie importante de la chute violente des prix internationaux, ce qui a maintenu à flot les secteurs agricole, minier et énergétique canadiens. Ces secteurs sont relativement plus importants au Canada qu'aux États-Unis. Sans cette dépréciation du dollar canadien, ces secteurs économiques auraient été dévastés par la perte de leur compétitivité. Ce sont les régions canadiennes et québécoises qui auraient souffert de l'affaiblissement et même de la disparition de certaines industries.

- Deuxièmement, les marchés du travail sont beaucoup plus réglementés et plus rigides au Canada qu'aux États-Unis. Il en va de même des taux d'imposition. Cela se traduit par des coûts de production plus élevés au Canada qu'aux États-Unis pour de nombreuses industries.

Ainsi, le taux canadien de syndicalisation est deux fois plus élevé que le taux américain (trois fois plus élevé au Québec). Dans ces circonstances, une dépréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine permet d'abaisser les coûts internationaux de main-d'œuvre des entreprises canadiennes. Elles sont alors mieux en mesure de concurrencer les importations et même d'exporter. L'emploi dans les industries canadiennes vulnérables est ainsi sauvé.

Le chômage et l'émigration

Cependant, si le dollar américain prévalait au Canada, il faudrait que les marchés du travail y soient aussi libres qu'aux États-Unis, sans quoi la rigidité de la monnaie se traduirait par un chômage élevé et une émigration de la population. D'ailleurs, à la fin du XIX^e siècle, alors qu'un dollar canadien valait un dollar américain, le Québec, en particulier, perdit 10 % de sa population au profit de la Nouvelle-Angleterre. Le même phénomène risquerait de se reproduire avec l'adoption du dollar américain.

- Troisièmement, lors de chocs semblables à ceux résultant de la tourmente asiatique de 1998-1999, l'économie canadienne est davantage touchée que l'économie américaine. En effet, à l'occasion de chocs extérieurs ou intérieurs défavorables, quelle que soit leur nature, l'impossibilité de dévaluer ou de réévaluer la monnaie ferait perdre au Canada un mécanisme important d'ajustement économique en faisant disparaître un instrument majeur de politique économique.

La politique monétaire indépendante

Le Canada, évidemment, n'aurait plus de politique monétaire indépendante. En réalité, le gouvernement canadien aurait à cet égard le statut d'un des 50 États américains. Sans une dépréciation appropriée de la monnaie, l'économie canadienne pourrait donc, à l'occasion, être plongée en récession, même si l'économie américaine continuait de prospérer.

À l'inverse, en période de forte demande pour les produits primaires, le Canada serait forcé d'importer l'inflation américaine. Rappelons que, en 1970, ce fut la raison qui justifia une forte appréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine.

Dévaluation monétaire :

Abaissement officiel de la valeur d'une monnaie nationale par rapport aux autres monnaies.

Dépréciation monétaire :

Perte de la valeur d'une monnaie par rapport aux autres monnaies sur les marchés des changes.

- Quatrièmement, le dollar américain n'est pas seulement une monnaie nationale, c'est aussi une monnaie-clé internationale. Une telle monnaie peut se raffermir ou s'affaiblir pour des raisons étrangères à l'état conjoncturel de l'économie

américaine. Si l'économie canadienne était accrochée au dollar américain, il pourrait en résulter une déflation ou une inflation importée pour le Canada.

- Cinquièmement, il ne faut pas négliger l'importance de la perte de la **souveraineté** politique et du droit de seigneurage (c'est-à-dire les revenus publics qui découlent de la frappe de monnaie), qui rapporte annuellement au gouvernement canadien quelques milliards de dollars par année. Si le Canada adoptait le dollar américain, le gouvernement américain toucherait ce seigneurage. Par ailleurs, c'est le Congrès américain qui influencerait le plus sur la politique monétaire s'appliquant au Canada.

Est-il vraiment dans l'intérêt du Canada qu'il devienne une sorte de colonie monétaire des États-Unis ? Il serait à craindre, en effet, que l'union monétaire conduise assez rapidement à l'intégration politique du Canada aux États-Unis. Si la population canadienne le souhaite, il n'y a rien à y redire. Encore faudrait-il qu'elle se prononce clairement sur la question.

Ainsi, parler de l'adoption du dollar américain et de l'intégration des systèmes bancaires canadien et américain sans soulever les risques d'intégration politique serait pour le moins présomptueux et irréfléchi.

Dans le passé, lorsque le système monétaire national et international était l'étalon-or, il est arrivé que le dollar américain et le dollar canadien soient interchangeable. En effet, de 1853 à 1914, soit pendant 61 ans, les deux monnaies valaient chacune 23,22 grains d'or pur. Et chacune valait 0,205 livre sterling, la livre sterling étant la monnaie clé dominante à cette époque.

Reviendrons-nous au XXI^e siècle à une forme d'union monétaire mondiale, semblable à celle qui prévalut au cours d'une bonne partie du XIX^e siècle ? Y aura-t-il plutôt une consolidation de zones monétaires régionales, construites autour du dollar américain, de l'euro et possiblement du yen japonais ? Dans un tel contexte d'intégration monétaire accrue, le Canada n'aura guère le choix que de se rapprocher monétairement des États-Unis, avec tous les risques et avantages que cela implique.

Par conséquent, peut-être que, dans 25-30 ans, après un long processus d'intégration économique, pourra-t-on songer à fixer le taux de change entre les deux monnaies, et même à faire disparaître le dollar canadien. Disons, cependant, que dans les circonstances actuelles, l'abolition du dollar canadien apparaît prématurée et dangereuse pour la santé macroéconomique de l'économie canadienne. Cela serait encore plus dangereux pour l'économie du Québec, puisque c'est l'endroit en Amérique du Nord où les marchés du travail sont les plus rigides.

8.11 Le fonctionnement d'une union monétaire

Il nous faut penser qu'il n'y a chose à traiter plus pénible, à réussir plus douteuse ni plus à manier dangereuse que de s'aventurer à introduire de nouvelles institutions, car celui qui les introduit a pour ennemis tous ceux à qui les vieilles manières sont profitables et pour défenseurs bien tièdes tous ceux à qui les nouvelles seraient bonnes, laquelle tiédeur vient en partie de la peur des adversaires qui ont la loi pour eux, en partie aussi de l'incrédulité des hommes qui ne croient point véritablement aux choses nouvelles s'ils n'en voient déjà une expérience sûre.

Niccolò Machiavelli (1469-1527)

[Retour à la table des matières](#)

L'adoption de l'euro comme monnaie commune par 11 pays¹ européens, le 1^{er} janvier 1999, soulève l'intérêt sur le fonctionnement d'une union monétaire d'un certain nombre de pays souverains. Ce ne sera cependant qu'en janvier 2002 que l'euro, pourra circuler librement en Europe sous la forme de billets de banque et de pièces de monnaie. D'ici là, l'euro, ne sera qu'une monnaie scripturale, qui servira au libellé des transactions sous la forme de chèques ou de cartes de crédit et pour la tenue de comptes bancaires. En juillet 2002, les anciennes monnaies nationales cesseront d'avoir cours légal, et laisseront toute la place à l'euro.

Les États américains forment aussi une union monétaire, mais cette dernière est chapeautée par un gouvernement national. Créé en 1913, le système de la Réserve fédérale agit comme banque centrale des États-Unis et regroupe 12 banques centrales régionales situées dans 12 districts bancaires, lesquels recoupent plusieurs États, indépendamment des frontières officielles. La Banque centrale européenne aura beaucoup d'indépendance face aux gouvernements participants et son objectif premier sera la stabilité des prix (en plus de stabiliser les taux d'intérêt et les marchés de changes, et d'éviter les paniques financières en agissant comme prêteur de dernier recours).

Un prix unique

L'adhésion à une union monétaire regroupant un certain nombre de pays, si elle assure la stabilité monétaire, comporte néanmoins des exigences et des contraintes. En premier lieu, à l'intérieur de la même zone monétaire, il ne peut y avoir qu'une seule autorité monétaire. Cela signifie qu'il n'y a qu'une seule structure des taux

¹ L'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Italie, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Portugal. Le Royaume-Uni, la Suède, le Danemark et la Grèce ne font pas partie de l'Union monétaire européenne, même s'ils appartiennent à l'Union européenne.

d'intérêt et un même taux d'inflation. La loi du prix unique s'applique, c'est-à-dire que les biens échangeables à l'intérieur de l'union convergent vers le prix le plus bas.

L'appartenance à une zone monétaire signifie aussi qu'il doit prévaloir en tout temps une parfaite mobilité institutionnelle et réglementaire des capitaux. En pratique, cela signifie que le marché des obligations est unifié. Aucun contrôle des changes n'est permis ou même possible à l'intérieur d'une même zone monétaire.

Étant donné qu'une union monétaire et une monnaie commune signifient la fixité du taux de change à l'intérieur de la zone, les gouvernements participants perdent la possibilité de dévaluer leur ancienne monnaie nationale. De telles dévaluations servent parfois de substituts utiles à la flexibilité des salaires et des prix, et peuvent constituer, de ce fait, un correctif aux chocs économiques ou aux politiques gouvernementales qui accentuent les rigidités ou qui déséquilibrent les comptes de la nation. De ce fait, les économies nationales qui joignent une union monétaire deviennent des économies régionales.

L'appartenance à une union monétaire apporte cependant de nombreux avantages. Elle assure la stabilité de la monnaie, garantit sa convertibilité extérieure, permet la libre circulation des capitaux, stimule l'épargne et l'investissement, encourage les échanges commerciaux, économise les réserves de change et réduit le coût de transaction des agents économiques.

La discipline

En dépit de ces effets bénéfiques, la stabilité monétaire institutionnelle est soumise à une contrainte importante, à savoir l'obligation pour le gouvernement du pays membre de se soumettre à une discipline rigoureuse dans ses politiques économiques et budgétaires.

Cela signifie que le gouvernement doit mettre de côté les politiques qui ont pour résultat de figer les salaires nominaux et réels dans différentes industries, sans quoi il y a risque de voir apparaître un taux de chômage régional élevé. Cela signifie aussi que la politique budgétaire doit être saine, afin de ne jamais soulever la possibilité que la seule porte de sortie du gouvernement soit la dévaluation monétaire. En plus, afin d'éviter le chômage régional structurel, il faut une grande mobilité institutionnelle de la main-d'œuvre entre les pays membres.

La meilleure illustration de ce qui précède se trouve dans les principales conditions fixées (critères de convergence) aux États membres pour l'adhésion à l'Union monétaire européenne :

- un déficit budgétaire inférieur à 3 % du produit intérieur brut (PIB) ;

- une dette publique brute inférieure à 60 % du PIB ;
- un taux d'inflation n'excédant pas de plus de 1,5 % le taux moyen dans les 3 pays à plus basse inflation ;
- des taux d'intérêt à long terme n'excédant pas plus de 2 % ceux des 3 pays ayant les taux les plus bas.

Lorsqu'un pays est endetté et que son appartenance à une union monétaire risque d'être contestée, il devient impérieux d'augmenter la rigueur de sa gestion budgétaire et de ses politiques économiques, afin de maintenir la confiance des agents économiques et des investisseurs.

8.12 Les crises financières internationales

Le roi règne, mais la banque dirige.
Jakob Fugger II, banquier allemand

Avant de battre un chien, il est important de savoir qui est son maître.

Proverbe chinois

[Retour à la table des matières](#)

Depuis quelques années, bon nombre de pays en voie de développement ont traversé des crises financières d'envergure. Cela a commencé en Asie avec la Thaïlande, en juillet 1997, et la contagion se transmet rapidement à d'autres pays asiatiques, telles l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la Corée du Sud. En août 1998, ce fut au tour de la Russie de renier une partie de ses dettes extérieures, tandis que depuis l'automne 1998 le Brésil est entré dans une crise monétaire et financière. Le Mexique a également connu une crise semblable en décembre 1994.

Ces crises financières comportent généralement quatre éléments :

- le pays laisse son niveau d'endettement extérieur s'élever à des niveaux critiques par rapport à sa capacité d'exporter ;
- cela est suivi d'un déficit dans la balance courante des paiements extérieurs qui ne peut être couvert par de nouveaux emprunts extérieurs ;
- les investisseurs étrangers prévoient alors une dévaluation forcée de la monnaie du pays, prennent panique et retirent leurs capitaux du pays ;

- à la suite de l'exode massif de capitaux à court terme, la monnaie est dévaluée et les taux d'intérêt explosent.

Pourquoi ces pays dits « émergents » se sont-ils placés dans une telle situation précaire ? Il faut dire que cela fait suite à une campagne que les États-Unis mènent depuis l'élection de Bill Clinton, en 1992, en faveur de la libéralisation complète des mouvements de capitaux dans le monde, et tout particulièrement dans les pays en voie de développement. Cette campagne a coïncidé avec la nomination de Robert E. Rubin, alors président de la maison de courtage newyorkaise Goldman Sacks, en tant que secrétaire au Trésor (ministre des Finances). Le Fonds monétaire international, le G-7 et l'OCDE ont par la suite emboîté le pas.

La spéculation

Une telle pression en faveur de la libéralisation des mouvements de capitaux était prématurée et imprudente pour un bon nombre de petits pays. En recourant à des capitaux bancaires extérieurs et à des capitaux de portefeuille à court terme (actions, emprunts bancaires, etc.) plutôt qu'à des capitaux à long terme, ces pays devinrent très vulnérables devant les spéculateurs financiers internationaux. En cas de retrait rapide de ces capitaux apatrides, il était clair que les taux de change et les taux d'intérêt des pays allaient être fortement perturbés. C'est ce qui s'est produit pour beaucoup de pays, entraînant des conséquences désastreuses pour leur santé économique¹.

Après ce fiasco, deux voies s'offrent aux pays qui souhaitent demeurer intégrés aux marchés internationaux de capitaux. Ou bien ils mettent l'accent sur les capitaux étrangers à long terme (investissements directs) et taxent ou réglementent les capitaux étrangers à court terme (crédits bancaires et capitaux de portefeuille). C'est ce que firent le Chili, la Colombie et la Malaisie, entre autres. Ou bien ils adoptent directement (Panama, Liberia) ou indirectement (l'Argentine, Hong Kong, etc.) le dollar américain, ou une autre monnaie-clé, tel l'euro, en tant que monnaie intérieure et extérieure.

Il eut mieux fallu que ces choix soient faits avant de procéder à la libéralisation des mouvements de capitaux plutôt qu'après. En effet, la crise financière asiatique de 1997-1999 est directement attribuable à des erreurs de politiques monétaires et financières, erreurs causées en grande partie par l'irresponsabilité du Trésor américain. Ces crises désastreuses pour de nombreuses populations auraient pu

¹ Des banques américaines, telles la Chase Manhattan, la City Bank et la banque d'affaires J. P. Morgan ont réalisé des profits spectaculaires à l'occasion de certaines crises financières. Ainsi, selon le *New York Times*, la Chase Manhattan aurait enregistré un profit de 150 millions \$US, soit le double de ses profits de l'année précédente, en spéculant contre le réal brésilien en 1998. Certaines banques brésiliennes, telle la Banco Matrix S. A., ont aussi réalisé des profits importants en spéculant contre le réal brésilien, après les élections présidentielles brésiliennes de 1998. Voir *La Presse*, « La Presse d'ailleurs », le 18 avril 1999, page A11.

être évitées si l'on avait eu plus de connaissances économiques, financières et politiques. L'égoïsme de l'industrie financière américaine et la vénalité des politiciens américains sont des bases inacceptables pour formuler des politiques monétaires internationales.

Il appartient maintenant à un organisme international, tel le FMI, qui est constitué de 182 pays, d'établir les mécanismes monétaires et politiques pour éviter que la mobilité internationale des capitaux soit une source d'instabilité financière pour les petits pays.

Les unions monétaires élargies

L'avenir appartient aux unions monétaires élargies, construites autour de deux ou trois monnaies d'encrage, telles que le dollar US ou l'euro. Pour qu'un pays joigne une telle union monétaire élargie, deux choses sont cependant essentielles. Il faut un mécanisme automatique de prêts de dernier ressort pour que son système bancaire ne soit pas victime d'une crise de liquidité, et il faut une formule préétablie de partage du seignuriage, c'est-à-dire le partage des revenus publics qui découlent de la frappe du papier-monnaie (N.B. : il en coûte 0,47 \$ pour imprimer le nouveau billet de 100 \$US).

Les pays qui souhaitent adopter le dollar US ou l'euro en tant que monnaie intérieure peuvent le faire, soit en établissant un institut d'émission qui convertit automatiquement les devises étrangères en unités monétaires locales, soit en laissant circuler les devises elles-mêmes à l'intérieur de leurs frontières. Pour ce faire, ils peuvent négocier directement avec les États-Unis ou l'Union européenne ou s'en remettre aux bons soins du FMI. Le danger de subjugation politique serait beaucoup atténué, cependant, si une institution financière internationale comme le FMI jouait un rôle d'intermédiaire dans l'établissement de ces zones monétaires élargies.

CHAPITRE 9

LA MONDIALISATION

9.1 Les nouvelles forces économiques

Le libre-échange est la diplomatie des dieux, et il n'y a pas de meilleur moyen d'unir les peuples dans la paix.

Richard Cobden, 1857

Le contexte

[Retour à la table des matières](#)

Jamais, depuis deux siècles, les économies nationales n'ont été aussi interdépendantes et ouvertes qu'aujourd'hui. La continentalisation, l'internationalisation et la mondialisation constituent, en effet, le contexte économique et institutionnel auquel entreprises et industries sont maintenant soumises. Bien sûr, toutes les entreprises et toutes les industries ne sont pas exposées à l'internationalisation des économies au même degré, mais toutes sont touchées, d'une façon ou d'une autre, par la concurrence accrue qui prévaut, tant sur les marchés d'exportation que sur les marchés intérieurs. Depuis 1990, le commerce international croît à un rythme d'environ 8 % par année, soit un rythme 4 fois plus rapide que celui de la production mondiale.

Depuis le 1^{er} janvier 1948, le GATT (l'Accord général sur les tarifs douaniers et sur le commerce), et depuis le 1^{er} janvier 1995, l'OMC (l'Organisation mondiale du commerce) qui lui a succédé, se sont efforcés, à l'occasion de 8 rondes multilatérales de négociations commerciales, d'abaisser et même de faire disparaître les barrières à la mobilité internationale des biens et des services.

Continentalisation :

Intégration économique sur une base continentale.

Internationalisation :

Activités économiques, financières et commerciales d'entreprises multinationales dans plusieurs pays à la fois.

Mondialisation :

Phénomène de division internationale du travail et de la répartition internationale de l'épargne, de l'investissement et de la technologie, au-delà des frontières nationales.

Le pendant de l'OMC, constitué de 132 membres, est le FMI (Fonds monétaire international) composé de 182 membres, initialement conçu à Bretton Woods, en juillet 1944, pour recycler les liquidités des pays développés excédentaires vers les pays développés déficitaires. Depuis 1973-1974, cette fonction s'exerce principalement auprès des pays en voie de développement. Contrairement à l'OMC, dans son domaine, les statuts du FMI ne lui enjoignent pas de libéraliser les mouvements internationaux de capitaux. L'article VI de ses statuts permet même explicitement le recours à des réglementations si les flux de capitaux menacent la stabilité économique des pays.

Ainsi, la mise en marche de l'OMC et, surtout, les baisses tarifaires prévues sur les produits industriels de 40 % de 1995 à l'an 2005, permettent de prévoir que le processus de libéralisation internationale des échanges se poursuivra. Les effets statiques et dynamiques à terme de cette libéralisation commerciale sur les 126 économies nationales membres du GATT sont évalués à 510 milliards \$US, dont 12,4 milliards \$US pour le Canada.

En Amérique du Nord, les années 2003 (pour la plupart des produits) et 2008 sont des étapes finales pour l'élimination de tous les droits de douane applicables aux produits couverts par l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Une étude indique que c'est le Québec, de toutes les provinces canadiennes, qui a le plus bénéficié du libre-échange avec les États-Unis depuis 1988¹. Le solde commercial du Québec avec les États-Unis, sur les produits libéralisés, a progressé de 35 % par année, contre une baisse d'environ 5 % pour les autres produits.

Les satellites

L'internationalisation des économies se produit au moment même où survient une révolution technologique, au moins aussi fondamentale que celles que le

¹ Voir : Hélène Bégin, bulletin *En Perspective*, Mouvement Desjardins, 1997.

monde a connues depuis la première Révolution industrielle du milieu des années 1750. La révolution « high-tech » actuelle a débuté avec l'invention du microprocesseur en 1971. Elle s'est cependant considérablement accélérée depuis 1990, avec la mondialisation des technologies de l'information, tel Internet, et elle devrait connaître une plus grande expansion encore au début du prochain siècle, quand au-delà de 1 000 satellites commerciaux seront mis en orbite chaque année.

Ce que nous vivons aujourd'hui, à savoir la transformation économique grâce à de nouvelles applications technologiques, n'est pas nouveau. L'économie mondiale a traversé au moins quatre vagues fondamentales de transformations technologiques depuis 1750. Par exemple, il y a un siècle, les industries à la fine pointe du progrès technologique étaient celles des chemins de fer, de l'acier, de l'électricité et, plus tard, de l'automobile. Les restructurations industrielles s'effectuaient alors par de grandes sociétés, fruits d'amalgames et de fusions, telles que U.S. Steel, Massey-Ferguson, General Electric, General Motors, etc. Aujourd'hui, les leaders de la révolution technologique sont les I.B.M., Intel, Microsoft, Time-Warner, etc., et la multitude d'entreprises auxiliaires qui les entourent.

La plus grande mobilité internationale des biens et des services et la mondialisation des changements technologiques s'accompagnent d'un troisième élément, soit une plus grande mobilité internationale des entreprises et de leurs investissements, de même qu'une plus grande mobilité internationale de capitaux et de personnes.

Toutes ces transformations auront des conséquences de taille sur les entreprises, sur les industries, sur les économies nationales et sur les gouvernements.

Les conséquences

La première conséquence de tous ces nouveaux apports est la pression à la baisse sur les prix. En effet, la concurrence accrue entre les producteurs et l'accroissement des capacités de production et de la productivité dans de nombreux pays favorisent l'offre par rapport à la demande. Ce n'est pas un accident si l'inflation est en déroute dans la plupart des pays industrialisés, et même dans les pays en développement. Aux États-Unis, par exemple, l'indice des prix des produits industriels (*producers' prices index*) a été en baisse pendant plusieurs mois d'affilée. Et qui dit désinflation ou déflation dit aussi pression à la baisse sur les taux d'intérêt.

Une deuxième conséquence touche les entreprises, petites ou grosses, qui se doivent aujourd'hui d'avoir une vision internationale, ne serait-ce que pour prévoir les actions des concurrents et répondre à cette concurrence par la qualité, l'innovation et la spécialisation de leurs produits. Dans un tel contexte de

mondialisation, les alliances stratégiques et les dépenses en recherche et développement sont appelées à jouer un rôle important dans la stratégie globale des entreprises.

Une troisième conséquence touche directement les gouvernements et leur façon de faire. En effet, la très grande mobilité des entreprises et des capitaux, par rapport aux autres facteurs de production plus immobiles (travailleurs, agriculteurs et propriétaires de ressources), obligera les gouvernements à revoir leurs politiques budgétaires, fiscales, réglementaires, industrielles et ouvrières, et même leurs politiques d'immigration.

En premier lieu, la mobilité accrue à long terme du capital de production et le rôle important des entreprises mondiales qui recherchent l'emplacement le plus rentable pour leurs installations exercera des pressions sur les gouvernements, pour qu'ils soient fiscalement compétitifs et qu'ils privilégient les politiques de croissance économique, plutôt que la répartition des revenus.

Les économies ouvertes

D'autre part, dans leur poursuite de la compétitivité internationale, c'est-à-dire de la capacité des entreprises nationales de vendre sur les marchés extérieurs à des conditions favorables pour le niveau de vie intérieur, les gouvernements recourront davantage aux politiques microéconomiques, plutôt qu'aux grandes politiques macroéconomiques du passé. En effet, pendant près d'un demi-siècle, de 1945 à 1990, les gouvernements ont laissé gonfler et leurs déficits budgétaires et leurs dettes nationales afin de stimuler la demande globale intérieure. Et quand les prix et les salaires menaçaient d'exploser, la dévaluation monétaire était l'instrument utilisée afin de rabaisser les salaires réels.

Cette combinaison de politiques macroéconomiques keynésiennes de demande et de dévaluations monétaires devient beaucoup plus difficile à appliquer quand les économies sont ouvertes et que les capitaux sont mobiles. Stimuler la demande intérieure dans ces conditions équivaut à chauffer une maison dont les portes et les fenêtres sont grandes ouvertes. Par contre, les politiques gouvernementales qui améliorent l'efficacité des entreprises et des marchés stimulent la compétitivité et la croissance économique.

Une quatrième conséquence du nouveau contexte économique et technologique touche plus spécifiquement les marchés du travail nationaux. D'une part, une demande accrue pour les travailleurs spécialisés et qualifiés se manifeste, apportant la création d'emplois et des hausses de salaires réels pour ces travailleurs. Par contre, la concurrence des importations de produits intensifs en main-d'œuvre, l'instauration de techniques de production qui remplacent le travail peu qualifié et l'immigration de travailleurs non qualifiés sont susceptibles de créer une offre nationale excédentaire pour cette catégorie de travailleurs. Le résultat

prévisible sera une pression à la baisse des salaires réels et une hausse du chômage structurel. Il y a donc danger d'un élargissement des écarts dans la répartition des revenus et de la richesse.

En conclusion

Le nouveau contexte économique et technologique ouvre de nouvelles perspectives et de nouvelles et prometteuses occasions pour les entreprises compétitives et innovatrices. Il devrait être source de croissance économique et de hausse de la productivité et des niveaux de vie pour la majorité des travailleurs. Néanmoins, il s'agit d'un contexte plus exigeant que l'ancien, et qui pose des défis d'envergure pour les dirigeants d'entreprises, pour les gouvernements et pour les organisations syndicales. Ce ne sont pas seulement les entreprises qui se doivent d'être compétitives et innovatrices. Les gouvernements, également, se doivent de revoir l'ensemble de leurs politiques économiques afin de les adapter et de les rendre plus cohérentes par rapport au nouveau contexte économique et technologique.

9.2 L'ouverture des économies et l'État-nation

Ce qui est plus fort qu'une armée, c'est une idée qui arrive à point.
Victor Hugo (1802-1885)

[Retour à la table des matières](#)

L'histoire humaine évolue souvent comme un balancier. Les excès dans une direction sont souvent suivis d'une réaction et d'excès dans une autre direction.

De la deuxième moitié du XIX^e siècle jusqu'en 1914, il y eut une période d'internationalisation des économies sous l'action des grands empires, à commencer par l'Empire britannique. Cette internationalisation se fit aussi avec l'aide d'une révolution dans les moyens de transport, notamment les bateaux à vapeur et les chemins de fer. Pendant cette période, il prévalut à la fois une situation assez généralisée de libre-échange commercial ainsi qu'une situation d'intégration monétaire sous le régime de l'étalon-or, dont l'épicentre financier mondial était Londres.

La mondialisation du système économique n'est donc pas un phénomène nouveau. Au XIX^e siècle, plus précisément en 1848, le principal pouvoir colonial du temps, la Grande-Bretagne, adopta le libre-échange commercial en tant que pierre d'assise de ses relations économiques extérieures. La Grande-Bretagne jouissait alors d'une supériorité industrielle incontestable, et un approvisionnement

extérieur à bon marché, en matières premières et en denrées agricoles, était de nature à renforcer cette supériorité.

Le libre-échange

D'autres pays, dont la Prusse (Allemagne) et même la France, adoptèrent, pour un temps, les principes du libre-échange et de la mondialisation. La confiance dans la mondialisation était telle qu'un économiste français, Michel Chevalier, pouvait déclarer, en 1870, que « le libre-échange complet et universel allait prévaloir avant la fin du XIX^e siècle ».

Même si des exemples d'État-nation existaient au Moyen Âge, l'État-nation moderne est véritablement apparu en Europe avec la Révolution française de 1789, en raison du principe de la souveraineté des nations à l'intérieur de frontières déterminées. Ce n'est cependant que dans la première partie du XX^e siècle que ce concept a été appliqué dans toute sa rigueur. C'est aussi au cours de cette période que l'État-nation a conduit aux pires excès.

L'État-nation

L'instauration de l'État-nation communiste dans bon nombre de pays transforma ceux-ci en véritables prisons où les individus étaient systématiquement soumis à l'arbitraire politique et bureaucratique. L'instauration de passeports intérieurs et l'impossibilité de voyager à l'étranger ne furent que deux manifestations de cet emprisonnement étatisé. Ce ne fut qu'en novembre 1989, par l'effondrement du mur de Berlin, et en 1991, par l'effondrement de l'URSS communiste, que cette version extrême de l'État-nation prit fin.

L'État-nation fasciste de la première moitié du XX^e siècle eut des répercussions extérieures et internationales tout aussi extrêmes. La Deuxième Guerre mondiale, la plus meurtrière de toute l'Histoire de l'humanité, fut la résultante de cette version de l'État-nation prédateur.

Même à l'intérieur des États-nations démocratiques, l'avènement du keynésianisme et l'émergence de l'État-providence amenèrent une forte concentration des ressources et du pouvoir aux mains des politiciens et des fonctionnaires. L'endettement public aidant, l'expansion du rôle des gouvernements dans l'économie atteignit son apogée dans plusieurs pays dans les années 1980 et au début des années 1990. Aujourd'hui, les contraintes financières forcent le retranchement de l'État-providence un peu partout.

L'avènement de la supranationalité et de l'interdépendance internationale des économies a pris vraiment son essor après la Deuxième Guerre mondiale, à partir de 1944. Le besoin d'ouvrir les portes et les fenêtres des États-nations est apparu alors comme un moyen d'éviter les erreurs et les excès des États-nations.

Les organismes

Nombre d'organismes internationaux ont vu le jour afin de coordonner les efforts d'ouverture des économies. Sur le plan commercial, l'établissement du GATT (l'Accord général sur les tarifs douaniers et sur le commerce) en 1948, l'Organisation mondiale du commerce (OMC), créée en 1994 et mise en marche le 1^{er} janvier 1995, ainsi que l'avènement du marché commun européen en 1958, et son évolution subséquente vers l'Union européenne, ont été au centre de la continentalisation et de la mondialisation des économies nationales depuis un demi-siècle.

Sur le plan monétaire et financier, l'établissement du Fonds monétaire international (IMF) et de la Banque mondiale, en 1944, de la Banque des règlements internationaux (BRI) et de l'Organisation de coopération de développement économique (OCDE), en 1961, sont venus chapeauter l'intégration internationale des marchés des capitaux.

Toutefois, les institutions d'intégration internationale n'ont pas été la cause première du retour du pendule vers l'internationalisation que l'on observe depuis un demi-siècle et qui s'intensifie avec force depuis une décennie. D'autres raisons expliquent cet effondrement des frontières de l'État-nation.

À ce sujet, on peut donc se poser trois questions :

- Quelles sont ces raisons ?
- Est-ce que le phénomène est irréversible ?
- Est-ce que les gouvernements nationaux devraient le freiner ?

Les causes principales de la tendance vers la mondialisation des économies nationales sont technologiques, économiques et politiques.

Sur le plan technologique, le monde se trouve aujourd'hui au centre d'une révolution, basée sur l'informatique et les télécommunications, qui n'a d'égale que la première Révolution industrielle de la deuxième moitié du XVII^e siècle, au moment de l'introduction de la mécanisation dans de nombreuses industries et de l'avènement du moteur à vapeur. Aujourd'hui, c'est l'ordinateur qui bouleverse toutes les formes de gestion dans pratiquement tous les domaines, mais, avant tout, dans le monde de la finance et dans celui de l'information. L'ordinateur, aidé par les satellites, ne connaît ni frontières géographiques, ni frontières politiques. Pour les industries du savoir, du moins, la distance géographique n'a presque plus d'importance.

Aujourd'hui, les fusions d'entreprises sont en réalité des fusions d'ordinateurs, en plus, bien sûr, d'être des fusions de marchés individuels. En effet, on peut gérer et administrer une plus grande entreprise avec un ordinateur plus puissant à moindre coût. Les gouvernements nationaux eux-mêmes se sont mis de la partie et ils multiplient les couplages d'ordinateurs publics pour accumuler davantage de renseignements sur les citoyens. L'avènement du gouvernement mondial virtuel pointe à l'horizon.

Les ordinateurs

L'efficacité technologique des ordinateurs rend possible une concentration industrielle et politique comme jamais cela n'a été possible auparavant. Cela ressemble aux mouvements de concentration qui se produisirent au début du siècle, quand l'avènement de la ligne de montage incita plus de 100 fabricants d'automobiles en Amérique du Nord à fusionner pour former les trois grands de l'automobile (GM, Ford et Chrysler), réduits à deux et demi au moment de la création en 1998 du géant mondial Daimler-Chrysler.

Sur le plan mondial, la conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement estime que, en 1995, on comptait quelque 40 000 entreprises multinationales, qui géraient 2 500 milliards de dollars US d'avoirs et effectuaient environ 230 milliards de dollars US d'investissements directs chaque année. Les ventes annuelles totales des sociétés multinationales et de leurs 250 000 filiales excèdent le volume total du commerce international annuel (6 000 milliards \$US). Cela représente environ 10 fois la taille de l'économie canadienne en 1998, laquelle avait un produit intérieur brut de 600 milliards \$US (ou 850 milliards \$CAN).

Il y a une différence énorme entre les États et les sociétés internationales. Les gouvernements détiennent un pouvoir coercitif de monopole sur les citoyens, tandis que les entreprises internationales sont soumises à la concurrence, aux préférences et aux goûts des consommateurs.

C'est une réalité que, sur le plan économique, de nombreuses industries ne peuvent atteindre l'efficacité à l'intérieur de marchés nationaux artificiellement restreints. Le marché minimum pour de nombreuses industries est le marché continental, et, pour certaines, le marché mondial. Aucun petit pays ne peut créer, par exemple, une industrie d'ordinateurs et de logiciels derrière des murs protecteurs. Il est inéluctable que les frontières politiques, créées au gré des aléas historiques, soient trop exiguës pour la technologie moderne. Sur ce point, le génie ne peut pas être remis dans la bouteille.

Les continents

Les petits pays qui souhaitent maintenir ou accéder à un niveau élevé doivent coopérer entre eux et former des alliances économiques et même politiques, selon le modèle des 15 pays de l'Union européenne, des 11 pays de l'Union monétaire européenne, et, plus près de nous, selon le modèle de l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain, établi en 1989 et étendu au Mexique en 1994), sans oublier les 18 pays membres de la Coopération économique Asie-Pacifique (ADEC). La question se pose pour un pays comme le Canada de savoir si l'ALENA évoluera vers un véritable marché commun nord-américain, ou si l'Accord sera étendu pour englober les 34 pays des deux Amériques.

Le gouvernement canadien favorise présentement la création d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), d'ici 2005. Ici non plus, le génie ne retournera pas dans la bouteille nationale. La seule inconnue est de savoir si la continentalisation de l'économie canadienne s'accentuera par une collaboration plus étroite avec les États-Unis, ou si elle s'étendra pour englober les 2 Amériques, ou si les deux développements se feront simultanément.

Sur le plan politique, pour de nombreux États-nations à forte centralisation politique, l'ouverture de l'économie nationale et l'atténuation des frontières extérieures a été et est perçue comme favorisant la décentralisation politique. C'est pourquoi des régions politiques périphériques, telles que le Québec au Canada, la Flandre en Belgique ou l'Écosse en Grande-Bretagne, ont été les plus favorables à l'ouverture de leurs économies nationales.

La continentalisation et la mondialisation des économies sont ainsi perçues comme signifiant la fin de l'État dominateur et l'avènement de l'État confédéral. Ce mouvement ne se fait pas seulement en raison des exigences technologiques et économiques, mais coïncide aussi avec des volontés d'autonomie politique chez certaines populations régionales. Au XXI^e siècle, l'État-nation centralisé et jacobin est appelé à se décentraliser au profit de l'État-région, au sein d'une suprarégionalisation économique plus large et plus fonctionnelle. La supranationalité politique est appelée à venir coiffer cette suprarégionalisation économique.

La grande faille dans l'évolution économique actuelle est son manque de légitimité démocratique. Les populations sont souvent à la remorque des changements, et sont même rarement consultées explicitement sur ces changements. C'est ainsi que l'ALENA fut créée sans consultation formelle et qu'il en va de même de l'Union monétaire européenne.

Les frontières

De deux choses l'une : ou bien la vitesse avec laquelle les frontières politiques sont démantelées devra être ralentie afin que les populations y donnent leur consentement, ou bien des institutions démocratiques devront être créées à l'échelle continentale et à l'échelle mondiale pour chapeauter et légitimer les nouvelles structures économiques. Il y a tout lieu de croire qu'un rattrapage démocratique va s'imposer au XXI^e siècle, afin de légitimer l'internationalisation des économies nationales et l'éclatement des États-nations. À ce titre, l'Europe est à l'avant-garde de ce que d'autres parties du monde devront instaurer. Peut-être que le prochain siècle sera celui du confédéralisme et de la supranationalité politiques.

Quant à la question à savoir si l'internationalisation va trop vite présentement, la réponse est sans doute positive. L'exemple le plus probant est le projet d'Accord multilatéral sur des investissements (AMI) que le Secrétariat de l'OCDE a essayé de faire accepter par les 29 pays membres, avant même que les débats démocratiques dans ces pays n'aient obtenu un appui formel. Cette pause souhaitée et cette plus grande démocratisation n'enlèvent rien au fait que les nouvelles réalités technologiques et économiques apparaissent irréversibles et exigent qu'on s'y adapte pour en tirer tous les avantages.

9.3 Les avantages et les contraintes de la mondialisation

Quand on ne profite pas de l'expérience... l'enfance est perpétuelle. Ceux qui ne peuvent se rappeler le passé sont condamnés à le répéter.

George Santayana (1863-1952)

[Retour à la table des matières](#)

Depuis une dizaine d'années, l'ouverture des marchés et la globalisation de l'économie se sont faites à une vitesse que peu d'observateurs avaient prévue. Les différentes rondes d'abaissements des obstacles tarifaires et non tarifaires aux échanges et la création de différentes zones de libre-échange, dont l'ALENA, ont consacré la liberté du commerce et des changes et créé un contexte mondial de concurrence accrue. En effet, il faut remonter avant 1914, au moment où le système monétaire dominant était l'étalon-or et que prévalait une grande liberté commerciale, pour retrouver un contexte semblable d'intégration internationale des économies.

Non seulement le contexte institutionnel favorise la mondialisation des économies, mais également les progrès technologiques dans les communications et les transports, qui encouragent la triple mobilité des biens, des capitaux et des

personnes. Étant donné que les entreprises sont plus mobiles à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières géographiques et politiques des pays, les économies sont en concurrence les unes avec les autres plus que jamais auparavant.

Une telle ouverture et une telle concurrence procurent des bienfaits, d'abord aux entreprises qui y trouvent occasions et profits accrus, mais aussi aux consommateurs qui bénéficient d'une plus grande diversité de produits et de prix plus bas. De leur côté, les économies sont appelées à se spécialiser davantage, les pays industrialisés exportant des produits et des services spécialisés, ou reliés à la transformation des matières premières, tandis que les pays en développement connaissent l'expansion des productions qui font appel à une main-d'œuvre abondante.

Les pays peuplés

Certains pays en développement, telle la Chine, prennent une place grandissante dans l'économie mondiale, du fait de l'intensification de leur commerce avec les pays industrialisés et de la plus grande mobilité des capitaux. Ainsi, la part des pays en développement dans les exportations mondiales de produits manufacturés pourrait passer de 17 % en 1994 à 22 % en l'an 2010, selon un rapport de la Banque mondiale. Cependant, ces pays en développement importeront aussi davantage, leur part dans les importations mondiales devant passer de 24 % à 30 % au cours de la même période. Il en résulte une croissance économique plus rapide dans les pays en développement, soit 4 % en 1995, que dans les pays industrialisés (2 % en 1995).

En cette fin du XX^e siècle, il serait cependant bon de rappeler que la mondialisation des marchés et la mobilité des entreprises et des capitaux ne comportent pas que des avantages. Elles imposent des contraintes aux États et ce n'est pas tout le monde qui en sort gagnant. Il y a des gagnants avec la mondialisation, mais il y a aussi des perdants.

Les conflits

Souvenons-nous, en effet, que les excès de la mondialisation au XIX^e siècle, sous l'influence des pouvoirs coloniaux et des cartels, mena à la Première Guerre Mondiale de 1914, et à l'émergence du socialisme étatique, après la révolution russe de 1917. Il ne faudrait pas que l'on répète les mêmes erreurs qu'il y a un siècle.

Pour les pays industrialisés, tel le Canada, la concurrence accrue de la part des pays en développement à faibles salaires pose un défi d'envergure. Ce sont en effet les industries intensives en capitaux et en connaissances (ordinateurs, logiciels, technologies médicales, communications, etc.), qui seront les industries de l'avenir. L'économie sera plus performante, certes, mais la création d'emplois, surtout pour

les travailleurs peu qualifiés, est susceptible de causer un problème. Un pays comme le Canada, qui accueille annuellement beaucoup de travailleurs étrangers peu qualifiés, peut donc être soumis dans l'avenir à un chômage endémique. Pour l'ensemble des pays industrialisés de l'OCDE, il y avait 11,3 millions de chômeurs en 1973. À la fin du siècle, ce nombre avait quadruplé.

La politique de l'emploi va donc nécessairement devoir dépasser le stade du slogan, et des mesures concrètes vont devoir être mises de l'avant pour stabiliser les marchés du travail, tant du côté de l'offre (éducation, formation, immigration) que de la demande (investissements, réglementation, taxation). Il ne faudrait pas, en effet, que la mondialisation et les technologies nouvelles se retournent contre les travailleurs les plus vulnérables de notre société. Une chose est certaine, c'est que, en raison de la mondialisation et de la révolution technologique, la structure de notre économie, dans 20 ans, ne sera pas celle que nous connaissons aujourd'hui. Il appartient aux gouvernements de repenser en profondeur leurs politiques pour faire face aux nouveaux défis.

9.4 Pour un marché commun nord-américain

La politique des États est dans leur géographie.
Napoléon Bonaparte (1769-1821)

[Retour à la table des matières](#)

L'Accord de libre-échange Canada-États-Unis (ALE), qui entra en vigueur le 1^{er} janvier 1989, permettait au Canada de consolider l'accès, pour ses entreprises, au marché américain, celui-ci faisant dix fois la taille du marché canadien. L'élargissement de l'Accord au Mexique, à partir du 1^{er} janvier 1994, au moment de l'entrée en vigueur de l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain), acheva le processus de la libéralisation continentale.

Ce sont les petits pays qui profitent le plus des zones de libre-échange. Cela est facile à comprendre. En effet, plus le marché naturel est exigu, plus il est difficile aux entreprises locales de se spécialiser, d'innover et de jouir d'économies d'échelle sous la forme de coûts unitaires abaissés. Pour que les entreprises canadiennes puissent concurrencer à armes égales, il était primordial que le marché américain leur fût accessible sur une base stable et prévisible. Le Canada exporte un peu moins que 40 % de sa production intérieure, soit davantage que tout autre pays du G7.

L'ALENA

L'extension de l'ALE au Mexique n'était pas essentielle pour le Canada. Cependant, une fois que les États-Unis eurent décidé, surtout pour des raisons politiques (contrôle de l'immigration illégale et du commerce de la drogue), d'inclure le Mexique dans l'Accord, ils se trouvèrent à forcer la main aux autorités canadiennes. En effet, en refusant de joindre l'ALENA, le Canada n'aurait plus offert aux entreprises localisées sur son territoire un marché aussi vaste que celui ouvert aux entreprises localisées aux États-Unis.

Le grand désavantage de l'ALENA aura été de freiner l'évolution de l'ALE vers un véritable marché commun nord-américain. Beaucoup de travailleurs québécois aimeraient pouvoir aller travailler aux États-Unis. Pour cela, cependant, il faudrait un marché commun Canada-États-Unis. Un véritable marché commun Canada-États-Unis aurait les trois caractéristiques suivantes :

- L'élimination des frontières économiques entre le Canada et les États-Unis, sans contrôle de la provenance des biens, de même qu'une plus grande mobilité des entreprises, des capitaux, et des travailleurs. Cela devrait s'accompagner d'une harmonisation des échelles de tarifs et des contingentements extérieurs.
- L'élimination des droits compensatoires et antidumping et l'harmonisation des lois sur la concurrence (comme en Europe).
- La mise sur pied d'institutions économiques communes de surveillance, tels une commission nord-américaine et un conseil des ministres nord-américain, selon le modèle européen.

Les gains

L'arrivée du Mexique rend beaucoup plus problématique la transformation de l'ALENA en un marché commun nord-américain. En fait, jusqu'à maintenant, l'ALENA a profité davantage au Canada et au Mexique, et tout particulièrement au Québec. Le résultat commercial net pour les États-Unis n'est, en revanche, que marginalement positif. En effet, les exportations américaines et les emplois américains se sont accrus, mais la faiblesse du peso mexicain et du dollar canadien a fait passer le déficit commercial américain dans l'ALENA de 4,5 milliards \$US en 1993 à 40 milliards \$US en 1996.

Pour sa part, le Canada a enregistré un excédent commercial de 22 milliards \$US en 1996, dont la moitié est le fait du commerce des automobiles et des pièces. Cela constitue néanmoins un revirement spectaculaire à comparer avec l'année 1989, au moment où le Canada enregistrerait un déficit commercial avec les États-Unis d'environ 7,5 milliards \$US. Déjà, en 1993, l'excédent du commerce Canada-US atteignait quelque 10 milliards de \$US. Il faut souligner cependant que

l'excédent commercial sur les biens du Canada avec les États-Unis est en partie contrebalancé par un déficit canadien sur les services d'environ 13 à 15 milliards de \$US.

L'autre avantage important pour le Canada a été l'instauration de comités d'arbitrage bilatéraux pour régler les différends commerciaux hors des systèmes judiciaires. Depuis 1989, en effet, il y a eu 73 requêtes d'arbitrage en vertu du chapitre 14 de l'ALE et de l'ALENA, portant sur des conflits commerciaux et ayant donné lieu à des décisions rapides et impartiales.

L'ALE et l'ALENA ont accompli ce qui était attendu, c'est-à-dire l'accroissement des échanges commerciaux, surtout pour les plus petits pays membres, et l'accroissement des investissements. L'idéal serait pour le Canada et les États-Unis de poursuivre des pourparlers afin de faire disparaître les comités d'arbitrage et d'établir à leur place les règles d'un véritable marché commun nord-américain.

9.5 La nouvelle monnaie européenne

Une fois créées, les grandes organisations n'ont pas besoin de grands leaders.

*Henry Mintzberg
Université McGill*

[Retour à la table des matières](#)

La dernière fois que l'Europe utilisa une monnaie unique fut sous l'Empire romain, quand y circulaient des sous d'or et des deniers d'argent, frappés à l'effigie des empereurs romains. Cependant, depuis l'entrée en vigueur du Traité de Rome, en 1958, et la création du Marché commun européen, les pressions se sont multipliées pour remplacer les monnaies nationales par une monnaie européenne commune, afin de faciliter les échanges et aussi pour concurrencer le dollar américain dans son rôle de monnaie internationale.

L'Union européenne compte 15 pays et, depuis 1991, date du Traité de Maastricht, ceux-ci tentèrent de se qualifier pour faire partie de la future union monétaire européenne, en fonction de 6 critères macroéconomiques régissant le redressement des finances publiques et la stabilisation des prix. Le 1^{er} mai 1998, on annonça que 11 pays étaient sélectionnés pour faire partie de la future union monétaire.

La Banque centrale européenne (BCE) a été légalement créée le 1^{er} janvier 1999, et la nouvelle monnaie européenne (l'euro) fut officiellement lancée.

L'introduction formelle de pièces et de billets en euro, (assortis d'un symbole national) ne se fera cependant que le 1^{er} janvier 2002, tandis que les billets et les pièces en monnaies nationales cesseront de circuler au plus tard le 1^{er} juillet 2002.

Quelles seront les conséquences économiques et financières de ce fédéralisme monétaire européen ?

Pour qu'une union monétaire fonctionne bien, certaines conditions doivent être satisfaites. Il faut, entre autres, que les structures industrielles des pays se ressemblent, que l'ajustement aux chocs réels et monétaires soit comparable, que la main-d'œuvre et les capitaux puissent facilement se déplacer d'un pays à l'autre et que les politiques macroéconomiques des pays participants soient compatibles les unes avec les autres.

La fixité des taux

Si les rigidités économiques prévalent davantage dans un pays que dans un autre ou si des chocs particuliers perturbent son économie, ou si sa main-d'œuvre est immobile géographiquement, l'impossibilité d'ajuster le taux de change dans le cadre d'une union monétaire peut entraîner des frais de production trop élevés et un chômage élevé.

Est-ce que le désarmement monétaire des gouvernements des pays membres de l'euro, nuira aux politiques de lutte au chômage ? En pratique, des politiques microéconomiques doivent être utilisées, au sein d'une union monétaire, pour stimuler les investissements et l'emploi. Le contexte macroéconomique d'une union monétaire bien gérée est celui d'une inflation basse et de bas taux d'intérêt à long terme.

Dans le cas où un pays en particulier serait la cible d'une récession ou d'un choc économique, les mécanismes d'ajustement dans le cadre d'une union monétaire se limiteraient à une déflation des salaires, à une augmentation du déficit public, à un transfert de fonds de l'extérieur ou à l'exode d'une partie de la population.

L'interdépendance

Le grand dilemme politique pour les pays qui se sont joints à l'Union monétaire européenne consiste à préciser les critères d'élaboration de la politique monétaire commune (stabilité des prix uniquement, assortie ou non d'objectifs de croissance et de création d'emplois), et à fixer les paramètres des déséquilibres budgétaires des États membres.

Déjà, les Européens ont réalisé ce qui n'a jamais été entrepris au Canada, c'est-à-dire fixer les limites de l'indépendance de la politique fiscale des provinces

membres. En effet, en vertu d'un pacte de stabilité, des pénalités seront imposées à tout gouvernement qui laissera son déficit budgétaire excéder 3 % du PIB, ces pénalités pouvant atteindre jusqu'à 0,5 % du PIB du pays fautif. Des exceptions automatiques ou discrétionnaires sont prévues lorsque l'activité économique d'un pays chute en deçà de certains seuils.

En conclusion, une monnaie unique en Europe est susceptible de consolider le processus d'intégration économique et politique des 40 dernières années. Cependant, ces pays doivent savoir qu'ils devront calquer leurs politiques économiques sur celles d'une grande union monétaire comme celle des États-Unis, s'ils veulent éviter des taux de chômage systématiquement élevés. Cependant, la réalité politique de 11 gouvernements socialistes ou à tendance socialiste dans la zone monétaire européenne laisse entrevoir que l'euro, ne sera pas une monnaie forte, mais une monnaie relativement faible. Dans ce contexte, il risque de ressembler davantage au franc français qu'au mark allemand.

CHAPITRE 10

LES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES

10. 1 La santé : l'économie de la file d'attente

Il arrive souvent que des lois demeurent en vigueur longtemps après que sont disparues les circonstances qui seules pouvaient les justifier.

Adam Smith (1723-1790)

[Retour à la table des matières](#)

Dans les industries étatisées ou surréglementées, les prix jouent rarement leur rôle d'incitatifs à l'entrepreneurship et à la production, ni celui de responsabiliser et de contenir la demande. Avec le temps, un écart grandissant se creuse inévitablement entre les capacités de production et les besoins, et des pénuries chroniques apparaissent tôt ou tard. Un système de répartition des quantités artificiellement réduites voit alors le jour : il s'agit de la ligne d'attente.

Cette règle élémentaire en économie s'installe peu à peu au Québec dans l'industrie des services de santé. Cette industrie, dont l'État est le planificateur et le payeur unique, fonctionne selon le principe de l'accessibilité universelle et gratuite aux services de santé. Un tel système de planification étatique centralisé est appelé à s'effondrer tôt ou tard. Pourquoi ?

Le coût public croissant

Le secteur public est affligé d'une maladie, désignée par l'expression « maladie de Baumol ». En effet, le coût que représente ce secteur est appelé à augmenter par rapport à l'ensemble de l'économie, du fait que les salaires y sont comparables ou

supérieurs aux industries privées, mais que les gains annuels de productivité y sont systématiquement inférieurs. Dans ce contexte, une crise financière dans une industrie étatisée n'est pas une éventualité mais une probabilité, voire une certitude.

La première réaction des planificateurs gouvernementaux pour répondre aux contraintes budgétaires est de recourir à des compressions budgétaires, ce qui a pour effet de réduire l'offre. C'est ce que l'on observe actuellement dans l'industrie de la santé québécoise. Derrière l'illusion de la gratuité, les planificateurs ferment des hôpitaux arbitrairement et par décrets, obligent les établissements existants à fermer des étages complets de lits et des salles opératoires, lesquels demeurent inutilisés, tandis qu'hôpitaux et médecins imposent aux patients des congés précoces.

Cette réduction décrétée de l'offre de services de santé se produit paradoxalement au moment où la demande va en s'accroissant en raison du vieillissement de la population. Les conséquences d'une compression de l'offre devant une demande stable ou croissante dans un contexte de gratuité sont bien connues des économistes. Il s'agit du rationnement des services par la ligne d'attente. Les services ne sont pas alloués aux consommateurs qui sont prêts à payer pour les obtenir, mais plutôt selon l'arbitraire des lignes d'attente. Après un certain temps, cette formule d'allocation fait naître la discrétion, le favoritisme et même la corruption.

Les files d'attente

L'engorgement dans les salles d'urgence, les malades parqués pendant des jours dans les corridors des établissements, les attentes de 1 à 12 mois pour des radiographies ou des opérations chirurgicales ne sont que la manifestation observable d'un système d'allocation par la ligne d'attente. En réalité, le service continue d'être gratuit, mais il y a détérioration continuelle de la qualité de ce service.

Comment éviter qu'un tel système ne s'effondre complètement un jour, comme il s'est écroulé dans d'autres pays ? Il faut que les politiciens reconnaissent les limites des réductions arbitraires de l'offre, réintroduisent la concurrence et l'entrepreneurship entre les producteurs de services, introduisent des franchises minimales pour tous et redonnent aux consommateurs un rôle actif à jouer dans la gestion du coût et de la qualité des services reçus, en suivant le principe de « l'argent suit le patient ».

Sur ce plan, le Canada et le Québec auraient avantage à s'inspirer des innovations qui ont été mises de l'avant dans d'autres pays, afin de rendre l'industrie des services de santé plus efficace. L'État aurait peut-être intérêt, en effet, à se concentrer sur son rôle d'assureur collectif, afin de garantir l'accessibilité

universelle aux soins de santé, et à favoriser une saine concurrence entre des établissements pourvoyeurs de services de santé décentralisés.

Le **système de capitation** déjà mis en place aux États-Unis avec les HMO (Health Maintenance Organizations) ou en Grande-Bretagne par les District Health Authorities pourrait servir d'exemple. Chose certaine, l'industrie des soins de santé est appelée à prendre de l'importance avec le vieillissement de la population et devrait offrir des occasions d'emplois accrues, dans la mesure où la croissance des coûts pourra être freinée ¹.

Système de capitation :

Mode de financement des services de santé selon le nombre, l'âge et l'état de santé relatif d'une population.

10.2 La santé : une parodie

Si vous voulez dire aux gens la vérité, vous êtes mieux de les faire rire – sinon ils vous tueront.

George Bernard Shaw (1856-1950)

[Retour à la table des matières](#)

Le gouvernement avait décrété que le transport automobile était un service social essentiel. Afin de mettre fin à l'apparente anarchie régnant dans l'industrie de la réparation d'automobiles, et afin de garantir un accès gratuit à tout le monde, le gouvernement avait décidé de procéder à une « réforme » en profondeur de cette industrie. La tâche de mener à bien cette réforme avait été confiée à un mécanicien en titre qui n'avait jamais travaillé dans un garage. Il avait cependant acquis une certaine expérience de la réparation automobile dans un pays du tiers-monde, où il avait pu observer toutes les possibilités d'entretien d'une flotte de vieilles voitures américaines.

¹ Les incohérences du système québécois et canadien de la santé sont apparus au grand jour quand la ministre québécoise de la Santé annonça, le 13 mai 1999, que son ministère entrevoyait de conclure des ententes avec des hôpitaux américains pour faire traiter les personnes atteintes du cancer et en attente de traitement au Québec. En 1999, en raison du manque d'oncologues, de technologues et d'équipement, 1 200 personnes atteintes du cancer étaient en attente, parfois jusqu'à cinq mois, pour recevoir des traitements. Il faut dire que l'Ontario et la Colombie-Britannique avaient eu recours elles aussi aux hôpitaux américains pour pallier la pénurie institutionnalisée dans l'industrie canadienne des soins de santé.

La réforme se résumait en 10 points :

- Le gouvernement avait instauré une planification centralisée constituée d'un réseau-monopole de garages, hors duquel il était devenu impossible de faire réparer sa voiture.
- Les propriétaires qui avaient besoin de faire réparer leur voiture ne payaient cependant plus rien directement aux garagistes. Les garagistes et les mécaniciens accrédités devaient envoyer leurs factures à une régie centrale. Les garages étaient ainsi tous soumis à la surveillance de régies administratives régionales.
- Un impôt spécial était prélevé sur les revenus des propriétaires d'automobiles afin de financer le nouveau régime.
- Le ministre avait fixé un tarif de remboursement unique pour chaque procédure, c'est-à-dire tant pour un changement d'huile, tant pour une réparation de deux ou quatre freins, et ainsi de suite, jusqu'au remplacement du moteur au complet. Les garages et les mécaniciens ne pouvaient charger un prix différent de celui fixé par le gouvernement, sous peine d'être décertifiés. Un temps était alloué pour chaque type de réparation. Des amendes et des pénalités étaient prévues pour les établissements fautifs.
- Afin de s'assurer que toutes les régions du Québec aient des mécaniciens de qualité, le gouvernement avait décrété que les nouveaux mécaniciens qui songeaient à travailler dans la région de Montréal, là où on avait les plus gros garages, subiraient une baisse de 30 % de leur rémunération.
- Aussi, afin de réduire le coût de ce service public et d'éviter que les impôts n'exploient et ne paralysent complètement l'économie, le gouvernement avait décidé par décret de réduire considérablement le nombre de garages, en procédant à des regroupements et à des fusions. Chaque établissement devait dorénavant se spécialiser. Ainsi, un garage de la ville de Québec fut désigné comme le seul endroit pour effectuer les changements de transmissions, en dépit du fait que tous reconnaissaient que l'expertise dans ce domaine était concentrée dans les grands garages de Montréal.
- Toujours pour réaliser des économies, le gouvernement, par ses régies régionales (dont les conseils d'administration n'incluaient aucun mécanicien) avaient demandé aux administrateurs de garages de fermer des plates-formes de réparation durant les 8 semaines de la période estivale, et de limiter les services aux urgences les plus criantes et aux entretiens et réparations de routine.
- La gestion arbitraire de l'offre de services prit une tournure héroïque quand le gouvernement offrit aux mécaniciens les plus âgés une généreuse allocation de

départ, pour qu'ils prennent une retraite précoce. Plus de 10 % des mécaniciens et des aides-mécaniciens se prévalurent de cette offre. Ces retraites volontaires, ajoutées aux départs de nombreux mécaniciens vers l'Ontario et les États-Unis, devaient permettre d'économiser 2 milliards de dollars en trois ans.

- Afin de désengorger les garages déjà à moitié fermés, le gouvernement avait procédé à un virage résidentiel, qui consistait à faire davantage de réparations à domicile. On comptait pour cela sur les ressources d'un réseau étatique parallèle de garages-dépanneurs. Malheureusement, ces garages -dépanneurs avaient beaucoup d'employés, mais très peu de mécaniciens.
- Parallèlement au réseau-monopole de garages, le gouvernement avait aussi mis sur pied un service centralisé parapublic de dépannage. Urgences-Auto possédait, en effet, un parc de camions-remorques. Toutefois, si tous les conducteurs étaient syndiqués, aucun n'était mécanicien.

Les statistiques officielles

Ce système de réparation d'automobiles était, selon le gouvernement, l'un des meilleurs, sinon le meilleur du monde. Selon le ministre du Transport automobile, les longues files d'attente pour faire effectuer des réparations diverses diminuaient de jour en jour. Des statistiques quotidiennes étaient d'ailleurs envoyées aux médias.

Par exemple, la période d'attente moyenne pour faire changer un phare, qui était de 12 mois l'année précédente, avait été réduite de 50 % et n'était plus que de 6 mois. Des améliorations de 15 %, de 33 % et de 40 % avaient aussi été observées par les régies régionales dans les attentes pour différentes autres réparations. Tous les pourcentages étaient en effet positifs. Une somme de 2 millions de dollars avait d'ailleurs été consacrée à une campagne publicitaire pour « informer » les usagers et les persuader du bien-fondé de la réforme.

10.3 La santé : l'inversion des lois économiques

Se taire quand il faudrait protester fait des hommes des poltrons.
Abraham Lincoln (1809-1865)

[Retour à la table des matières](#)

Dans une économie normale, les forces économiques concurrentielles encouragent les investissements et la production (ce qui concerne l'offre), tandis que les prix des biens et des services et la contrainte budgétaire des

consommateurs empêchent que les dépenses ne croissent trop rapidement (ce qui concerne la demande).

La réduction de l'offre

Dans l'industrie étatisée et monopolisée des services de santé, les gouvernements, au Canada, ont renversé les lois économiques. Ainsi, pour freiner la croissance des dépenses, les gouvernements provinciaux, sous la tutelle du gouvernement canadien, ont entrepris de réduire l'offre, c'est-à-dire la capacité de production. Pour ce faire, ils ont renforcé le monopole étatique, fermé des hôpitaux, des lits, des salles d'opération, et réduit le nombre de médecins, soit par des mises à la retraite anticipée, soit en comprimant les inscriptions dans les écoles de médecine.

On a aussi réduit l'éventail des services offerts à la clientèle (ex. : un seul stimulateur cardiaque accessible, même si le client souhaiterait acheter un produit de meilleure qualité, en usant de ses propres fonds). En économie, cela s'appelle le malthusianisme économique, c'est-à-dire la limitation volontaire de la production au moyen de la réduction durable de l'offre.

En ce qui a trait à la demande de soins de santé, le système est complètement ouvert et s'accroît en fonction de l'augmentation de la population et en fonction du vieillissement de celle-ci. De plus, la gratuité absolue des services permet que les gens exigent des quantités maximales de services de santé, sans que les consommateurs sachent ce que coûtent ces services.

La pénurie

Le résultat prévisible et inévitable d'un tel système inversé sur le plan économique est une pénurie grandissante, la réduction des choix des consommateurs, la baisse de la qualité des services offerts, l'usure et le retard technologique de l'équipement de production, et le recours obligatoire à un quelconque système de rationnement des services offerts (listes d'attente, arbitraire, favoritisme, etc.). Pour qu'il en soit autrement, il faudrait l'imposition de contraintes que seul un gouvernement dictatorial pourrait mettre en œuvre. Dans une démocratie, cela n'est pas possible.

La première réforme doit venir d'Ottawa. La Loi canadienne sur la santé (1984) devrait être modifiée, en effet, pour faire disparaître le monopole de la gestion publique des établissements de santé. Aucun pays industrialisé ne recourt à un tel degré de centralisation.

Ainsi, en Grande-Bretagne et en France, il existe un réseau important d'hôpitaux privés. Aux États-Unis, la très grande majorité des hôpitaux sont des hôpitaux privés communautaires sans but lucratif (4 500), et seulement 725

hôpitaux (14%) sont des hôpitaux privés à but lucratif. Bon nombre d'hôpitaux au Québec, par exemple, pourraient redevenir autonomes et reprendre le rôle communautaire que l'étatisation leur a enlevé.

Le ticket modérateur

En ce qui concerne la demande, la Loi canadienne sur la santé devrait être amendée pour que les gouvernements provinciaux puissent compléter le financement public par l'imposition de tickets modérateurs (comme en Suède et en France) et permettre l'achat et la vente d'assurances complémentaires. En 1996, un sondage montrait que 72 % de la population était favorable aux tickets modérateurs dans la santé.

S'il est vrai que la gestion de la santé au Québec a été déficiente et laisse à désirer à bien des égards, il faut que l'on se rende compte que la source première de la désorganisation dans l'industrie des services de santé provient de la Loi canadienne sur la santé.

10.4 Les recommandations fiscales au gouvernement fédéral

Le pouvoir de taxer comporte le pouvoir de détruire.
John Marshall (1755-1835)

[Retour à la table des matières](#)

Le budget pour l'année 1997-1998 aura marqué un tournant dans les finances publiques fédérales. En effet, pour la première fois depuis 1970, le gouvernement fédéral a annoncé, à l'occasion du discours sur le budget du 24 février 1998, que l'année fiscale s'est terminée avec un excédent (au lieu du déficit prévu de 8,9 milliards de dollars), et que le surplus pour la prochaine année 1998-1999 pourrait être plus important encore. Rappelons que l'objectif initial était un budget équilibré en 1998-1999.*

Le dividende fiscal

Avant de se demander quoi faire avec ce « dividende » fiscal, il faut voir pourquoi les coffres d'Ottawa se remplissent si vite. Trois causes expliquent ce résultat.

* En effet, le gouvernement fédéral enregistra pour la première fois en 28 ans un excédent budgétaire de 3,5 milliards de dollars en 1997-1998, et un excédent comparable en 1998-1999.

Premièrement, le gouvernement canadien a supprimé ses dépenses de programmes d'un montant de 15,2 milliards de dollars de 1993 à 1997, comprenant une diminution des dépenses de 7,2 milliards de dollars pour la seule année 1996-1997. Également, la chute des taux d'intérêt a eu pour résultat de comprimer les dépenses d'intérêts de 1,9 milliard en 1997.

Deuxièmement, les recettes fiscales fédérales se sont accrues de 24,9 milliards de dollars de 1993 à 1997. Cela est causé, en partie, par la non-indexation des paliers d'impôt, des seuils d'exonération et des crédits remboursables au-delà de 3 % d'inflation, tel que l'a décrété le gouvernement Mulroney-Wilson en 1986. Depuis 1992, l'inflation s'étant maintenue sous 3 %, aucune indexation des paliers d'imposition et des seuils d'exonération n'a été faite. Il en est résulté une hausse des impôts des particuliers, ceux-ci s'accroissant de 11,9 milliards de dollars de 1993 à 1997¹. Le prélèvement sur les salaires pour le programme d'assurance-emploi a également été maintenu à des niveaux élevés, et les conditions d'éligibilité ont été réduites, de sorte que la caisse de l'assurance-emploi enregistrait un surplus de 13 milliards en 1997.

Troisièmement, la croissance économique a élargi l'assiette fiscale et contribué à hausser les rentrées fiscales, notamment celles fournies par l'impôt des sociétés et par le produit de la TPS qui se sont accrues respectivement de 7,8 milliards de dollars et de 1,6 milliard de 1993 à 1997.

La taxe d'inflation

La priorité du gouvernement fédéral devrait être de remettre aux contribuables et aux travailleurs les sommes qu'il a perçues en trop, du fait de la non-indexation des paliers d'imposition et du taux trop élevé de la cotisation pour l'assurance-emploi. Maintenant que les finances publiques sont équilibrées, le budget de 2000-2001 devrait rétablir la pleine indexation des paliers d'imposition et hausser substantiellement les seuils d'exonération et ceux des crédits remboursables, afin d'éviter des hausses d'impôts uniquement attribuables à l'inflation². De même, le taux de cotisation de l'assurance-emploi devrait être abaissé de 2,9 % à 2,5 % du salaire assurable.

¹ L'OCDE a estimé que, en conséquence de la non-indexation des paliers d'impôt, 1,4 million de contribuables à faible revenu furent ajoutés au rôle d'imposition. Une famille canadienne comprenant deux adultes et deux enfants et gagnant 30 000\$ par année en revenus imposables paie en moyenne 1 000\$ d'impôt annuel sur le revenu, à cause de la non-indexation du régime fédéral et provincial de taxation. Pour une famille qui gagne 80 000\$ en revenu imposable, la taxe d'inflation est égale à 2 000\$ par année. Pour une famille dont le revenu imposable est égal à 110 000 \$, la taxe d'inflation est égale à 3 000 \$ par année.

² On évalue à 2 milliards de dollars par année l'effet sur le budget fédéral d'une pleine indexation contre l'inflation. Si cette pleine indexation ne s'appliquait qu'à la seule déduction personnelle, le coût annuel serait de l'ordre de 1 milliard.

La deuxième mesure du gouvernement fédéral devrait être de rétablir les paiements de transferts aux gouvernements provinciaux en ce qui concerne la santé et l'éducation. Rien ne sert de mettre sur pied de nouveaux programmes sociaux si les programmes essentiels continuent d'être comprimés jusqu'à la paralysie.

En supposant que la moitié de la marge de manœuvre fiscale serve à corriger les lacunes accumulées par la non-indexation, et que le quart de cette marge soit consacrée au renflouage des programmes fondamentaux de transferts pour l'éducation et pour la santé, la troisième mesure devrait consister à constituer un fonds spécial de stabilisation pour pallier les effets de la prochaine récession économique. Un tel fonds allégerait temporairement la dette publique fédérale, qui atteignait 570 milliards de dollars en mars 1999.

Beaucoup de Canadiens ont souffert de la rigueur budgétaire fédérale dans sa lutte aux déficits. Il serait normal que le surplus budgétaire serve en priorité à desserrer l'étau fiscal qui a été imposé aux contribuables depuis une dizaine d'années.

10.5 L'incohérence des politiques économiques ¹

Qui n'a pas été accusateur opiniâtre pendant la prospérité doit se taire devant l'écroulement. Le dénonciateur du succès est le seul légitime justicier de la chute.

*Victor Hugo (1802-1885)
Les Misérables*

[Retour à la table des matières](#)

En cette fin de siècle, le contexte économique canadien en est un d'ouverture des économies et de concurrence internationale. Ce contexte se caractérise par l'existence simultanée, pour la première fois dans l'histoire des économies industrialisées, d'une triple mobilité internationale des biens, des travailleurs ainsi que des capitaux et des entreprises.

Cependant, ce contexte international d'ouverture peut être tant une source d'enrichissement et d'emplois bien rémunérés qu'une source d'appauvrissement, de chômage et de diminution des salaires. En fait, l'économie canadienne est présentement à la croisée des chemins. D'une part, une voie conduit vers une économie à haute valeur ajoutée, à hauts taux d'investissement, à hauts salaires, à hauts taux d'emploi, grâce à une force ouvrière stable mais spécialisée.

¹ *L'Action nationale*, novembre 1996.

D'autre part, une autre voie, celle que semblent malheureusement avoir adoptée les gouvernements canadiens et québécois, mène à une économie à bas taux d'investissements, à basse productivité, à bas salaires, à hauts taux de chômage, en utilisant une main-d'œuvre abondante et relativement peu spécialisée, et qui, de plus, est en concurrence avec les travailleurs des pays en voie de développement. Ainsi, le résultat qui prévaudra dans 25 ans dépendra pour beaucoup de la cohérence des politiques gouvernementales en matière économique.

Dans le passé, c'est-à-dire jusqu'aux années 1970, les politiques économiques canadiennes étaient raisonnablement cohérentes. Elles visaient grosso modo à créer un marché intérieur en croissance, à renforcer l'infrastructure industrielle et technologique par des investissements nationaux et multinationaux, à attirer des travailleurs étrangers qualifiés et à ouvrir de nouveaux territoires et de nouvelles sources de matières premières.

Les improvisations

Depuis une vingtaine d'années, la cohérence dans les politiques économiques canadiennes semble s'être détraquée : les politiques économiques se sont succédé d'une façon plus ou moins improvisée, sous la pression d'objectifs politiques et sociaux.

Il en est résulté une économie canadienne qui fonctionne à deux vitesses : le premier tiers de l'économie, celui de la haute technologie et des ressources naturelles, attire des travailleurs spécialisés et les investissements, et procure des emplois bien rémunérés ; les deux autres tiers de l'économie ressemblent de plus en plus aux économies des pays en voie de développement, regroupant les secteurs qui ont un rendement peu élevé, où les investissements sont peu importants et où s'entassent des excédents de main-d'œuvre peu qualifiée, aux côtés d'une masse grandissante de chômeurs chroniques ou de bénéficiaires de la sécurité du revenu. D'où vient cette incohérence dans les politiques économiques canadiennes et pourquoi doit-elle être corrigée dans les plus brefs délais ? Cette incohérence découle de l'interaction des phénomènes suivants :

- la libéralisation internationale et continentale des échanges sous le GATT et sous l'ALENA ;
- le renchérissement des programmes sociaux de soutien du revenu et la fossilisation des marchés du travail par la réglementation ;
- l'endettement excessif des gouvernements, dont une partie importante fut contractée à l'étranger ;
- l'augmentation des taxes, des impôts et des réglementations pour financer les programmes de soutien du revenu, initialement lancés à crédit ;

- l'ouverture des portes de l'immigration à des travailleurs étrangers de plus en plus nombreux et de moins en moins qualifiés ;
- la diminution des investissements industriels, soit des entreprises nationales, soit des entreprises multinationales ;
- l'encouragement fiscal à l'exode des capitaux financiers.

Ces politiques gouvernementales à incidence économique constituent, lorsqu'elles sont appliquées simultanément, un cocktail néfaste pour l'économie. En réalité, l'effet conjugué de ces politiques économiques incohérentes est d'affaiblir l'économie, en faisant chuter les investissements productifs, en décourageant la production intérieure, en créant un chômage chronique, en accentuant la crise des finances publiques, et en abaissant les salaires et les niveaux de vie.

Les salaires réels

La manifestation la plus éloquente de ce qui précède est la baisse observée dans les salaires réels des jeunes travailleurs canadiens de 25 à 34 ans. En effet, selon Statistique Canada ¹, les revenus annuels réels chez les hommes de 25 à 34 ans, travaillant à temps plein, ont fortement chuté au cours des 20 dernières années. Pour les travailleurs plus jeunes, de 18 à 24 ans, travaillant à temps plein, la baisse des revenus réels a été plus prononcée encore.

De plus, depuis trente ans, le chômage est en hausse au Canada. En 1966, le taux de chômage canadien atteignait 3,4 %. En 1976, le chômage atteignait 7,1 %. En 1986, le taux de chômage au Canada se situait à 9,5 %, et en 1999, il oscillait encore autour de 9% ².

Il est paradoxal que, au cours des trente dernières années, contrairement aux années précédentes, l'immigration de travailleurs étrangers au Canada ait été délibérément augmentée, tandis que les exigences sur le plan des qualifications aient été systématiquement abaissées, malgré une hausse continue du taux de chômage.

Simultanément, le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, afin de plaire à l'industrie financière, ont permis aux fonds de retraite, jouissant de dégrèvements fiscaux, d'exporter jusqu'à 20 % de leurs capitaux à l'étranger.

¹ Statistique Canada, *L'emploi et le revenu en perspective*, n° 75-001 F.

² Au Québec, en avril 1999, le taux de chômage était égal à 10,4 %.

Les politiques gouvernementales actuelles en ce qui concerne l'immigration et l'exode des capitaux sont indéfendables. Elles sont, en effet, en conflit direct avec le besoin de renforcer la compétitivité des entreprises canadiennes et celui de créer des emplois bien rémunérés dans le contexte de la libéralisation internationale et continentale des échanges.

L'évolution historique des politiques économiques canadiennes

Voyons maintenant l'évolution historique des grandes politiques gouvernementales canadiennes, les raisons pour lesquelles celles-ci sont devenues incohérentes et contre-productives, et la contribution que peut apporter l'analyse économique afin de définir les changements nécessaires.

La triple mobilité biens – travail – capital

La mobilité internationale des biens et des services

La libéralisation des échanges commerciaux s'est faite sur une période de 50 ans, sous la régie de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), qui entra en force le 1^{er} janvier 1948. Le GATT a été remplacé, en janvier 1995, par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Sous son égide, 8 ententes générales visant à la réduction des obstacles au commerce international furent conclues, dont les principales furent celle du Kennedy Round en 1967, du Tokyo Round en 1979, et de l'Uruguay Round en 1994 ¹.

La politique nationale

En conformité avec l'article XXIV du GATT, des unions douanières et des zones de libre-échange régionales furent établies en Europe (Traité de Rome de 1957) et en Amérique (Accord de libre-échange Canada-États-Unis de 1989 et Accord de libre-échange nord-américain de 1994). La conséquence de ces ententes pour le Canada est un commerce extérieur virtuellement libre et un renversement complet de la politique industrielle adoptée il y a plus d'un siècle et intitulée la « Politique économique nationale » de 1879.

En effet, la cohérence de la stratégie industrielle nationale du Canada de 1879 reposait sur trois politiques interreliées : le protectionnisme douanier pour protéger les industries naissantes, l'immigration de travailleurs étrangers pour créer un marché intérieur et fournir la main-d'œuvre appropriée, et l'ouverture des terres de l'Ouest canadien par la construction de chemins de fer. Dans cette optique, le

¹ Les conférences générales du GATT furent : la Première Conférence de Genève, en 1947, suivie de celles de Annecy, France (1949), Torquay, Angleterre (1951), Genève, Suisse (1956), Dillon Round (1960), Kennedy Round (1964-67), Tokyo Round (1973-79) et de l'Uruguay Round (1986-94). La prochaine ronde de négociations commerciales multilatérales s'appellera le Seattle Round, afin de marquer l'endroit où elles seront officiellement lancées en 1999.

développement économique du Canada devait se faire dans une direction est-ouest, et non pas nord-sud, compte tenu de la menace politique que représentait une annexion éventuelle aux États-Unis.

Après la Deuxième Guerre mondiale, la stratégie industrielle de la National Policy fut graduellement mise au rancart à l'occasion de l'entente Canada-États-Unis sur le commerce de la machinerie agricole (1944) et sur le commerce des produits de l'automobile (1965). En septembre 1985, la Commission MacDonald sur les perspectives économiques du Canada recommanda qu'une entente générale de libre-échange soit conclue avec les États-Unis. Le gouvernement conservateur, élu le 17 septembre 1984 avec M. Brian Mulroney à sa tête, fit siennes les recommandations de la Commission MacDonald et conclut les deux ententes de libre-échange qui s'appliquèrent en 1989 et en 1994 ¹.

Ce n'est cependant pas le libre-échange avec les États-Unis qui cause un problème, puisque le Canada enregistre chaque année des excédents commerciaux croissants avec le pays voisin ².

La mobilité internationale des capitaux et des entreprises

La mobilité internationale des capitaux et des entreprises s'est aussi accélérée, après la Deuxième Guerre mondiale, sous les encouragements du Fonds monétaire international (FMI) et sous la pression des besoins de financement des nouvelles exploitations minières, pétrolifères et manufacturières au Canada.

Alors que, de 1933 à 1950, le Canada était un exportateur net de capitaux, il est redevenu par la suite un importateur net de capitaux étrangers ³. En conséquence, l'endettement international net du Canada est passé de 4 milliards de dollars, en 1945, à 339,5 milliards, en 1995. Cela signifie que les Canadiens doivent 339,5 milliards de dollars de plus aux investisseurs étrangers que ce qu'ils détiennent sous la forme d'avoirs internationaux de toutes sortes.

Depuis quelques années, cependant, le passif international net du Canada progresse plus lentement, ne s'étant accru en 1995, par exemple, que de 0, 5 %. En

¹ En 1911, un accord de libre-échange Canada-États-Unis fut défait au moment des élections de septembre avec la défaite du gouvernement Laurier et l'arrivée du gouvernement Borden. En novembre 1989, l'élection générale qui porta surtout sur un tel accord vit le Parti conservateur du Canada obtenir une majorité de 43 sièges (161 PC, 83 Lib. et 43 NPD). Cette majorité nationale reposait essentiellement sur la majorité de 51 sièges que le Parti conservateur obtint au Québec (63 PC, 12 Lib.).

² Statistique Canada, *Commerce international de marchandises du Canada*, n° 65-001.

³ Voir Bernard Bonin, *L'Investissement étranger à long terme au Canada*, Les Presses de l'École des hautes études commerciales, Montréal, 1967.

proportion du produit intérieur brut (PIB), le passif international net du Canada est passé d'un sommet égal à 45 %, en 1993, à 43 %, en 1995 ¹.

La dette totale

Les créanciers nets du Canada sont, par ordre d'importance, les États-Unis (50 %), le Royaume-Uni (15 %) et le Japon (14 %). Par exemple, 28 % de la dette publique négociable du gouvernement fédéral est détenu par des non-résidents. En fait, les gouvernements fédéral et provinciaux canadiens, et leurs entreprises, ont accumulé une dette totale égale à 314 milliards de dollars par rapport à celle des non-résidents. Cette dette publique étrangère est attribuable aux gouvernements provinciaux et leurs entreprises publiques (53 %), au gouvernement fédéral et ses entreprises publiques (46 %), et aux municipalités (1 %).

En fait, si ce n'était des gouvernements, les dettes privées brutes des Canadiens par rapport à l'étranger (358 milliards de dollars) seraient approximativement couvertes par les avoirs privés bruts des Canadiens à l'étranger (333 milliards). Le phénomène de l'endettement international net du Canada est donc presque entièrement attribuable aux importants emprunts que les gouvernements canadiens ont effectués à l'étranger dans le passé. Ce sont, en effet, les emprunts publics à l'étranger qui font du Canada un importateur net de capitaux.

À la fin de 1995, les entreprises canadiennes détiennent des investissements directs à l'étranger pour un montant de 142 milliards de dollars, tandis que les entreprises étrangères détiennent 168 milliards en investissements directs au Canada ². Par contre, de 1990 à 1995, les investissements directs étrangers, au Canada, se sont accrus moins rapidement (28,2 %) que les investissements directs à l'étranger des entreprises canadiennes (55,5 %) ³.

Quant aux fonds de pension et aux fonds communs de placement canadiens, ils avaient investi 83 milliards de dollars dans les valeurs mobilières étrangères, en 1995, principalement dans les actions. Globalement, les Canadiens possédaient 82,6 milliards d'obligations et d'actions étrangères en 1995 ⁴. Toutefois, les étrangers possédaient des obligations et des actions canadiennes au montant de 352 milliards de dollars à la fin de 1995.

¹ Statistique Canada, *Bilan des investissements internationaux du Canada*, n° 67-202-XPB. À la fin de 1995, le passif international brut du Canada était égal à 672,7 milliards de dollars, tandis que son actif international brut représentait 333,4 milliards. En d'autres termes, le Canada a un passif international de 2 \$ pour chaque dollar d'actif.

² Les entreprises étrangères œuvrant au Canada touchèrent 28,4 % des bénéfices de l'ensemble des sociétés en 1994, dont 19,1 % allèrent à des entreprises américaines.

³ En 1990, la dette extérieure nette du Canada était égale à 246,7 milliards de dollars, avec un passif extérieur brut égal à 455,3 milliards et des avoirs extérieurs bruts de l'ordre de 208,6 milliards.

⁴ Statistique Canada, CALURA-Partie I, Contrôle étranger de l'économie canadienne, n° cat. 61-220-XPB.

La balance courante

La raison pour laquelle la dette extérieure nette du Canada s'accroît lentement depuis quelques années vient de la réduction substantielle observée dans la balance courante extérieure du Canada. Alors que, dans le passé, les déficits annuels au compte courant se situaient entre 20 et 30 milliards de dollars, le déficit enregistré en 1995 était le plus bas en dix ans, soit 13,1 milliards de dollars.

Cependant, à cause de son importante dette extérieure nette (339,5 milliards de dollars), le Canada enregistre un lourd déficit chaque année en ce qui concerne les revenus nets de placement, ce dernier atteignant 32,9 milliards de dollars en 1995¹. Pour éviter un déficit au compte courant, et donc pour empêcher un accroissement de sa dette extérieure nette, le Canada se doit d'enregistrer un excédent commercial qui couvre les paiements nets d'intérêts et de dividendes à l'étranger et les transferts nets sans contrepartie pour l'aide étrangère et les autres dépenses de même nature.

Le fait de ralentir les placements privés canadiens à l'étranger, sans simultanément ralentir les emprunts publics canadiens à l'étranger et sans encourager les investissements industriels canadiens au Canada, pourrait accentuer le déficit extérieur annuel sur le plan des revenus nets de placement avec l'étranger. C'est, en effet, le service annuel de la dette extérieure nette du Canada qui constitue un fardeau pour l'économie canadienne, puisque, chaque année, la production canadienne doit dépasser les dépenses de consommation d'un montant équivalent.

L'exode des capitaux

Les principales politiques gouvernementales qui encouragent l'exode des capitaux de portefeuille sont, premièrement, l'autorisation faite aux fonds de retraite bénéficiant de dégrèvements d'impôts d'investir jusqu'à 20% de leurs capitaux à l'étranger, et, deuxièmement, la déduction permise des frais d'intérêts pour les emprunts qu'effectuent les entreprises canadiennes pour investir à l'étranger. Une revue de la fiscalité et de ses encouragements à l'exode des capitaux s'impose donc.

La mobilité internationale des travailleurs

L'immigration de travailleurs étrangers a longtemps fait partie de la stratégie économique du Canada moderne, même si, à la fin du XIX^e siècle, le Canadaregistra un important exode net de population. En effet, pour l'ensemble des quatre décennies de 1861 à 1900, le Canada a subi un exode net total de quelque

¹ Environ 8 milliards de dollars représentaient des réinvestissements de bénéfices réalisés au Canada par des firmes étrangères, œuvrant surtout dans les industries du bois, du papier, du matériel de transport et des métaux et minéraux.

662 000 personnes, au profit principalement des États-Unis. Le phénomène se répéta au cours de la Dépression économique des années 1930, alors que la migration internationale nette du Canada fut de -92 000 personnes ¹.

L'immigration

Historiquement, donc, le Canada n'a pas toujours été un pays d'immigration. Durant de longues périodes, il a également été un pays d'émigration. Initialement, comme nous l'avons vu précédemment, le Canada a été une terre de colonisation avant de devenir une terre d'immigration.

L'immigration fut une nécessité pour répondre aux objectifs de la colonisation et à ceux de l'industrialisation qui avait besoin d'un bassin plus large de consommateurs.

Aujourd'hui, l'immigration est devenue essentiellement urbaine et s'effectue dans le contexte commercial du libre-échange international et de la mobilité des biens plutôt que celle des personnes. En outre, depuis 1978, les immigrants ont peu de qualifications et se dirigent vers des industries peu vigoureuses, et ce, dans un contexte de concurrence avec les pays où les salaires sont bas.

Néanmoins, depuis 1990, le Canada accueille immigrants et réfugiés au rythme de 200 à 250 000 par année. C'est donc environ un million de personnes que le Canada accueille de l'étranger, tous les quatre ans ².

Ce ne fut pas toujours le cas. La politique fédérale d'immigration d'avant 1978, et surtout d'avant 1967, était très sélective et très restrictive. Ainsi, au début de la Grande Dépression, un ordre-en-conseil fut promulgué, le 18 mars 1931, établissant que seuls pouvaient immigrer au Canada :

¹ Au cours du dernier tiers du XIX^e siècle, deux phénomènes expliquent la forte émigration vers les États-Unis :

D'une part, on assiste à une émigration massive des Canadiens Français vers les villes américaines de la Nouvelle-Angleterre. De 700 000 à 1 500 000 de Québécois quittèrent le Canada entre 1850 et 1930. Seulement de 1871 à 1891, au moins 350 000 personnes quittèrent le Québec. Voir D. Vaugeois et J. Lacoursière, *Canada-Québec, Synthèse historique*, Montréal, 1977, p. 419.

Deuxièmement, une part importante des immigrants utilisaient le Canada comme tremplin pour pénétrer plus facilement aux États-Unis. Voir W T. Easterbrook et H. G. J. Aitken, *Canadian Economic History*, MacMillan, 1958, p. 395.

² À titre de comparaison, en vertu de leur Loi de l'immigration de 1990, les États-Unis ont établi leur niveau d'immigration à 700 000 personnes par année. Puisque le Canada est un pays environ 10 fois plus petit que les États-Unis, un chiffre comparable pour le Canada serait de 70 000 immigrants par année. Or, en réalité, le Canada accueillera annuellement plus de trois fois ce nombre.

- 1 – les sujets britanniques qui venaient de la Grande-Bretagne, de l'Irlande du Nord, de l'Irlande, de Terre-Neuve, des États-Unis, de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie ou de l'Afrique du Sud ;
- 2 – les citoyens américains autosuffisants ;
- 3 – l'épouse et tout enfant de moins de 18 ans d'un résident canadien autosuffisant ;
- 4 – un agriculteur qui était en mesure d'établir une ferme au Canada.

Les immigrants asiatiques étaient spécifiquement exclus. Toute province pouvait refuser les immigrants admis en vertu des catégories 2 et 4¹. Ce ne sera qu'en 1948 que les immigrants d'origine française recevront le même traitement que les sujets britanniques. En 1950, ce privilège sera étendu aux ressortissants italiens et allemands, et à d'autres ressortissants européens, dans la mesure où leurs « qualifications » étaient requises au Canada.

■ Mackenzie King

Dans un discours célèbre prononcé en mai 1947, le premier ministre canadien William Lyon Mackenzie King réitéra les principaux critères de la politique d'immigration canadienne :

« [...] Le gouvernement entend recourir aux lois, aux règlements et à l'administration de manière à s'assurer que la sélection minutieuse et l'établissement des immigrants se fassent en nombres tels qu'ils puissent être absorbés dans l'économie nationale [...] En ce qui a trait à la sélection des immigrants, beaucoup de choses ont été dites concernant la discrimination. Je veux qu'il soit bien clair que le Canada est parfaitement dans ses droits de sélectionner les personnes à qui il souhaite accorder le statut de citoyens. Aucun étranger n'a un « droit humain fondamental » d'entrer au Canada. Il s'agit d'un privilège. Il s'agit d'une question de politique nationale [...] Nous nous entendons tous, je suis certain, sur le principe que les Canadiens ne souhaitent pas qu'une immigration massive vienne modifier le caractère fondamental de notre population. Une immigration massive en provenance de l'Orient changerait la composition fondamentale de la population canadienne² »

Les principes de base sur lesquels reposait la politique canadienne sur l'immigration, principes qui firent l'objet de la loi de l'immigration de 1952, étaient

¹ En vertu de l'article 95 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, l'immigration est un domaine à juridiction partagée entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux.

² Alain G. Green, *Immigration and the Postwar Canadian Economy*, MacMillan, 1976, p. 21.

donc la capacité de l'économie d'absorber des travailleurs immigrés et l'équilibre dans la provenance des immigrants afin de ne pas bouleverser fondamentalement la composition ethnique de la population canadienne.

En 1957, le gouvernement conservateur de John Diefenbaker poursuivit une politique d'immigration sélective en encourageant l'immigration « créatrice d'emplois » plutôt que l'immigration « source de déplacement des emplois ».

■ **Lester B. Pearson**

En 1967, le gouvernement libéral de Lester B. Pearson abandonna la politique d'immigration sélective pour s'en remettre à une politique universelle et ouverte. Le 1^{er} octobre 1967, en effet, une nouvelle politique de sélection neutre des immigrants, au moyen d'une grille de « points », fut introduite. La réglementation de 1967 comportait même une clause, la section 34, en vertu de laquelle toute personne en visite au Canada pouvait demander le statut d'immigrant reçu et, en cas de refus, faire appel. Lorsque 4 500 « visiteurs » arrivèrent au cours d'une seule semaine, en octobre 1972, à l'aéroport de Toronto, le gouvernement fédéral révoqua la section 34. Puis, le 1^{er} janvier 1973, il fit un geste additionnel en exigeant un visa d'emploi à toute personne étrangère cherchant un emploi au Canada.

■ **Pierre E. Trudeau**

Cependant, la loi d'immigration qui a transformé de fond en comble la politique fédérale d'immigration fut déposée en catastrophe par le gouvernement libéral de Pierre E. Trudeau et son ministre Bud Cullen, le 22 novembre 1976, avant même que ne soient terminées les audiences publiques sur le Livre vert du gouvernement fédéral portant sur la politique d'immigration, et exactement une semaine après l'élection du gouvernement du Parti québécois à Québec.

Ce projet de loi avait été préparé par le prédécesseur de M. Cullen, Robert Andras. La nouvelle loi fut adoptée le 5 août 1977, soit au cours du même mois que l'adoption de la loi 101, la Charte de la langue française, adoptée à Québec le 26 août 1977. La loi fédérale d'immigration de 1977, qui entra en vigueur le 10 avril 1978, remplaçait la loi de 1952 et faisait des liens familiaux la pierre d'assise de l'immigration au Canada, se substituant aux compétences et aux qualifications, ou à la capacité d'absorption de l'économie ¹.

¹ Voir, sur cette question, le livre apologétique et prosélytique de Freda Hawkins, *Critical Years in Immigration : Canada and Australia Compared*, McGill-Queen's University Press, 1991.

■ Brian Mulroney

Le gouvernement conservateur de Brian Mulroney, élu en 1984, renforça le caractère universel, ouvert et peu sélectif de la politique d'immigration canadienne, en élargissant la porte ouverte que constitue le programme de la réunification des familles. Le 18 octobre 1989, la ministre de l'Emploi et de l'Immigration, Barbara McDougall, annonça l'introduction des plans quinquennaux d'immigration. Ainsi, dans le programme de 1991-1995, annoncé en pleine récession économique le 25 octobre 1990, le gouvernement fédéral statuait que le nombre annuel d'immigrants au Canada passerait de 200 000 à 250 000 à partir de 1992.

Aujourd'hui, en conséquence, de 80 % à 90 % des immigrants qui entrent annuellement au Canada sont soumis à peu ou pas de sélection pour leurs compétences économiques ou pour leur capacité à contribuer positivement à l'économie canadienne.

En raison du taux de chômage élevé au Canada et du libre-échange commercial, le Canada a désespérément besoin d'un retour à une politique d'immigration qui soit en harmonie avec l'économie et qui privilégie les travailleurs spécialisés dans les secteurs où le Canada connaît de véritables pénuries¹. La politique d'immigration fédérale actuelle ne peut conduire qu'à une baisse des salaires réels des travailleurs canadiens les plus vulnérables, au chômage chronique de larges segments de la population et à la diminution du niveau de vie de l'ensemble de la population canadienne.

En conclusion

L'ordre du jour d'une future conférence fédérale-provinciale des premiers ministres devrait spécifiquement porter sur l'incohérence actuelle des politiques économiques, tant au fédéral qu'au provincial. Si les gouvernements canadiens et québécois continuent dans la voie actuelle, avec leurs politiques économiques incohérentes, ils placeront l'économie sur une trajectoire de stagnation, de chômage et de diminution du niveau de vie.

Les politiques actuelles créent, en effet, un cercle vicieux. Le soutien public des revenus devient un attrait irrésistible pour des travailleurs immigrants de moins en moins qualifiés, les détenteurs de capitaux recherchent de meilleurs rendements à l'étranger, le chômage s'accroît, les gouvernements augmentent les taxes, les impôts et les réglementations, et la croissance économique, de même que la création d'emploi, est déficiente. De plus, le tout se déroule sur une toile de fond

¹ Si les entreprises canadiennes prennent l'habitude de s'en remettre aux spécialistes étrangers, il en résulte une pratique qui peut être dangereuse à la longue pour le développement des ressources humaines au Canada. Il devient, en effet, moins nécessaire que les institutions canadiennes s'adaptent aux besoins et entraînent les travailleurs qualifiés que recherchent nos industries.

d'incertitude constitutionnelle et politique chronique, qui se révèle peu favorable pour prendre des risques de longue durée.

Il n'est donc pas surprenant que, de plus en plus, les entreprises canadiennes jugent profitable d'investir à l'étranger, et que le Canada attire de moins en moins d'investisseurs étrangers. La tendance indique que si ce n'était des gros emprunts publics à l'étranger, le Canada serait sur le point de devenir un exportateur net de capitaux. Pourtant, paradoxalement, le Canada est encore un très important importateur net de travailleurs étrangers.

Si rien n'est fait, dans quelques années, le Canada pourrait redevenir ce qu'il a déjà été dans le passé, c'est-à-dire une terre d'émigration plutôt qu'une terre d'immigration. Dans le passé, en effet, il a existé un rapport très étroit entre les mouvements de personnes et les mouvements de capitaux¹. D'une façon ou d'une autre, les forces économiques vont se rééquilibrer. Il serait souhaitable, cependant, que les gouvernements contribuent, par la cohérence de leurs politiques, à améliorer les choses plutôt qu'à les rendre plus difficiles.

10.6 La fable des deux aéroports

Il ne faut pas courir deux lièvres à la fois.
Dicton populaire

[Retour à la table des matières](#)

Il y a 25 ans, l'aéroport de Dorval, construit en 1941, était déjà vieux et exigu. Situé en pleine ville, il était source de pollution et d'encombrement, étant entouré de toutes parts par des agglomérations urbaines. La Société Air Canada y maintenait cependant ses énormes installations de réparation et d'entretien.

Les expropriations

En 1969, sautant d'un problème à l'autre, le gouvernement fédéral expropria 3 124 propriétés, c'est-à-dire 39 000 hectares de terrain, soit une superficie plus grande que certains petits pays européens, afin de construire l'aéroport international de Mirabel. Ce devait être l'aéroport du XIX^e siècle. Malheureusement, par un manque aberrant de planification et de coordination entre les gouvernements, les voies d'accès à ce grand aéroport moderne par train, par métro ou par autoroutes ne furent jamais terminées.

¹ Voir B. Thomas, *Migration and Economic Growth*, Cambridge, 1954.

Pis encore, les usagers directs des deux aéroports, c'est-à-dire les transporteurs aériens, furent forcés contre leur gré de scinder leurs activités continentales et intercontinentales entre Dorval et Mirabel, sans compter leurs installations d'entretien, rendant de ce fait les deux aéroports non fonctionnels. Pour que deux aéroports dans la même grande agglomération puissent survivre, comme c'est le cas avec les aéroports Kennedy et Laguardia à New York, il eût fallu laisser aux clients, c'est-à-dire aux compagnies aériennes, le choix de l'aéroport qui cadrerait le mieux avec leurs besoins logistiques et économiques. L'obligation pour les compagnies aériennes de s'en remettre à la bureaucratie pour le choix d'un aéroport ne pouvait que produire des incohérences et conduire à l'échec. L'échec de Mirabel n'est donc pas arrivé naturellement ; il a été planifié. Il s'agit d'un exemple criant de mauvaises décisions gouvernementales.

Cette aventure rocambolesque, qui a coûté jusqu'à 4 milliards de dollars aux contribuables, mériterait d'être classée au musée des horreurs politiques et bureaucratiques, si ce n'était qu'elle continue de ronger comme un cancer le développement économique et industriel de la grande région de Montréal.

Le repliement des vols internationaux à Dorval est-il, en fin de compte, le bon choix pour l'avenir ? En ramenant des vols à répétition au-dessus d'une région densément peuplée, ne fait-on que reporter le problème dans 20 ans ? Par exemple, quel dilemme aurait eu la France, s'il lui avait fallu choisir entre un aéroport moderne, mais éloigné, comme Charles-de-Gaulle, et un aéroport vétuste, mais rapproché, comme Orly, à l'exclusion de l'un ou de l'autre. Si les installations de réparation et d'entretien d'un transporteur national avaient été situées à Orly, il y aurait eu, alors, de fortes pressions pour qu'Orly soit préféré à Charles-de-Gaulle. C'est un dilemme semblable que connut Montréal dans les années 1990.

À long terme

Une décision d'une telle portée pour l'avenir à long terme ne peut se prendre au moyen d'une étude financière, partielle et à court terme, faite sous la pression des événements ; il lui faut une analyse « coûts-bénéfices » qui tienne compte de tous les éléments économiques et sociaux touchés par une telle décision, et ce, à l'aide de différents scénarios prévisionnels. D'ailleurs, les prévisions initiales ne se limitaient pas à tout concentrer à Dorval, ou à tout concentrer à Mirabel.

Par exemple, il existait possiblement un scénario axé davantage sur l'avenir que sur le retour au passé. Il aurait consisté à faire de Mirabel l'aéroport international principal de Laval-Montréal, et à transformer Dorval, en partie en complexe industriel de production aéronautique et en bases d'entretien et de réparation, et en partie en un aéroport national spécialisé pour les transporteurs qui le désiraient.

Ce scénario aurait exigé que les passagers internationaux n'aient plus, pour la plupart, à transférer entre les deux aéroports, que la voie ferrée des Deux-

Montagnes fût prolongée jusqu'au cœur de l'aéroport de Mirabel, que l'autoroute 15 fût modernisée pour en faire une artère à 4 voies dans chaque direction et/ou que l'autoroute 13 rejoignît l'aérogare comme il avait été prévu originairement. Mirabel aurait, dans ce cas, été consacré dans son rôle d'aéroport moderne, comme le sont les aéroports prêts pour le XXI^e siècle, entre autres, ceux de Charles-de-Gaulle, de Denver et de Dallas. Mirabel aurait dû également être déclaré zone franche, pour abolir le besoin de dédouanement.

À long terme, comment doit-on utiliser à meilleur escient les installations publiques coûteuses de Dorval et de Mirabel ? Quelle est la solution la plus rentable socialement pour les 25 prochaines années ? Seules des évaluations précises du coût et des bénéfices sociaux, privés et externes, permettraient de trancher la question.

Une décision prise en fonction de considérations financières privées incomplètes et à court terme risque de transformer le problème d'aujourd'hui en un problème beaucoup plus grand dans 25 ans*.

10.7 À qui appartient Hydro-Québec ?

Les lois de l'économie dérivent de la nature des choses tout aussi sûrement que les lois du monde physique ; on ne les imagine pas, on les trouve ; et jamais on ne les viole impunément.

Jean-Baptiste Say (1767-1832)

[Retour à la table des matières](#)

Le gouvernement du Québec est le propriétaire de plus de 75 entreprises. Chaque année, une ou deux sociétés nouvelles viennent s'ajouter à cette liste. Comment voulez-vous qu'un gouvernement qui a mille autres chats à fouetter (écoles, hôpitaux, routes, etc.) puisse surveiller correctement la gestion relativement autonome d'autant d'entreprises ?

Dans le secteur privé, le rendement des sociétés industrielles et commerciales fait l'objet d'une évaluation quotidienne par les marchés financiers. Le prix des actions reflète ce que pensent les propriétaires de leur performance et de la gestion de leurs dirigeants.

* En 1999, l'Association du transport aérien international (IATA) annonça que Montréal avait été déclassée comme centre aéroportuaire international, derrière Vancouver et Calgary. Dans son enquête Global Airport Monitor, l'IATA ne classait même plus Dorval dans les 25 catégories de services cotés, alors que Mirabel figurait, un an auparavant, dans le « top 5 » des aéroports internationaux.

Dans le secteur public, une telle évaluation se fait d'habitude une fois par année, souvent à l'occasion du dépôt du rapport annuel. Plus le nombre de sociétés à surveiller est élevé, plus il est difficile pour le gouvernement d'être un propriétaire attentif et vigilant. Bien sûr, le gouvernement n'est que le mandataire de ces propriétés publiques, puisqu'elles appartiennent en bout de ligne à la population ¹.

La taxation fédérale

En vertu de la Constitution canadienne, les gouvernements provinciaux et fédéral s'exemptent mutuellement de leurs impôts respectifs. De 1948 à 1996, l'impôt sur les sociétés d'utilité publique était retourné aux gouvernements provinciaux, afin que la charge fiscale sur le coût de l'électricité soit comparable d'une province à l'autre. Dans le budget fédéral du 27 février 1995, ce transfert fut unilatéralement aboli, invoquant « la situation financière actuelle ». Depuis que son budget est équilibré, il serait impérieux que le gouvernement fédéral revienne à sa politique antérieure qui consistait à placer les sociétés privées et publiques d'électricité sur le même pied.

Rappelons qu'Hydro-Québec fut créée en avril 1944 par le gouvernement libéral d'Adélard Godbout. Il fallait à cette époque briser le « trust de l'électricité », vu à juste titre comme un pouvoir industriel colonial au Québec. En mai 1963, Hydro-Québec doubla sa taille quand 11 compagnies d'électricité privées furent nationalisées au coût de 604 millions de dollars. D'ailleurs, les élections de novembre 1962 avaient porté essentiellement sur la pertinence d'achever la nationalisation de l'hydroélectricité, entreprise en 1944 et déjà proposée dans les années 1930 par Philippe Hamel.

Aujourd'hui, Hydro-Québec procure environ 19 500 emplois permanents et 3 800 emplois temporaires, ce qui en fait l'un des trois plus grands employeurs au Québec, derrière Bell Canada (BCE) et le Mouvement Desjardins. En 1998, Hydro-Québec versa 279 millions de dollars en dividendes à son actionnaire.

D'un point de vue économique, 3 choses sont importantes dans le cas d'une entreprise aussi stratégique pour le développement économique du Québec :

- les tarifs d'électricité doivent être compétitifs et supervisés par la Régie de l'énergie ;

¹ Le gouvernement du Québec possédait un avoir propre évalué à 12,5 milliards de dollars, en 1997, dans Hydro-Québec. Dans l'exercice financier de 1996, Hydro-Québec réalisa un bénéfice net égal à 520 millions de dollars, et un rendement annuel égal à 4,3 %. En 1996, Hydro-Québec a versé un grand total de 760 millions en taxes de toute nature, celles-ci étant la taxe sur le capital (324 millions), les taxes municipales et scolaires et « en-lieux » (244 millions) et des frais de garantie sur ses emprunts (192 millions).

- la gestion effective de la société doit demeurer au Québec ; et,
- l'entreprise doit continuer d'investir et de progresser pour le plus grand bien de l'économie du Québec.

En dépit du fait que cette entreprise est un symbole important de la période de l'après-guerre et de la Révolution tranquille des années 1960, il faudrait avoir le courage de regarder froidement les nouveaux défis économiques qui se poseront à nous au XXI^e siècle.

Comment renforcer le rôle économique d'Hydro-Québec, sans mettre en péril son statut de vaisseau amiral parmi les institutions économiques québécoises ?

C'est dans cette perspective que la proposition suivante est avancée :

- Dans un premier volet, le gouvernement du Québec vendrait 20 % des actions d'Hydro-Québec à la Caisse de dépôt et de placement pour un montant de 2,5 milliards de dollars, selon un protocole étalant cette vente sur 5 ans et rapportant au gouvernement un montant annuel de 500 millions. La moitié de ces actions pourraient être votantes, l'autre moitié constituée d'actions non votantes.
- Dans un deuxième volet, le gouvernement du Québec verserait en ristournes aux véritables propriétaires d'Hydro-Québec, c'est-à-dire à chaque Québécois (hommes, femmes et enfants), un nombre d'actions totalisant 10 milliards de dollars. Cela signifierait que toute personne ayant la citoyenneté et résidant au Québec depuis au moins un an, recevrait gratuitement environ 1 350\$ en actions d'Hydro-Québec, soit 135 actions ayant une valeur au pair égale à 10 \$.
- De plus, une réglementation pourrait stipuler qu'aucun individu ou société établi au Québec ne puisse détenir plus de 25 % des actions votantes d'Hydro-Québec ; de même qu'aucun non-résident ou société dirigée par des non-résidents ne puisse détenir plus de 10 % des actions votantes d'Hydro-Québec.

Cinq raisons fondamentales militent en faveur d'une telle proposition.

Primo, le gouvernement du Québec équilibrera son budget à partir de l'exercice financier 1999-2000. En raison des rentrées provenant des cotisations de ses employés aux régimes de retraite, les besoins de financement du gouvernement étaient déjà nuls en 1998-1999. Une diminution générale des impôts qui prendrait la forme d'un versement d'actions aux 7,3 millions de Québécois serait de nature à soulever l'enthousiasme et la confiance dans l'avenir économique du Québec.

Secundo, le gouvernement du Québec n'émettant plus de nouvelles obligations, la Caisse de dépôt et placement pourrait se voir forcée de placer une proportion de

plus en plus grande de ses avoirs à l'étranger. L'achat d'actions d'Hydro-Québec serait pour cet organisme une façon de recycler les épargnes qu'elle a sous sa gestion dans l'économie du Québec.

Tertio, l'émission de capital-actions deviendrait pour Hydro-Québec une façon moins coûteuse de financer ses expansions futures que l'émission d'obligations. Ses investissements sont estimés à 3 milliards de dollars par année, ce qui pourrait générer annuellement 30 000 nouveaux emplois. Déjà la dette d'Hydro-Québec (36 milliards de dollars) est très lourde, en plus d'être vulnérable aux baisses du dollar canadien, puisqu'elle est détenue à 70 % à l'étranger.

Quatro, les fluctuations du prix de l'action d'Hydro-Québec et la contribution importante de la Caisse de dépôt à sa gestion, sans compter l'attention quotidienne que lui porteraient ses millions d'actionnaires, procureraient à Hydro-Québec une supervision et une incitation à améliorer son rendement.

Quinto, selon la proposition, le gouvernement continuerait de toucher 500 millions de dollars de la Caisse de dépôt pendant 5 ans. Ces montants permettraient d'utiliser tout excédent budgétaire après l'an 2000 pour réduire la dette publique du gouvernement.

La proposition ferait donc d'une pierre cinq coups :

- elle équivaldrait, aux yeux des contribuables, à une diminution générale des impôts ;
- elle accroîtrait le recyclage des épargnes au Québec ;
- elle faciliterait le financement à meilleur compte des expansions futures d'Hydro-Québec en faisant davantage appel à l'épargne québécoise sous la forme de titres de propriété plutôt que d'obligations ;
- elle apporterait une supervision plus économique et moins politique de l'entreprise, tout en garantissant sa gestion par des Québécois ; et
- elle pourrait contribuer au remboursement de la dette du gouvernement. Gardons en mémoire que les citoyens du Québec sont les véritables actionnaires d'Hydro-Québec. Notre proposition ne vise qu'à concrétiser cette réalité fondamentale. Elle vise moins à dénationaliser Hydro-Québec qu'à la dépolitiser.

10.8 Un plaidoyer en faveur de Montréal

Dire la vérité est utile à celui à qui on le dit, mais désavantageuse à ceux qui la disent, parce qu'ils se font haïr.

Blaise Pascal (1623-1662)

[Retour à la table des matières](#)

Montréal, et surtout le Grand Montréal, est un géant économique qui dort. En effet, Montréal est au Canada ce qu'est San Francisco aux États-Unis et Paris à la France. Ces trois grandes villes ont d'ailleurs des caractéristiques communes, fondées essentiellement sur l'équilibre entre le culturel, le social, l'académique et l'économique.

Dans le contexte actuel de la libéralisation des échanges et des transformations technologiques, les grandes agglomérations urbaines ont accentué leur rôle de pôle de développement économique et de pourvoyeur de services aux entreprises et aux personnes. Aujourd'hui, la concurrence économique ne se fait plus seulement entre les entreprises et entre les pays, mais de plus en plus entre les économies des mégacités. Avec la chute du coût des communications et des transports, toute grande métropole peut aspirer à devenir une Singapour ou une Silicon Valley.

En tête

Montréal est un géant qui sommeille, car il lui manque peu d'attributs pour être un aimant qui attire capitaux, cerveaux et technologies. C'est un fait peu connu que selon la plupart des critères de localisation retenus pour le classement des villes d'affaires du magazine *Fortune*, Montréal se tenait en haut de la liste.

Deux facteurs font parfois pencher la balance contre Montréal. D'une part, et avant tout, un certain dénigrement de la part de personnalités d'affaires et médiatiques montréalaises et, d'autre part, le caractère repoussant de certaines mesures fiscales et de certaines réglementations gouvernementales. Que ces deux sources défavorables soient corrigées et Montréal reprendra la place qui lui revient en tant que grande métropole économique et culturelle, stratégiquement bien placée entre l'Europe et l'Amérique.

Dans cette perspective, les pouvoirs publics devraient faire des gestes concrets, et peut-être même spectaculaires, afin de renverser certaines perceptions. Par exemple, des parcs de haute technologie exempts de certaines réglementations et de certaines taxes devraient être créés. Les gouvernements se doivent d'innover afin que Montréal soit une grande métropole économique au XXI^e siècle. Pour ce

faire, il leur faut corriger les points faibles et mettre l'accent sur les points forts. Quels sont ces points forts ?

- Montréal, centre industriel et pôle de création de technologies de pointe. En proportion de sa population, Montréal a le plus haut taux d'emplois dans les secteurs de la haute technologie en Amérique du Nord. Quant aux emplois manufacturiers, toujours en proportion de sa population, Montréal se classe au 3^e rang nord-américain, derrière Detroit et Cleveland. Montréal est le 1^{er} au Canada et le 10^e dans le monde à titre de grand centre de recherche et de développement en biotechnologie. Montréal est également un leader nord-américain en aéronautique, en télécommunications, en pharmaceutique et en techniques de l'information.
- Montréal, centre nord-américain de centres d'appel. Ville cosmopolite, multilingue et multiculturelle, en plus d'être bon marché, Montréal est exceptionnellement bien placée pour jouer un rôle de premier plan dans les réseaux de communication. Des milliers d'emplois existent déjà dans ce domaine, mais le potentiel est énorme.
- Montréal, pôle d'attrait d'organisations internationales. Il y a plus de 50 organismes internationaux qui ont leurs assises à Montréal, de l'organisation de l'aviation civile internationale (OACI), à Montréal depuis 1945, à la World Confederation of Productivity Science (WCPS), tout nouvellement implantée.
- Montréal, centre universitaire international. Grâce à ses 4 universités et ses 3 grandes écoles, ses 36 centres de formation professionnelle et ses 50 établissements collégiaux, Montréal possède une infrastructure en formation capable de générer des spécialistes et une main-d'œuvre qualifiée dans de nombreux domaines.
- Montréal, centre de sièges sociaux. Dix des 25 plus grandes entreprises canadiennes ont leur siège social à Montréal, telles que BCE, Seagram, Alcan, Bombardier, Quebecor, Abitibi-Consolidated, etc.

Montréal est une grande ville-région au potentiel économique énorme. Montréal est la ville nord-américaine où les frais d'exploitation pour les entreprises sont les plus bas, lorsque l'on considère les frais de main-d'œuvre, l'immobilier, l'électricité, le téléphone, les impôts et les avantages fiscaux. Elle aussi une ville de dimension humaine, dotée de toutes les infrastructures d'une grande métropole.

CHAPITRE 11

LES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES

11.1 L'avenir politique et constitutionnel du Québec

Le véritable courage est bien l'opposé de la témérité.

Fontenelle (1657-1757), philosophe français

C'est le temps de décider si nous sommes simplement des
bûcherons et des porteurs d'eau.

Samuel L. Tilley, ministre fédéral des Finances, 1879

[Retour à la table des matières](#)

La question de l'avenir politique et constitutionnel du Québec est essentiellement une question de démocratie. Toute solution ou toute décision doit recevoir un appui clair et sans équivoque d'une nette majorité de la population.

Les conditions gagnantes

La majorité des sondages indiquent que si l'on exclut le vote stratégique ou flottant, il n'y a guère plus de 30 % à 40 % de la population québécoise qui souhaite véritablement une brisure complète du lien politique qui lie le Québec et les autres provinces canadiennes. Est-ce que ce pourcentage ira en s'accroissant ou en s'abaissant dans l'avenir, nul ne le sait. Cependant, on ne se trompe pas en disant qu'une grande majorité de Québécois souhaitent plus d'autonomie pour le Québec.

Il incombe donc aux dirigeants politiques de tenir expressément compte de la tendance majoritaire et d'éviter de prendre des risques qui sont susceptibles d'affaiblir ou de faire reculer le Québec. Tout particulièrement, ils ne devraient pas

tenir de référendum sur des choix qui n'amènent pas un large consensus ou qui ne peuvent pas rallier une nette majorité.

En mai 1980, le gouvernement Lévesque perdit son référendum avec 40,4 % de OUI et 59,6 % de NON. Par la suite, deux autres référendums constitutionnels ont été tenus. Le gouvernement Bourassa perdit un référendum sur l'Entente de Charlottetown, le 26 octobre 1992 (43,4 % OUI ; 56,6 % NON). De son côté, le gouvernement Parizeau perdit un référendum, le 30 octobre 1995, sur l'avant-projet d'une loi sur la souveraineté du Québec (49,4 % OUI ; 50,6 % NON). À l'âge des sondages sophistiqués et des autres techniques pour connaître l'opinion des citoyens, ces défaites rendent perplexes.

Des reculs

Chacune de ces défaites eut des conséquences néfastes, pourtant prévisibles. Après la première de ces défaites, le gouvernement fédéral profita du désarroi du gouvernement du Québec pour imposer sa vision des choses, même si cela affaiblissait le Québec. En 1980-1982, le gouvernement Trudeau, fort de l'appui de la population, se servit en effet de sa légitimité démocratique pour rapatrier unilatéralement la Constitution canadienne (de la Grande-Bretagne) et pour diminuer les pouvoirs du parlement du Québec.

En 1992-1994, le gouvernement fédéral orienta ses préoccupations politiques vers les revendications autochtones en créant la commission Dussault-Erasmus, dont le rapport encore inappliqué pourrait, dans l'avenir, affaiblir davantage les pouvoirs du parlement du Québec. La période subséquente à la défaite de 1995 a également entraîné des conséquences négatives, puisque le gouvernement fédéral décida de privilégier pendant quelques années un plan B, lequel consistait à placer ni plus ni moins le gouvernement du Québec dans une situation de tutelle légale, en utilisant la Cour suprême du Canada comme maître du jeu référendaire ¹.

Il eût mieux fallu que les gouvernements successifs à Québec s'abstiennent de tenir les référendums constitutionnels qu'ils ont tenus depuis vingt ans. Personne ne niera que le bilan des trois défaites référendaires au Québec fut des plus négatifs : recul du Québec en matière constitutionnelle en 1982 ; renforcement des revendications politiques et territoriales des autochtones devant la Cour depuis 1992 ; et l'encerclement légal du gouvernement du Québec, après 1995, en déplaçant la question constitutionnelle du champ politique vers le champ légal.

¹ Contre toute attente, l'avis unanime de la Cour suprême du Canada du 20 août 1998, mit fin au plan B du gouvernement fédéral. En effet, selon cet avis unanime de la Cour, le gouvernement du Québec a le droit de demander des modifications constitutionnelles et l'exercice de ce droit « impose aux autres participants de la Confédération l'obligation réciproque d'engager des discussions constitutionnelles pour tenir compte de l'expression démocratique d'un désir de changement ».

Avant d'adopter la politique du pire et de se lancer tête baissée dans une autre aventure référendaire, il serait sage pour les dirigeants politiques du Québec de ne pas poursuivre une politique partisane, mais de dégager un large consensus populaire, suffisant pour ne pas conduire à une quatrième défaite référendaire. S'il en était autrement, ils devraient se préparer à rendre des comptes devant l'Histoire et les générations futures de leurs excès de partisanerie et de témérité.

11.2 Le coût du blocage constitutionnel

Toute l'expérience démontre que l'humanité est mieux disposée à souffrir, tant que les torts sont supportables, plutôt que de se libérer en abolissant les carcans auxquels les gens sont habitués.

Déclaration d'indépendance américaine, 1776

[Retour à la table des matières](#)

Au Québec, 50 % de la population souhaite des changements constitutionnels, mais 50 % de la population s'y oppose. Il y a donc impasse. Au Canada anglais, l'électorat et les politiciens ne semblent pas favorables à des amendements constitutionnels pour accommoder le Québec. Il y a donc blocage.

Le Canada est ainsi devenu une terre où s'affrontent trois nationalismes : le nationalisme canadien, le nationalisme québécois et le nationalisme autochtone. Ce dernier a été réveillé par le second, tandis que le nationalisme québécois a été exacerbé par l'adoption de l'Acte constitutionnel de 1982, laquelle s'inscrivait dans la lignée du nationalisme canadien.

Trois référendums ont été tenus sur la question constitutionnelle, et aucun ne reçut l'approbation majoritaire de la population. Ces référendums n'ont fait que confirmer, et même accentuer, l'impasse constitutionnelle.

La polarisation

La polarisation politique qui accompagne l'impasse constitutionnelle permet aux politiciens de s'envelopper, qui dans le drapeau canadien, qui dans le drapeau québécois. Les politiciens au pouvoir, tant à Ottawa qu'au Québec, sont dans la situation enviable de « Face, je gagne. Pile, tu perds. » On parle même « d'honorables défaites », parce qu'il s'agit d'un jeu où ceux qui le mènent ne perdent jamais. Les seuls vrais perdants sont les citoyens (travailleurs, entrepreneurs, épargnants, contribuables) qui en supportent le coût.

Qui est responsable de cette absence de progrès dans la solution du problème Québec-Canada ?

La responsabilité

La cause première et centrale du marasme constitutionnel actuel relève du rapatriement unilatéral de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (AANB) de 1867 par le gouvernement Trudeau, en 1982, et du remaniement en profondeur de cette loi constitutionnelle sans un recours direct à la population.

Rappelons que le rapatriement et le remaniement de la Constitution canadienne diminuèrent unilatéralement les pouvoirs du parlement du Québec, en matière linguistique entre autres, au lieu de les accroître, comme la population le souhaitait. Ce faisant, le gouvernement Trudeau a introduit un virus empoisonné dans le système politique canadien. En effet, on ne modifie pas une constitution en faisant fi d'une population sans que cela n'ait de conséquences néfastes. Les Canadiens de toutes les provinces, et les Québécois en particulier, ont payé cher et continuent de payer pour le gâchis que les politiciens ont créé sur le plan constitutionnel.

Par ailleurs, une part importante de l'impasse constitutionnelle actuelle revient tant aux fédéralistes inconditionnels qu'aux indépendantistes inconditionnels au pouvoir à Ottawa et à Québec. En repoussant tout compromis acceptable pour la majorité de la population, ces deux groupes ont fait en sorte qu'aucune solution ne soit trouvée. C'est encore la population qui fait les frais de cet échec.

Les exodes

Quel a été et quel est encore le coût économique de ce blocage et de cette impasse entre le *statu quo* d'une constitution imposée et non acceptée, et un nouvel arrangement constitutionnel impossible à obtenir ?

Le coût économique provient de la surenchère des dépenses publiques, de la crise des finances publiques et des pesanteurs fiscales, réglementaires et bureaucratiques. Il découle des départs de spécialistes et d'entrepreneurs qui « votent avec leurs pieds » et qui quittent non seulement le Québec, mais aussi le Canada. Le coût comprend aussi tous les investissements productifs qui sont perdus et les emplois qui ne sont pas créés. Le coût, enfin, résulte de l'énorme dépense d'énergie consacrée aux questions constitutionnelles plutôt qu'aux questions économiques et sociales.

L'avenir

Sommes-nous condamnés à un blocage constitutionnel permanent, avec tous les frais qu'une telle situation comporte ? Nul ne le sait, mais on peut être persuadé que si nous avions au pouvoir, tant à Ottawa qu'à Québec, des hommes d'État de la trempe des Lester B. Pearson et des Jean Lesage, une solution de compromis

acceptable pour les populations du Canada anglophone et du Québec serait trouvée.

Tant que le parlement du Québec n'aura pas entériné l'Acte constitutionnel de 1982, adopté uniquement par les provinces anglophones, le Canada anglais continuera constitutionnellement de traiter le Québec comme une sorte de colonie intérieure. Aucune paix constitutionnelle durable n'est possible tant que la Constitution canadienne ne sera pas légitimée au Québec. Cela exige un compromis de part et d'autre.

Quant au Canada anglais, il s'agirait qu'il résiste à la tentation d'écraser le Québec et reconnaisse que le Québec est en situation de légitime défense en matière culturelle et linguistique. Les partisans inconditionnels du *statu quo* devraient se rappeler que les droits des individus et des peuples doivent avoir préséance sur les volontés d'hégémonie politique et sur les structures politiques. Les structures politiques peuvent et doivent évoluer en fonction des besoins des populations. Il s'agit de la meilleure attitude à adopter à long terme.

De même, au Québec, les indépendantistes inconditionnels doivent accepter que l'autonomie des peuples ne puisse être que relative. En effet, les droits des personnes viennent avant ceux des États-nations et de leurs dirigeants. En particulier, la position du Québec entre le Canada de l'Est et le Canada de l'Ouest impose que l'on prenne en considération cette réalité géographique dans tout arrangement politique futur.

Il serait, en effet, désastreux pour les individus comme pour les peuples de morceler les territoires et d'ériger des frontières comme si on était au XIX^e siècle. Au cours des 40 dernières années, l'Europe a réussi à abolir les anciennes frontières entre 15 pays. Il ne faudrait pas que l'on en recrée en Amérique du Nord, et qu'on y transpose les vieilles maladies européennes, tel le nationalisme ethnique¹. Il faut se rappeler que dans une saine démocratie, ce n'est pas à la

¹ Voici, pour réflexion, un exemple de question référendaire pour le Québec :

En vertu du principe fondamental du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de déterminer librement leur statut politique, et d'assurer librement leur développement économique, social et culturel, tel qu'il est stipulé dans la Charte internationale des droits de l'homme des Nations unies de 1976 (article premier) ; et, compte tenu de l'avis unanime de la Cour suprême du Canada du 20 août 1998, selon lequel le gouvernement du Québec a le droit de demander des modifications constitutionnelles et que l'exercice de ce droit « impose aux autres participants de la Confédération l'obligation réciproque d'engager des discussions constitutionnelles pour tenir compte de l'expression démocratique d'un désir de changement » :

Voulez-vous que le gouvernement du Québec négocie un nouveau statut politique pour le Québec, fondé sur l'autonomie politique dans tous les domaines nécessaires à la survie linguistique, culturelle, sociale et économique du peuple québécois, et une entente politique, économique, commerciale et monétaire mutuellement profitable au Canada et au Québec, selon le modèle de l'Union européenne ?

☐ OUI

☐ NON

population à s'adapter aux politiciens, mais aux politiciens à s'adapter à la population.

Un compromis

L'histoire politique canadienne enseigne que ce sont des compromis réciproques qui ont permis au Canada anglais et au Québec francophone de survivre au nord des États-Unis d'Amérique. Grâce à l'Acte de Québec en 1774, l'Acte constitutionnel de 1792, et les Actes de l'Amérique du Nord britannique, de 1867 à 1952, le Canada anglais abandonna l'idée d'assimiler les Canadiens français, du moins d'une façon ouverte. L'objectif du binationalisme et du biculturalisme, tel qu'il est énoncé par la Commission Laurendeau-Dunton, dans son rapport de 1967, est une illustration pratique du nationalisme civique des anglophones et des francophones au Canada, lorsqu'ils sont animés par un esprit de compromis.

Dans le passé, chaque fois que des hommes d'État, tels J. A. Macdonald et George Étienne Cartier ou Lester B. Pearson et Jean Lesage, ont fait preuve de compromis politiques et d'un nationalisme civique de bon aloi, le Canada a

En vertu du principe fondamental du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de déterminer librement leur statut politique, et d'assurer librement leur développement économique, social et culturel, tel qu'il est stipulé dans la Charte internationale des droits de l'homme des Nations Unies de 1976 (article premier) ; et, compte tenu de l'avis unanime de la Cour suprême du Canada du 20 août 1998, selon lequel le gouvernement du Québec a le droit de demander des modifications constitutionnelles et que l'exercice de ce droit « impose aux autres participants de la Confédération l'obligation réciproque d'engager des discussions constitutionnelles pour tenir compte de l'expression démocratique d'un désir de changement » :

1. Voulez-vous que le cadre constitutionnel canadien soit modifié pour que le gouvernement du Québec exerce les pouvoirs exclusifs en matière linguistique sur le territoire québécois ?
☐ OUI ☐ NON
2. Voulez-vous que le cadre constitutionnel canadien soit modifié pour que le gouvernement du Québec exerce les pouvoirs exclusifs en matière d'éducation sur le territoire québécois ?
☐ OUI ☐ NON
3. Voulez-vous que le cadre constitutionnel canadien soit modifié pour que le gouvernement du Québec exerce les pouvoirs exclusifs en matière de culture sur le territoire québécois ?
☐ OUI ☐ NON
4. Voulez-vous que dans ses juridictions exclusives, le gouvernement du Québec participe aux organisations internationales appropriées ?
☐ OUI ☐ NON
5. Voulez-vous que le poste de lieutenant-gouverneur ou de vice-roi soit remplacé au Québec par celui d'un président, élu par l'Assemblée nationale du Québec ?
☐ OUI ☐ NON
6. Voulez-vous que le gouvernement du Québec négocie un nouveau statut politique pour le Québec, fondé sur l'autonomie politique dans tous les domaines nécessaires à la survie linguistique, culturelle, sociale et économique du peuple québécois, et une entente politique, économique, commerciale et monétaire mutuellement profitable au Canada et au Québec, selon le modèle de l'Union européenne ?
☐ OUI ☐ NON

progressé. Par contre, chaque fois que les personnes en place ont pratiqué un nationalisme de confrontation, le Canada a reculé.

Robert Bourassa

L'ancien premier ministre Robert Bourassa avait proposé dès 1979 la question référendaire suivante : « Voulez-vous remplacer l'ordre constitutionnel existant par deux États souverains, associés dans une union économique, laquelle union serait comptable à un parlement élu au suffrage universel ? » Après l'échec de l'Accord du lac Meech en juin 1990 et, surtout, après le rapport de la Commission Bélanger-Campeau en 1991, le premier ministre Bourassa aurait sans contredit obtenu un large appui populaire, s'il avait suivi sa propre vision de 1979, ou adopté le consensus de la Commission Bélanger-Campeau comme base de négociation avec le Canada anglais.

On souhaiterait que les élus ne se réfugient pas derrière la Cour suprême ou derrière leurs programmes politiques partisans, bases insuffisantes pour décider de l'avenir des populations, afin d'éviter de régler les problèmes politiques et constitutionnels. Ils devraient plutôt faire montre de « leadership » et s'attaquer résolument à la tâche de trouver une solution pratique au blocage constitutionnel actuel. L'économie ne s'en porterait que mieux.

11.3 L'institution de la royauté

L'État, c'est moi !
Après moi, le Déluge.
Louis XIV

[Retour à la table des matières](#)

Il y a quelques siècles, des rois dirigeaient la plupart des gouvernements européens, en vertu d'un supposé droit divin héréditaire, et détenaient en théorie des pouvoirs absolus. La citation ci-dessus attribuée à Louis XIV illustre le despotisme des monarchies anciennes. Sous ce régime, en effet, les habitants d'un territoire n'étaient pas des citoyens libres mais des sujets du roi ou de la reine.

Depuis la Magna Carta, signée à Runnymede en 1215, en Angleterre et, surtout, depuis la révolution anglaise de 1688 et la Charte anglaise des droits de 1689, les rois anglais ont continuellement perdu de leurs pouvoirs politiques au profit d'institutions démocratiques, jusqu'à ce qu'ils ne soient devenus aujourd'hui guère plus qu'une décoration symbolique. Le Sénat anglais, appelé Chamber of Lords, continue cependant d'être une institution archaïque non élue dont

l'attribution des sièges se fait encore, dans la plupart des cas, par voie héréditaire. Le gouvernement travailliste de Tony Blair a entrepris de faire disparaître ces droits héréditaires, sans toutefois faire disparaître la Chambre des Lords et surtout sans la rendre élective.

Un système archaïque

Le Royaume-Uni, comme le Canada, est une monarchie constitutionnelle où un souverain occupe le poste de chef de l'État. En fait, au Canada, la reine d'Angleterre est le chef d'État officiel, disposant d'un représentant que l'on appelle gouverneur général. Les États-Unis, depuis 1776, et la France, depuis 1792, se sont libérés de leurs régimes monarchiques et sont devenus des républiques, mais pas le Canada.

En effet, les deux institutions politiques les plus archaïques au Canada sont la royauté, en la personne d'un souverain étranger agissant comme chef d'État, et le Sénat, composé de membres non élus et non représentatifs dont la nomination relève essentiellement du patronage politique. Ces deux anomalies sont une entorse réelle et non pas seulement symbolique à la démocratie canadienne. La royauté britannique, en particulier, est un vestige dépassé du nationalisme ethnique anglo-saxon au Canada.

L'Australie, ancien dominion britannique comme le Canada, prévoit tenir un référendum sur la pertinence de répudier la monarchie britannique et d'accéder au statut de république. Au rythme où vont les choses, il ne restera bientôt plus que le Canada, en tant qu'ancienne colonie britannique, à rester affligé d'un chef d'État étranger.

Il convient de poser la question à savoir si le Canada ne devrait pas prévoir lui aussi un référendum en l'an 2000 afin de marquer l'arrivée du nouveau millénaire par la modernisation du système politique canadien. En vertu de la Constitution canadienne de 1982, un tel référendum ne serait que consultatif. En effet, l'abolition du poste de représentant de la Reine (gouverneur général) exigerait un vote du parlement du Canada et une approbation par chacune des assemblées législatives provinciales.

En décembre 1998, lorsque le bureau du premier ministre Jean Chrétien fit circuler l'idée que le Canada devrait marquer son entrée dans le nouveau millénaire en coupant ses liens avec la royauté britannique, le carcan de l'Acte constitutionnel de 1982 est apparu dans toute sa splendeur. En effet, même si la population canadienne était fortement en faveur de couper le lien colonial avec la royauté britannique, et ce, après confirmation de la volonté populaire au cours d'un référendum, la Constitution canadienne confère au gouvernement de toute province canadienne le pouvoir de s'opposer à la volonté de la majorité.

Ainsi, le premier ministre de la plus petite province canadienne, soit l'Île du Prince-Édouard, déclara qu'il serait le premier à opposer le veto de sa province à tout amendement constitutionnel faisant disparaître le lien colonial avec la Grande-Bretagne.

Deux poids deux mesures

On doit donc en conclure que l'Acte constitutionnel de 1982, que MM. Jean Chrétien et Pierre E. Trudeau ont eux-mêmes imposé à la population canadienne sans le faire ratifier par un référendum et contre le consensus de l'Assemblée nationale du Québec, constitue un carcan qui perpétuera encore pour longtemps le symbole colonial d'un monarque étranger agissant comme chef d'État du Canada.

Il est ironique et paradoxal que le Canada soit affligé d'une constitution qui exige l'unanimité des parlements provinciaux pour effectuer certains changements, mais qui fut adoptée dans sa totalité contre l'avis officiel du parlement d'une des quatre provinces fondatrices, à savoir le Québec.

11.4 L'exemple de Porto Rico

Une nation fatiguée de longs débats consent volontiers qu'on la dupe, pourvu qu'on la repose, et l'histoire nous apprend qu'il suffit alors pour la contenter de ramasser dans tout le pays un certain nombre d'hommes obscurs ou dépendants, et de leur faire jouer devant elle le rôle d'une assemblée politique, moyennant salaire.

Alexis de Tocqueville (1805-1859)

[Retour à la table des matières](#)

Porto Rico est une île de la Caraïbe peuplée par 3,8 millions d'habitants, la plupart d'origine et de langue espagnoles. De plus, quelque 2,3 millions de personnes nées à Porto Rico vivent aux États-Unis. Ce territoire fut cédé aux États-Unis par l'Espagne en 1898, à la suite de la guerre hispano-américaine. Le niveau de vie y est de 7 000 \$ par habitant, soit moins de la moitié de celui de l'État américain le plus pauvre. Il existe un parallèle entre la situation de Porto Rico et celle du Québec en ce sens que, dans les deux cas, le passage à une autre autorité politique s'accompagna de la garantie de pouvoir conserver la langue, la culture et les coutumes des populations en cause.

Depuis 1917 (Jones Act), les Portoricains sont officiellement des citoyens américains, tout en conservant la nationalité portoricaine. Cependant, ils ne paient pas l'impôt sur le revenu américain et ne votent pas au moment des élections

présidentielles et sénatoriales américaines. Ils élisent cependant un parlement portoricain et un délégué sans droit de vote à la Chambre des représentants des États-Unis. Porto Rico est considéré comme une entité autonome aux jeux olympiques internationaux et latino-américains, et est membre de certains organismes internationaux.

Le statut politique actuel de Porto Rico fut établi au début des années 1950, quand l'île fut déclarée État associé ou commonwealth des États-Unis. Ce statut confère à Porto Rico un degré très élevé d'autonomie politique et des avantages économiques et fiscaux importants, lesquels, cependant, on été réduits il y a quelques années. En effet, de nombreuses entreprises se sont établies à Porto Rico, notamment des entreprises pharmaceutiques, afin de bénéficier des avantages fiscaux particuliers dont jouit l'île à l'intérieur du marché américain et de la zone monétaire américaine.

L'État américain

Certains membres du Congrès américain et une partie de la population portoricaine souhaitent que Porto Rico devienne le 51^e État américain. Cela mettrait fin au statut actuel d'État associé des États-Unis, et les Portoricains pourraient élire deux sénateurs et un certain nombre de représentants au Congrès américain. Le président Bill Clinton et le Parti démocrate sont plutôt favorables à cette option, tandis que les Républicains y sont en majorité opposés.

Le statut d'État étendrait la gamme des programmes sociaux américains dont pourraient se prévaloir les Portoricains. On évalue à environ 4 milliards de dollars par année les transferts nets additionnels dont bénéficieraient les Portoricains. Toutefois, Porto Rico perdrait une partie de son autonomie politique actuelle. De plus, l'espagnol et l'anglais auraient le statut de langues officielles à l'intérieur de l'île, mais le gouvernement fédéral américain imposerait l'anglais en tant que la langue de communication de l'administration américaine.

Le dilemme

Tout cela pose un dilemme de taille pour les Portoricains, qui se sont déjà prononcés à deux occasions en faveur du statut hybride actuel de souveraineté-association ou de commonwealth. En effet, un premier référendum, tenu le 23 juillet 1967, rejeta l'option d'État américain (38,9 %) et celle de l'indépendance complète (moins de 1 %) au profit du statut de commonwealth ou d'État associé avec les États-Unis (60,5 %). Un deuxième référendum tenu en 1993 donna un résultat plus serré : le statut de commonwealth obtenant la pluralité des voix avec 48,6 %, l'accession de l'île au statut d'État américain à part entière obtenant 46,3 % du vote, tandis que l'indépendance complète ne recueillit que 4,4 % des voix.

Le 4 mars 1998, la Chambre des représentants des États-Unis adopta un projet de loi (HR 856), par la majorité d'une seule voix (209 contre 208), qui prévoyait la tenue d'un troisième référendum d'autodétermination politique pour Porto Rico.

Effectivement, le 13 décembre 1998, à l'instigation du gouverneur M. Pedro Rosello, un référendum fut tenu à Porto Rico sur la pertinence pour l'île de devenir le 51^e État américain. Pour la 3^e fois en 30 ans, l'option d'État américain fut rejetée, n'obtenant que 46,5 % des voix, soit sensiblement le même résultat qu'en 1993 (46,3 %).

Le vote majoritaire en faveur du statut actuel de commonwealth a perpétué le *statu quo* jusqu'au prochain référendum, censé être fait au cours des 10 prochaines années.

Comme on peut le voir, il n'y a pas qu'au Canada que l'on discute des notions de « souveraineté-association », de « fédéralisme » et de « marché commun », lorsqu'il s'agit de la survie politique et culturelle d'une population distincte par la langue et la culture. Porto Rico étant une île située à 1 500 kilomètres du continent, et étant peu accessible à l'immigration, les Portoricains ne semblent peut-être pas aussi menacés sur les plan culturel et linguistique par une intégration éventuelle au fédéralisme américain que ne le sont les Québécois francophones à l'intérieur du Canada. Néanmoins, dans les deux cas, à Porto Rico, comme au Québec, il est difficile de dégager une majorité claire en faveur d'une option définie. Cela entraîne le risque de flottement et d'instabilité. Sous ce rapport, les réalités québécoises et portoricaines se ressemblent.

ANNEXE

[Retour à la table des matières](#)

TABLEAU 1

Élections québécoises, 1956-1998
Répartition des votes en pourcentage (Nombre de sièges entre parenthèses)

Date	PLQ	UN	PQ	ADQ	Rall. créd.	RIN	Parti Égalité	Autres
28 juil. 1948 (92 sièges)	36,2% (8)	51,2 (82)	—	—	9,3% UE (0)	—	—	3,3% (2)
18 juil. 1952 (92) sièges	45,8 (23)	50,5 (68)	—	—	—	—	—	3,7 (1)
20 juin 1956 (93 sièges)	44,9 (20)	51,8 (72)	—	—	—	—	—	3,3 (1)
22 juin 1960 (95 sièges)	51,4 (51)	46,6 (43)	—	—	—	—	—	2,0
14 nov. 1962 (95 sièges)	56,4 (63)	42,2 (31)	—	—	—	—	—	1,4
5 juin 1966 (108 sièges)	47,3 (50)	40,8 (56)	—	—	—	5,6 (0)	—	6,3
29 avr. 1970 (108 sièges)	45,4 (72)	19,6 (17)	23,1 (7)	—	11,2 (12)	—	—	0,7
29 oct. 1973 (110 sièges)	54,7 (102)	4,9 (0)	30,3 (6)	—	9,9 (2)	—	—	0,3
15 nov. 1976 (110 sièges)	33,8 (26)	18,2 (11)	41,4 (71)	—	4,6 (1)	—	—	2,0
13 avr. 1981 (122 sièges)	46,1 (42)	4,0 (0)	49,2 (80)	—	—	—	—	0,7
2 déc. 1985 (133 sièges)	56,0 (99)	—	38,7 (23)	—	—	—	—	4,1
25 sept. 1989 (125 sièges)	50,0 (92)	—	40,2 (29)	—	—	—	3,7 (4)	6,1
12 sept. 1994 (125 sièges)	44,3 (47)	—	44,7 (77)	6,5 (1)	—	—	—	4,5
30 nov. 1998 (124+1 sièges)	43,6 (48)	—	42,9 (75)	11,6 (1)	—	—	—	1,8

Sources : Québec Statistique et mises à jour de l'auteur.

[Retour à la table des matières](#)

TABLEAU 2

Nombre de sièges additionnels théoriquement octroyés aux partis selon la règle d'un système mitigé de représentation proportionnelle :
1 siège minimal pour chaque point de pourcentage de votes obtenus,
à 5 % et au-delà.
(1948-1998)

ÉLECTIONS	NOMBRE DE SIÈGES ADDITIONNELS	% DES SIÈGES EXISTANTS
1948	24 sièges PLQ 5 sièges Union des électeurs	30 %
1952	17 sièges PLQ	18,5
1956	20 sièges PLQ	21,5
1960	0	0
1962	7 sièges UN	7,4
1966	1 siège RIN	1
1970	12 sièges PQ	11
1973	20 sièges PQ, 3 sièges RC	21
1976	3 sièges PLQ, 3 sièges UN	5
1981	0	0
1985	11 sièges PQ	9
1989	7 sièges PQ	9
1994	5 siège ADQ	1
1998	6 sièges ADQ	5

Sources : Calculs de l'auteur.

[Retour à la table des matières](#)

TABLEAU 3

Illustrations de la proposition d'un système mitigé
de représentation proportionnelle

Postulat : Premier 5 % de votes populaires égale 1 siège.

Plus un minimum d'un siège pour chaque point entier de
pourcentage de votes additionnels au-delà de 5 %

N.B. : Puisque le premier 5 % de votes obtenus résulte en l'octroi d'un siège, les formules ci-après soustraient 5 % du pourcentage de votes obtenus et ajoutent le siège additionnel.

- 1) a) Pourcentage de votes obtenus : V
 b) Sièges obtenus selon le système actuel : A
 c) Sièges proportionnels ajoutés selon le système proposé : $P = V - 5 + 1 - A$
 d) Sièges totaux ajustés : $S = P + A$

- 2) 1^{er} exemple : PLQ élections du 28 juillet 1948
 a) Pourcentage de votes obtenus : $V = 36,2 \%$
 b) Sièges obtenus selon le système actuel : $A = 8$
 c) Sièges additionnels selon le système proposé : $P = 36 - 5 + 1 - 8 = 24$
 d) Sièges totaux ajustés : $S = 24 + 8 = 32$

- 3) 2^e exemple : PQ élections du 29 octobre 1973
 a) Pourcentage de votes obtenus : $V = 30,3 \%$
 b) Sièges obtenus selon le système actuel : $A = 6$
 c) Sièges additionnels selon le système proposé : $P = 30 - 5 + 1 - 6 = 20$
 d) Sièges totaux ajustés : $S = 20 + 6 = 26$

- 4) 3^e exemple : ADQ élections du 30 novembre 1998
 a) Pourcentage de votes obtenus : $V = 11,6 \%$
 b) Sièges obtenus selon le système actuel : $A = 1$
 c) Sièges proportionnels selon le système proposé : $P = 11 - 5 + 1 - 1 = 6$
 d) Sièges totaux ajustés : $S = 6 + 1 = 7$

- 5) 4^e exemple : PQ élections du 13 avril 1981
 a) Pourcentage de votes obtenus : $V = 49,2 \%$
 b) Sièges obtenus selon le système actuel : $A = 80$
 c) Sièges additionnels selon le système proposé : $P = 49 - 5 + 1 - 80 = 0$
 (négatif)
 d) Sièges totaux ajustés : $S = 0 + 80 = 80$

[Retour à la table des matières](#)

TABLEAU 4

Mouvement de la population, Québec, 1971-1998

ANNÉE	POPULATION ¹	MIGRATION INTERNATIONALE ²	MIGRATION INTERPROVINCIALE	MIGRATION NETTE ³
1972	6 153 385	14 208	-19 892	-5 684
1973	6 190 860	20 015	-14 730	5 285
1974	6 240 398	26 419	-11 852	14 567
1975	6 298 723	22 354	-12 340	10 014
1976	6 361 813	24 616	-20 801	3 815
1977	6 413 918	14 467	-46 536	-32 069
1978	6 426 640	9 125	-33 424	-24 299
1979	6 445 001	15 578	-30 025	-14 447
1980	6 478 988	19 796	-24 283	-4 487
1981	6 522 986	17 540	-22 549	-5 009
1982	6 565 278	16 621	-28 169	-11 548
1983	6 587 100	11 276	-19 080	-7 804
1984	6 613 594	10 078	-10 943	-865
1985	6 645 543	11 362	-6 023	5 339
1986	6 684 911	16 389	-3 020	13 369
1987	6 745 814	24 547	-7 410	17 137
1988	6 807 077	23 686	-7 003	16 683
1989	6 886 366	31 576	-8 379	23 197
1990	6 961 664	38 155	-9 567	28 588
1991	7 033 363	48 261	-13 047	35 214
1992	7 083 274	45 435	-9 785	35 650
1993	7 143 749	42 003	-7 426	34 577
1994	7 190 322	24 878	-10 252	14 626
1995	7 224 938	23 248	-10 248	13 000
1996	7 259 019	26 308	-15 358	10 950
1997	7 292 129	23 792	-17 625	6 167
1998	7 321 455	—	—	

Source : Statistique Canada, Division de la démographie, section des estimations démographiques. Dernière mise à jour le 19 février 1999.

¹ La population tient compte des résidents non permanents (surtout des réfugiés et des étudiants étrangers).

² Solde des immigrants, des émigrants et des Canadiens de retour.

³ La migration nette ne tient pas compte des résides non permanents.

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

- Abowd, Kramarz, Lemieux, et Margolis, « Minimum Wages and Youth Employment in France and the United States », NBER Working Paper n° 6111, 1998.
- Abrams, Elliott, Faith or Fear: How Jews Can Survive in a Christian America, Free Press, 1997.
- Barber, Benjamin R., Djahad versus McWorld/Mondialisation et intégrisme contre la démocratie, traduit par Michel Valois, Desclée de Brouwer, 1996.
- Barber, Benjamin R., Démocratie forte, Desclée de Brouwer, Paris, 1997.
- Barlow, Robin, « Population Growth and Economic Growth : Some More Correlations », p. 153-165, *Population and Development Review* 20, n°1, 1994.
- Bayrou, François, *Le Droit au sens*, Éditions Flammarion, France, 1996.
- Beauregard, Claude, *Les lois anti-déficit aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande*, Observatoire de l'administration publique, ÉNAP, Québec, 1998.
- Beck, Roy, *The Case Against Immigration*, Norton, New York, 1996.
- Becker, Gary, *The Economics of Life*, University of Chicago Press, 1996.
- Bernard, André, *La politique au Canada et au Québec*, Les presses de l'Université du Québec, 1976.
- Berry, Brian J. L., *Long-wave Rhythms in Economic Development and Political Behaviour*, John Hopkins University Press, 1991.
- Blundell, Migel, *Les plus grandes erreurs du monde*, Compagnie internationale du livre, Paris, 1987.
- Boily, Robert, *La réforme électorale au Québec*, Éditions du jour, Montréal, 1970.
- Boisvert, Hugues, *L'Université à réinventer*, Montréal, 1997. Saint-Laurent, Québec : Éditions de Renouveau pédagogique,

- Bouchette, Errol, *L'indépendance économique du Canada français*, Les Éditions de La Presse, 1977.
- Brantingham, Paul et Stephen T. Easton, *Who Pays and How Much? Critical Issues Bulletin*, The Fraser Institute, Vancouver, 1998.
- Breton, Philippe, *La parole manipulée*, Boréal, 1997.
- Brown, Charles, « Minimum Wage Laws : Are They Overrated », *Journal of Economic Perspectives*, 1990.
- Buchanan, James M., « Positive Economics, Welfare Economics and Political Economy », p. 124-138, *Journal of Law and Economics* 2, October 1959.
- Butler, David et Austin Ranney, *Referendums : a Comparative Study of Practice and Theory*, Washington, D.C., American Enterprise Institute, 1978.
- Caselli, Francesco et al., *Effet des variables budgétaires sur le coût des emprunts dans un groupe de pays de l'OCDE*, Document de travail n° 98/55, IMF, Washington, 1998.
- Chandler, Alfred, *Scale and Scope : The Dynamics of Industrial Capitalism*, Harvard University Press, 1990.
- Codevilla, Angelo M. (traduit et adapté par), *The Prince* par Machiavelli, Yale University Press, 1997.
- Côté, Pierre-F., *Instruments de la démocratie directe au Canada et au Québec*, Québec, Directeur général des élections, 1992.
- Côté, Serge, « Relations économiques régionales et hétérogénéité de l'espace québécois », p. 517-536, *Recherches Sociographiques*, sept.-déc. 1996.
- Coulombe, Serge, « Évolution à long terme de la convergence régionale au Canada », *L'Actualité Économique – revue d'analyse économique*, 1998.
- Courtois, Stéphane et al., *Le livre noir du communisme*, Robert Laffont, Paris, 1997.
- Crawford, Allan, Jean-François Fillion et Thérèse Laflèche, « L'IPC est-il une mesure adéquate pour la définition de la stabilité des prix ? », *Stabilité des prix, cibles en matière d'inflation et politique monétaire*, Ottawa, 1998.
- Crystal, David, *English as a Global Language*, Cambridge University Press, 1997.

- Danielson, Michael N., *Home Team: Professional Sports and the American Metropolis*, Princeton University Press, 1997.
- Darwin, Charles, *The Descent of Man*, 1871.
- Disney, Richard, *Can We Afford to Grow older ?*, MIT Press, Cambridge New York Press, 1996.
- Drouilly, Pierre, *Statistiques électorales du Québec, 1867-1989*, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1990.
- D'Souza, Dinesh, *The End of Racism*, The Free Press, New York, 1995.
- D'Souza, Dinesh, *Illiberal Education*, The Free Press, New York, 1992.
- Ducasse, Russell, Le mode de scrutin au Québec, 1970-1982, bibliographie et document, 12, Assemblée nationale du Québec, 1983.
- Elliott, Kimberly Ann, directrice de publication, *Corruption and the Global Economy*, Institut de finances internationales, Washington, 1997.
- Fishkin, James S., *The Voice of the Public People, Opinion and Democracy*, York University Press, New Haven, 1995.
- Foot, David K., et Daniel Stoffman, *Entre le boom et l'écho*, Les Éditions Boréal, Montréal, 1996.
- Fortin, Bernard, Gaétan Garneau, Guy Lacroix, Thomas Lemieux et Claude Montmarquette, *L'Économie souterraine au Québec*, Mythes et réalités, Les Presses de l'Université Laval, 1996.
- Friedman, Milton, *Capitalism and Freedom*, Phoenix Books, The University of Chicago Press, 1967.
- Friedman, Milton, *Free to Choose*, Avon Books, New York, 1979.
- Galbraith, John Kenneth, *Anatomie du pouvoir*, Seuil, 1983. Paris.
- Galbraith, John Kenneth, *L'ère de l'opulence*, Calmann-Lévy, Paris, 1961.
- Gauvin, Charles-Julien, *Référendum 1995 : Avenir du Québec et du Canada, Séparation oui ou non*, Québec-Press, Saint-Fulgence 1994.
- Gervais, Gylliane, *La Dimension de l'économie souterraine au Canada*, cat. 13-603F n° 2, Ottawa, juin 1994.

- Gow, James Iain, « Les effets pervers d'une bonne idée : la démocratie directe en Californie », p. 239-271, *Politique et Sociétés*, vol. 17, n° 1-2, Société québécoise de science politique, 1998.
- Greider, William, *One World, Ready or Not : The Manic Logic of Global Capitalism*, Simon & Schuster, 1997.
- Guilhon, Bernard, *Les Firmes globales*, Economica, Paris, 1998.
- Gupta, Sanjeev, Hamid Davoodi, Rosa Alonso-Terme, *Does Corruption Affect Income Inequality and Poverty ?*, IMF Working Paper, Fiscal Affairs Department, WP/98/76, Washington, May 1998.
- Haskell, Paul, *Why Lawyers Behave As They Do*, University of North Carolina Press, 1997.
- Hayek, F. A. « Economics and Knowledge », p. 33-56, *Individualism and Economic Order*, Chicago Gateway Edition, 1972.
- Heilbroner, R. and W. Milberg, *The Crisis of Vision in Modern Economic Thought*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- Herzlinger, Regina, *Market-Driven Health Care: Who Wins, Who Loses in the Transformation of America's Largest Service Industry*, Addison-Wesley, 1998.
- Hirst, Paul et Grahame Thompson, *Globalization in Question*, Blackwell, Londres, 1996.
- Hume, David, *A Treatise of Human Nature*, London, 1739-1740.
- Huyghe François- Bernard, *La Langue de coton*, Laffont, 1990, Paris.
- Kahler, Miles (éditeur), *Capital Flows and Financial Crises*, a Council on Foreign Relations Book, Cornell University Press, Ithica, N.Y. 1998.
- Kehler, David and Robert M. Stern, « Initiatives in the 1980's and 1990's » *The Book of the States*, 1994-95, Lexington, Kentucky, Council of State Governments, 1994.
- Kelley, Allen C. and Robert M. Schmidt, *Population and Income Change : Recent Evidence*, World Bank Discussion Paper, n° 249.
- Keyes, Tony, *The Year 2000 Computer Crisis*, Washington D.C., 1998.

- Kristof, Nicholas D., et David E. Sanger, « How U.S. Wooed Asia to let Cash Flow In », p. A-1, A-10, *The New York Times*, 16 fév. 1999.
- Laïda, Zaki, *Malaise dans la mondialisation*, Les éditions Textuel, Paris, 1997.
- Institut de la statistique du Québec, *La Situation démographique du Québec*, éd. 1998.
- Latouche, Daniel, Guy Lord et Jean-Guy Vaillancourt, *Le processus électoral au Québec, les élections provinciales de 1970 à 1973*, HMH, Montréal, 1975.
- Leidy, Michael P., *Succès et échecs de l'accord canadien sur le commerce intérieur*, Document de travail 98/51, IMF, Washington, 1998.
- Lester, Normand, *Enquêtes sur les services secrets*, Les Éditions de l'Homme, Montréal, 1998.
- Lever, Yves, *Petite critique de la déraison religieuse*, Liber, 1998.
- Lewin, Roger, *Complexity*, Phoenix Orion Books, 1993.
- Lewis, Michael, *Liar's Poker*, Penguin Books, New York, 1990.
- Lipset, Seymour Martin, *Continental Divide: the Values and Institutions of the United States and Canada*, New York et Londres, Routledge, 1990.
- Madison, Angus, *Dynamic Forces in Capitalist Development: A Long-run Comparative View*, Oxford University Press, New York, 1991.
- Madison, Angus, *Phases of Capitalist Development*, Oxford University Press, 1982.
- Magleby, David, « Direct Legislation in the United States » in David Butler and Austin Ranney, *Referendums Around the World*, Washington, American Enterprise Institute, 1994.
- Marceau, Richard, Jean-Luc Migué et Nathalie Dubois, *Le financement du choix de l'école – situation canadienne et tendance en Amérique du Nord*, ÉNAP octobre 1996.
- Massicotte, Louis, *The United States Experience With Direct Legislation*, Ottawa, Division de la recherche, Bibliothèque du Parlement, 1984.

- McArthur, William, Cynthia Ramsay et Michael Walker, *Healthy Incentives: Canadian Health Reform in an International Context*, The Fraser Institute, Vancouver, 1996.
- Migué, Jean-Luc, *Étatisme et déclin du Québec*, Les Éditions Varia, 1999.
- Migué, Jean-Luc, et Richard Marceau, *Le Monopole public de l'éducation : l'économie politique de la médiocrité*, Presses de l'Université du Québec, 1989.
- Minc, Alain, *La Mondialisation heureuse*, Plon, Paris, 1997.
- Minsky, Hyman P., *Can « IT » Happen Again? Essays on Instability and Finance*, Sharpe, New York, 1982.
- Mises, Ludwig, von *Socialism*, New Haven, Yale University Press, 1951.
- Monière, Denis, *Le Développement des idéologies au Québec, des origines à nos jours*, Québec/Amérique, Montréal, 1997.
- Monod, Jacques, *Chance and Necessity : An Essay on the Natural Philosophy of Modern Biology*, Knopf, New York, 1971.
- Morin, Claude, *L'Art de l'impossible*, Boréal Express, Montréal, 1987.
- Morin, Guy R., *La Cathédrale inachevée*, XYZ éditeur, Montréal, 1997.
- Ormerod, Paul, *The Death of Economics*, St. Martin's Press, New York, 1994.
- Ouimet, Marc, *Les Tendances de la criminalité au Québec ; les nouvelles réalités et les nouveaux enjeux*, 1998.
- Pauley, Louis W., *Who Elected the Bankers? Surveillance and Control in the World Economy*, Cornell University Press, Ithaca, New York, 1997.
- Perroux, François, « La science économique », dans *L'Univers économique et social*, Encyclopédie française, Paris, 1960.
- Perroux François, *Pouvoir et économie*, Bardas, Paris, 1973.
- Petzinger, Thomas, Jr., *The New Pioneers : The Men and Women Who are Transforming the Workplace and Marketplace*, Simon & Schuster, N.Y., 1999.
- Phillips, Kevin, *The Cousins' Wars : Religion, Politics, and the Triumph of Anglo-America*, Basic Books, 1999.

- Porter, Michael, *L'avantage concurrentiel*, Inter Éditions, Paris, 1985.
- Piotte, Jean-Marc, *Les Grands penseurs du monde occidental, l'éthique et la politique de Platon à nos jours*, Fides, Montréal, 1997.
- Popper, Karl, *The Open Society and Its Enemies*, London, 1945.
- Ramsay, Cynthia et Michael Walker, *Waiting Your Turn : Hospital Waiting Lists in Canada*, 8^e édition, The Fraser Institute, Vancouver, 1997.
- Ranney, Austin, *The Referendum Device*, Washington, D.C., American Enterprise Institute, 1981.
- Revel, Jean-François, *Mémoires, Le Voleur dans la maison vide*, Plon, Paris, 1997.
- Rosenberg Nathan, *Exploring the Black Box : Technology, Economics and History*, Cambridge Press, 1991.
- Rosenberg, N. et L. Birdzell, *How the West Grew Rich*, Basic Books, New York, 1986.
- Rosentraub, Mark S., *Major League Losers: the Real Cost of Sports and Who's Paying for it*, Basic Books, 1997.
- Savoie, D., *Governing from the Center. The Concentration of Power in Canadian Politics*, University of Toronto Press, 1999.
- Schumpeter, Joseph, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot, Paris, 1969.
- Sédillot, René, *Histoires des marchés noirs*, Éditions Tallandier, Paris, 1985.
- Sherry, Cooper, *Regional Diversity, the Canadian Unemployment Story*, Nesbitt Burns Inc., 1997.
- Shilling, Gary, *Deflation*, Lakeview Publishing Co., New Jersey, 1998.
- Simon, Julian, *The Ultimate Resource*, Princeton University Press, Princeton, N.J., 1996.
- Skousen, Mark, et Kenneth Taylor, *Puzzles and Paradoxes in Economics*, Edward Elgar Publishing, Brookfield, Vermont, 1997.
- Smith, Adam, *The Wealth of Nations* [1776], ed. R. H. Campbell and A. S. Skinner, vol. 1, Oxford University Press, 1976.

- Sokal, Alan, et Jean Bricmont, *Impostures intellectuelles*, Éditions Odile Jacob, Paris, 1997.
- Sowell, Thomas, *Migrations and Cultures*, 1996.
- Spengler, Oswald, *Le déclin de l'Occident* (2 tomes), Paris, Gallimard, 1978.
- Statistique Canada, *Rapport sur l'état de la population du Canada*, n° cat. 91-209, 1995.
- Sterling, William, et Stephen Waite, *Boomernomics*, The Ballantine Publishing Group, New York, 1998.
- Stoffman, D., *Towards a More Realistic Immigration Policy in Canada*, C.D. Howe Institute, 1993.
- Tainter, Joseph A., *The Collapse of Complex Societies*, 1988.
- Tanzi, Vito, *Corruption Around the World : Causes, Consequences, Scope, and Cures*, FMI, document de travail WP/98/63, Washington, 1998.
- Tchakhotine, Serge, *Le Viol des foules par la propagande politique*, Gallimard, Paris, 1952.
- Thurow, Lester, *Head to Head : The Coming Economic Battle Among Japan, Europe and America*, Morrow, New York, 1992.
- Tocqueville, Alexis de, *De la démocratie en Amérique*, Gallimard, Paris, 1978.
- Tremblay, Rodrigue, « Mobilité internationale des facteurs de production en situation de chômage et de libre-échange », *L'Actualité Économique*, Montréal, juin 1998.
- U.S. Government, *Report of the Minimum Wage Study Commission*, Vol. I, Washington D.C., U.S. Government Printing Office, 1981.
- Vacher, Laurent-Michel, *La Passion du réel/La Philosophie devant les sciences*, Liber, 1998.
- Yergin, Daniel et Joseph Stanislaw, *The Commanding Heights*, Simon & Shuster, New York, N. Y., 1998.
- Waldrop, Mitchell, *Complexity*, Simon and Schuster, New York ; Toronto, 1992.

Weber, Max, *Le Savant et le politique*, Union générale d'éditions, Paris, collection 1018, 1963.

Weiner, Stuart, « New Estimates of the Natural Rate of Unemployment », *Economic Review*, Federal Reserve Bank of Kansas City, fourth quarter, 1993.

Winock, Michel, *Le Siècle des intellectuels*, Paris, 1997.

Zandi, M. et J. Janoska, « Will the Real Economy Please Stand Up », *Regional Financial Review*, Regional Financial Associates, August, 1997.

SOURCES DES TEXTES ORIGINAUX ABRÉGÉS DE L'AUTEUR

[Retour à la table des matières](#)

LE MONDE

1. 1 *Les Affaires*, 26 décembre 1998 et
2 janvier 1999

L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE

- 2.1 *Les Affaires*, 24 janvier 1998
2.2 *Les Affaires*, 5 juillet 1997
2.3 *Les Affaires*, 30 mai 1998
2.4 *Les Affaires*, 4 juillet 1998
2.5 *Les Affaires*, 13 mars 1999
2.6 *Les Affaires*, 10 avril 1999
2.7 *Les Affaires*, 25 juillet 1998
2.8 *Les Affaires*, 30 janvier 1999

LE MARCHÉ DU TRAVAIL

- 3.1 *Les Affaires*, 24 avril 1999
3.2 Inédit
3.3 *Les Affaires*, 7 mars 1998
3.4 *Les Affaires*, 13 décembre 1997
3.5 *Les Affaires*, 11 mai 1996
3.6 *Les Affaires*, 22 novembre 1997
3.7 *Les Affaires*, 7 juin 1997
3.8 *Les Affaires*, 14 août 1999

LA POLITIQUE

- 4.1 *La Presse*, 4 décembre 1998
Le Soleil, 8 décembre 1998
4.2 *Les Affaires*, 28 novembre 1998
4.3 *Les Affaires*, 20 juillet 1996
4.4 *Les Affaires*, 26 septembre 1998
4.5 *Les Affaires*, 11 avril 1998
4.6 *Les Affaires*, 22 août 1998

- 4.7 *Les Affaires*, 14 novembre 1998
4.8 *Les Affaires*, 5 juin 1999
4.9 *Les Affaires*, 19 juin 1999
4.10 *Les Affaires*, 17 juillet 1999
4.11 Inédit

LE SOCIAL ET LA CULTURE

- 5.1 *Les Affaires*, 27 mars 1999
5.2 *Les Affaires*, 2 décembre 1996
5.3 *Les Affaires*, 4 et 11 octobre 1997
5.4 *Les Affaires*, 1^{er} juin 1996
5.5 *Les Affaires*, 2 août 1996
5.6 *Les Affaires*, 5 octobre 1996
5.7 *Les Affaires*, 3 octobre 1998
5.8 *Les Affaires*, 8 mai 1999
5.9 *La Presse*, 31 janvier et
2 février. 1987
5.10 *Les Affaires*, 24 octobre. 1998
5.11 *Les Affaires*, 13 février 1999
5.12 *Les Affaires*, 25 septembre 1999

LA DÉMOGRAPHIE ET

LE VIEILLISSEMENT

- 6.1 *Les Affaires*, 31 juillet 1999
6.2 *Les Affaires*, 27 avril 1996
6.3 *Les Affaires*, 27 décembre 1997 et
3 janvier 1998
6.4 Inédit
6.5 *Les Affaires*, 2 août 1997

LA FISCALITÉ

- 7.1 *Les Affaires*, 23 février 1996

- 7.2 *Les Affaires*, 7 septembre 1996
- 7.3 *Les Affaires*, 27 février 1999
- 7.4 *Les Affaires*, 14 février 1998

LA FINANCE

- 8.1 *Les Affaires*, 30 mars 1996
- 8.2 *Les Affaires*, 12 décembre 1998
- 8.3 *Les Affaires*, 11 septembre 1999
- 8.4 *Les Affaires*, 29 juin 1996
- 8.5 *Les Affaires*, 1^{er} mars 1997
- 8.6 *Les Affaires*, 29 mars 1997
- 8.7 *La Presse*, 10 avril 1994
- 8.8 *Les Affaires*, 5 septembre 1998
- 8.9 *Les Affaires*, 17 octobre 1998
- 8.10 *Les Affaires*, 3 juillet 1999
- 8.11 *Les Affaires*, 16 janvier 1999
- 8.12 *Les Affaires*, 22 mai 1999

LA MONDIALISATION

- 9.1 *Les Affaires*, 11 octobre 1997
- 9.2 *La Presse*, 28 mai 1998
- 9.3 *Les Affaires*, 2 novembre 1996

- 9.4 *Les Affaires*, 6 décembre 1997
- 9.5 *Les Affaires*, 26 avril 1997

LES POLITIQUES

GOVERNEMENTALES

- 10.1 *Les Affaires*, 1^{er} fév. 1997
- 10.2 *Les Affaires*, 6 septembre 1997
- 10.3 *Les Affaires*, 13 juin 1998
- 10.4 *Les Affaires*, 14 février 1998
- 10.5 *L'Action Nationale*, novembre 1996
- 10.6 *Les Affaires*, 2 mars 1996
- 10.7 *Les Affaires*, 25 octobre et 1^{er} novembre 1997
- 10.8 *Les Affaires*, 28 mars 1998

LES QUESTIONS

CONSTITUTIONNELLES

- 11.1 Inédit
- 11.2 *Les Affaires*, 24 mai 1997
- 11.3 *Les Affaires*, 28 août 1999
- 11.4 *Les Affaires*, 9 mai 1998